«Radio-TV»: une nouvelle génération d'animateurs

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14850 - 7 F

DIMANCHE 25 - LUNDI 26 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La reine face aux Allemands

A reine Elizabeth II, qui Lyient d'achever une visits officielle en Allemagne, a eu quelques raisons, lors de son passage à Dresde, d'être amère. Sifflets, jets d'œufs, vociféra-tions hostiles : une pertie de le foule rassemblée sur son passage dans la capitale saxonne vouleit ainsi faire savoir à Sa Majesté britannique qu'une sim-ple visite « de réconsillation » du couple royal dans la ville réduite en cendres en 1945 par les bom-bardiers de le RAF était insuffi-

qui auraient aimé, à cette occation, entendre la reine prononcer le simple mot «sorry», qui aurait permis de tourner la page des rancœura liée au traumatisme laissé par le bombardement sys-tématique de populations civiles par l'aviation silée alors que les ermées nazies étaient sur le point d'être défaites. Cet état d'esprit a d'elleura été cultivé par l'ancien régime communiste de la RDA, désireux de faire taire ainsi les critiques sur le compor-tement de l'Armée rouge en Alie-magne à le fin de la seconde guerre mondiale.

AINSI, une visite qui aurait pu être l'équivalent germa-no-britannique de la présence, main dans la main, d'Heimu Kohl et de Françoie Mitterrand int le monument eu morts de Verdun n'a pas eu l'effet réconcillateur excompté. Au contraire, les Incidents de Dresde, même s'lis cont minimisés par le Foreign Office, relancent de vieilles polémiques. On s'invec-tive, par presse populaire interposée, par-dessus le mer du

A Londres, les milieux hostiles à l'Allemagna stigmatisent, dans un même élan, les agiss xénophobes des néo-nezls, le tentative de célébrer le cinquantième anniversaire du lancement de la fusée V2 et le comportement de le Bundesbank, lugés responsable des matheurs subla ces dernières semaines par la livre storling. En Allemagne, on rappelle que l'érection d'un monument à la gloire du général Arthur e Bomber a Harris, princi-pal responsable des bomberdements de Dresde, et inauguré par la reine mère en personne, ne ntribue pas au rapprochement

ES relations entre Bonn et Londres sont-elles pour autant en train de se dégrader avec des effets sur l'ensem leurs partenaires de la CEE? Ces relations sont à l'évidence moins sereines que celles entratenues entre la France et l'Allemagne et donnent lieu à quelques incidents publics, comme celui qui vient de mettre aux prises cette semaine les ministres de la défense des deux pays à propos de la pour-suite, contestée par les Alle-mands, du projet d'avion de combat auropéen (EFA). Pourtant, l'arrivée au pouvoir de John Major avait fait disparaître du gouvernement la vieille garde thatchérienne qui ne voulait voir en Allemagne qu'un passé nazi toujours prêt à renaître.

Au bord du Rhin, comma sur les rives de la Tamise, la politi-que est entre les mains de dirints pragmatiques, qui savent faire le partage entre les réec-tions émotives et la défense bien comprise des intérêts nationaux Ainsi, dans les difficiles négocia-tions du GATT, Londres et Bonn sont sur une même ligne, beaucoup plus conciliante que celle de Paris vis-à-vis des Etats-Unis.



Le référendum constitutionnel du 26 octobre

Les Canadiens se prononcent sur l'avenir de la fédération

Les Canadiens votent, lundi 26 octobre, sur un projet de réforme constitutionnelle. Tous les sondages prédisent une nette victoire du « non » à ce référendum au Québec, la seule province majorité francophone du pays, ainsi qu'en Alberta et en Colombie-Britannique. Même si le « oui » l'amportait au niveau national, l'opposition d'une seule province sonnerait le glas de cette réforme, destinée à « revigorer » le fédéralisme canadien en ménageant plus d'espace aux grandes minorités du pays,

MONTRÉAL

de notre correspondente

texte long et technique, sujet à des interprétations contradictoires, et dont les conséquences politiques et socio-économiques sont difficiles à évaluer, les électeurs sont fortement tentés de se laisser guider par la méliance que leur inspirent ses artisans. D'autant que le gouvernement Mulroney, qui continue de battre des records d'impopularité, leur e donné à peine moins de deux mois pour se faire une opinion avant de répondre à la question snivante : « Acceptez-vous que la . Constitution du Canada soit renouvelée sur la base de l'entente conclue le 28 août 1992?»

En soixante articles, ce texte refond le Parlement fédéral pour y accroître la représentation des petites provinces; donne aux quelque 650 000 Amérindiens, Inuits et métis le droit de formes des gonvernements autonomes; affirme le caractère « distinct » du Québec, seule province francophone et redéfinit la répartition des pouvoirs entre Ottawa et les dix provinces. Il laisse cependant en suspens les modalités d'application de beaucoup de ces dispositions, qui devront faire l'objet de négociations ultérieures (voir noire page « Point » du 24 octo-

winter wnon's, c'est se retrouver

Décus par le jugement dans l'affaire du sang contaminé

Les hémophiles poursuivent leur combat judiciaire

La condamnation, vendredi 23 octobre, à des peines de prison ferme, des docteurs Michel Garretta (quatre ans) et Jean-Pierre Allain (deux ans), par le tribunal correctionnel de Paris, n'a pas mis un terme à l'affaire du sang contemhé par le virus du sida. En effet, la cour d'appel aura à se prononcer, et plusieurs nouvelles plaintes pour empoisonnement, déposées par des victimes hémophiles, sont étudiées par M= Foulon, premier juge d'instruction à Paris.

Une conspiration du silence

par Laurent Greilsamer

Jamais les arguments du docteur Michel Garretta n'ont convaince les juges. Jamais l'ancien directeur da Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), du 22 juin au 5 août, n'est parvenu à faire croire au tribunal qu'il n'avait pas délibérément trompé les hémophiles en leur vendant des concentrés sanguins infectés par le virus

Telle est la conclusion, simple et abrupte, qui ressort de la lecture du long jugement - un document de cent quatre-vingt-onze feuillets - rendu vendredi 22 octobre par le président de la seizième chambre correctionnelle de Paris, M. Jean-

Louis Mazières, et ses deux asses-seurs, Me Pelier et M. Tessier. Le tribunal – su-delà même du sort de tel ou tel inculpé - manife de la sorte clairement que le men-songe et la manipulation ont dominé evec constance l'affaire dite « du sang contaminé ».

Dans ce qu'elle a d'implacable cette «lecture» puise largement dans les minutes des audiences, s'eppuyant tantôt sur un témoignage, tantôt sur une correspondance, mettant bout a bout nne confondante série de documents et

Lire la suite page 8 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI et les extraits du jugement pages 8 et 9

Le PC laisse passer les recettes budgétaires

La première partie du pro-jet de loi de finances pour 1993, c'est-à-dire las recettes (impôts et taxes), e recettes (imposs et langua, été adoptée en première lec-ture, à l'Assemblée nationale. décidé de ne pas prendre part au vote, après avoir obtenu certaine aménegements fiscaux qu'ils deman-daient pour les foyers modestas, le texta e été approuvé per les socialistes et per une dizzine de députés contre 265 (RPR, UDF, UDC et dix non inscrits). La droite e déposé une motion de censure, qui sera discutée lundi 26 octobre.

Salon de l'alimentation le consommateur perde

Le consommateur des années 90 ne sait plus où donner de la tête. Il e profondément modifié see achets d'alimentation depuis la guerre du Golfe, abandonnant ce qui est superficiel pour les produits de base. Renforcée par la crise économique, cette tandence apparaît au moment où e'ou-vre le 15- Salon international de l'alimentation.

Lire page 17 l'article de DOMINIQUE GALLOIS

Anarchie en Tchétchénie

Un an après la proclamation de son indépendance, la remnante République du Caucase, livrée à tous les trafics, va à vau-l'eau

coun de fest, devant la détermina-

reprendre les armes contre le

colonisateur russe. Un an plus

tard, chacun campe sur ses posi

de notre envoyée spéciale

Dans la foulée de l'éclatement de l'URSS, celui de la Fédération de Russie elle-même, peuplée à 20 % au moins de non-Russes, est à l'ordre du jour depuis qu'en octobre dernier la République de Tchétchénie, l'une des seize « Républiques antonomes » que comptait la Fédération, proclamait unilateralement son independance. Quelque 2 000 soldats russes, envoyés alors rétablir F«ordre constitutionnel», durent

M. Strauss-Kahn invité du «Grand Jury RTL-le Monde »

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industria et du commerce extérieur, sera l'Invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde» dimenche 25 octobre à 19 h 30.

DATES

Il y a trente ans : la crise page 2

HEURES LOCALES

Toulon, la cigele, # Des chèques pour la merée noire.

Crise de croissance à Saint-Quentin-en-Yveines. pages 11 à 13

CHRONIQUE DES MARCHES

■ Devisee et or. ■ Marché monétaire. Matières premières. . Marché internationai des capitaux.

Le sommaire complet se trouve page 20

tions: Moscou ne veut ni Tadjikistan: l'ancien président Rakhmon Nablev pourrait reprendre le pouvoir à Douchanbé

chène - issue, il est vrai, d'un tion de ce peuple d'un million de vote assez sommairement démomontagnards islamisés, prêts à cratique - ni engager de réelles négociations. Le pouvoir russe vent avant tout éviter l'effet boule de neige, d'eutant que la Tchétchénie a déjà fait des émules avec la souveraineté proclamée au Tatarstan (6 millions de personnes en plein cœur de la Fédération) et l'autonomie croissante de larges territoires sibé-

> SOPHIE SHIHAB Lire in suite page 3

> > 1992

Le Monde ROSSIES OCTOBRE

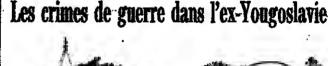
UN SEUL DOSSIER : L'ALGÈRIE DEPUIS 1945

battre en retraite sans tirer un reconnaître l'indépendence tehét-

Ce numéro spécial de Dossiers et Documents consacre 16 pages à l'histoire de l'Algérie, de la domination française à l'indépendance, à travers les archives du journal le Monde. Trois grandes étapes : la colonisation d'abord, et l'erratique mise en place d'un statut, suite d'incertitudes et d'ambiguités qui va déboucher sur sept années de guerre. L'Algérie gagne son indépendance dans le sang au prix du départ massif des Européens. La période contemporaine voit la dégringolade économique, la corruption de la nomenklatura, le désespoir d'une jeunesse trop nombreuse et mal formée et la montée du courant islamiste, nourri de la misère et du mécontentement.

Au sommaire des « clés de l'info » : la campagne pour l'élection du président des Etats-Unis, la chute du dollar, la question de l'Etat-nation, les dérives de l'inculpation, le XIV congrès du PC chinois, le marché des déchets, le tarif réduit au cinéma le mercredi, la polémique autour des ours pyrénéens, la natalité n'est plus ce qu'elle était, l'achat d'espaces publicitaires et les centrales, que se passe-t-il en Irak aujourd'hui?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 17 F





Lire page 3 les articles de FLORENCE HARTMANN et ISABELLE VICHNIAC

Une FIAC en demi-teinte

Indécise et privée de coups d'éclat, la 19º Foire internationale d'art contemporain sent passer la crise

par Philippe Dagen

A époque troublée, manifestetions confuses. On avait connu des FIAC échevelées on brillantes, event-gardistes ou luxueuses. On avait pris l'babitade d'y vérifier tantôt la der-nière mode artistique internatio-nale, tantôt le génie de quelques illustres morts de ce siècle, tantôt les deux à le fois – et c'éteit double intérêt, sinon double plaisir. L'an dernier, en dépit du secours des galeries belges, le spectaele avsit peru un peu morne et la qualité discrètement

Ce serait peu dire que cette tendance, évidemment liée à l'effondrement de la spéculation et à la récession économique, se confirme cet eutomne. Ce n'est pas que la FIAC soit vériteblement mauvaise, c'est qu'elle n'est ni bonne ni manvaise, tout juste médiocre, ni chair ni poisson,

indécise, incohérente et, pour l'essentiel, privée de coups d'éclat et de surprises.

L'epport des marchands iteliens, loin de remédier au phénomène, l'aggrave. Ils sont venus en force, une phalange de vingt-cinq galeristes romains, milenais ou florentins. Ils ont bénéficié d'une aide exceptionnelle de l'Institut italien du commerce extérieur. Ils n'ont pas ebusé de l'audace pour autant, se cantonnant dans le registre trop connu des valeurs sûres, ou supposées telles, les futuristes, l'arte povera, la transavantgarde. Sur les vingt-cinq, il n'en est guère qu'un, Alessandro Bagnai, pour oser présenter de jeunes artistes, Gianni Dessi et Giuseppe Gallo par exemple. La plupart de ses collègues rendent hommage à des gloires de longue date établies, Fontana, Pistoletto, Paolini, Kouncilis et Anselmo.

Lire la suite page 15

par Michel Tatu

A décision soudaine et clan-destine d'installer, pour la première fuis, des armes

stratégiques en dehors du territuire sonitique constitue une provocation délibérée, une modification injusti-fiée du statu quo. Le gouvernement soviétique n ainsi créé une situation

que notre pays ne saurait accep-

Dès le début de son discours télévisé, ce lundi 22 octubre 1962 à

19 heures, John Kennedy annonce l'enjeu : en installant à Cuba des

fusées à tête nucléaire visant prati-quement l'ensemble du territaire nnrd-américain, Nikita Khrouchtchev, le dirigeant de Moscou, a non seulement renié toutes ses pro-

messes antérieures, mais il a créé

une menace inacceptable pour les Etats-Unis. La réponse, mise au point au cnurs d'innnmbrables conciliabules secrets à Washington pendant toute la semaine précé-dente, est à la fais ferme et nuan-

cée : le président américain impose à Cuba un régime de « quarantaine

l'île, interceptera trus les navires se dirigeant vers Cuba, et ceux qui transportent des armes jugées

«nffensives» devrant rebrausser chemin. Mais la vraie cible n'est

A Moscou, on est déjà le mardi 23 octobre, mais la première réac-tion ne viendra qu'en fin d'après-midi plus de doute houres ré-

tard. Le « gouvernement soviétique [rejette] avec décision » des préten-

tinns américalnes que « naturelle-ment aucun Etat snucieux de son

indépéndance ne peut accepter». Même fermeté dans la Pravda du

Même termete dans la Pravad du lendemain, qui, sous le titre très en vogue à l'époque de « Bas les pattes à Cuba l», appelle le mande entier à « juguler les agresseurs américains déchaînés». Mais, déjà, nn respire un peu à Washington:

la réponse n'est encore que verbale, les actinns de diversinn rednntées par certains à Berlin, voire en Iran

et tnut le dispositif militaire américain dans le monde entier a été mis en état d'alerte maximale,

De fait, les jouroées suivantes vant confirmer le désir des deux

snperpuissances, bien conscientes

que le bras de fer engagé est aussi une partie au bord du gnuffre,

d'éviter ou de retarder toute action vinlente. Dès le mercredi 24, nn nbserve qu'une moitié des quelque vingt-quatre navires soviétiques qui se dirigeaient vers Cuba changent de cap ou s'arrêtent en pleine mer, avant d'arriver en vue du barrage américain. De son côté le pré-

Quarante mille militaires

soviétiques

Mais le président américain est

nelles les quelque trente fusées SS-4 et SS-5 – les mêmes qui sont

C'est bien pourquoi le président américain et son frère Bab relan-

cent les options qu'ils avaient écar-tées pendant la semaine précé-

- n'nnt pas eu lieu.

l'Union soviétique. »

défensive ».

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-SEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: [1] 40-65-25-25
Télécopieur: [1] 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent aus à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Flubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M Jeones Lesques égant.

Le Monde PUBLICITE

M. Jacques Lesourne, géran

Président directeur général : Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Lisabelle Traziói
15-17, rue da Colonel-Pierre-Avin
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télén: : 46-63-98-71. - Société filiale
de la SARL le Monde et de Médias a Réjet Europe SA.

Imprimerte
du « Monde »
12, r. M. Gunubourg
94852 IVRY Cedex
Commission parisire des journaux
et publications, r. 57 437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

TÉLÉMATIQUE

enseignements sur les microfilms index du Monde au (1) 40-85-29-33

omposez 36-15 - Tapez LEMONOE ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tel.: (1) 49-60-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)				
TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMR PAYS-BAS	AUTRES PAVS vale normale CEE	
3 wois	536 F	572 F	790 F	
6 mais	1 038 F	1 123 F	1 560 \$	
1.00	1 890 F	2 006 F	2960 F	

ÉTRANGER: par vnie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de vntre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

Changemeats d'adresse défipitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois Nnm: Prénom : Adresse:

Code postal : _ Localité : _

Pays:

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'Imprimerie. 221 MQ Q2

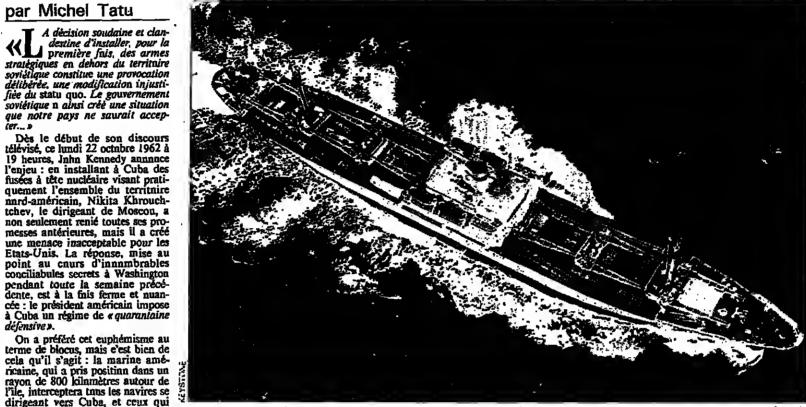
Le Monde

Edité per le SARL Le Monde Comité de direction : Jacques Lescume : gérant directaur de la publication Bruno Frappart directeur de la rédection Jacques Guiju

pert & euve-Méry (1944-196

Il y a trente ans

La crise des missiles de Cuba



soviétique, photographi par l'avietici las fusões russes ; la crise

denle. On fait savoir aux Russes par divers canaux que, si Khrou-chtchev ne cède pas, on passera du blocus à l'actinn militaire : un bombardement des rampes de mischemin. Mais la vraie cible n'est pas Fidel Castro et son régime : « Toute fusée nucléaire lancée à partir de Cuba contre l'une quelconque des nutions de l'hémisphère occidental, poursuit Juan Kennedy, sera considérée comme l'équivalent d'une attaque soviétique contre les Etais-Unis, attaque qui entraînerait des représnilles massives contre l'Union soviétique. » siles pourrait avnir lieu des le mardi suivant, 30 octobre, suivi à bref délai par un débarquement sur l'île, une opération pour laquelle d'importants préparatifs se dérou-lent au grand jour en Floride et

Les imprudences de Fidel Castro

Paur Khrouchtchev, e'est l'impasse. En dehors de ses armes nncléaires, il n'a aucun mnyen de riposter à un bombardement de île ni de la défendre contre un débarquement en fince, qui sera cette fais beaucaup plus massif que l'apératian manquée menée par la CIA à la baie des Cochons un an et demi plus tôt et qui signifiera la fin du régime castriste. Mais un «échange» nucléaire signifiera aussi la fin de l'URSS. Déjà, le «missile gap», que dénonçait Ken-nedy, n'en était pas un en 1960. Il était devenu en 1962 un gouffre en faveur de l'Amérique, qui disposait de près de 300 fusées intercontinentales et de 144 missiles sous-marins Pnlaris, contre quelque 75 et 0 respectivement pour Moscou. Sans parler de près de 2 000 bombardiers Inurds américains, contre moins de 150 appareils soviétiques

équivalents... Or Castro a eu le tort de croire aux innombrables vantardises de Khrouchtchev à propos de la supériorité de ses fusées et de leur tra-ductinn spatiale, les spoutniks. Dans une lettre adressée an diri-geant soviétique le 26 octobre, le

cbef de la révolution cubainc affirme que si Washingtan décide d'envahir Cuba (une bypothèse qu'il juge « mains prabable » que celle d'une attaque aérienne, mais « possible »), alors l'Union saviéti-que se dant de « ne pas laisser se crèer une situation dans laquelle les impérialistes, pourraient france impérialistes pourraient frapper contre elle le premier coup d'une guerre nucléaire ». Autrement dit et Fidel Castro le répétera dans une autre lettre envoyée deux jours une autre lettre envoyee deux jours
plus tard, - il s'agit de répondre à
l'agresseur « par un coup appable de
l'anéantir », profitant de « l'avantage ennsidérable » qui revient au
« premier utilisateur ». Une inconscience qui persistera lungtemps,
puisque le Lider maximo n'a pas
hésité, il y « deux ans, à faire
publier ces documents commometpublier ces documents compromet-tants (le Monde du 24 novembre 1990). Tout ce qu'il admet aujour-d'hui, c'est que, s'il avait su quelle serait l'a hésitation » des Soviétiques, il n'aurait pas accepté les missiles, vient-il de dire à la chaîne américaine NBC.

Toujnurs est-il qu'en netabre 1962, Khrouchtchev, et c'est à son hanneur, n'envisage pas une seconde de suivre le «conseil» de cet allié encombrant. Le vendredi 26 octobre, il adresse à Kennedy une lettre longtemps restée secrete, et plutôt confuse, mais qui contient en filigrane les éléments d'un marchandage qu'un émissaire officieux, le «diplomate» Alexandre Fomine, le «diplomate» Alexandre Fomine, fait parvenir le même jnur au département d'Etat par l'intermédiaire du jnurnaliste américain John Scali : l'URSS est prête à retirer ses fusées, en échange d'une promesse américaine de ne pas envahir Cuba.

Telle est en effet la solution qui

sera afficiellement annoncée deux jnurs plus tard, le dimanche 28 octobre, mettant fin à la crise. Nnn sans que de nanvelles émotinns aient transformé la jnurnée précédente en « samedi nnir » : la DCA cubaine a abattn ce jour-là un des avions espions qui survo-laient l'île en permanence, causant la première et unique victime de la crise en la personne du pilnte Anderson, celui-là même qui avait rapporté, le 14 octobre, les premières photos des bases de mis-

Les «Jupiter» de Turquie

En second tieu, Khrouchtchev a envoyé, publiquement cette fnis, une nouvelle lettre proposant bien le retrait des fusées de Cuba, mais en échange d'un retrait des fusées américaines Jupiter alors déployées en Turquie. Kennedy avait bien l'intention de renoncer à ces engins devenus obsolètes – et il le fera dès l'année suivante, — mais, pour évi-ter les complications avec ses alliés, il ne souhaitait pas lier les deux problèmes : ce sera la partie «non dite» du règlement.

Il restera à calmer Fidel Castro, qui refuse tout contrôle sur son sol (les fusées seront « déshabillées » en haute mer, lors de leur retrait, par les marins soviétiques; sous les regards des officiers de l'US Navy) et qui attendra jusqu'au 20 novem bre pour renoncer aux bombardiers semi-lourds lliouchine-18 que Mos-cou lui avait livrés et dant Ken-nedy exige également le retrait.

Trente ans après les faits, tout ou presque a été dit sur la crise – un colloque a même réuni en jan-vier 1989 à Moscou les principaux

protagonistes, dont McNamara, le secrétaire à la défense de Jnhn Kennedy, et Andrei Gramyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, qui devait mnurir la même année, – et le bilan est clair. Certes, plusieurs ultra-conserva-teurs américains et quelques analystes en Europe ont prétendn que les Etats-Unis avaient subi un échec en s'engageant à ne pas atta-quer Cuba, ce qui permet au régime castriste d'être toujnurs là aujourd'hui. Mais le grand perdant n'en fut pas moins Khrouchtchev, que Mao Zedong, à Pékin, put accuser avec une certaine pertinence d'avnir doublement peché, par « aventurisme d'abord », par e capitulationnisme ensuite». Le dirigeant soviétique paya la nnte également sur le plan intérieur, par

plus tard. Le véritable objectif: **Berlin**

un affaiblissement qui devait conduire à sa destitution deux ans

Car snn ambition initiale, Inrsqu'il avait décidé, pendant l'été 1962, d'installer des missiles nucléaires à Cuba, dépassait de lnin les seules nécessités de la défense de l'Île. Son véritable nbjectif était Berlin-Ouest, qu'il avait promis depuis plusieurs années de transformer en «ville libre » (en fait d'en chasser les gar-nisons occidentales), et pour lequel il comptait revenir à la charge à l'occasion d'une grande négociatinn à nuvrir avant la fin de 1962, « après les élections américaines » de novembre, précisait-il aimable-ment. Une négociation dont nu peut imaginer le déroulement si Kennedy avait accepté le fait accompli des missiles soviétiques à Cuba : non seulement l'équilibre. des farces est été gravement rompu par ce pistolet nueléaire soudainement braqué sur le cœur des Etats-Unis, mais le jeune président américain, déjà bousculé par Khrouchtchev lors de leur rencontre de Vienne en juin 1961, aurait perdu beaucoup de son prestige aux yeux de ses adversaires comme de ses alliés.

: Mais l'erreur de calcul aura été au finnd partagée par les deux «K». Khrouchtchev pensait que Kennedy n'allait pas réagir, ce der-nier croyait son homologue soviéti-que sn'ilsamment au courant de ses intentinns pour ne pas se lancer dans une telle aventure : tout en affirmant qu'il ne laisserait pas Moscou installer des armes nffensives à Cuba, le président améri-cain négligea les éléments de preuve qui lui parvenaient depuis plusieurs semaines (le premier cargo suspect était arrivé à Cuba dès le 8 septembre), de même que les avertissements du sénateur républicain Keating, qui avait sunné le tocsin hieu avant la «découverte» du 14 octobre.

C'est hien pourquoi un premier effet de la crise fut l'amélioration des communications entre les deux capitales: l'accord installant une liaisnn directe entre la Maison Blanche et le Kremlin (le « téléphone rouge») fut signé quelques semaines plus tard, avant même le traité d'août 1963 sur l'arrêt des expériences nucléaires dans l'atmosphère, premier accord de la nou-velle - et éphémère - « détente ».

rage américain. De son côté, le pré-sident Kennedy se contente d'une assurance verbale du commandant du pétralier soviétique Bucarest pnur le laisser passer. Le seul navire effectivement muillé sera un cargo panaméen affrété par les Soviétiques... "GRAND JURY" RTL-Le Monde tout de même le plus pressé. Face à Khrouchtehev, qui, s'appuyant sur une propositinn du secrétaire général de l'ONU, U Thant, essaye d'engager une vaste négociation et suggère même une renenntre au suggère même une renentre au sommet, «JFK» doit faire monter la pression s'îl veut abtenir ce qu'îl a exigé depuis le début : le retrait des fusées et, d'aband, l'arrêt de leur déplaiement. Car, pendant toute la semaine cruciale, des miliers de militaires russes (les Américains ca estimaient alors le mubre à quatre nu cinq mille, nu bre à quatre nn cinq mille, nn saura plus tard qu'ils étaient, tous personnels confundus, quarante mille) vant travailler jour et nuit dans l'espoir de rendre npérationalnrs braquées par centaines sur l'Europe, mais à partir de l'URSS déjà sur place : selon des docadeja sur place: selon des docu-ments récemment rendus publics par la CIA (International Herald Tribune du 20 octobre), Kennedy aurait «flanché» en apprenant, le samedi 27 octobre, que vingt-qua-tre de ces engins étaient déjà en position de tir et ponvaient être mis à fen dans un délai de six heures...

ETRANGER

La situation en Bosnie-Herzégovine

Pour la première fois depuis le début des hostilités en Bosnie-Herzégovina, il y a plus da six mois, des responsables militaires des trois communautés en guerre (Musulmans, Serbes et Croates) se sont réunis, vandredi 23 octobre, à l'aeroport de Sarajevo pour discuter des modalités techniques d'un hypothétique cessez-le-feu

GENÈVE

de notre correspondente

le conflit yougoslave, que se multi-plient les commissions d'enquête,

plient les commissions d'enquête, que tous les gouvernements occidentaux savent que les anciens détenus des camps de l'ex-Yougoslavie sisquent chaque jour de succompter à leurs souffrances, aux
intempéries et à la « purification
ethasque», la Croix-Rouge internationale n'a pu trouver à ces milliers
d'hommes et de femmes suffisamment de pays d'accueil, même temnoraires.

Alors qu'abondent les rapports r les atrocités commises pendant

zinsi que des moyens de favoriser l'acheminement de l'aide internationale aux centaines de milliers de civils menacés de famine à l'approche

Cette réunion, organisée sous l'égide de l'ONU, s'est tenue malgré la poursuite des com-

sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant rouge est à même de prendre à sa charge l'alimentation et les soins médicaux. Tout est

donc en place pour abriter provi-soirement les personnes libérées, qui sont quasiment toutes dans nn

état physique et psychique pitoya-ble. Mais tout cela ne peut être

mené à bien que si des pays tiers

acceptent de recueillir, au moins

temporairement, ceux qui, faute ile, risquent à tout moment de

trouver la mort. Entre-temps, en Bosnie, où l'ean glie déjà, les inter-nés couchent à même le sol, dans

la boue, et sans nvoir de quoi se

De retour de sa seconde mission

en Bosnie-Herzégovine, dont il

nvait été chargé par la Commission des droits de l'homme de l'ONU,

M. Tadousz Mazowiecki n'a pu, au

cours d'une conférence de presse, vendredi 23 octobre à Genève, que

sonligner l'aggravation de la situa-

tion. Présentant un film tourné

dans le camp de Trnopolje, contrôlé par les Serbes, d'où

1 560 prisonniers evalent été libé-

Faute d'asile en Occident

La libération de cinq mille détenus des camps

a été repoussée au 3 novembre

République. Parallèlement, les affrontements qui opposent depuis trois jours forces serbes et croates dans l'arrière-pays da Dubrovnik vont en s'intensifiant», selon des sources militaires serbes. Et ce, en dépit du retrait de l'ermée lave de la région.

bats tant à Sarajevo que dans le reste de la Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU,

M. Boutros Boutros-Gheli, e désigné les cinq membres de la commission chargée d'enquêter sur les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie, qui sera présidée par M. Fritz Kalshoven (Pays-Bas). Il s'agit de MM. Chérif Bassiouni (Egypte), William Fenrick (Canada), Keba Mbave (Sénégal) et Torkel Opsahl (Norvège).

En dépit de nombreuses pressions

Les pilotes serbes de Bosnie refusent leur transfert en Yougoslavie

BELGRADE

Le transfert de l'eviation serbe de Bosnie vers les aérodromes de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), convenu le 13 octo-re à la conférence internationale de Genève après l'interdiction par le Conseil de sécurité de l'ONU des vols militaires au-dessus de la

Depuis, les pilotes serbes de Bos-nie, qui ont réitéré vendredi 23 octobre, leur refus de « déména-ger» en Yougoslavie, ont dressé des barricades sur l'aéroport de

les ordres meme si M. Karadzie limogeait leur commandant, le général Ninkovic. Selon un reportage du quotidien belgradois Borba, les pilotes serbes semblent soudés et déterminés à passer outre tous les ordres de M. Karadzie concertant les ordres de M. Karadzie concertant les de les ordres de les concertants les ordres de les concertants les ordres de les concertants les ordres de les respectations de les ordres de les concertants les ordres de les concertants de le nant le transfert de lenr nviation en

De son côté, M. Karadzie, qui jone là sa crédibilité et evait quitté précipitamment Genève, il y n une semaine, pour tenter de convaincre les pilotes, semble vouloir ignorer l'opposition de ces derniers et a affirme au Monde que les prépara-tifs pour le retrait des avions était en cours. Sans préciser de date, il a annoncé evoir signé jendi à Bel-grade un accord sur cette question avec le président de Yongoslavie, M. Dobrica Cosic.

Per ailleurs, M. Karadzie a assure que si la guerre s'errêtait, « nous accepterions le principe d'une confédération en Bosnie-Her-zégovine ». Dans le cas contraire, il réclame le partage de l'ex-Républi-que yougoslave et la reconnais-sance d'un « État indépendant

FLORENCE HARTMANN

de notre correspondante

Bosnie-Herzégovine, reste des plus incertains. Cet accord de transfert, signé par le leader des Serbes de Bosnie. M. Radovan Karadzie, nvait été Immédintement condamné par le chef de l'aviation serbe, le général Zvonimir Ninkovic.

Banje-Luka (dans le nord de la Bosnie-Herzegovine). Pour ces pilotes, M. Karadzic e commis « un acte contre le peuple», relevant de «la capitulation et de la haute tra-hison». «Il en va de la sécurité de la République serbe», affirment-ils, assurant qu'ils n'exécuteront pas

Un britan soviétique photographi par l'avieta americana rapatrie de Cuba les fundas ruscies in cress ant termini

deiense de lab ... Lin Growyto, k des affines 200 200 month is · Paris chira-conserve and the special services and - in prient qu 15 2V31200 Subi po THE DESTRIE · · · · · cai permet a - dir toppours 123 le grand penda A Reprocession Ting a Pikin, put antimen pêchê, ar Labords, par re cecile. Le and the para la note

les de Cuba

e remable objectif:

.... a destación don us

... resition initiale, los-. ... deride, pendant fit : Aller des missis a cusha, dépassir de er ille. Son ventak Berlin-Onest, all depuis plusters : an a co chases as ga--in the second and the change t . L'une grande negot 2-12: la fis de 1962, Addition 2000 Training STATE OF BELLEVILLE - The station does on er le derockenen s 12:1 accepte le fait sukmen reguline pistolet auckaire - : : raque sur le con nis, risus le jeune prési-la, cuja bousenie par ter de leu roca-

par les dent m ni her pensar que d'an pas rengar ce des courant de

Tandis que tout était prêt pour libérer simultanément, Inndi 26 octobre, 5 000 prisonniers et internés civils des camps contrôlés par les trois parties au conflit, l'opération e du être repoussée au 3 novembre. Or, le libération immédiate de tous les civils illégalement décents avait été solennellement décrétée le 27 août à la conférence de Londres en tant que niers libérés, lesquels sont tous des réfugiés puisqu'ils ne penvent pas rentrer chez eux, où, le plus sou-vent, tout a été détruit et où sévit la «purification ethnique». conférence de Londres en tant que « priorité urgente ». Le CICR

Anarchie en Tchétchénie

Moscou craint également la montée de mouvements indépendantistes, thez les voisins canca-siens des l'entichenes, qui s'ar-ment. A la dayeur du conflit abbieze (le Monde du 8 octobre)

Mais l'autentisme des Russes, largement explicable par la crise du pouvoir central, répond aussi, dans le cas tchétchène, à un calcul évident : combies de temps le réglme intransigeant de fameux général Doudaev (voir encadré) peut-il résister, sur son petit territoire, à un étouffement économique progressif, sans se soumettre ou être démis par un mouvement plus «raisonnable»?

Là commencent les mystères de l'économie soviétique, épaissis par le «savoir-faire» des Tchétchènes. Leur nom est utilisé en Russie, depuis Pouchkine, pour faire peur eux petits enfents et il s'accompagne le plus souvent, aujourd'hui, du mot amafia». Il n'y a pas là que médisance: nulle part dans l'ex-URSS on ne voit en ce moment autant de Mercedes, de Volvo ou de BMW qu'à Grozny. On attribue ici leur apparition eux effets de l'acconomie de marché qui, officiellement, triomphn en Tchétchénie indépendante et per met de vendre les quatre millions de toanes de pétrole produites sur

même si les 300 000 Tchétchènes qui vivent hors de chez eux ne sont pas, tant s'en fent, tous des voleurs, la presse de Berlin, de Pra-gue ou de Moscou ne s'embarrasse guère de nuances pour rendre le « masta lchetchene » responsable des vols de voitures haut de gamme dans ces capitales.

plans détaillés prévoyant la libéra-tion de tous ceux qu'il nivait pu localiser dans les camps de déten-tion auxquels il nvait eu accès. Il s'était assuré de la protection des « casques bleus » stationnés en

Crostie, qui étaient prêts à fournir les escortes nécessaires, et celle de la mission d'observation de la CEE d'accord pour contrôler la libéra-

et le désespoir De son côté, la Croatie n accepté

que les organisations internatio-

nales utilisent son territoire, où les ex-internés pourraient séjourner

pendant une courte période, à condition que le Haut Commissa-riat de l'ONU pour les réfugiés

(HCR) leur trouve rapidement un autre refuge. Le HCR assume la responsabilité légale des prison-

Trafic d'armes

evoir nue autre spécialité : le trafie d'armes. Lorsque, vers midi, des coups de feu éclatent non loin de la plece centrale de Grozny, les passants, loin de manifester une quelconque inquiétude, s'y précipi-tent... Car ici, chacun sait de quoi il retourne : it y a un arrivage de kalachnikovs sur le principal marché, dans une ruelle près de la ban-que, et les premiers clients essaient marchandise, signalant l'affaire aux entres. Le président Dondaev n'a pu d'ailleurs qu'evaliser la généralisation du port d'armes, ce qui lui permet d'affirmer qu'une « armée de cent mille personnes » attend les Russes s'ils s'avisent de tenter un nouvean coup de force entre la Tchétchénie.

L'nrmée russe a, certes, installé des barrages sur les routes autour de la Tchétchénie, pour tenter de

limiter la prolifération de ces armes, provenant entre autres des casernes abondamment pillées evant le départ, au printemps, des derniers soldats russes de Grozny (le Monde dn 15 février). Mais, avons-nous pu constater, en « temps normal » en tout cas, ces barrages fonctionnent d'une étrange manière : à l'un d'eux, tinq ou six militaires à côté d'un char se bocnaient à arrêter de temps en temps un véhicule et à prélever

Cela permet tonjours aux diri-geants tchétchènes de blamer le « blocus économique » imposé par Moscou et de justifier les retards Russes soutiennent, eux, que ce blocus est fictif, que 75 % des entreprises locales travaillent toujours nvec Moscou, que la majorité de la consommation locale est importée et que le budget fédéral assure encore - théoriquement -50,8 % du budget tehétehène. La grande raffinerie de pétrole qui pollue la banlieue de Grozny ne pent d'ailleurs que continuer à fonctionner : transformant essen-tiellement du brut venu de Russie, elle alimente les régions avoisi-nantes et eucune installation de stockage n'existe sur place.

Récemment, cependant, le «blocus» s'est un peu aggravé. D'une part, après un scandale révélé à Moscon - 26 milliante de multi-Moscon - 26 milliards de roubles en liquide transférés illégalement à Grozny par des jeux d'écriture et

des pots-de-vin, - la Banque de Russie a bloqué tous les transierts d'argent vers la Tchétchénie; les entreprises se débrouillent désor-mais en ouvrant des filiales et des comptes ailleurs. D'nutre part, les pilotes d'Aeroflot refusent à pré-sent de desservir l'eéroport de Grozny, où se multipliaient les opérations de brigandage comme, par exemple, le détroussage des passagers par des bandes armées.

rés le 1« octobre (le Monde du

9 octobre) mais où des milliers

d'antres malheureux ont été

aussitôt conduits pour y croupir

dans la misère et le désespoir, l'an-

cien premier ministre polonais n

exprimé la crainte que tous ceux

qui y sont parqués dans des condi-tions inhumaines ne puissent pas

Commentant les images terribles

de Trnopolje, il n affirmé que ce serait « une honte » que de ne pas

sauver, tant que leur survie est encore possible, ces bommes, ces femmes et ces enfants et n dénoncé

evec vignens «l'inertie des Etats

européens ». De même que le CICR et le HCR, il a réitéré un appel

solennel à tous les pays du monde pour qu'un refuge leur soit enfin consenti, conformément aux enga-

gement pris à Londres. Mais il y e

songe que, sur les 1 560 libérés du camp de Trnopolje, seuls 92 ont, jusqu'à présent, tronvé un asiln

hors des frontières de l'ex-Yougo-

ISABELLE VICHNIAC

survivre à l'antonne.

sont, de plus, en concurrence avec un Parlement jaloux de l'exécutif, un « conseil des anciens » auquel revient, par tradition, l'arbitrage RUSSIE HADES THADES RAGES TOHERKESSES - RA DES BALKARS PRA Grozny Mer DAY DAGHESTAN

Mais les vols sur Kiev ou Bakou sont maintenus. Simplement, depuis un mois, les Tehétchènes souhaitant se rendre à Mescou doisouhanant se renare a mescou con-vent emprunter les aéroports des Républiques voisines, à deux ou trois heures de voiture. Quant eu train, il ne vient plus à Grozny même, mais dessert toujours une ville à la frontière est du pays.

Le vrai problème, e'est le départ des cadres et techniciens, en majodes cadres et techniciens, en majo-rité russes: ils étaient 300 000 à Grozny, un tiers est déjà parti. « Encore 10 % de départs, et l'in-dustrie pétrolière est paralysée», affirme un responsable de ce sec-teur. Les Russes sont victimes d'nne hostilité qui vant celle laquelle se heurtent les Tchét-chènes en Russie (ou ailleurs en CEI, notamment au Kazakhstan), mais ils fuient surtout l'insécurit qui menace tont le monde. Les femmes tchétchènes ne circulent plus senies dans Grozny et, des la tombée de la nuit, les rues se vident. Rien ni personne n'est à l'abri, pas même les garnisons pasées sous contrôle du nouvel « étatmajor des forces armées tchét-5 octobre, selon la télévision locale. une dizaine d'inconnus ont attaqué une de ces casernes, assommé quel-ques gardiens, cassé les coffre-forts et emporté quatre-vingts fusils d'assaut. Mis en vente, peut-être, sur le marché en face de la ban-

Cette anarchie peut s'expliquer aisément. Le pouvoir du président Doudaev repose, dit-on ici, sur plusienrs gronpes rivaux, dotés chacun de formations armées et de sources de financement propecs : celui du premier ministre, qui dispose des revenus du pétrole, celui-

des conflits, ainsi qu'avec les chefs de confréries islamiques soufies, dont la tradition mystico-guerrière reste particulièrement vivante dans les villages tehétchènes, malgré les dix ans de déportation de toute la population en Asie centrale, sous Staline.

> Les décus de la révolution

Tous ces pouvoirs doivent, de

plus, compter evec «l'opposition». Le mot englobe à la fois les anciens apparatchiks, dont beaucoup se sont repliés sur Moscou, et les « mafias » qui leur sont parfois «matias» qui teur sont partois lices ou qui, en tout cas, ne se sont pas intégrées aux nouveaux pou-voirs. Mais l'opposition, e'est aussi maintenant tous les «déçus de la révolution». C'est-à-dire, semblet-il, la grande majorité des simples citadins, alors que les files d'ettente pour le pain s'allongent et que des mendiants apparaissent dans les rues, au milien des Mer-cedes. Ponr unn vieille femme, autorisée à vendre des journaus sous les fenêtres du président, qui se moque que «les retraites ne soient pas versées, pourvu que les communistes ne reviennent pas», combien de gens de tons âges affir-ment evoir été présents, comme tout le monde, sur la grande place quand les soldats russes menacaient de débarquer, mnis qui maintenant ne comprennent pas « pourquoi Doudaev s'entoure de

La surprise, dans ce tableau, serait donc que le régime tienne. Il y a bien eu, le 31 mars, un «coup d'Etat nvorté», qui fut en réalité une provocation montée par des proches de Doudaev pour devancer

du maire de Grozny, qui e la haute une action prévue par l'opposition main sur les privatisations et com-mande une milice de Frères musul-« pro-Moscou ». L'opposition démocratique – c'est-à-dire l'intelligentsia, regroupée dans le mouve-ment Daïmakh, qui s'organise tant bien que mal malgré les obstacles – parvint alors à s'en tenir à l'écart, mans, celui encore da « numéro deux » da régime loussouf Sosiam-bekov, qui dirige aussi la Confédération des peuples du Caucase et son corps de volontaires armés, ils notamment grâce à un eppel au calme lancé à la télévision par la figure de proue de ce mouvement, M. Sosiambek Khadjiev. Ce Tchétchène de cinquante deux ans fut le dernier ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS et l'un des deux seuls membres du gouvernement Pavlov à avoir résisté aux sirèces des putschistes d'août 1991. Revenu à Grozny dans son institut de recherche pétrolière d'origine, il refusa en janvier de collaborer avec le général Doudaev qui déjà, dit-il, transposait ici les a méthodes bolchéviques consistant à traiter d'ennemi du peuple tout homme qui pense disseremment ». Mais il ne rejoignit l'opposition qu'en mai, déclarant publiquement qu'un pou-voir qui a cache le montant de son budget ne peut être qu'un pouvoit fasciste ou communiste», et dénon-çant l'asservissement des médias et la non-représentativité du Parie-

> Comme nombre de enllaboratears du président qui finirent par le quitter, M. Khadjiev reproche an général non pas de vouloir l'indé-pendance de la Tchétchénie, mais, au contraire, de la comprimettre en transformant le pays en république bananière. Pour le mouvement Daimakh, le général Doudaev n'est qu'un jouet « conscient ou inconscient » aux mains de ses anciens patrons, les puissants services de renseignement de l'armée. Mais ces opposants restent muets sur l'objectif ultime de ces forces de l'ombre : faire de la « révolution tchétchène » un repoussoir aux veux des peuples tentés de suivre son exemple ou, au contraire, faire du géné-ral un instrument de guerre contre Boris Eltsine?

Le président Doudaev reste en tout cas populaire, sinon à Grozny, du moins dans les villages tchét-chènes. Quant à sa capacité de « nuisance » à l'égard du ponvoir de Boris Eltsine, elle se manifeste par un soutien tous azimuts, et pas seulement moral, aux nationalistes radicaux des autres Républiques du Caucase. Pourtant, l'aggravation de ses problèmes intérieurs le rend ces derniers temps plus enclin au com-promis avec Moscou qui, de son promis avec Moscou qui, de doité, peut préférer traiter avec un président pris à la gorge plutôt qu'attendre l'avènement hypothétique d'un pouvoir plus démocratie, mais non moins nationali à Grozny. Dans tous les cas, l'accumulation d'armes au cœur d'une région ethniquament explosive incite à la prudence les puissances étrangères éventuellement susceptibles d'y prendre la relève des Russes (Turquie, Iran, Etats-Unis): Moscou risque d'avoir encore long-temps la charge d'y démêler les problèmes du «cercle intérieur» de

SOPHIE SHIHAB

Les « voyages officiels » du général Doudaev

GROZNY (Caucase du Nord)

de notre envoyée spéciale

Bien qu'aucun Etat n'ait encore reconnu la Tchétchénie, les journaux de Grozny ont leur rubrique «Voyages officiels à l'étranger». Cela e commencé, cet été, par l'annonce d'une visite du prési dent tchétchène en Arabie saoudite et dans quelques émirats; début octobre, c'était le compte randu d'une tournée présidentielle en Turquie, à Chypre et en Bosnie-Herzégovine. Les pays hôtes ne sont guère proixes à ce sejet; cer la réputation du président Diohar Doudaev, en Occident du moins, est celle d'un mégalomana peranolaque : il menace périodiquement l'a empire russes, qui refuse de reconnaître l'indépendance de son peuple, d'une « catastrophe nucléaire» que pourraient lui infiger des terroristes tchétchènes.

Mais à Grozny, un proche de ce générat d'aviation qui com-mandait une base de bombardiers stratégiques de l'armée soviétique en Estonie, juste nvent son retour à Grozny. raconte : «Il s'assort aux com-

trop savoir où. La demière fois, il s'est rendu à Ankura, mais comme les dirigeants turcs tardaient à le recevoir, il est allé rencontrer le président de la 'République turque de Chypre, puis il s'est rendu à Vienne et, de là, en Slovénie pour rencontrer le président bosniaque izetbegovie. Alors, les Turcs ont changé d'avis, et il est revenu voir le président Ozal.» La presse tchétchène, elle, e parié d'un « tête-à-tête de plus d'une heure » avec le président ture, puis de rencontres avec les deux eutren prénidants, toutes conclues par la publication de « communiqués communs » à hase de solidarité des peuples istamiques.

Mais le général Doudaev, qui nn fait pas d'exclusive, evait annoncé que cette tournée la meneralt aussi... nux Etats-Unis. Dans le communiqué final, il fut eimplement indiqué que la rencontre bosniaque l'«a fait renoncer à la visite prévue aux Etats-Unis». Les Tchétchènes ne sont, bien sûr, pas tous dupes de ces formulations, certains rient, d'au-

voient une nouvelle preuve de ce qu'ils pensent être une connivence de leur président avec les services secrets de l'armée russe, du ne peuvent ignorer ses plans de vol. Moscou était sur le point,

début octobre, d'accepter une invitation du général-président Doudaev au général et vice-pré-sident russe Routskoï à visite Grozny, pour assister à un congrès des peuples du Caucase. Finalement, le vice-président russe n'est pas venu et le dénéral Doudaev n'est lancé dans une nouvelle diatribe contre i'Impérielisme russe, assortie cette fois d'une proposition de dissoudre le Conseil de sécurité de l'ONU, « qui ignore les petits peuples et ne fait qu'attiser les guerres». Il était visiblement sous le coup de ses nouveeux horizons yougoslaves, à l'heure où l'on parle de la défaite des Musulmans bosniagues et den risquen de refuge des vaincus dans le terrorisme.

encore que M. Bush, redoute une éventuelle percée du Texan.

M. Perot, reconnaît-on, entame

l'avance de Bill Clinton, notam-ment dans le Midwest. Il séduit

« ces démocrates reaganiens » -

blancs, catholiques, classe moyenne

qui ont voté Reagan et Bush aux

trois derniers scrutins présidentiels

et sur lesquels le gouverneur de

l'Arkansas voudrait, cette fois, pou-

On entend des remarques ner-veuses dans l'entonrage de

M. Clinton: la presse serait trop tendre avec M. Perot. En filigrane,

il y a la peur que l'imprévisible candidat indépendant ne boule-verse profondément les données

d'un scrutia qui, jusqu'à présent, s'annonce favorable à M. Clinton.

A en croire un sondage publié,

samedi 24 octobre, par le Washing-ton Post, la montée de M. Ross

Perot s'accompagne d'un tassement de l'avance de M. Clinton (42 %

contre 34 % en faveur de

M. Clinton vient toutefois de

bénéficier d'un mouvement de sympathie après que le Washington

Post eut révélé que le département

d'Etat avait non seulement fait

fouiller son dossier aux archives

des passeports mais aussi celui de

sa mère, Ma Virginia Clinton. L'objectif était toujours le même :

trouver quelque chose de compro-mettant sur le passé de l'étodiant

Clinton, à l'époque où il militait

contre la guerre du Vietnam. Offi-ciellement, le département d'Etat

dit avoir agi pour répondre à des demandes de la presse. A vrai dire,

le célérité avec laquelle furent

ment à l'habitude, porte le signe

d'une intervention politique venue

M. Clinton a ironisé sur cet

intérêt subit pour quelqu'un d'aussi

« subversif » 'qu'une "charmante

vicille dame de plus de 70 ans, et a observé: « Ce serait drôle si ce

n'était pathétique. » Le secrétaire

d'Etat par interim, M. Lawrence

Eagleburger, a ordonné une enquête sur la façon dont le dossier Bill Clinton a été fouillé...

de beaucoup plus haut.

conduites ces enquêtes, contraire

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS: à dix jours du scrutin présidentiel

Le regain de popularité de M. Ross Perot inquiète les états-majors républicain et démocrate

Le candidat démocrate Bill Clinton disposerait d'une confortable avance dans dix-huit des cinquante Etats américains, ce qui lul assurerait le soutien de 261 grands électeurs, sur les 270 dont il a besoin pour être élu, indique un sondage Etat par Etat publié, vendredi 23 octobre, par la chaîne de télévision ABC. Le président George Bush ne mènerait que dans trois Etats (Nebraska, Caroline du Sud et Utah) et serait au coude à coude avec M. Clinton dans vingt-deux autres. Dans plusiaurs da ces demiers, l'indépendant Ross Perot pourrait cependant brouiller toutes las cartes car sa popularité est, de nouveau, en hausse.

WASHINGTON

de notre correspondant

A coups de millions de dollars de campagne télévisée, M. Ross Perot est en passe de se tailler une place de plus en plus l'importante dans la bataille pour le scrutin du 3 novembre.

Grace à ses prestations hautes en couleur lors des trois débats télévi-sés avec MM. Bush et Clinton, il ne cesse de gagner des points dans les sondages. Ceux-ci lui donnent entre 17 et 19 % des intentions de vote, à 10 points de M. Bush (en moyenne 30 à 32 %) et à 20 du candidat démocrate, qui se situe régulièrement à plus de 40 % des intentions de vote. M. Perot avait

 Exécution capitale en Carollae da Nord. - Un homme condamné pour double meurtre a été exécuté par injection d'une dosc mortelle, vendredi 23 octobre, en Caroline du Nord, nores avoir reaffirmé son innocence. John Sterling Gardner, 34 ans, a été condamné à la poine capitale pour le meurtre de deux employés de restaurant en 1982. C'est le 184 condamné à mort exécuté aux Etats-Unis, depuis que la Cour Suprême a autorisé la restauration de la peine de mort en 1976. – (AFP.)

que», e'est-à-dire un bombardement d'interventions à la télévision. Il tient parole. Pour les seules deux premières semaines d'octobre, il a consacré plus de 26 millions de dollars à sn cam-pagne sur le petit éeran; cette semaine, il en était à 2 millions de dollars par jour.

Le milliardaire texan voit grand. Là où ses deux concurrents s'ofdes « spots » de

Les états-majors des deux grands

partis s'inquiètent. Au rythme de progression actuelle de l'indépendant dans les sondages, qui sait s'il ne retrouvera pas les 25 % d'intentions de vote qu'il rassemblait sur sa candidature avant de se retirer de la course en juillet dernier? Il menace M. Bush dans des Etats du and, comme le Texas ou la Floride dont le président a absolument



quelques minutes, Ross Perot achète des tranches de programme d'une demi-heure. La mise en scène est réduite : en général, M. Perot, assis derrière un bureau ou baguette en main devant des fhit un cours magistral sur les maux de l'économie américaine.

C'est, paraît-il, contraire à toutes les règles de la publicité télévisée. Mais les professionnels sont bien obligés d'en convenir : Ross Perot, qui ne-descend-pas en-dessous des 17 millions de téléspectateurs, n'n besoin de personne pour faire sa publicité. Cette semaine, alors que MM. Bush et Clinton discutaient pression fiscale, «caractère» et situation de l'emploi, M. Perot s'est offert une heure – deux séances d'une demi-heure à l'beure de la plus forte nudience – pour

besoin pour gagner les 270 grands électeurs nécessaires à une victoire

Les «fouilles»

La stratégie de M. Bush, que les M. Bush, a quelques idées «intères-santes», d'antres «insensées» et tient, parfois des propos, «fous».

le 3 novembre.

du département d'Etat

démocrates ne sous-estiment aucunement, est de verrouiller le sud, traditionnel bastion du parti de Péléphant, poor empocher 210 mandats, et d'arracher les 60 autres dans l'ouest (hors Californie) en multipliant les attaques contre M. Clinton . Signe des temps, le président commence à s'en prendre à M. Perot, qu'il avait jusqu'à présent cajolé et courtisé. Le candidat indépendant, a lancé

La visite en Chine de l'empereur du Japon

La controverse sur la responsabilité du Japon dans la seconde querre mondiale sur le théâtre astatique, question cruciale à l'houre où l'on craint dans la région un réveil des ambitions nippones, a rebondi avac les déclarations de l'empereur Akihito à son arrivée, vendredi 23 octobre, à Pékin pour une visite officielle, la première de l'histoire entre les deux pays. L'empereur n'e pae présenté ses « excuses » pour des atrocités dont beaucoup de Chinois ont gardé le souvenir, mais il a toutefois exprimé à ses hôtes sa « profonde

Le ressentiment persiste dans l'opinion

PÉKIN

de notre correspondant

Foulant le sol où les armées de son père tuèrent quelque vingt mil-lions de Chinois, Akihito, sans aller jusqu'à présenter des excuses formelles à la Chine, lui a exprimé des regrets qui vont apparenment un peu plus loin que les formules jusqu'à présent utilisées (voir ci-dessous l'article de Philippe Pons). Au cours du toast prononcé lors du banquet officiel offert en son honneur vendredi soir, l'empereur a eu des mots équivalents à ceux de son hôte pékinois, le président Yang Shangkun, pour déplorer « les graves souffrances » causées par le Japon au peuple chinois.

Le porte-parole de la délégation impériale, M. Hideao Kagami, a, de son côté, affirmé que des excuses n'étaient pas de mise puis-que celles-ci avaient été déjà présentées par son pays de manière «non équivoque» lors de la normalisation des relations diplomatiques, il y a vingt ans. Le chef de l'Etat chinois, quant à lui, a souti-gné, à l'aide d'un proverbe, que le passé doit rester en mémoire afin de « servir de guide pour l'avenir ».

> Sous haute survelllance

Le régime chinois a fait taire. mouvement de collecte de signatures qui étend ses ramifications au sem même de ses organes, et qui vise à réclamer au Japon, outre des excuses, les réserations pour dommages subis pendant la guerre Pékin a plus ou moins renonce à de telles réparations lors de la nor-malisation avec Tokyo. Le régime sait cependant fort bien que les

300 000 signataires de pétitions parient an nom de millions de familles au sein desquelles un vif ressentiment antijnpo nais se confond parfois avec une hostilité

Mais Pékin a promis qu'ancun incident ne viendrait ternir la première visite jamais effectuée en Chine par un monarque nippon. Un important dispositif de sécurité a done été déployé le long des itinéraires du cortège impérial à par-tir de la résidence officielle de Diaoyutai, où sont logés le fils de Hirohito et son épouse. De même, le quartier diplomatique où se trouve l'ambassade nippone grouillait de policiers. La cérémonie militaire de bienvenne, devant la place Tiananmen, s'est déroulée sans anicroche. S'adressant à M. Yang, Akihito a espéré pouvoir entrer « en contact personnel avec autant de jeunes Chinois que possi-ble », ce qui ne risque guère de lui arriver. Des deux côtés, on s'est dit certain que cette visite « histori-que » ouvrait la voie à un avenir de coopération pacifique.

L'empereur rencontrait, samedi, les dirigeants du Parti communiste et du gouvernement. Il n'est finale-inent pas prévu, a dit un porte-pa-role chinois, qu'il voie M. Deng Xiaoping, qui s'inclinait devant le drapeau japonais voici exactement 1978 au Japon. Akihito doit consa crer les six jours de son voyage en Chine à visiter des sites historiques et à rencontrer des universitaires, ainsi que la communistité japonaise des villes où il se rend. Il quittera la Chine mercredi 28 octobre pour

FRANCIS DERON

La «profonde tristesse» d'Akihito

de notre correspondant

La « parole impériale » (o-kotoba) n'a pas fini de susciter les exégèses, voire des interprétations diver-gentes dans deux pays qui, quelles que soient leur évolution et leurs diversités présentes, ont conservé d'un béritage confucéen un profond attachement aux rites. A Pékin, l'empereur Akihito a claire-ment exprimé le remords qu'é-prouve le peuple japonais pour les souffrances qu'il infligea à la Chine an cours d'une agression qui com-mença au début des années 30 par l'annexion de la Mandchourie.

l'annexion de la Mandchourie.

Sclon la version japonaise, l'empereur a déclaré: « l'endant la longue histoire des relations entre nos deux pays, il y eut une époque malheureuse au cours de laquelle notre peuple infligea de grandes souffrances au peuple chinois. J'en suis profondément attristé. Lorsque les hostilités furent terminées, le peuple japonais s'engagea résolument sur la voie de la reconstruction pacifique, manifestant un profond repentir afin de ne pas répéter une telle guerre. »

Sémantique

Samedi, le ministère japonais des affaires étrangères n'avait fait aucon commentaire. « Donner une interprétation n'est pas approprié en la circonstance, a déclaré son porte-parole, les propos de l'empe-reur ne visant pas à exprimer la vue officielle du gouvernement. Formule sibylline - Akihito parlait no nom de qui? - par laquelle Tokyo souligne le caractère non politique du rôle de l'empereur.

Une retenue qui ne peut qu'ali-menter des spéculations déjà aiguillonnées par la rumeur selon laquelle les termes utilisés par le laquelle les termes utilisés par le souverain auraient été légèrement différents du texte officiel préparé par les affaires étrangères. Les commentaires contradictoires de ce ministère à la veille de la visite – « l'empereur ne va pas en Chine pour s'excuser», – ravalés le lendemain en prétextant que « la presse avait mal compris», saissent planer quelques doutes sur la position exacte du souvernement. exacte du gouvernement.

Pour l'Asahi, un pas a été fran-chi : le discours impérial comporte

des mots qui expriment sans détour un « profond remords. (...) il a été précisé que e est le Japon qui est responsable des souffrances infli-gées au peuple chinois. » Admission

Par rapport aux expressions utilisées précédemment, Akihito a été plus explicite, reprenant en fait la formule du communiqué commun marquant in normalisation des relations sino-japonaises en 1972: «La partie japonaise se repent pro-Condement, p

En avril 1989, lors de la visite à appelées à se poursuivre.

vement Fondation pour la démo-cratie en Chine, qu'il a créé aux Etats Unis. - (Reuter.)

Les Canadiens se prononcent sur leur fédération

Les ténors de cette option for-ment un chœur discordant, allant des fédéralistes centralisateurs, dans la lignée de l'ex-premier ministre Pierre Elliott Trudeau, jusqu'nux indépendantistes québécois, en pas-sant par les nationalistes anglo-canadiens ultraconservateurs. Mais e'est aussi une occasion en or, pour le citoyen ordinaire, d'exprimer sa lassitude, après deux ans et demi de récession ou de stagnation économique et de sanctionner le gouverne-ment fédéral, de catalyser sa hargne sur les grands partis politiques et les étites économiques ou intellec-tuelles qui se sont, à quelques exceptions près, liguées en faveur du «oui». Dans l'ensemble du Canada, le «oui» a brièvement bénéficié d'un a priori favorable en début de campagne. Depuis fin sep-tembre, le « non» a régulièrement creusé son avance. Les derniers soudages le donnent gagnant, au niveao national, par 50 % des voix contre 40 % pour le «oui», avec 10 % d'indécis.

Ultime réflexe de prudence?

Même si le «oui» l'emportait à l'échelle nationale, la réforme constitutionnelle ne peut entrer en vigueur que si elle est ratifiée par vigueur que si elle est ratifiée par chaque Parlement provincial. Or le « non », qui ne dominait initialement les intentions de vote qu'au Québec, est maintenant majoritaire, sauf dans les petites provinces atlantiques (très tributaires financièrement du gouvernement fédéral) et dans la riche Ontario, où les deux options sont à peu près à égalité avec 11 % d'indécis. Dans l'Ouest, in Colombie-Britannique et l'Alberta, fortes de leur croissance démographique et de leur pétrole, ménagent au « non » one avance égale, voire supérieure, à celle dont il jouit au Québec, où les sondages lui attribuent jusqu'à 61 % des lui attribuent jusqu'à 61 % des intentions de vote. Les chefs politi-ques en sont réduits, comme l'ont fait ensemble le premier ministre

fédéral, M. Brinn Mulroney, son bomologue ontarien, M. Robert Rae, et le chef indien, M. Ovide Mercredi, à appeler leurs partisans «à l'aide» contre le «négativisme» nmbiant. Ou encore, comme le pre-mier ministre québécois, M. Robert Bourassa, à espérer un ultime «réflexe de prudence» des électeurs dans le secret de l'isoloir.

Quant à M. Jacques Parizeau, chef de file du «non» à Québec, et président du Parti québécois, il semble tellement assuré de la vic-toire qu'il commence à évoquer le prochain combat à mener lors des élections législatives provinciales, qui doivent avoir lieu d'ici deux ans. Ce combat sera celui de la souveraineté, thèse qu'il a soigneusement passée sous silence. Il souhaite ninsi ne pas effaroucher les nombreux Québécois qoi vondraient voir le Québec obtenir besucoup plus de pouvoirs d'Ot-tawa que ne lui en confère l'entente de Charlottetown, sans pour autant rêver de souveraineté ou - encore moins - d'indépendance.

Dans une ultime offensive, M. Mulroney a d'ailleurs tenté de M. Mulroney a d'ailleurs tenté de convainere qu'un «non» au référendum de landi équivalait à un «cui» à l'indépendance du Québec. Mais les médias et les politologues supputent déjà les conséquences qu'aura cette probable victoire du «non» sur l'avenir politique do premier ministre fédéral, qui doit organiser des élections générales d'ici un an.

Les sondages montrent que M. Mulroney, qui s'est fortement impliqué dans la campagne, a incité deux fois plus d'électeurs à voter «non» qu'il n'en a rallié à son propre camp. Et 60 % des personnes interrogées estiment qu'il devrait démissiones qu'électeurs le les des démissionner ou déclencher les élec-tions au lendemain de sa défaite référendaire. M. Mulroney répète cependant que, quelle que soit l'iscependant que, quelle que soit l'is-sue dn référendum, il a la ferme intention de vaquer normalement aux affaires de l'Etat.

CATHERINE LECONTE

M. Bush renforce l'embargo américain contre Cuba

Le président George Busb a signé, vendredi 23 octobre à Minmi (Floride), la loi Torricelli (du nom de son auteur, représen-tant démocrate du New-Jersey), qui étend l'embargo commercial iles Etats-Unis contre Cuba nux filiales des firmes américaines installées à l'étranger.

Ce commerce, évalué à 700 mil-lions de dollars en 1990, concerne surtout les compagnies américaines installées en Europe. La CEE, de même que le Canada, plusieurs pays d'Amérique latine et des groupes de dissidents eubains avaient vivement protesté lorsque le Congrès avait adopté ce texte, mais M. Bush a préféré tenter de consolider ses positions auprès de la communanté cubaine de Mismi (un million de personnes), dans un Etat, traditionnellement républi-

□ HATTI : création d'un corps de police séparé de l'armée. - Le gou-veroement du premier ministre-centriste Marc Bazin a annoncé, vendredi 23 octobre, la création d'un corps de police séparé de l'ar-mée haîtienne. Ce corps de police, dont les membres auront le statut militaire, relèvera du ministère de la justice conformément à la Constitution de 1987. Le premier ministre va informer « par lettre » le commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cédras, de cette décision, prise lors du dernier 'conseil des ministres. L'urmée s'était vivement opposée nux pro-jets similaires du président Jean-Bertrand Aristide, renversé en septembre 1991. – (AFP)

□ PÉROU: naze morts dans un attentat attribué an Sentier Lumineux. - Cinq soldats et six polieiers sont morts, jeudi 22 octobre, ilans le sud du Pérou, dans un attentnt à l'explosif commis contre un convoi militaire et attribué au Sentier lumineux, a-t-on appris de sources militaires. Les auteurs de l'attentat ont activé des charges de cain, qui risque de lui échapper

ALAIN FRACHON

« Pour que la liberté et la dem cratie reviennant à Cuba, Fldel Castro doit tomber », a déclaré M. Bush, se refusant à faire un quelconque cadeau à « une dicta-ture qui se meurt ». L'économie cubaine est déjà fortement touchée par la fin de l'aide de l'ex-URSS et des pays d'Europn de l'Est, avec lesquels La Havane réalisait 80 %

Le renforcement de l'embargo américain, décrété en 1961, prévoit aussi d'interdire aux bateaux ayant mouillé à Cuba dans les six mois précédents d'entrer dans les ports américains. Ces mesures ont été saluées par le candidat démocrate Bill Cinton, qui s'est déclaré déter-miné à les appliquer, s'il est élu. – (AFP, Reuter.)

dynamite à distance, au moment des camions de l'armée et un véhicule civil passaient sur une route du département d'Aimares, dans la province d'Apurimac, au snd des Andes péruviennes. - (AFP, UPI. Reuter.)

□ SALVADOR : découverte d'un charuler à El Mazote. - Des antbropologues argentins travaillant sous la supervision de l'ONU ont exhumé, à El Mazote (environ 200 kilomètres an sud-est de San-Salvador), une quarantaine de squelettes d'enfants tués par balles pour la plupart, a-t-on appris, jeudi 22 octobre, de source officielle. Ces découvertes tendent à prouver que le plus important massacre commis par l'armée durant la guerre civile s'était bien déroulé dans ce hameau en décembre 1981. Cette lant sous la supervision de l'ONU hameau en décembre 1981. Cette thèse n'avait pu être étayée que par le seul survivant du massacre, M. Rufina Amaya. Les résultats exhumations seront transmis à la « commission de la vérité», mise en place dans le cadre des accords de paix entre la guérilla et le gou-vernement. - (AFP, Reuter.)

Will. Cole jardie

qui semble aller de soi, mnis qui est loin de faire l'unanimité, la droite soutenant que le Japon n'a pas « envahi » la Chine mais entendait la «libérer» du joug occidental. « C'est en outre la première fois que figure dans un discours impérial l'expression de regret, avec un sens d'examen de conscience (hansci), ce qui marque une étape dans l'histoire des relations sino-japonaises », concint l'Asahi.

Tokyo du premier ministre Li Peng, l'empereur avait ntilisé une expression signifiant regret, avec une nuanee de responsabilité (ikan). Du moins selon le compte rendu officiel car, au cours d'une conférence de presse la semaine dernière, Akihito déclara avoir utilisé un mot courant (zannen). employé par exemple lorson'on a échoué à un examen. Les controverses sémantiques et politiques sur la « parole impériale » sont

PHILIPPE PONS

Expulsion d'un des chafs du « printemps de Pékin ». — Le dissident chinois Shen Tong, premier dirigeant étudiant du « printemps de Pékin » à être rentré de l'étranser où il s'était réfusié, a été libéré. ger ou u s'etant rerugie, a eté intere, samedi 24 octobre, et expulsé vers les Etats-Unis, a déclaré l'un de ses proches parents à des journalistes. Agé de vingt-quatre ans, M. Shen avait été interpellé le 1 « septembre dernier alors qu'il se préparait à temir une conférence de presse. Avant son arrestation, il avait voyage pendant un mois à travers la Chine pour promouvoir le mou-

1.00

. مناسب

.

d'ife à Salvador-de-Bahia. ger (B) (B) Fr Mills (A) neurs militaires.

Certains modernisateurs et dignitaires féo-Certains modernisateurs et dignitaires féo-daux: — souvent payés par l'Etat suivant une véritable « échelle des salaires » — font encore bon ménage, la distribution de titres honorifi-ques permettant à l'ooni de cultiver son influence blen au-delà du pays yorouba. Le Tout-Nigéria de la politique, de la presse et des affaires s'est ainei bousculé à lie fin sep-tembre à la cérémonie de chieftency du géné-ral Yakubu Gowon, ancien président de la Pépublique de 1987 à 1975, partif des République, de 1967 à 1975, natif des savanes du Plateau central et promu «victo-

CAMEROUN: alors que l'opposant John Fru Ndi a proclamé sa victoire La Cour suprême a annoncé la réélection

du président Paul Biya Pour la troisième fois, M. Paol nonce des résultats dans les bastions de l'apposition, laquelle estime que M. Biya a « volé sa vic-toire». A Bamenda, des maisons

Pour la troisième fois, M. Paol Biya n été réélu président de la République camerounaise, nvec 1 185 436 voix, soit 39,9 % des suffrages exprimés, n nunoncé ln Cour suprême, vendredi 23 octobre à Yaoundé. Les résultats officiels de l'élection présidentielle à uu tour du 11 octobre attribuent 35,9 % des suffrages à M. Ni John Fru Ndi, 19,2 % à M. Bello Bouba, 3,6 % à M. Ndam Niova, 0,5 % à M. Ekindi et 0,4 % à M. Ema Otou. Le taux de participation à cette électino, pour laquelle 4 195 687 électeurs étaient inscrits 4 195 687 decteurs étaient inscrits (ebiffre iucouun jusqu'alnrs) n atteint 71,87 %, selon la Cour.

Des émentes ont éclaté dès l'an-

nppartenant nu premier ministre, M. Simon Achidi Achu, et à des personnalités du parti au pouvoir ont été incendiées. Des incidents ont été signalés à Limbe et Buca, ainsi que dans les secteurs anglophones de Yaoundé et de Douala.

Mardi, le principal challenger du président, M. Fru Ndi, nvait annoncé sa propre victoire, avec 38 % des suffrages contre 36 % an président sortant {le Monde du 24 octobre}. Cette déclaration nvait de monde du le monde du 24 octobre. été qualifiée d' « irresponsable » par le ministre de la communication,

M. Augustin Kontchou, qui uvait njouté que le gouvernement allait prendre etoutes les mesures qu'impose cette situation ». Selon la Fédération internatio-

nale des draits de l'homme (FIDH), dont des représentants viennent d'effectuer une mission nn Cameroun, « certains mouve-ments d'ordre militaire ont eu lieu dans la région du littoral et à Douala même». «L'armée, initiale-ment divisée dans la perspective d'une menace de guerre civile, s'est rèunie au plus haut niveau et son noyau le plus dur semble l'avoir emporté», note la FIDH dans un

«Le confort du pouvoir autoritaire»

Trente nunées dans l'appareil d'Etat, dont dix à la magistrature suprême, auraient-elles fait de M. Paul Biya l'inamovible président de la République du Cameroun? S'il n'est pas prouvé qu'un scrutm organisé dans les règles lui eût été fatal, les irrégularités qui ont entaché l'élection présidentielle da 11 octobre témoignent, en tout cas, de sa ferme volonté de ne pas nerdre le pouvoir. perdre le pouvoir.

En 1982, lorsque le président Ahidjo, qui n dirigé le pays d'une main de fer pendant vingt-deux ans, lui cede la place, M. Paul Biya iucarne le ébangement. Il parle alnrs de *e moralisation de la* société», se dit partisan de la erigueur dans la gestion». Dix ans plus tard, un observateur pourtant réputé le soutenir rend un verdict sans appel : « Il s'est endormi dans le confort du pouvoir autoritaire.»

Dans un premier temps, M. Biya a été un bon serviteur de l'Etat. Né le 3 février 1933 à Myomeka'a, petit village de la province du sud, M. Biya, fils de catéchiste, suit une éducation qui le mêne des missions catboliques au lycée Louis-le-Grand, à Paris, en passant par le séminaire, puis l'Institut des études d'autre-mer, l'Institut d'études politiques et un DES de droit

LOIN DES CAPITALES

public. Une fois rentré au pays, ses six années passées en France le conduisent tout droit à la prési-dence de la République, où il est nommé chargé de mission.

En vingt ans, de 1962 à 1982, il accomplit une carrière sans faute. En 1975, le président Ahidjo crée la fonction de premier ministre et la lui confie. Sept ans plus tard, en 1982, lorsque M. Ahidjo démissionne, c'est tout naturellement son dauphin de fait qui prend sa place.

Un homme impopulaire

a C'était un excellent exécutant, admettent aojourd'bui ses détracteurs, mais jumais il n'a su mener les hommes. » Dès ses débuts à la tête du pays, il lai faut lutter pour asseoir son antorité. Un combat difficile : le président Ahidjo, qui a gardé le contrôle du parti unique, prétend rester le maître, M. Biya sort vainqueur de son bras de fer avec l'ancien chef d'Etat — en fuite et condamné à mort, — mais la tentative de conp d'Etat qui le vise, un an plus tard, le pousse à se replier detrière soo entourage, et replier derrière soo entourage, et plus particulièrement derrière les Betis, groupe ethnique dont il est

cause dans des scandales finan-ciers, son goût pour les biens maté-riels, son favoritisme envers les Betis qui occupent les postes clés, sou désintérêt évident pour les affaires publiques – en 1990, il n'a attaires publiques — en 1990, il n'a présidé que deux conseils des ministres, en 1991, un seul... — font rapidement de cet amateur de golf un homme impopulaire. Il n'échappera pas au multipartisme, qu'il est obligé de concéder en décembre 1990. L'opposition ne parviendra pas, cependant, à lni arracher la conférence nationale souveraine m'elle exise.

ou'elle exige. La vague de contestation qui, en 1991, paralysa tout l'ouest du pays durant des mois aurait pu lui être fatale. Mais son entourage, rompu aux méthodes autoritaires, lui a permis de tenir bon. A la veille d'une élection présidentielle qui s'annoçait difficile, ce même entoures aux aboir a separament. entourage, aux abois, a apparem-ment tout fait pour que M. Biya garde le contrôle du pays. L'objec-tif est atteint, mais ce nonveau mandat de cinq ans s'annonce déli-

cat pour le président, qui devra sans doute payer les conditions de

Un ancien dirigeant sahraoui affirme que l'Algérie a lâché le Front Polisario

L'Algérie aorait-elle lâché le Front Polisario, qu'elle porta, jadis, sur les foats baptismaux? C'est, du moins, l'nvis d'Ibrahim Hakim, ancien représentant de la République arabe sahraouie démocratique (Chadli, «cette affaire était un accident de parcours; il na l'a même que arabe sahraouse démocratique (RASD), qui le 12 août dernier, a fait défection au Maroc. Ce dossier, « pour l'Algèrie, est définitivement entre les mains de l'ONU», assure-t-il dans nu entretien accordé à l'hebdnmadaire Jeune Afrique.

« A partir du milieu des années 80, la diplomatie algérienne ne vou-lait plus entendre parler de l'indé-pendance de la RASD, encore moins d'actions armées », affirme M. Hakim, qui fut ministre des affaires étrangères de ladite Répu-blique jusqu'en 1985. «A partir du début de 1989, l'aide matérielle et nilitaire a été supprimée, ajoute-.il. Un an plus tard, c'était les

« Boumediène n'a jamais vrai-ment cru au Polisario, raconte-t-il.

□ NIGÉRIA : protestation contre le « manyais traitement » réservé aux rapatriés du Gabon. « Le gouverne-ment militaire nigérian a élevé une protestation officielle auprès des autorités gabonaises concernant le autorités gabonaises concernant le « mauvais traitement » réservé, selon lui, à ses dix mille ressortis-sants rapatriés du Gabon (le Monde du 22 octobre). Dans un communi-qué, le ministère des affaires étran-gères a toutefois indiqué que le Nigéria n'envisageait pas de mesure de réciprocité à l'égard des ressor-tissants subornais, et que l'errusision tissants gabonais, et que l'expulsion de ses ressortissants en situatioo illégale avait fait l'objet d'un accord entre les deux pays. - (AFP.)

TUNISIE: prochain coogrès extraordinaire de la Ligue des droits de l'homme, — La Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) réunira, le 31 octobre, à Tunis, un nira, le 31 octobre, à Tunis, un congrès extraordinaire, qui devrait être le préinde à la reprise de ses activités. La LTDH avait été contrainte de s'antodissoudre, le 13 juin dernier, pour avoir refusé de se confirmer aux dispositions d'une loi qui interdisait le cumul des responsabilités politiques et associatives, et lui faisait obligation d'accepter l'adhésion de toutes les personaes jouissant de leurs droits MARIE-PIERRE SUBTIL civiques. – (AFP.)

Il avait été décidé après une manifestatina nu marché central de Nouakchott, provoquée par l'aug-mentation de 40 % des prix des produits de première uécessité, Après la dévaluation de la monnaie, l'ouguiya de 28 % par rap-port au dollar, le gonvernement avait aunoncé la mise en place d'un contrôle des prix et uoc bausse des salaires à compter du mois de janvier. - (AFP.)

dent de parcours; il ne l'a même pas gérée». Quaut à l'arrivée au

pouvoir, eu jauvier 1992, de M. Mohamed Boudiaf, jusqu'alors exilé au Maroc, elle nurait été iuterprétée par M. Mnbamed Abdelaziz, le président de la

RASD, comme « le début de la fin». Il aurait, alors, mis « tous ses expoirs dans l'armée algérienne».

M. Hakim rend compte, à cet épard, d'un entretien auquel il

egard, d'un eutretien auquel il avait assisté, deux mois avant l'as-sassinat de M. Boudiaf, entre M. Abdelaziz et le général Khaled Nezzar. Le ministre algérien de la défense avait invité ses interlocu-teurs à «trouver une solution avec

le Maroc» et le président de ln RASD, «abasourdi», uvait alors

concln: « Ça y est, c'est fini, ils veulent nous jeter dehors.»

MAURITANIE : levée do con-

feu instauré, le 4 octobre, dans la capitale mauritaniense, n été levé.

LIBÉRIA

La Côte-d'Ivoire «comprend» M. Taylor

Après avnir coufirmé que la force ouest-africaine d'interposi-tion (ECOMOG) avait bombardé, la veille, le quartier général de M. Charles Taylar, chef du Front natinnal patriotique du Libéria (FNPL), à Gbarnga (le Monde du 24 octnbre), le ministre ivoirien des affaires étrangères, M. Amara Essy, a exprimé, vendredi 23 octobre à Abidjan, la «compré-hension» de son pays à l'égard du chef des rebelles.

Faisaut, nu cours d'une couférence de presse, le bilan du récent miui-sommet de Cotonnu sur la erise libéricune, le ministre a expliqué que le FNPL vaulait, nvant tout cessez-le-feu ou désarmement, reprendre les deux provinces ennquises par ses rivanx du Muuvement uni de libération (ULIMO, composé des soldats de l'ancieu président Samuel Doe). «C'est une réalité, et nous le comprenons », a affirmé M. Essy.

Le ministre a implieitement mis en cause les Etats-Unis, en affirmant que « les armes de l'ULIMO qui [lui] ont été présen-tées [par le FNPL] unt été ache-tées aux Etats-Unis ». M. Essy u également fnit état de « divergences de vues », lors de la réunion de Cotonou, entre les pays de la réginu qui participent à l'ECOMOG (Nigéria, Séuégal, Ganna, Sierra-Leone, Guinée, Gambie et Mali) et eeux qui n'y

PROCHE-ORIENT

ISRAEL: la visite de M. Shimon Perès au Vatican

Le pape exprime le «vif désir» de se rendre à Jérusalem

de notre correspondante

L'an prochain à Jérusalem? Bien qu'nucuoe date n'ait été fixée, le priocipe semble pratiquement nequis: Jean-Paul II pourrait se rendre en Israël. Après l'étape capi-tale franchie, le 29 juillet dernier, les relations tendués entre l'Etat hébreu et le Saint-Siège, lors de l'instauration d'une « commission bilatérale permanente de travail», la visite faite à Rome et au Vatican, vendredi 23 octobre, par le ministre israélieo des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, sem-ble avoir levé encore bien des obs-

e J'ai eu le plaisir et l'honneur d'inviter le pape à effectuer une visite en Israël, et il a accepté», n déclaré M. Pérès au cours d'uoe eonférence de presse commune uvec son bomolngue italien, M. Emilin Colnmbn, ajnutant : «Le pape semblalt très ému quand je lui ai transmis l'invitation. Nous n'avons pas fixè de date, mais en ce domaine, c'est à l'invité de décider, non à son futur hôte.»

A l'issue d'un entretien de quarante-cinq minutes dans sa bibliothèque privée, « empreint d'une grande cordialité », selon le Vatican, Jean-Paul II, répondant à la questinn d'un journaliste sur la possibilité d'un voyage à Jérusa-lem, a laissé nuvertes toutes les nptinus: « C'est possible. Espé-rons!» Peu avant, exprimant à son interlocuteur israélien « snn vif désir de pouvoir être un jour pèlerin dans la ville et la Terre saintes », le pape avait évnqué le voyage en Israël de Paul VI, les 4 et 5 janvier 1964, pour constater que ce dernier s'était rendu à Jérusalem au début de sou pontificat, nlors que lui e avait du attendre toutes ces

«Le train est en marche»

Pour ce qui concerne la normalisation des rapports entre les deux Etats, M. Pérès n été plus précis. «Avant, nous expliquions nos posi-tions, nous parlions du passé. A présent, nous préparons ensemble l'avenir », a-t-il souligné. A son avis, la normalisation totale devrait être précédée par un échange décidé, vendredi, entre « représentaots officiels» des deux parties. Ce sujet est à l'ordre du jour des travaux en cours de la commission qui doit se réunir, le 2 novembre, en Israël. «Le train est en marche, nous sommes sur la bonne voie, n commeoté M. Pérès. Quand nous artiverons? C'est peut-être une question de mois ou d'années, mais nous y arriverons. Au Proche-Orient, tout pa lentement.»

Jean-Paul II et M. Pérès oot Jean-Paul II et M. Péres oot aussi longuement évoqué le processus de paix dont le déclenchement a grandement facilité « l'assouplissement » de la positioo du Saiot-Siège face à Israël. Le pape, selon le communiqué du Vatican, a tenu à souligner que « tout peut être obtenu grâce à un dialogue sincère, conduit dans une confiance réciproque et dans la recannaissance comue et dans la reconnaissance coi plète de toutes les parties». Dans un souci appuyé de ménager les susceptibilités arabes, «le ministre des affaires étrangères du pape », Mgr Jean-Louis Tauran, a reçu le jour même le principal responsable palestinien de Cisjordanie, M. Fayçal Husseiui, pour lui expliquer que la ligne directrice du SaintSiège. « n' avait pas changé ».

Une étape décisive a néanmoius été franchie, comme le prouve le climat particulièrement détendu de la rencontre avec M. Pérès. Nuu la rencontre avec M. Pérès. Nnu content de saluer la délégation israélienne d'un vigoureux «Shalom!», Jean-Paul II, qui semblait au mieux de sa forme, s'est même laissé aller à plaisanter en recevant le nouvean premier ministre polonais, M. Hanna Suchoka. «Savezvous qui était là. juste avant vous?, vous qui etali la, juste avant vous?, lança-t-il à son compatriote. M. Shimon Pérès. » Et d'ajouter, jubilant : « Et dire qu'il y a des gens pour affirmer que nous, Polonais, sommes antisémites... »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

□ ÉGYPTE : M. Pierre Bérégovoy commémore la bataille d'El Alamein. - Accompagné d'une déléga-tion de quarante anciens enmbattants, M. Pierre Bérégovoy devait assister, dimanche 25 octobre, près d'Alexandrie, à la commémoration dn cinquantième anniversaire de la bataille d'El Alameiu qui avait mis aux prises une armée germano-italienne aux ordres du général Rom-mei et une armée britannique formée d'unités de buit pays alliés sous le commandement du maréebal Mnntgomery. Le premier ministre devait ensuite se rendre au Caire pour s'entretenir avec son bnmnlogue égyptien, puis avec le président Hosni Mnubarak. – (AFP.)

□ LIBAN : les États-Unis accordent une aide militaire. - Les Etats-Unis vont faire parvenir au Liban du matériel militaire pour la première fois depuis 1984 afin de sou-ligner « symboliquement » le rôle qu'ils veulent voir joner à l'armée libanaise, a-t-on indiqué, vendredi 23 octobre, au département d'Etat. Ce matériel d'occasinu comprendrait des camions, des jeeps et des engins de levage puisés dans les stocks de l'armée américaine en Europe, ainsi que des pièces déta-chées. - (AFP.)

Ife, cité yorouba, côté cour, côté jardin

IFE (Nigéria)

de notre envoyée spéciale

'ŒIL occidental cherche d'abord una grand place, des remparts, des repères attestant du passé très ancien d'ife, bercesu – dit la légende – de toute la Créa-tion. Et ne voit qu'une mer ondulante de toits rnulléa, las chèvres africaines aux pattes courtes diveguent dans les caniveaux, la pro-cession de vérandas aux colonnades noircies nù se tiennent tous les petits commerces, une cité yorouba comme les autres, avec ses églises et ses mosquées, son pouls battant au rythme fiévreux des marchén où les femmes sont souveraines.

Le passé se cache dans la géographie subtile des quartiers groupés par lignage, autour des familles nobles dont la poésie chante les ancêtres. Et dans un petit musée, sur une coffine : quelques gardiens veillent sur les terres cuites et les femeuses têtes de bronze striées, portraits énigmatiques qui égalent per leur réalisme les chefs-d'œuvre de la statuaire grecque ou égyptienne. Le Phidias africain a vécu peut-être au quinzième siècle. Ife avait dája savouré son age d'or.

Le paleis royal possède toujnurs seize cours intérioures, et soixante-six esclaves messagars, eu crâne rituellement rasé, que l'étiquette contraint à s'allonger, face contre terre. Le souverain en titre - l'ooni - Oba Okunade Sijuwade, reste le chef suprême de tous les Yoroubes, de Lagos à New-York et

Mais il est branché an permanence sur CNN, il a une secrétaire anglaise, des affaires à Londres, dan enfants aux Etats-Unia, des lieux de villégiature un peu partout et une Mercedes simplement immatriculée, noblesse oblige, «Ooni of lie». Tel est l'héritage du l'Indiract Rule (gouvernemant indiract), concept astucieux du système colonial britannique qui n'est appuyé au Nigéria sur les chefs coutumiers en les flanquant de gouver-

beur» du Biafra qu'au défenseur d'una unité nationale à nouveau minée par les fanatismes.

Bon public, le peuple d'ife se pressait aux grilles du palais pour apercevoir les invités de l'ooni, un chatoyant cortège nù les émira venus du Nord avec leur garde an turban pourpre côtoyalant las potentats yoros su lourd collier de corail et d'or et les milliardeires de l'Est en chapeau melon, dans un de grelots agités en cadence. Pendant la fête. la campagne électorale continue : les chefs du Parti social-démocrate (PSD) et de la Conventinn nationale républicaine (CNR), les deux



partis en lice pour l'élection présidentielle participaient eux aussi à ces réjouissances conclues dans le style Grand Siècia, avec ncrobates bundissant sous lan roues des Marcedes et flasses de billets de banqua

> Studiense et frondense

Pour trouver l'autre lfe, plus studieuse, il faut sulvre en direction d'Ibadan l'avenue Maryam-Babangida - l'épouse de l'actuel chef de l'Etat – jusqu'à l'immense campus univer-sitaire créé en 1962. Une communauté de dix-neuf mille personnes (dont quinze mille étudiants), soit presque 20 % de la populetion urbeine. Au milieu des bouquets d'arbres

rieux seigneur de la guerre de lie-life». Ce titre et des green à l'anglaise, une route condui-rendait d'ailleurs moins hommage au etom-beur» du Biafra qu'au défenseur d'una unité architectes israéliens. De loin, ils ont encore fière alture, étagés dens la kouriance tropicale des flamboyants et des hibiscus. De près, on découvre les souillures des façades mal entretenues, la carcasse de l'université de mathé-matiques jamais achevée faute de crédits, les automobiles en ruine d'un corps enseignant mis à mal par la crise.

Au pied du grand amphithéâtre, trois statues marquent la dégringolade du mythe dans la dure réalité : le demi-dieu Oduduwa, fondateur d'îfe; le nationaliste ynroubn Obafemi Awolowo, l'un des pères de l'indépendance, qui a donné son nom à l'université; et deux idiants enanymes, la poing levé, en mémoire des cinq victimes d'une charge policière au début des années 80. L'université était alors le pôle dynamique da

la ville, une entité cosmapolita magnétisée par des figures exigeantes comme l'écrivain Wole Soyinka, poète amoureux du théâtre et premier Africain titulaire du prix Nabel. Soyinka est parti, et après lui bien d'eutres professeurs de haut niveau - souvent émigrés aux Etats-Unis. «Dans les années fastes du pétrole j'avais un budget de fonctionne-ment équivalent à 300 000 dollars. Aujourd'hui. ie dois me contenter de cent fola moins i.», soupire le chef d'un département

Au terme de plusieurs semaines de grèves à l'échelle nationale, le personnel enseignant u obtenu cet automne un relevement substan tini das saleires (un professaur titulaire gagneit 1 000 naīras, à peine 250 francs), et un plan d'urgence pour éviter la naufraga corps et biens des universités nigérianes.

lfe la frandeuse, la beau jardin nù les futures élites croquaient avec appétit la pomma de la connaissance, es bat maintenant pour survivre. Les enfants des classes priviléglées étudient an Angleterre nu aux Etats-Unis, les autres s'épuisent à résoudre des problèmes de transport, de nourriture, de ces problemes de transport, de nourritire, de livres trop chers. Besucoup se réfugient dans la religion : aux autocollants l love Mohamed arborés par les musulmans répondent les love Christ des Eglises de tout poil, tandis que prospèrent sur le campus des réseaux contient parfeit descentes. occultes parfois dangereux qui imitent lea e acciérés secrètes » de jedis. Ballottée entre tradition et modernité, résignation et désir de changement, ife attend, comme le resta du pays, ce que réserve l'avenir politique.

MICHÈLE MARINGUES

Le gouvernement obtient un vote favorable sur la première partie du budget

L'Assemblée nationala a adopté la première partie du pro-jet de loi de finances pour 1993, consacrée eux recettes, samedi 24 octobre, peu après 5 heures, par 273 voix (PS) contre 265 (RPR, UDF, UDC). Ce résultat a pu être acquis grace à la decision du groupe communiste de ne pas participer au vote. L'opposition a aussitôt déposé une motion da censure au titre da l'article 49, linéa 2, de la Constitution.

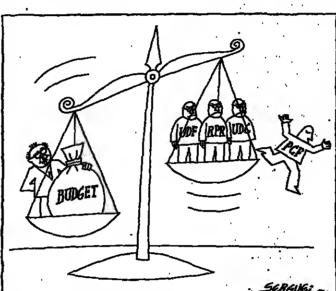
Comme en 1990, en pleine cam-pagne contre l'institution de la Contribution sociale généralisée, le Parti communiste a trouvé la parade Parti communiste a trouvé la parade en choisissant de ne pas participer au vote, pour faciliter l'adoption d'un budget qualifié, deux jours plus tôt, par le président du groupe, M. André Lajoinie, de «budget de récession». A l'heure des explications de vote, le porte-parole du groupe, M. Fabien Thiémé (Nord), e livré cette surprenante explication : «Le vote sur l'article d'équilibre constitue, en hui-même, ma étant technique et provisoire dans ca a equitore constitue, en nu-meme, une étupe technique et provisoire dans la discussion, qui doit se poursuivre par l'examen des dépenses. C'est la raison pour laquelle les députés com-munistes ne participeront pas au vote sur l'article d'équilibre.»

En fait, alors que le rapporteur général du budget, M. Alaio Richard, se plaignail de ne pas avoir été entendu par le premier ministre (voir ci-contre), les députés communistes ont obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs demandes potentieres de leurs demandes, notamment l'abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation, le relè-vement et l'extension des bourses, des mesures en faveur du logement

social. Au total, selon les collabora-teurs du premier ministre, ces dimi-nutions de recettes ou augmentations de dépenses se montent à environ 1 milliard de francs. Selon M. Thiémé. miliaro de trancs. Seion M. Interne, le gouvernement a pris, d'autre part, des engagements pour que les maires puissent avoir un droit de regard sur les attributions de logements sociaux ou, encore, pour accorder des aides à la presse d'opinion.

Au total, cependant, la discussion budgétaire n'e guère modifié l'équilibre du projet de loi initial. Le déficit du budget pour 1993 diminue même légèrement, de 165,4 milliards de francs à 164,8 milliards de francs. Les dépenses nouvelles acceptées par le gouvernement sont financées par des majorations d'impôts directs, de taxes et de contributions indirectes. Le gouvernement a ainsi majoré de 240 millions de firancs l'évaluation 240 millions de francs l'évaluation du produit de l'impôt sur le revenu, de 210 millions celle de l'impôt sur les sociétés (grâce à un relèvement des tarifs de l'impôtion forfaitaire annuelle), de 157 millions de francs celle de l'impôt de solidarité sur la fortune (le Monde du 24 octobre), alors que le produit escompté de la taxe sur les salaires est minoré de 110 millions du fait du relèvement à 12 000 francs (eo lieu de 12 000 francs (so lieu de 1000) francs (so lieu de 1000) francs dans le texte du gouvernement) de l'abattement applicable aux associations. Par ailleurs, le gouvernement a décidé de majorer de 230 millions l'évaluation du produit de la taxe sur la valeur ajoutée,

Au chapitre des contributions indi-rectes, le gonvernement va majorer les accises sur les eaux minérales et les bières, conformément à des directives européennes. Le droit spécifique pour les bières passe de 11 francs à 12,50 francs par degré alcoométrique



et par hectolitre. Cette augmentation pourrait rapporter 420 millions de francs. Le gouvernement a décidé, stancs. Le gouvernement a décide, aussi, d'augmenter le prix des tabacs en portant, le 19 avril 1993, le taux du droit de consommation de 55,23 % à 56,38 %. Cette mesure pourrait rapporter 510 millions de francs. Le rapport de ces deux augmentations est fixé, dans l'article d'équilibre, à 1 160 millions de francs.

Pour ce qui concerne les charges, les principales modifications appor-tées au projet portent sur les points suivants:

D Taxe d'habitation. pression du groupe communiste, le gouvernement a accepté de réduire de 3,7 % à 3,4 % le taux de plafonnement de la taxe d'babitation en fonction du revenu. Cela représenterait une charge supplémentaire pour l'Etat de 330 millions de francs.

n Easeignement primaire. - Pour la prochaine rentrée, l'allocation de rentrée scolaire, dans le primaire, sera portée de 395 francs à 600 francs.

D'Enseignement secondaire. — A la rentrée 1993, la prime d'entrée en classe de seconde et de première, pour les élèves boursiers du second degré, sera portée de 1 200 à 1 400 francs. Il sera créé, en outre, une prime d'entrée en classe de terminale d'un montant équivalent.

Di Euseignement supérieur. — En 1993, pour les étudiants boursiers, le gouvernement s'est engagé, sans autres précisions, à tenir compte des effets de seuil relevés par la commission des finances pour la détermination du plafond de ressource du premier échelon des bourses. Le gouvernement s'est déclaré favorable à une meilleure prise en compte de l'éloignement du domicile des étudiants par rapport à leur établissement d'inscription.

o Mesures sociales. - Le ministre do budget, M. Martin Malvy, e annonce au chapitre social que le fonds «jeumes» (crédits du ministère fonds ejeumes» (crédits du ministère de la jeunesse et des sports) sera renforcé, par cette loi de finances, de 55 millions de francs. Il passera donc de 165 millions à 220 millions de francs. A propos de mesures ne relevant pas du projet de loi de finances, il a indiqué que le plafond de ressources des anciens combattants d'Afrique du Nord, chômeurs en fin de droits, serait relevé de 3 700 à 4 000 francs, afin de mieux consom-4 000 francs, and de mieux consom-mer le fonds prevu actuellement à cette Jotention. La limite d'âge

ouvrant accès à ce fonds serait abais-sée à cinquante-six ans. Le gouvernement a indiqué qu'un prochain projet de loi, portant diverses mesures d'ordre social, comprendra la prise en charge de la con-verture maladie, y compris complé-mentaire, pour les veuves titulaires de l'allocation veuvage et bénéfi-ciaires du RMI. Il e annonce qu'au cours de la deuxième partie de la loi de finances, il reconsidérera la réduc-tion d'impôt pour les personnes âgées hébergées en établissement de long sciour. Le gouvernement s'est engagé, enfin, à assouplir les modalités de récupération sur succession pour les agriculteurs qui demandent à bénéficier du Fonds national de solidarité.

> FRÉDÉRIC BOBIN GILLES PARIS et JEAN-LOUIS SAUX

L'Assemblée accepte la création d'une commission d'enquête sur la Mafia. – L'Assemblée nationale s adopté à l'unanimité, vendredi 23 octobre, noe proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête « sur les moyens de lutter contre la penétration de la Mafia en France». Elle a accédé, ainsi, à la requête de MM. André Lajoinie (PC, Allier) et François d'Aubert (UDF, Mayenne), qui avaient déposé, en juin dernier, deux propositions de résolution en ce sens.

de M. Richard M. Alein Richard, député (PS) du Vel-d'Oise, rapporteur général du budget, a laissé éclater sa mauveise humeur, dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 octobre, alors que les députée se llyraient aux dernières tractations avec la gouvernement eur le partie recettes du budget. Avant que M. Martin Malvy, ministre du budget, ne se résigne, finalement, à faire quelques conces-sions au groupe socialiste aur la question de l'investissement focatif, M. Richard e mis en cause, dane une déclaration à

Le « psychodrame »

l'AFP, le «manque d'Intelli gence» et l'«esprit borné» de l'entourage de M. Bérégovoy, visant particulièrement con directeur de cabinet, M. Hervé Selon M. Richard, l'attitude

erreur politique, car, quand on e une majorité dans laquelle, déjà, il ne ee passe pas une journée sans crise, quand on e un gouvernement dont les membres se distinguent, tour à tour, par des déclarations destructrices, il n'est pas mauvais de faire preuve d'un minimum de solidarité avec ceux qu'on prétend mener à la bataille ». «Je constate fréquemment les méfaits de la bêtise humaine, a-t-il ajouté, mais je crois toujours au progrès. »

«Les rats qui quittent le navire»

En outre, le député rocardier e jugé « contestable » et « initente la mesure d'allègement de la taxe d'habitation décidée par la gouvernement afin de satisfaire les communistes. e dont tout le monde'sait que, de toute façon, ils ne voteront pas la censure, parce au'ils ont peur des électeurs ». Il s regretté que le gouvernement prête une oreille aussi attentive su Perti communiste, qui «passe son temps à taper sur les socialistes», elors que, quend sa propre mejorité « demande quelque chose, on ne l'écoute pas ».

Evoquent le «psychodrame»

ambient au sein du Parti socia-liste, M. Richard, qui avait créé avec M= Marie-Noëlle Lienemann, en 1983, le courant dit « néorocardien », s expliqué qu'il en s « assez des états d'âme des rats qui quittent le navire». « Tout la monde peut iquer à cap. a-t-il affirmé, précleant : « Paut-être que si on passe son temps à dire que ce que fait le gouvernement est mel, on sera mieux antendu. » Ce jeu-là, M. Richard vient de s'y essayer evec une fureur toute calculée, aliant au-devant des journalistes pour leur faire partager son émol. Sera-t-il « entendu »?

La motion de censure

et du RPR de l'Assemblée nationelc ont déposé, samedi 24 octobre, en vertu de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, après l'adoption de la première partie du bud-

get (recettes), une motion de cen-sure dont voici le texte :

« L'Assemblée nationale, considé-rant que le projet de loi de finances pour 1993 est bâti sur des hypo-thèses économiques irréalistes et ne propose aucune solution à la grave crise économique que traverse la

» considérant que lo dérive des dépenses publiques aggrovera la déficit budgétaire et l'andottement de l'Etot, hypothéquant durable-ment l'assainissement et le redresse-

ment de notre économie; » considérant que le projet de loi de finances ne prend pas en compte l'aggravation des inégalités entre zones rurales et zones urbaines, en raison de la diminution de l'ensem-

ment du territoire et de l'insuffisance des mesures proposées pour faire face à la situation dramatique de l'agriculture

» considérant que le gouverne ment refuse de prendre en conside-ration lo crise du logement qui touche plusieurs millions de Fran-» considérant que le gouverne-

ment se contente d'un traitement artificiel et statistique du chômage at n'engage aucune mesure sign ative en faveur de la création

» considérant que ce projet de budget n'empêchera pas la progres-sion de la pauvreté et de toutes les formes d'exclusion, contribuant

ainsi à défaire un peu plus la cohé-sion sociale de notre pays, » pour ces motifs, censure le gou-vernement en application de l'arti-cle 49, alinéa 2 de la Constitu-

L'analyse du scrutin

La première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1993 e été adoptée par 273 voix contre 265, 538 députés (sur 570) ayant pris part eu

Out voté « pour » : - 263 PS (sur 267);

- 10 oon-inscrits (sur 24): MM. Jean-Marie Cambacérès, Jean Charbonnel, Jean-Cloude Chermann, Jean-Marie Daillet, Alexaodre Léontieff, Cleude Miqueu, Alexis Pota, Yves Vidal, Marcel Wacheux, Aloyse

Out voté « contre » : Blin et Jean-Yves Gateaud; - 125 RPR (sur 125);

- 2 PS : MM. Jcan-Clande

N'out pas participé au vote : - 26 PC (sur 26);

- 88 UDF (sur 88);

- 26 UDC (sur 26);

- 10 non-inscrits: M. Léon Bertrand, M. Martine Dan-greilb, MM. Jean-Michel Dubernerd, Auguste Legros, Michel Noir, Jean Royer, Mau-

rice Serghersert, Christian Spiller, Me Marie-France Stirbois et M. André Thien Ah Koon.

n Logement. — Le nombre de prêts locatifs aidés (PLA) passe de 80 000 à 90 000, ce qui représente

uoc charge supplémentaire pour l'Etat de 486 millions de francs. Par

ailleurs, le taux de la réduction d'impôt pour investissement locatif passera de 20 % à 15 % pour un

plafond de dépenses porté de 600 000 à 800 000 francs et un enga-gement de location réduit de neuf à

six ans. Ce dispositif, inspiré pour

partie d'un amendement du rappor-teur général du budget, M. Alain Richard (PS), réduit l'evantage fiscal proposé initialement par le gouverne-

- 2 PS: MM. Jean-Pierre Kucheide et André Billardon (nouveau membre du gouvernement); 4 non-inscrits : MM. Jean-

Michel Boucheron, Serge Fran-chis, Elie Hoarau, Jean-Pierre de Peretti della Rocca.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Cur lee enciennee cartes du monde qui, avec celle des départements, ornaient les salles de classe, le tache rose était celle de l'empire français. Le modeste hexagone d'Europe occidentale, la métropole, rayonnais sur toute la surface du globe avec les vastes territoires d'Afrique, l'ensemble indochinois et les possessions qui ponctuaient sa présence dans l'Atlentique, le Pacifique et l'océan Indien.

L'extension de l'empire français moderne était ailée de pair avec celle de l'école latique, sous la houlette de Jules Ferry, ce qui éclaire, sans doute, certains traits d'un colonialisme d'autant plus dominateur qu'il était assuré du bienfondé de sa mission. Toujours est-il qu'il fut l'objet, su moins jusqu'à le seconde guerre mondiale, de ce que Jeen-Pierre Blondi, auteur d'un ouvrage intitulé les Anticolonialistes, appelle un consensus inexprimé». En réalité, précise-t-il, «la France profonde n'e sans doute pas été colonialiste. Elle n'a pas été anticolonialiste. Elle a pu sembler eu maximum, et selon les époques, plutôt l'un que l'autre. Elle a, pour l'essentiel, accepté un empire qui n'a iamais constitué son souci

Colonialisme, anticolonialisme, Jean-Pierre Biondl retrace donc, evec la colleboration de Gilles Morin, le chronique d'une démarche ambivalente et montre que la débat sur ce thème politique a été, sinon tout à fait marginal, du moins limité à des minorités, jusqu'à ca qu'il se porte eu niveau d'une crise nationale.

La contre-épopée coloniale

chine et l'Algérie. Encore qu'il faudrait nuancer ce repérage historique : la crise svait, certes, pour objet epparent les dernières convulsions de l'empire colonial, mais, en profondeur, elle procé-dait tout autant de la difficulté de la France, réduite à elle-même, à e'adapter au monde moderne. Le changement de statut mondial qui lui était Imposé a été assumé par le régime gaulliste et compensé par un regain de l'orgueil national et de la politique extérieure), tandis que e'emorçait la modernisation du tiesu économique et sociel. Il est significatif que la notion du rang de la France dans le monde soit encore, dens son flou ertistique, si régulièrement

Pour en revenir à la question coloniale, on note que le débat, si passionné qu'il ait été, s'est cantonné le plus souvent s des cercles restreints : groupes de presaion, coursnta de pansée minoritaires, personnalitée remarquables mais isolées. L'intérêt de l'ouvrage sur les anticolonialistes est de faire revivre les héros de ce combat à contre-courant qui ne furent, selon l'auteur, ni des égarés ni des prophètes. Un combat marqué par bien des évolutions personnelles et de curieux glissemems politiques, comme le révèle la chronique. Jean Jaurès en est

venu à la critique d'un colonie-

lisme qui lui paraissait légitime tandis que Gustave Hervé reniait son virulent anticolonialisme des débuts. Des reviraments individuels aussi spectaculaires, il y an e eu jusqu'à la fin de l'empire colonial, en particulier fors de la querre d'Algérie.

Parallèlement, les clivages politiques ne sont pas, eur ca point, restés figés. La droite n'était pes au départ, ecquise à la volonté expansionniste de Jules Ferry (qui devait en revenir sur le tard) et elle ne devint colonialiste qu'en prenant la mesure de ses intérêts et en y appliquant la grille de lecture de ses valeurs. En son sein, des Eberaux, tel Raymond Aron, tentèrent de lui ouvrir les yeux, au risque de faire cavalier seul. Sous la Troisième République, le radicalisme maconnique s'accommoda du champ d'ection ouvert outremer à son influence et à le conquête de positions de pouvoir dans l'appereil d'Etat. L'Eglise n'a pas cessé d'évoluer, elle aussi jusqu'à contribuer à l'essor des doctrines tiers-mondistes.

Ce qui retient l'attention, dans cette évocation de la contre-épopée coloniala, c'est la pression culturelle, plus ou moins récupé rée au service d'autres intérêts, qui a justifié l'entreprise de la colonisation, Même pour is gauche, la plus grande difficulté fut de rompre avec l'idéologie de l'humanisme civilisateur et du pro-grès par l'assimilation qui recou-

vrait les notions de race supérieure et de peuple enfant. Une pensée de gauche e perduré dont l'objectif était d'epporter la lumière socialiste aux populations qui ne l'avaient pas entrevue d'elles-mêmes. Elle e survécu à la division historique entre socialistee et communistes, les uns pronant l'émancipation des individus par des réformes pacificues. les autres leur libération dans la cedra de l'affrontement planétaire contre l'impérialisme capitaliste. « A leur manière, observe Jean-Pierre Biondi, les deux pensées relèvent d'un centralisme universalista s.

Comme le souligne un autre auteur, Alain Ruscio, qui propose son ouvrage la Guerre française d'Indochine, ce qui apparaît évident aujourd'hui ne saurait rendre compte de ce qui s été ressenti et vécu hier. «La lucidité a posteriori est un exercice facile», rappellet-il. Raison de plus pour rendre justice à ceux qui étaient lucidss en temps réel l'Quitte à s'aveugler ensuite : Alain Ruscio cite, dans l'épilogue de son récit, aussi dépassionné que possible et d'une grande ciarté, l'analyse able d'un jeune sénateur américain sur la guarre française d'indochine, à laquelle, devenu président des Etats-Unis, il devait donner une tout sussi malheureuse prolongation. Ainsi va l'His-

Les Anticolonialistes, de Jean-Pierre Biondi, Robert Laf-font, 389 pages, 135 F. ► La Guerre française d'Indo-chine, d'Alain Ruscio. Editions Complexe, 280 pages, 69 F.

Le prix de l'Europe

Per anticipation aur l'adoption définitive d'une proposition de loi creanique, présentée à la fois par organique, présentée à la fois par M. Edmond Alphandéty (UOC, Maine-et-Loire) et per M. Jean Le Garrec (PS, Nord), président de la commission des finances, et adoptée en première lecture, la 29 juin dernier, l'Assamblée nationale a pu réserver, jeudi 22 octobre, un débet spécifique à l'article 36 du projet de loi de finances, consecré à l'« évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budpéennes ».

D'un montant global évalué à 83,5 millierds de francs, soit le troisième poste budgétaire hors charge de la dette - après l'éducation nationale et la défense, ce prélèvement pour l'Europe a été adopté per les seula députés socialistes. Le groupe communista a voté conpes pris part au vote, en reison du caractère « évaluntif » de cus

crédits. Comme l'e rappelé le ministre délégué eux effaires européennes, Mr Elisabeth Guigou, le budget de le Communauté n'est pas encore adopté loraque l'Assemblée nationale vote le budget de la France.

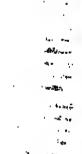
Davantage que ce que le rap-

porteur général du budget a quelifié de «tentative d'esquive» de la part de l'opposition, on retien-dra la désintérêt des députés, un mois après la référendum sur le traité d'Union européenne, pour contrôle de la politique budgétaire européenne. Lors du débas sur la réforme constitutionnelle présiable à la ratification des scoords de Manstricht. Ils avaient été nombreux, en effet, sur tous les bancs, à s'indigner de la marginalisation progressive du rôle du Parlement dans la construction européenne. Jeudi 22 octobre, ils n'étaient qu'une petite





















manipulation applications of a state of the distillated from the entropy of a minimum the distribution for con-pair supposed & book statistics. M. Martin Mains .

the promoter of the special sections of the section seen. A produce of decision of the seen of the product of the seen The track who be reported a remaind THE PERSON IS NOTED THE

Marie of the section Substitute and the substitute of the substitute

· 福田大田寺 学品的诗

La querelle sur l'état du PS

Les rocardiens apportent leur appui à M. Fabius

M. Gérard Lindeperg, rocardien, numéro deux du Parti socialiste, a dénnncé, vendredi 23 octobre, *e les désertions nu* moment de la bainille, en faisant allusion aux déclarations de Marie-Noëlle Lienemann et de ses amis, hostiles à la direction du

Tnut se passe comme s'il s'agissait de participer à une entreprise de déstabilisation du PS au moinent où tout le monde devrait être sur le pont », a dit M. Lindeperg, apportant ainsi le soutien que M. Laurent Fabius réclamait des amis de M. Michel Rocard. Appelant les socialistes au « rassemblement derrière in directinn du parti», il a attaqué avec virulence M™ Lienemann et ses amis de la Gauche socialiste,

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

M. Michel Suchod, le député socialiste sortant du Bergeracois, proche de Jean-Pierre Chevène-

ment, crie à la « misèricorde ». Il s'est retiré « provisoirement » de la course à l'investiture dans la

deuxième circonscription de la Dordogne, refusant de participer, vendredi 23 octobre, au second tour des primaires, dans lequel il devait affronter un candidat fabiu-

sien, M. Renaud Boisvert, premier secrétaire de la fédération départe-

Le 19 octobre, il était, pourtant, arrivé en tête du premier tour avec 325 vnix, devançant d'un soutile M. Boisvert (322), alors

que l'ancien conseiller général de Bergerac, M. Jean Chagneau, n'ob-tenait que 104 suffrages, mais ce dernier a appelé ses partisans à reporter leurs suffrages sur le diri-

Proche de M. Jean-Pierre Chevenement, dont il a approuvé les positions bostiles à la guerre du Golfe et au traité de Maastricht, M. Suchod demande l'arbitrage de Ps

des instances nationales du PS face an différend qui l'oppose, une

fois encore, à la fédération socia-

liste de son departement et au maire de Bergerac, M. Michel Manet, sénateur.

Une personnalité

controversée

Ce qu'il n vu dans la salle de i'Orangerie, où avait lieu le scru-tic, le laisse dubitatif. En faisant

référence au conseiller général gaulliste, que les socialistes avait

gauliste, que les socialistes avait tenté de a retourner » pour ne pas perdre le conseil général en mars dernier, M. Sacbod s'exclame: « Je ne veux pas d'une élection à la Barou! Je suis membre de la sectim socialiste de Bergerac depuis viagt ans, député depuis douze. Parmi tous ces gens qui faisaient la queue devant l'isoloir, il y en avait beaucoup que Je ne connoissais pas: une vieille femme de quatrevingt-onze ans jurait qu'elle avait

vingt-onze ans jurait qu'elle avait vis Lèon Blum; un grabataire avait

été amené pour la circonstance.»

Si les sections rurales du Berge-

en jugeant « choquant » le cnmportement de ceux qui « nat été propulsés directement de la vic étudiante à l'Assemblée nationale ct dans les ministères et qui sc mettent à cracher dans in soupe ».

Critique des propos de M[∞] Lienemann

M. Fabius, M. Claude Bartolnne, membre du secrétariat national, a demandé, vendredi, que M. Pierre Bérégovoy adresse « un rappel à l'ordre sérieux » aux ministres « qui nttaquent le PS ». S'affirmant confiant dans la capacité du premier ministre à « remettre de l'ordre dans sa maison », M. Bartolnne a critiqué les propos de

racois nnt accordé au vice-prési-

dent de la commmission des Inis de l'Assemblée nationale 75 % de leurs suffrages, les 340 votants de la section de Bergerac, contrôlée par son vieil ennemi, M. Manet,

se sont massivement détournés de

« C'est à peine croyable, ironise M. Suchod, la section de Bergerac

compte 454 membres; elle est plus nombreuse en adhérents que

18 fédérations départementales du

parti; et 175 inscriptions nouvelles

ont été enregistrées par rapport au listing en ma possession. Le nom-bre de couples et de familles entières venus au parti à Bergerac est, à proprement parler, stupé-

M. Boisvert, désormais soutenu

par M. Chagneau, refuse de souf-fler sur les braises, «Le parti tran-chera. Je constale que pour lo pre-mière fois depuis qu'il est candidat, M. Suchod o décroché. Sa défaite inéluctable devant les militants lui

est amère et il entroîne les siens dans une logique de terre brûlée.»

La personnalité de M. Suchod

n'a jamais fait l'unanimité au sein de la Fédératinn socialiste. Les fabiusiens, anjourd'bui aux com-

mandes du parti, se réjouissent à

l'idée de pouvnir définitivement le marginaliser. Secrétaire général de la ville de Bègles, M. Boisvert est

entré en lice de sa propre initia-tive, mais il est évident que cet homme jeune et ambitieux espère

profiter du ras-le-bol des militants de Bergerac, lassés par la gué-guerre Manet-Suchod, à laquelle

certains imputent le basculement du canseil général à droite au printemps dernier.

« Il faut en finir avec ces que-

forces vives, ce qui n'est pas le cas depuis plusieurs années.»

tile au pluralisme, qui triomphe nujourd'hui au PS».

L'ARMÉNIE ET LES ARMÉNIENS

M. Suchod joue le tout pour le tout et n'hésite pas à dénnncer « cette ligne « Jean-Paul II », hos

Proche de M. Chevènement

M. Suchod se déclare victime

des fabiusiens en Dordogne

M™ Lienemann (estimant que « le PS a fait son temps »), mais aussi ceux de deux autres ministres, M. Jean-Pierre Soisson et M™ Ségoiène Royal.

Selon le député de Seine-Saint-Denis, « les attaques que mênen, un certain nambre de ministres vis-à-vis du PS nffniblissent [le premier ministre] autant qu'elles nnus affaiblissent ». « Il est inacceptable que des membres d'une même équipe se fassent des crocs-cn-jambe », a-t-il ajnuté.

M. Bartolnne a rejeté, eependant, l'hypothèse d'une « campagne » contre le PS, et il a assuré que « In canfiance et l'amitie » entre M. Fabius et M. Bérégnvoy demeurent intactes.

Divisés par le parachutage de M. Quilès

Les socialistes du Tarn se sont réconciliés

de notre correspondant

Le premier secrétaire et cinq autres membres du secrétariat fédéral du PS du Tarn, jospinistes, ayant dnnné leurs démissions par hostilité au parachutage de M. Paul Quilès, fabiusien, dans ce départe-ment, la fédération avait éclaté à la fin de l'été (le Monde des 12 et 30 septembre).

Le remplacement à la tête du conseil général du jospiniste Jacques Duran, décéde, par un fabiusien, M. Thierry Carcenac, en janvier 1991, avait provoqué, déjà, une rupture entre la directinn fédérale et les élus départementaux, conseillers généraux et députés. Cependant, la mnitié du courant ospiniste souhaitait la conciliation, l'autre voulant continuer l'affronte-

invités à surmonter cette crise, en présence de M. Daniel Vaillant, hargé des fédérations au secrétariat national du PS et lui-méme jospiniste, le 20 octobre, les deux claus, sont parvenus à se mettre d'accord pour priposer que M. Roger Camou devienne le successeur de M. Jacques Magot au poste de premier secrétaire fédéral.

Entériné par la commissinn exécutive fédérale jeudi 22 octobre, ce choix devrait mettre un terme pro-visnire aux difficultés du Parti socialiste dans le Tarn.

M. Chevenement est soutenn' par sa fédération. - M. Jean-Pierre Chevènement a reçu, jendi 22 relles dont il est le détonateur per-manent depuis douze ons, insiste M. Boisvert. Celui qui représentera le PS dans la circonscription de Bergerac doit être le garant d'effi-cacité et de rassemblement des octobre, l'investiture de la fédération du PS da Territoire de Belfort pour être candidat aux élections législatives dans la deuxième circonscription da département, dont il est l'actuel député, par 150 voix sur 156 votants (il y a eu 6 bulletins blancs). La candidature de l'ancien ministre de la défense, maire de Belfort, est « la seule » à être « parvenue dans les délais fixés DOMINIQUE RICHARD par le bureau fédéral», a précisé la fédération.

M. Jacques Chirac déclare, dans a la « guerre des chefs »!» Le maire de Paris estime qu'en cas de victoire 24-30 octobre), qu'il croit à l'organisation de « primaires », dans l'opposition, pour l'électinn présidentielle, « parce que la raison l'impose ». « Il serait irresponsable, pour l'opposition actuelle, d'avoir plusieurs candidats au pernier pour et de courir, ainsi, un responsabilités, mais en prenant au premier tour et de courir, ainsi, un très grand risque il èchec au second tour», explique le président du RPR. «Si nous n'arions pas cette sagesse, ajoute-t-il, je suis sur que nos éleceurs et nos élus l'imposeraient.»

homologue de l'UDF, M. Valéry Gis-card d'Estaing, M. Chirac déclare : «Elles ne sont ni aussi bonnes que je pourrais le souhaiter ni aussi mau-vaises qu'on le dit parfois. La vie nous a souvent placés en situation de a souvent piaces en strautin de concurrence. C'est ainsi. Pour autant, nous partageons les mêmes valeurs. Nous avons mene de nombreux com-bats en commun. Nous devons travailler ensemble, c'est l'intérêt du pays. Mais, de grâce, ne réduisons pas tout

□ Le RECOURS-France envole des chrysanthèmes à M. Bérégovoy. — Le mnuvement RECOURS-France sion du trentième anniversaire de l'exode de la fin de la guerre d'Algé-rie, une «journée nationale d'action pour la sauvegarde des cimetières français d'Algérie». Ses membres participeront à plusieurs cérémonies commémnratives mais le porte-pa-role du mouvement, M. Jacques Roseau, a demandé, à chacun des rapatriés de « dénoncer lo situation d'abandon, de profanation et d'oubli de la plupart des cimetières chrétiens et juifs d'Algèrien et d'envoyer, « en signe de protestation (...), un pot de chrysanthèmes au premier ministre, en le chargeant du transfert de tous ces pots en Algèrie.»

 Treize recours out été déposés à la suite des élections sénatoriales. – Treize recours en annulation ont été déposés à la suite des élections sénatoriales du 27 septembre. Ces

que-t-it, il nous faudra assumer nos responsabilités, mais en prenant toutes les précautions nécessaires pour les assumer dans leur plenitude.»

En « situation de concurrence » avec M. Giscard d'Estaing

M. Chirac tient à l'organisation

de «primaires» dans l'opposition

Le premier ministre de cohabitation «devra» enfin, selon M. Chirac, «appartenir à la formation politique la plus nombreuse de la prochaine Assemblée nationale ». Il précise : «Le RPR étant, aujourd'hui, le premier parti de France, il serait légi qu'il sorût de ses rangs. » MM. Alain Jupoé et François Bayrou, secrétaires généraux, respectivement, du RPR et de l'UDF, ont continué, vendredi 23 octobre, par téléphone, leurs discussions, commencées la veille, à propos des primaires présidentielles et des investitures pour les prochaines élec-tions législatives.

recours concernent huit départements: la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, la Moselle, le Nord, l'Oise, les Pyrénées-Atlantiques, la Réunion et la Nouvelle-Calédonie. Pour être recevables, les recours doivent être déposés dans les dix jours suivant l'élection auprès du Conseil constitutionnel, qui en avertit le président

M. Le Pen espère toujours repré-senter la droite au second tour de l'élection présidentielle. — M. Jean-Marie Le Pen a réaffirmé, vendredi 23 octobre, au Portugal, à l'occasion d'une réunion du groupe technique des droites européennes du Parlement européen, son souhait d'être «le représentant de la droite française au second tour» de la prochaine élection présidentielle. Il a ajouté que s'il était élu un des projets de son parti serait de «faire rapatrier dans leurs pays la plus grande partie des immi-grants du tiers-monde entrés illégale-

A l'occasion d'un contentieux à Nice

Le Conseil d'Etat précise la portée des sanctions prévues par la loi sur les dépenses électorales

La lni du 15 janvier sur la limitation des dépenses électorales prévnit l'inéligibilité pendant un an de unut candidat dant les enmptes nut été rejetés par la commission nationale des comptes de campagne. Le Consail d'Etat a précisé vendredi 23 octobre, l'exacte partée de cette sanctinn.

Le II juillet 1991, M. Marce Panizzoli, qui avait été candidat, le 25 novembre 1990, à une éleccanton de Nice (candidat sans éti-quette, il avait recueilli 1,60 % des suffrages exprimés), vnyait snn compte de campagne rejeté par la Commission nationale instituée par la lni du 15 janvier

Il lui était reproché d'avnir recueilli des fonds sans l'intermédiaire d'un mandataire nnmmément désigné par lui, cnmme l'y oblige l'article L 52-4 du code électoral. En conséquence, le tribunal le déclarait inéligible pendant un an.

M. Panizzoli ayant fait appel, le Canseil d'Etat confirme cette sanctinn, décisinn qui lui offre surtnut l'occasion de préciser l'exacte partée de l'inéligibilité, D'une part, il estime que la durée d'un an doit courir à compter de la date à laquelle le jugement constatant l'inéligibilité est devenn définitif, soit, en l'occur-rence, le 23 octobre; d'autre part, il considère que l'inéligibilité ne s'applique qu'à la seule catégorie d'élection pour laquelle l'infraction a été commise, c'est-à-dire, dans ce cas, l'élection cantonale. L'inéligibilité ne s'étend donc pas aux autres mandats conceroés par

500 enfants meurent de faim chaque jour en Somalie.

Vous trouvez ça normal?

Alors ensemble sauvons-les.

Une famine d'une exceptionnelle gravité décime les quatre pays de la Corne de l'Afrique. Nous manquons de vivres et de médicaments pour sauver les enfants de ces pays.

• Envoyez-nous vos dons de 50 francs ou multiple de 50 francs · Aidez-nous dans nos collectes de fonds et téléphonez au (1) 40 21 28 28 pour recevoir les documents nécessaires.



Médecins Sans Frontières 8, rue Saint-Sabin 75544 Paris Cedex 11

Nom et prénom	
·	
Rue	
Code Postal LILI Ville	
CO AGO II DADIO	

Le maelström des empires byzantin. perse, ottoman, russe 1915 : un génocide sans précédent Arménie, terre de tous les arts

Un peuple cent fois persécuté Une diaspora inventive et solidaire Les Arméniens de France... Avec la collaboration de sommités des Universités

Françaises et Arméniennes et une interview du réalisateur Henri VERNEUIL.

Nés, voici plus de 25 siècles, dans un petit pays coincé

entre mer et montagne, les Arméniens sont implantés aviourd'hui dans le monde entier.

Ils sont particulièrement nombreux et actifs en France. Au Sommaire

Une nation et une chrétienté très anciennes

Numéro Special NOTRE HISTOIRE nº94 Novembre 1992 - 35 F 76 pages illustrées, avec des statistiques, cartes, chronologie, glossaire, bibliographie

en vente des le 25 octobre chez votre marchand de journaux, ou sur commande à : Motre Histoire - VPC - 165, boulevard Malesherbes 75017 Paris (+6F pour frais d'expédition)

Un peuple incroyablement bousculé par l'histoire : les Arméniens

D'autres plaintes sont en cours d'instruction

Le docteur Michel Garretta, quarante-huit ans, est provisoirement en fuite. Telle est la conclusion juridique de son absence, vendredi 23 octobre, devant les juges de la 16 chambre correctionnelle du tribunal de grende instance de Paris, qui l'ont condemné à quatre ans d'emprisonnement et 500 000 F d'emende. Le président Jeen-Louis Mazières e de ce fait décerné, comme il le fait habituellement dans ces cas-là, un mandat d'errêt à l'encontre de l'ancian directeur du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS).

Deux hypothèses sont désormais envisageables. Soit le docteur Garretta, actuellement en résidence aux Etats-Unis où Il travaille, revient en France et se présente devant la justice. Dans ce cas, l'appel du jugement interjeté par ses avocats dans le délai lègel de dix jours sera reçu eu greffe. Placé en détention, le docteur Garretta devra alors attendre que la cour d'appel de Paris examine une demande

de mise en liberté déposée par ses avocats. Soit l'ancien responsable du CNTS choisit de demeurer eux Etats-Unis. Les possibilités d'intervention de la justice française sont dans cette hypothèse quasiment nulles. D'une part, les eutorités américaines ne sont pas tenues de faire procéder à l'arrestation du condamné lorsque le mandat d'arrêt contre ce derniar aura été diffusé internationelement par Interpol. D'autre part, le docteur Gerretta est à l'abri d'une extradition dans la mesure où le convention signée en 1909 entre la France et les Etats-Unis ne prévoit pas qu'elle puisse jouer pour des faits de tromperie, le chef d'inculpation retenu par la justice française.

Il semble que le docteur Garretta soit donc le seul à posséder la réponse à la question de son éventuel retour en France. ell est hors de question que je ne revienne pas », affirme-t-il, tandis que son conseil. M- Xavier Charvet, se montre plus évasif devant la

presse : « Vous verrez bien. » M. Edmond-Luc Henry, adhérent de l'Association française des hémophiles, a eu à ce propos un commentaire navré en sortant de la salla d'audience : « La justice ne se donne pas les moyens d'appliquer ses peines. Elle a laissé partir Garretta elors qu'elle evait tout loisir de l'assigner à résidence jusqu'au procès. Et le docteur Allain, qui est ici, on le laisse libre. On lui laisse le choix de partir. »

Dans l'immédiat, l'ebsence du docteur Gerretta focalise l'attention de l'opinion publique au détriment d'une enalyse du jugement rendu par le 16-chambre correctionnelle de Paris. Or les juges soulignent avec une particulière netteté que le doc-teur Garretta e délibérément eppliqué une politique destinée à tromper les hémophiles sur la qualité substantielle des produits sanguins vendus par le CNTS. De même, le tribunal indique-t-il précisément que l'information sur la contamination par la

M. Edmond Hervé, elors secrétaira d'Etaf à la santé.

Le jugement rendu le 23 octobre ne constituera pas l'épilogue de l'affaire dite du sang contaminé : non seulement la cour d'eppel aura à se prononcer. mais plusieurs nouvelles plaintes pour empoisonnement, déposées par des victimes hémophiles, sont étudiées depuis quelques semaines par M= Sabine. Foulon, premier juge d'instruction à Paris. Enfin. l'opposition continue d'agiter la menace « politique » d'un procès devant la Haute Cour de justice contre M. Laurent Fabius, ancien premier ministre M- Georgina Dufolx, ancien ministre des affaires

Le triste record français

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

TOUT, depuis longtemps déjà, laissait supposer que l'affaire dite du sang contaminé na pourrait, en aucune manière, être réduite aux circonstances tardives et controversées de l'infection de certeins matades hémophiles par le virus du sida. Tout, dès lors, permettalt d'anticiper sur les interprétations et les commentaires que ne pourraient manquer de susciter les décisions de justice en la matière. Pouvait-on raisonnablement espérer que le plète à le douleur des victimes ou, maladie ayant fait son œuvre, de leurs ayants droit? Pensait-on pouvoir situer de la sorte une hiérarchie dans dee responsabilités en cascade, identifier les rôles, les erreurs, sinon les fautes commises par les multiples acteurs - médecins, prescripteurs, responsables administra-

Les victimes

□ M. Max Lecog : « Une affaire

d'Etat ». – « C'est une supercherie judicioire », a affirmé M. Max Lecoq, défenseur de M. Joëlle Bouchet, mère d'un adolescent

Bouchet, mère d'un adolescent contaminé. L'avocat exige e la Haute Cour de justice pour les politiques». e Ce n'est pas une affaire correctionnelle. mols une affaire d'Etat», a-t-il expliqué, regrettant que le tribnnal ne se soit pas déclaré incompétent.

C L'Association des polytrausfu-sés : « Des pelnes illusoires ». —

«Quand on assassine des gens, on ne peut pas s'en tirer avec deux ans

de prison, quatre ans de prison, a déclaré M. Jean Peron-Garvanoff,

président de l'Association des poly-transfusés. Le verdict d'aujourd'hui est rendu dans un tribunal correc-tionnel pour des personnes qui méritent les assises. Donc les peines réclamées sont illusoires, »

Les associations

de défense des sidéens

réductrice ». – L'association d'assis-tance aux malades du sida consi-

dance aux maiades du sida consi-dère que le procès du sang conta-miné « est apparu comme une réponse insuffisante aux attentes et angoisses de cenx qui l'ont intenté ». « La dynomique judi-ciaire, centrée sur quatre individus,

ne pouvait générer qu'une approche réductrice et faussement stigmati-sante des responsabilités en cause».

sante des responsabilités en cause».

Selon AIDES, le dossier de la transfusion a mis en évidence e la difficulté constante de beaucoup de médecins d'informer les personnes pour aboutir à un choix thérapeutique éclairé, même en cas d'incertitude scientiffque» et « la difficulté permanente des politiques et administratifs de la santé publique à interpeller les experts médicaux sur le bien-fondé de leurs décisions ».

□ Act-up réclame « an Narem-

berg dn eida». - L'association Act-up de lutte contre le sida

demande que soit arganlsé « un Nuremberg du sida » et que soient inculpés « tous les responsables,

notitiques et techniques», « Faute de quoi il nous faudra considérer que ce procès et la médiatisation dont il o bénéficié n'auront été

qu'une vaste opération de blanchi-ment des culpabilités », estime

. AIDES: « Une approche

tifs, autorités politiques - impliqués de facto dans cette affaire?

L'Indignation collective se nounit plus la de l'incompréhension que d'un réquisitoire erchitecturé et démonstratif, Sans vouloir en aucuna manière réduire les responsabilités des quatre inculpés, on ne peut ignorer que d'autres response-bles médicaux, politiques et « éthi-ques » ont — lacheté ou inconséquence - « oublié » de s'exprime sur un sujet dans lequel lis étaient

n'était pas le but n'e pas permis de déterminer la responsabilité de certains des médecins prescripteurs dans cette affaire. Certains spécialistes de l'hémophilie, dispossient d'informations suffisemment précises sur le niveau de contamination des facteurs anti-hémophiliques non chauffés pour leur permettre, s'ils

Les personnes

condamnées

M= Garretta: «Moa mari sera à Paris quand il faudra y être». – Le docteur Michel Gar-

retta e sera à Paris quand il faudra y être » a déclaré l'épouse du méde-

cin, interrogée par téléphone à sa résidence de Boston (Massachu-setts). M= Garretta s'est contentée,

d'ajouter que l'ancien directeur du Centre national de transfusion san-guine (CNTS) « fera face, comme il a toujours fait face».

☐ Mº Xavier Charvet : «Ue lyn-hage médiatique». — e C'est une

décision infuste et inacceptable, a affirmé M. Xavier Charvet, avocat

a été condamné, e alors qu'il n'est pas responsable de la contamina-tion d'un seul hémophile».

d'expert auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

M. Jean-Pierre Allain: «J'ai été dans une situation de bouc émissaire». — « C'est parfaitement injuste, j'ai été dans une situation

de bouc émissaire parfaitement caractérisée, a déclaré le docteur Jean-Pierre Allain. Les hémophiles,

Jean-Pietre Allain. Les hémophiles,

ou en tout cas certains d'entre
eux et en particulier certains activistes — voulaient des têtes. C'est
cela qui les Intéressait. Et si des
têtes avaient pu être coupées, ça les
aurait peut-être satisfaits encore
plus. » Le doctear Allain s'est
déclaré « convaincu que, dans an
autre coniexte, les mêmes faits vus
dans une lumière plus sereine et
prenant en compte les faits et non
pas les émotions, la justice [lui]
sera rendue ». Son défenseur,
Mª Olivier Schnerb, a fait part de
sa volouté de faire appel de cette
« condamnation affligeanse ». « Ces
poursuites sont juridiquement aberrantes. On a fait du juridisme pour
poursuivre mon client et on a rejué
de faire du droit pour le condamner », a-t-il couclu.

Les réactions

l'avaient jugé nécessaire, de refuse de prescrire de tels produits, Ou, à tout le moine, d'informer leurs patients sur les risques éventuels qu'ils encouraient en leur donnant — étant donné l'absence de disponibi-lité de produits cheuffés pour l'en-semble des hémophiles — le «choix» entre le risque d'être contaminés par le VIH et celui d'être victimes, faute de traitement, d'une

En outre, plusieurs documents montrent que la plupart des méde-Informée de la politique dite d'eépuisement des stocks » de produits non chauffés à destination des hémophilee déjà eéropoeitifs. Aucun, ou presque; ne protesta contre le fait qu'il ait fallu attendre le mois d'octobre 1985 pour que les produits non chauffés na soient plus remboursés. Le consensus était à peu près général s'agissant de l'attitude à suivre.

Un autre aspect essentiel de l'affaire du sang contaminé - celui relatif à la mise en place tardive du test de dépiatage du VIH dans les dons de sang et à la politique protectionniste définie par le gouvernament n'e pas non plus été véritablement abordé au cours du procès. Les responsabilités dans cette affaire ne sont pas négligeables dans le mesure où l'on estime que cheque mois de retard a est traduit par la contamination de cent à deux cents

Une politique protectionniste

Deux facteurs ont été ici prépondérants : d'une part, le non-empres-sement, manifesté par le cabinet de Me Dufoix, ministre des affaires sociales, à financer le dépistage du virus du sida dans les dons de du docteur Garretta. Ce jugement n'est pas sondé sur le droit, mais sur les rumeurs. C'est la justice au service du lynchage médiatique.» Me Charvet affirme que son client sang; d'autre part, le volonté, clairement affichée par plusieurs hauts responsables, de favoriser le test mis au point par Diagnostics Pas-teur et, corollaire, de retarder la on d'un seul hemophie».

M. Jacques Roux: «Un procès pour dédouaner le gouvernement». — Le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, a déclaré qu'il es'agit en fait de la suite logique d'un procès pour dédouaner le gouvernement». Le professeur Roux a, d'autre part, indiqué, qu'en raison de son état de santé, il quittait ses fonctions d'expert auprès de l'Organisation mise sur le merché, puis le remboursement, du test américaln

On retrouve ainsi, jusqu'en 1987, des documents démontrant la constance de cette politique protectionniste. Dans une note rédigée, courant 1987, par M. Michel Legrave, directeur de la Sécurité sociale, on peut sinai lire que e l'asteur ne verrait pas d'inconve à ce que d'autres tests fassent l'objet d'un remboursement.

Au-delà de cette somme de dysfonctionnements, d'erreurs, voire de fautes commises per des personnes appartenant au corps médical, à l'administration, aux cabinets ministériels, voire au gouvernement, il reste toujours à analyser les raisons pour lesquelles la France est, de loin, le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de personnes non hémophiles contaminées par Notre pays détient ce triste

record vraisembleblement parce que de nombreux centres de transfusion unt collecté du sang dans des milieux à hauts risques, en particulier dans les prisons, pendant plu-sieurs années (le Mande deté des 11 et 12-13 svrii). S'agissant de pratiques qui, en France, se tradu-ront, en définitive, par tent de morts, il sera essentiel d'en com-prendre un jour l'origine.

du silence

Ces documents et ces dépositions Ces documents et ces dépositions ont contribué, à rendre ce procès, longtemps improbable, hautement pédagogique et éclairant sur la tragédie qui a frappé et frappe encore la communanté des hémophiles (quelque trois cents décès à ce jour et plus de mille deux cents personnes contamistée).

Ainsi la vision du tribunal, traduite dans un jugement sans agres-sivité mais sans euphémismes, ministère public telle qu'elle fut exprimée, le 31 juillet, par M~ Michèle Bernard Requin. Les juges de la seizième chambre correc-tionnelle refusent de fait l'idée, souvent avancée, que les «Incertitus la science » ont pu justifier en 1985. L'attitude du CNTS sinsi que celle du directeur général de la santé, le pro-fesseur Jacques Roux.

e La dangerosité des produits dis-tribués par le CNTS est confirmée et non découverte en 1985 », résume le jugement en se référant à de nom-breuses livraisons scientifiques et à un repport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Et l'on peut l'an abus les sous les churse des des attaites sociales (ICAS). Et l'on peut lire plus loin, sous la pluine des juges, que dès la fin de l'année 1984 « une approche pragmatique recom-mandait l'utilisation de concentrés chaiffés même si un doute scientifi-que pouvait être par ailleurs encore cultiré et si des études devalent être

en toute rigueur poursuivies».

Du coup, le tribunal note avec surprise que « le choix de la modération ne fut pas celui du CNTS, qui orienta sa stratégie vers un accroissement important de la production» des concentrés non chauffés, c'est-à-dire infectés par le virus du sida. Pourquoi? Comment? Le jugement tente précisément de cerner l'incompréhen-

« Accéder à la logique industrielle»

Dans un premier temps, le tribu-nai étudie la conspiration du silence dont les hémophiles ont fait l'objet. Une conspiration aisée, à la vérité. Environ quatre mille à l'époque, les hémophiles constituaient une com-munauté ultraminoritaire. Et/leur principale organisation, l'Association française des hémophiles (AFH), pleinement confiante à l'égard du corps médical, vivait dans une « dépendance institutionnalisée» par rapport

au CNTS.

Cette association, hébergée et financée par le CNTS, littéralement sous influence, ne fut-elle pas victime d'une « désinformation», demandent les juges? Ces derniers, pièces à l'appui, établissent comment l'idée de prolonger jusqu'au 1= octobre 1985 la vente des concentrés non chauffés ne revient pas au président de l'époque, André Leroux, aujourd'hui décédé, mais au docteur Garretts, en dépit de ses dénégations à l'audience. Le jugement note par ailleurs, au passage, qu'il arrive curieusement à l'Association française des hémophiles de reprendre à son compte au CNTS. philes de reprendre à son compte « les mêmes préoccupations gestion-naires » que le directeur du CNTS...

Mais le jugement pointe bien d'au-tres manœuvres visant à désinformer. tres manœuvres visant à désinformer. Citons le repport scientifique du docteur Bahman Habibi, collaborateur du docteur Garretta, en principe destiné à éclairer les pouvoirs publics et dont «un paragraphe était de nature à induire en erreur les autorités décisionnelles». Citons encoce le Comité national de l'hémophille, dont les juges rapportent qu'aucun de «ses membres, à l'exception du docteur Garretta et du docteur Allain, n'ont anogramment the clairement informés des risques propres cux produits distri-bués par le CNTS».

La «tromperie sur une marc dise entraînant un danger» fut dooc la plus forte. Et le docteur Garretta, au lieu de favoriser l'importation de concentrés chausses, va «tout faire pour que soit poursuivie la politique

Pourquoi cette action délibérée, concertée? Pourquoi le docteur Gar-retta en fut-il « Incontestablement l'inspirateur et le maître d'auvre», assesseurs répondent: «L'ambition d'accèder à la logique industrielle à conduit à l'oubli des règles de déontologie médicale. Cette ambition et cet oubli ont été, au premier chef, ceux du docteur Garretta.» seurs repondent : «L'ambition

La relaxe du docteur Netter

Ainsi s'explique la condamnation de l'ancien directeur du CNTS à la peine de quatre années d'emprisonnement et à l'amende de 500 000 francs, les maxima prévus par la loi sur les fraudes, Ainsi s'explique que le docteur Jean-Pierre Allain, spécialiste de l'hémophilie et chercheur au CNTS, se voit infliger une peine de quatre aus d'emprisonnement dont deux avec sursis.

A hien lies le insernent le docteur

A bien lire le jugement, le docteur Allain, qui avous une légère «schizo-phrénie» lors du procès, fut un «collaborateur» trop ectif du docteur Garretta, quand bien même il manifesta au sein du CNTS les doutes qui l'accept l'assaillaient. Cet copposant », en quelque sorte, ne sut pas s'opposer. L'appel du jugement qu'il a sussitôt formé lui pennet pour l'heure de res-

Le tribunal relaxe en revanche le docteur Robert Netter, ancien direc-teur du Laboratoire national de la santé, poursuivi, comme le professeur Roux, pour non-assistance à per-sonne en danger. Le procès a en effet pennis d'établir que le docteur Net-ter, saisi tardivement de la contami-

nation des concentrés vendus par directeur général de la santé d'un part, le conseiller du ministre d'auti part, toutes personnes qui disposaier ndiscutablement des moyens por réagir», notent les juges.

Pour le coup, l'absence de réactio. de la part du professeur Roux - eu refus d'agir en pleine connaissance a causes - a fait entrer la seizièn chambre correctionnelle en voie d condamnation à l'encontre de l'an cien directeur général de la saute: «Celul qui s'absilent par indiffèrenc ou lassitude est punissable aussi bies que cehui qui le fait par intention d

L'attitude du professeur demeun du reste largement inexpliquée dan, la mesure où il avait, l'un des pre miers, compris la «politique» di docteur Garretta ek cherché à s' opposer au début de l'année 1985 «Ses fonctions de directeur général d la santé; dont on ne peut souteni" l'Insignifiance, ou minimiser le rôle e les pouvoirs sans affirmer un princip. général d'irresponsabilité de la fonc tion publique jusqu'à son plus hau niveau – centi où elle côtoie directe ment le politique - commandaien: qu'il agisse», conclut le tribunal.

Gravement malade, absent du prétoire vendredi 23 octobre, le profes-scur Roux a été condamné à quatre ans d'emprisonnement avec sursis. Une condamnation qui a provoque une réaction indignée du Parti com muniste français, dont le professeur est membre du comité central. «Nous poursuivrons le combat pour la vérité et la justice, a déclaré M= Jackie Hoffmann, membre dn bureau politique du PCF. Jacques Roux doit être innocenté. Le condamner aujourd'hui, c'est tenter de protéger les trois ministres concernés.»

Une manière comme une autre de signifier que le jugement du 23 octobre ne met qu'un terme (juridique on · politique) provisoire à un scandale

LAURENT GREILSAMER

Dans la presse parisienne et étrangère

La presse parisienne est unanime La presse parisienne est unanime à considérer que le verdict du procès du sang contaminé n'est qu'une
étape de «l'itinéraire judiciaire de
cette tragédie notionale». Pour
Libération, « les victimes, leurs
défenseurs, tous ceux dont la soif de
justice ne peut être assouvie par ces
seules condamnetions se voient
confortés dans leur combat : étargir
lo recherche des responsabilités et
voir les diriseants politiques travoir les dirigeants politiques tra-duits en Haute Cour».

duits en Haute Cour».

De même pour le Figaro, « la fable est fameuse, qui voit la justice accabler plus volontiers le misérable que le puissant ». « Le jugement rendu hier n'apaisera ni le doute, ni la méfiance, ni la colère, et encore mains la saif de justice », indique l'Humanité. « il apparaît en effet à l'évidence comme une des plèces d'un dispositif qui (...) e pour but de soustraire les responsables politiques à l'action de la justice et éventuellement à sa sanction. »

Relevant également la «colère [des victimes et de leurs familles] après le jugement » (le Paristen) et le «suspense» qui prévaut quant au retour en France du docteur Garretta (France-Soir), les quoti-

tence est sans proportion avec l'étendue de la tragédie. « Com-ment n« pas penser que pour une pareille hécatombe, interroge le Quotidien de Paris, une peine de quatre ans n'a pas de sens?»

Outre-Manche, le Times public en «une» la photo de docteur Allain, professeur à l'université de Cambridge, et rappelle que le doc-teur Garretta, e qui avait ordonné l'utilisation de stocks de sang pendant plusieurs mois pour économi-ser de l'argent et préserver l'orgueil national tout en sachant que ces produits étoient contaminés», « avait refusé d'acheter du matériel étranger pour décontamier les sto-cks afin de permettre à l'Institut Pasteur de développer son propre système».

De son côté, l'International Herald Tribune relève qu'au cours de l'audience « aucun responsable français de la santé n'a clairement expliqué pourquoi les stocks de sang contaminé n'avaient pas été retirés avant octobre 1985, alors qu'en mai les responsables des banques du sang connaissalent lo contamina-tion des produits sanguins destinés

virus du sida des lots sanguins remonta complètement jusqu'au professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, et jusqu'au docteur Claude Weisselberg, ancien membre du cabinet de

socieles, et M. Hervé, encien secrétaire d'Etai **Une conspiration** CNTS - le 7 mai et le 3 juin 1985, avait transmis ces informations à qu de droit. ell demeure que le docteu Netter a bien agi e en amont» e avisé dans des délais raisonnables i

ment page of the description of the state of the Chinds Westerner

Charles depos

Foulen, cremie

Foundation of the Page 1997

Toppowersen (* 1905)

Sengra Duty

dryre,

gordre M. Laure 11

d'instruction WIND CO. THE CO.

des of a suspens or after dept fout

3274 My mile 1

An Aspertuant of the Aspertuan MANA DATA PORT WE COMPANY -MI THE BUT IS ille. De los milità MARKET ST. FALL ne har be apparen te vecte or v

THE PARTY OF THE P der ertigengen en ander von der

The part of the parties the second print the new printers of the party Suppose with white the fact of THE PERSON OF THE PROPERTY AND ASSESSED.

with a state of the second second second were represented and specific in 1945. THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE the state of the s Application of the production of the second where the property with the property of the which the city of the second of the course

A.A. CHARLE the freeze Netter

The part was the control of the cont ACTION OF THE PARTY OF THE PART Miles at game our freezes. E. The San of Congression, in Acres 11 Company and Arrana are separate and the second Companies, questo borre cariade i contra como de la como dela como de la como produce design of the plan of figures.

The State of the same of the s THE THE PROPERTY OF THE SAME OF The second secon

> Dans la presse parisient et etrangere

Controlling in the second of t MARKET THE VENT OF THE which passed our records The same of the sa A STATE OF THE STA

du sang contaminé

«L'oubli des règles de déontologie médicale»

SOCIÉTÉ

Nous publions ci-dessous de larges extraite du jugement rendu, vendredi 23 octobre, per la 16 chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Peris, présidée par M. Jean-Louis Mazières.

Le tribunal analyse ci-dessous lo décision de l'ancien directeur du Centre national de transfusian sanguine (CNTS) de limiter l'Importatian des produits sanguins chauffés (danc non infectés par le virus du sida) destinés aux hémophiles:

C'est bien le docteur Garretta qui a persévéré dans une politique res-trictive des importations en maintenant jusqu'à épuisement des stocks la distribution de produita non

Le fait que le CNTS ait dû malgre tout, sous la pression, procéder à une augmentation massive des importations des produits chauffés en 1985 démontre a contraria qu'il disposait de la liberté de décisioo en ce sens. Mais, à l'époque, cette orieotation était manifestement regrettée, considérée par le docteur Garretta comme le résultat d'« initialisment de la comme d tiatives malheureuses», de campagnes de presse « regrettables » contraires aux « positions réalistes et responsables » définies, selon lui, par le Comité national d'hémophilie et la Commission consultative de la

transfusioo sanguine. Aucuoe des correspondances adressées par le docteur Garretta aux autorités de tutelle, en tout cas de celles soumises à l'exemen du tribunal, si elles font état de la gravité de la maladie, de la contamina-tion des lots, si elles détaillent les mesures d'aurgence » prises ou envi-sagées et leur calendner, ne sollicite expressement une mesure d'interdic-tion de vente des produits contaminés ni ne pose comme impérative et urgente le question d'une décision d'importation générale des produits chauffés d'origine étrangère.

Le tribunal rejoint ici l'uoe des conclusions du rapport de l'inspec-tion générale des affaires sociales (IGAS): «En attendant que le pro-cessus industriel de chauffage fut opé-rationnel, il convenait de développer les importations de produit chauffe.»

Le docteur Garretta disposait, au mation et des pouvoirs pour décider en ce sens. Non seulement il n'a pas récliement même pesé eo ce sens poursuivie la politique inverse. The Lancet, à le fin de l'année 1984 déjà, écrivait : « Il serait injustifiable de prescrire ou de laisser utiliser par les hémophiles des préparations à ris-que de sida alors qu'apparemment des produits plus sûrs sont disponi-

Soot disponibles... c'est une des objections de la défense; l'IGAS sest interrogée: « il n'est pas évident que la production de produits chauf-jès ait pu être suffisante pour satis-faire la totalité des besoins des États-Unis et des pays européens.»

Cette question, le docteur Gar-retta n'avait pas à se la poser; pas plus d'ailleurs que les autorités de tutelle françaises. Elle o'a de fait jamais été évoquée sérieusemeot, dans eueun document produit devant le tribinal.

Le CNTS ne s'est trouvé confrooté à aucun refus d'exportaquelconque firme etrangère. (...) Eo. conclusion, et ainsi que l'a relevé le rapport de la commission d'enquête sénatoriale, l'ambition d'accéder à le logique iodustrielle e cooduit à l'ou-bli des règles de déontologie médicale. Cette ambition et cet oubli ont été, au premier chef, ceux du doc-teur Garretta.

Le tribunal analyse ci-dessous la nature de ses pouvoirs et les respon-sabilités du professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé.

Il doit être observé : a) Que de même qu'il est interdit au tribunal de se saisir d'infractions nouvelles, celui-ci ne peut juger que de la responsabilité pénale des personnes renvoyées devant lui.

b) Que la responsabilité pénale est tout à fait distincte, dans ses éléments constitutifs, des responsabi-lités politique oo admioistrative, dont l'établissement et la sanction obéissent à de tout autres règles. La recherche de la responsabilité pénale des «politiques», au sens des ministres agissant dans l'exercice de leurs fonctions, est constitutionnellement interdite à l'autorité judiciaire.

c) Que, toutefois, les agissements des prévenus, dont plus particulièrement ceux des hauts responsables administratifs, s'étant, de par leur fonction même, nécessairement ioscrits dans un cadre hautement influence et quelquefois déterminé par le politique, une soproche des conditions dans lesquelles leurs déci-

sions sont aiosi intervenues ne peut ètre écartée. Cette approche doit être conduite noo daos le but de sanc-tionner ni même de rechercher une responsabilité politique mais dans celui d'établir l'exacte mesure de la responsabilité pénale des prévenus (...).

Le professeur Roux, directeur géoéral de la saoté, autorité de tutelle de la transfusion, membre du conseil d'administration du CNTS. s'est manifestement abstenu d'user de ses pouvoirs pour empéeber le docteur Garretta d'agir ainsi qu'il l'a

La connaissance qu'evait le professeur Roux du risque spécifique que représentaient les produits délivréa par le CNTS, et notamment son caractère documenté et précoce, a été suffisamment démontrée.

« Une abstention volontaire »

L'étendue du champ d'action doot disposait le directeur général de la santé pour y parer ou tenter de le faire était ootable. Le tribonal n'e retenu que des modalités d'ioterven-tion compatibles avec la politique de l'époque, les influences qu'il pouvait subir, son devoir de réserve en tant que baut fonctionnaire.

Si l'iostruction n'a pas permis d'établir de manière non discutable certaios éléments de l'accusation, ceux-ci n'ont pas été pris en considération : ainsi en est-il de la res-ponsabilité du choix de la date du octobre 1985 retenue par l'arrêté du 20 juillet. (...)

Il s'agit bien d'une abstention volontaire, d'un refus d'agir en pleine connaissance de cause de la part d'une personne qui savait par-faitement que se commettait un délit, qui avait les moyens de l'empêcher ou de tenter d'y faire obstacle sans risque pour elle-même. Ce refus d'agir résulte clairement de la conjonction entre, d'une part, la précocité et le précision des informations dont disposait le professeur Roux, et d'autre part, l'étendue, la diversité des actions qui s'offraient à lut et même, compte teou de ses fonctions publiques, s'imposaient à lui, tant en direction des cabinets mioistériels que de la transfusion sanguine en général et du CNTS en

La loi n'exige pas que l'abstention s'inspire d'une pensée de malice, elle ne s'inquiète pas des mobiles. Celui lassitude est punissable aussi bien que celui qui le fait par intention de ouire. Les mobiles d'une action no sont pas toujours accessibles à la justice, il suffit de constaler que, en l'espèce, l'inaction du professeur Roux, dans les fonctions qui étaient les siennes, à l'époque de la préven-tion, compte tenu des informations et des moyens dont il disposait, ne peut que s'analyser en uo refus conscient et volontaire d'agir pour tenter d'empêcher la commission

manifeste d'un délit. Ce refus volontaire est encore plus appareot lorsqu'il est constate que le professeur Roux a feit partie des quelques personnes qui avaient com-pria que la politique et le positioo u docteur Garretta de juge et partie étaient jocompatibles avec une saine approche du problème grave de santé publique qui se posait.

Ses fonctions de directeur général de la santé, dont on ne peut soutenir l'insignifiance, ou minimiser le rôle et les pouvoirs, sans affirmer un principe général d'irresponsabilité de la fonction publique jusqu'à son plus haut niveau – celui où elle côtoie directement le politique, - commandaient qu'il agisse (...).

Le professeur Roux, directeur général de la santé, organe de tutelle du CNTS, membre de son conseil d'administration, pouvait agir dans deux directions, d'une part « co emont », à la source du pouvoir, euprès des cabinets mioistériels et d'eutre part « en avel » en direction de l'organisation transfusionnelle française, et plus particulièrement du CNTS

Action auprès des pouvoirs publics. Ce titre est retenu pour la clarté et la commodité de l'analyse en effet, le professeur Roux, de par ses fonctions de directeur général de la voirs qui lui étaient légalement reconnus, partie intégrante des pou-

1) Le compte rendu du conseil d'administration qui s'est tenu au CNTS le 25 février 1985 a démontre que le professeur Roux s'était vive-ment opposé à l'éviction du profes-seur Rufiié : elle consacrerait, selon ses termes, une rupture dommagea-ble de l'équilibre des pouvoirs entre le professeur Salmon, de l'Institut oational de la transfusion sanguine, et le docteur Garretta, directeur du CNTS, ou profit de ce dernier.

Le professeur Roux a clairement

sible, par le ministère, de la nomina-tion du docteur Garretta et indiqué son inteotioo de faire désigner « dons les jours qui viennent une commission d'enquête » (...). On observe aiosi à cette époque une convergence d'action entre les deux bommes pour s'opposer à la

politique du docteur Garrella. 2) S'agissa ot de la note du 12 mora 1985 [« les produits san-guins sont contominés »] du docteur Brunet, émargée a Vu Roux »), le directeur général de la santé a affirmé oe pas s'être contenté de cette mentioo, qui traduisait selon lui soo approbation, mais l'avoir transmise au cabioet du secrétariat d'Etat à la sante a dans les formes habituelles », eo en signalaot l'ur-

> Il o'y a pas lieu, en l'état de l'instruction, de remettre en cause cette déclaration à l'audience du professeur Roux. Mais, à s'y tenir, encore doit-oo se demander si uoe telle ioformatioo, traduisant un peril

geoce de maoière cooventionnelle par une fiche de couleur appropriée

décider, recommander, suggérer cette ioterdiction et cette importa-

Le tribunal rejoint ici les conclusions du rapport de l'inspecteur Lucas : « Cette période entre le le août et le le octobre a pu etre dommageable dans la mesure où les produits non chauffés n'étaient ni rappelés ni bloquès » (—).

Tout iodique que, malgré ses assertions, le professeur Roux, en sa qualité de directeur général de la sante, n'a pas fait usage des pouvoirs - même de simple recommandation - dont il disposait pour ten-ter de pallier un problème grave de santé publique dont il était au pre-mier ches instruit.

Le tribunal étudic enfin la respon-sabilité des docteurs Garretta et Alloin ou regard de lo loi sur les

grave pour la santé publique, ne jus-tifiait pas une traosmission plus solennelle et l'accompagnement d'un commentaire soulignant la nature de ment échappe à toute convention commerciale, les dérives sanguios,

1) Si le sang du donneur dans sa

Aux parties civiles qui avaient porté plainte pour empoisonnement, la tribunal e fait la réponse suivante :

«L'empoisonnement (comme les Infractions de l'article 318) n'est pae seulement un acte. conscient, voulu, mais un acta Intentionnal, c'est-à-dire conscient, voulu et accompli an vue d'un résultat précisément recherché per son auteur, en l'espèce la mort ou l'etteinte à l'intégrité corporalle d'autrui. La régultat ainsi recherché est un élément constitutif de l'infraction et participe à sa définition même : empoisonner, c'eat rechercher la mort de son pro-chain. Quend le légieleteur a voulu criminelleer des actes commis sans intention de donner le mort, il l'e expressément déclaré : einsi dane l'articla 311 du code pénal : « Toute perporté des coups ou commis des violences ou voies de fait ayant entraîné la mort sans intention de la donner... »

» Même si parfois cetta détermination ou preuve de l'intention est diffielle, revenir aur l'exigence fondamentale de cet élément moral constitutif de l'infrection aareit méconnaître d'une part qu'elle est en fait inserite, soit directement dans les textes, soit dens la disposition même du code, d'autre pert

l'urgeoce, le caractère indiscutable de son approbation, et proposant les mesures nécessaires pour y remédier. Les juridictions administratives,

du premier degré et d'appel, ont eccordé à cette note l'ettention qu'elle méritait en le considérant comme le point de départ de la res-ponsabilité edministrative de l'Etat. Le fait que le directeur général de le santé n'ait, de soo propre aveu,

assuré qu'une transmission relative-ment anecdotique au cabinet du secrétaire d'Etet de cette information est on des éléments qui signent sa responsabilité pénale. 3) Le professeur Roux a iovoqué

pour sa défense les termes de sa note du 10 mai 1985, estimant par là evoir clairement posé le problème oux décisionnaires politiques et à leurs conseillers. Cette note, rédigée par Mª Pierre, mais tolalement assumée par le professeur Roux, qui a déclaré l'avoir approuvée avant son départ pour Geoève, était en réalité antérieure et préparatoire à la réunion interministérielle du 9 mai 1985

Elle comporte trois parties : la première consacrée à la réorganisa-tion du CNTS è la suite d'un rapport du professeur Ruffié, la seconde concernant la mise en place des tests de dépistage et leur coût, la troi-sième, de loio la plus synthétique, sur le chauffage des fractions coagulantes (...).

Cette oote n'aborde aucunement la question de la période iotermé-dieire, ne fait aucune allusion à la nécessité, ou l'éventualité, d'interdire ou déconseiller, au moins à Paris, toute cession de produits contaminants; oi, dans l'attente, d'importer des produits chauffés de l'étranger. Or le professeur Roux a lui-même déclaré : « Dans la situation de février 1985, on aurait du acheter à fait état d'un retrail d'agrèment pos-

renoncer au principe d'interprétation etricte de la loi pénale et ouvrir la porte à toutes les dérives et confusione.

De l'empoisonnement

a Ainsi la proposition de retenir, pour le seul crime d'empoisionnement, malgré l'argument textuel développé plus haut, la notion prétendument novatrice ed'intention d'empoisonner » concept clairement identifieble (empoisonner, c'aat vouloir tuer), une définition tautologique (empoiaonner, c'eat vouloir empoleonner) aux contours totalement imprécis ; une nondéfinition, dangereuse pour lae libertés publiques, susceptible de s'appliquer à des situatione multiples, indéterminées : du trafiquent de drogue eu fabrieant ou commerçant en produite elimentaires, pharmaceutiques, coemétiquas... juaqu'à certaines etteintes à l'environnement... pour aboutir à une totale méconnaissance du principe da la légalité des infractions.

s Ce sarah encore entretenir la confusion entre les infractions intentionnelles et les délhs qualifiés d'involontaires.

» Dens ces darniers. l'acte générateur du dommage eat conscient, voulu, mala la résultet développé, qui peut être ausal le mort d'autrui, non expressément recherché par son auteur. »

qui s'instaure ensuite entre les organismes fabricants et les receveurs. sont bien l'objet d'une veote, dont le prix de cessioo est fixé par arrêté ministériel. Ils constituent donc des marchandises ou produits au sens de

2) La lui est applicable même s'il n'e pas existé de relation directe entre les preneurs et les hémophil L'intervention d'un tiers établisse ment hospitalier, medecin prescripteur, constitue une stipulation pour autrui; peu importe même que ces intermédiaires eient pu être infor-més du danger, il suffit que les sousacquereors, en l'espece les bémo-philes, aient pu souffrir de la trom-

3) La tromperie a porté à l'évidence sur les qualités substantielles de la fourniture : produit thérapeutique et non pas éventuellement mortel dans des proportions inac-ceptables même à l'époque; produit dont il conveozit d'éliminer les agents infectieux alors connus selon les techniques avérees au moment de la prévention ou de les remplacer disponibles sur le marché.

A plus forte raisoo la tromperie a-t-elle tendu à dissimuler les risques inhérents à l'utilisation du produit; pleinement informés de ceux-ci, les bémophiles auraient individuellement pris une autre décision de consommation, et certaioement pas, dans le cas de l'Association française des hémophiles (AFH), accepté que leur utilisation soit repoussée jusqu'au 1º octobre 1985.

4) Les correspondances, noles, proces-verbaux, interventions, publications, délibérations et témoignages précédemment analysés ont démontre l'element intentionnel de l'infrac-

a) Les prévenus avaient tous

l'émanger des produits chauffes, v Le professeur Roux était précisément l'autorité compéteote pour, sioon décider, recommander, suggérer cette ioterdictioo et cette importa-

b) Par leur silence, leur réticence à informer et même leurs manœuvres au sens de comportements et attitudes, ils ont avec persévérance poursuivi un but : induire les hémophiles en erreur, «les tromper» jus-qu'à «épuisement des stocks».

- De cette politique, le docteur Garretta est incontestablement l'inspirateur et le maître-d'œuvre. L'inpirateur et le mante-o teore. L'in-terrogation, nous l'avons vu, peut ètre poursuivie au-delà même des hémophiles et s'appliquer aux condi-tions dans lesquelles les comités, commissions et même « autorités de tutelle » ont été informés; c'est un mist d'étopnement cratain que crite sujet d'étonnement certain que cette suite de coïocidences qui aboutissent toutes au même effet :

 La réunion du 10 mai 1985 du bureau de l'AFH, tenue en présence du « représentant du CNTS » le docteur Allain, proposant la date du le octobre 1985, précédée d'une rencontre 1985, précédée d'une 1985, précédée d'un contre officieuse entre le président de cette association et le docteur Garretta, qui motive l'acceptation d'un report au l= octobre de la généralisation des produits chauffés en s'appuyant sur des considérations économiques coïocidant avec les préoccupations du directeur du CNTS.

 Le rapport final du groupe Sida et transfusion rédigé par le docteur Habibi, transmis au ministère le len-demaio de la réunion décisive du 29 mai 1985 au CNTS; rédigé en des termes évoquant bien des ques-tions abordées au cours de celle-ci, tout au moins dès lors qu'il s'agissait de rendre compte de toute la com-plexité alléguée du problème, mais en omettant de reprendre les conclu-sions claires, de la politique décidée au cours de cette réunion, pour le plus important ecotre français de fractionnement : l'absence de rappel de produits connus comme indubitablement contaminants.

- L'absence de correspondance adressée à la direction générale de la santé pour rendre compte des déci-sions prises ce même 29 mai, alors même qu'il y avait été décidé de s'en remettre précisément à la déci-sion de cette autorité de tutelle.

- L'adresse, par contre, d'une cor-respondance pour information et avis, à une autorité certes concernée par le problème, le LNS, mais cependant dérivés et eo aueun cas autorité de tutelle.

- Le fait que le Comité national d'hémophilie le 19 juin n'ait pas été bénéficiaire d'une information claire, essentielle, pour ne pas dire substan-tielle sur le degré de contamination exact des produits délivrés par le CNTS, alors que précisément le pré-sident de ce comité cumulait ces fonctions avec celles de directeur du

- La fâcheuse ioterpolation commise le 20 juin par le docteur Garretta lors de son compte rendu, à la Commission coosultative de le transfusion sanguine, des travaux du Comité national de l'hémophilie. Interpolation qui tendait manifeste-ment à faire accroire à la CCTS que le CNH s'était prononce en toute connaissance de cause du degré de contamination des produits distri-

«Sous le prétexte de cohérence»

Ceci a objectivement concouru à laisser dans l'ombre l'urgeoce et la gravité du problème de santé publi-que qui se posait tréa spécifiquement au CNTS, pour le dissoudre, sous le prétexte de cobérence, dans un contexte national en réalité bien plus contrasté. Le fait est que l'on a ainsi abouti à faire avaliser par les uns et les autres ce qui était une politique conçue et décidée comme la plus « réaliste et responsable » pour le CNTS par le docteur Garetta.

Cet enchaîoement d'événemeota s'explique eo réalité très bien dès lors que l'on constate que dans cette affaire, le docteur Garretta s'est placé eo situation d'être à la fois

Partie, de par ses fonctions de directeur d'un centre de transfusion Juge, de par son monopole d'im-

portation, son siège parisien, sa vocation nationale, sa proximité des

Sa situation privilégiée dans la recherche et l'information. Ses rapports nécessairement étroits avec l'AFH dont le siège se situait dans ses locaux. Ses fooctions de président du

CNH, doot les attributions étaient précisément de conseiller le CCTS et, au-delà, les pouvoirs publics.

et que le docteur Garretta, à la suite de l'élimination du professeur Ruf-fié, a pu concentrer entre ses mains lous ces pouvoirs (...).

 Le docteur Allain, outre ses res-ponsabilités de médecio prescrip-teur, tout particulièrement informé du fait même de ses recberches entreprises au seio du CNTS, a acti-vement collaboré à la politique défi-nie par le docteur Garretta :

- Au sein de l'Association francaise des hémophiles, et même s'il n'en était pas le médecin conseil officiel, il y était perçu, aux termes mêmes des écrits de son président, comme le représentant du CNTS et à ce titre considéré comme uo in locuteur tout à fait privilégié. La distorsion des connaissances que tra-duit le commuoiqué du bureau de l'AFH du 10 mai 1985 d'avec les faits tels que connus et dénoncés par le docteur Aliain dès le 16 janvier démontre que celui-ci est demeuré totalement fidèle à l'action initiée par le docteur Garretta. Par sa qua-lité d'expert de l'hémophilie, de médecin traitant bénéficiant de la confiance des malades, il e oon seu-lement cautionné mais accrédité le mensonge dans l'esprit de ceux-ci.

Mieux que quiconque, il connaissait la dangerosité d'une politique qu'il a non seulement laissée se poursuivre meis à laquelle il a apporté un appui publie détermi-nant, puisque c'est à la suite de la réunion à laquelle il a participé qu'est apparue la date du 1= octobre 1985.

- Représentant du CNTS, le docteur Allain l'était aussi auprès des médecins spécialistes de l'bémophilie. Aucun témoin n'a fait état de ses réticences lorsqu'il a appuyé auprès d'eux la politique définie par le docleur Garretta de distribution des produits chauffés et oon chauffés.

- Circonstance moralement aggravante, le docteur Allain et le docteur Garretta ont envisagé comme possi-ble le résultat dommageable effectivement obtenu, et accepté pour autrui uo risque cooséquent de

- Médecins, ils ont de par cette qualité accru la force déceptive de leur tromperie et méconnu une règle déontologique fondamentale qui leur interdisait de faire courir aux malades un risque injustifié parfaite-ment évitable des le début de la

Silences, négligences et indifférences

5) La paration de l'arrêté du 20 juillet 1985 repoussant au l'e octobre la date de non-remboursemeot des produits contaminés, contrairement à l'interprétation qui CNTS une marge de manauvre pour une décisian », - n'exonère en rien les prévenus de leur responsabilité pénale dès lors qu'il est indiscutablement établi que les produits étaient bien percus par eux comme conta-

6) Les dispositions des articles L. 675 et L. 676 du code de la santé publique ne font pas obstacle à l'ap-plication de la loi de 1905, texte certes général, mais visant une qualification de tromperie tout à fait distincte de la réglementation particuliére prévue soit dans certaines hypothèses de fabrication, soit lors de l'inobservation de règlements ou

Enfin, dans l'hypothèse même d'un concours d'infractions, la plus haute qualification penale doit être scule retenue.

7) Il est possible d'accorder au docteur Allain, en sa qualité de dans son action, le bénéfice des circonstaoces atténuantes. Il n'en est pas de même du docteur Garretta, qui, de par ses fonetions de directeur du CNTS, se situait au point de eonvergence exact de toutes les informations les plus précises concernant le problème de la conta-mination des hémophiles en général et de ses produits en particulier.

Le docteur Garretta a d'autre part pleinement exercé ses attributions de directeur sans pouvoir alléguer avoir été aucunement empêché dans ses fonctions; il a utilisé celles qui lui étaient dévolues ou qu'il s'était attribuées en tant que conseiller des pou-voirs publics pour faire prévaloir les intérêts du CNTS sur ceux des malades et de la transfusion sanguine en général.

Il a refusé d'écouter, éliminé ou court-circuité les opposants à sa politique, le professeur Ruffié, le professeur Roux, le docteur Allain, cettains prescripteurs, pour, en défi-nitive, en profitant de bien des. silences, de beaucoup de négligences. d'indifférences, de refus conscien C'est plus perticulièrement le 25 février 1985 que cette confusion des rôles s'est pleinement concrétisée

.....

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Alors que le nombre de tués sur les routes est en baisse depuis trois mois

Le Conseil d'Etat conclut à la légalité du permis à points

L'essemblée du contentieux du Conseil d'Etat, saisie par des organisations professionnelles des trensporteura routiers, e conciu, vendredi 23 octobre, à la légalité des textes mettant en œuvre la loi du 10 juillet 1989 sur le permis à points.

L'UNOSTRA (Union oationale des organisations syndicales des transporteurs routiers) estimait que la perution, le 28 juin 1992, du décret fixant à six le nombre initial des points dont est affecté le permis de conduire et précisant les règles sur la perte et la reconstitution du nombre de point, était intervenue au-delà du délai – fixé au 1ª janvier 1992 - par le Parle-ment. En suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, le Conseil d'Etat a admis que, « en ne prenont pas les mesures nèces-saires pour que le permis à points entre en vigueur ou plus tard le 1- janvier 1992, l'administration o violė la loi ».

L'assemblée du Palais-Royal reconnaît de la-même feçon-que « le gouvernement aurait pu deman-der [...] au Parlement un report du délai qu'il savait ne pas pauvoir tenir », compte tenu de la nécessité pour le ministère de l'intérieur de modifier le fichier national des permis de conduire, et du temps nécessaire pour mener la concerta-tion en vue de l'élaboration des textes réglementaires. Les membres du Cooseil d'Etat ont espendaot admis que, « molgre la faute qu'il a commise en ne permettant pas à la lot d'entrer en vigueur à la dote prévue, [le gouvernement oe pou-vait se dispenser] de prendre, malgrè l'expiration du délai, les sures nécessaires à l'exécution de

D'eutre part, le conr d'appei d'Amiens s'est prononcée, dans un arrêt rendu le 25 septembre 1992, sur le refus du tribunal correctionnel de Senlis de suspeodre, le 23 juillet 1992, le permis de ennduire d'uo enndueteur en état d'ébriété récidiviste, au motif que « la défense sociale que vise une telle peine est déjo assurée par le retrait autamotique de points du permis de conduire, sanction parti-culièrement attentatoire aux libertés publiques, et paraissant suffisante puisque entrainant en l'espèce le retrait de 5 points», La cour d'ap-pel d'Amiens estime dans son arrêt qu' « il n'appartient pas au juge de porter une appréciation sur la qua-lité des lois », ce qui devrait mettre uo terme aux commentaires d'uo eertaio combre de juridictions pénales de première instance sur la légalité ou l'illégalité des textes sur le permis à poiots.

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et d'Etat aux transports routiers et fluviaux, s'est félicité, veodredi 23 octobre, de la «fin de la polémique sur la légalité du décret fixant les modalités d'application du permis à points». Il e souligné à cette occasion que les résultats du mois de septembre confirment la tendance, déjà observée en juillet et co août d'une baisse significative. eo août, d'une baisse significative du nombre des accidents de la route depuis l'entrée en application du système du permis à points. En trois mois, le combre des tués a baissé de 15,3 %, soit 439 vies sau-vées; le nombre de blessés est en diminutioo de plus de 11 %.

CHRISTOPHE DE CHENAY

ENFANCE

Pour protéger la jeunesse

Les messageries roses seront mieux contrôlées

Afin d'apaiser les parents qui se plaignaient de le facilité d'accès pour leurs enfants aux messageries dites «cooviviales», qui sont de plus eo plus souveot violentes et racistes, le ministre des postes et télécommunications, M. Emile Zuecarelli, a annoncé, jeudi 22 octobre, une modification à la fois technique et institutionnelle des systèmes de contrôle. Deux nouveaux organismes de surveillance vont être créés : une instance de réflexion, le ennseil supérieur de la télématique, et uoe instance exécutive, le enmité de la télématique

Le conseil supérieur de le télématique (CST) réunira une ving-taine de personnalités représentatives des parties intéress l'exploitant public, les professionnels et les consommateurs). Il sera chargé d'établir un code de déontologie et de formuler des recomman-dations edaptées à chaque secteur d'activité de la télématique écrite ou vocale. Il devra être consulté event toute modification de la convention kiosque et sera saisi pour toute réclamation indivi-duelle. Il pourra même s'autosaisir.

Le comité de la télématique ano-nyme (CTA), émanation du CST, sera composé de cinq ou six personnes et aura pour mission de veiller au respect, par les fournis-

seurs de services de messageries, des engagements souscrits auprès du conseil supérieur de la télématique. Ce CTA se substituera à l'ac-tuel enmité ennsultatif des kiosques télémetique et téléphooique, une structure jugée trop lourde, qui, en trois ens, a en à examiner environ soixante-dix dossiers et a fait déconnecter une quinzaine de messageries roses. France Télécom oe fera pas parti de ce CTA, afio de oe plus être juge et partie, comme dans l'ancienne structure. Tous les evis du comité lui seront transmis, mais aucune sanction o'est prévue en cas de non-respect.

Le ministre des PTT reconnaît que cette réforme ce change pas profondément la procédure actuelle, mais « donne une exis-tence plus stable à une structure chargée d'élaborer les règles déonto-logiques et d'assurer lo neutralité de

Afio de permettre aux parents de mieux limiter l'occès de leurs enfants aux messageries, le miois-tre a également décidé de confier à France Télécom l'étude d'une télécommande utilisable par l'ebonné, à partir de son poste téléphonique capable de sélectionner unique-ment les services, de téléphone ou de Minitel, qu'il veut rendre acces-

JUSTICE

Après son inculpation pour « tentative d'extorsion de fonds »

Le président de la Foire de Toulon est écroué

M. Bernard Frank, gérant de la SARL «Var Expansion», et patron de la Foire de Toulon, a été inculpé le 21 octobre pour «tentative d'extorsions de fonds» et «recours à travailleurs clandestins». Il a été écroué à la prison Saint-Roch. C'est la quatrième fois en sept ans que M. Frank a maille à partir avec la justice.

En 1985, il était condamné à ver-ser 6 millions de francs à M. Jean-yves Legall, l'un de ses associés, qui s'estimait illégalement évincé de la société qui était à l'origine de la créa-tion de la Foire de Toulon.

Le 8 janvier 1988, M. Frank était victime d'un attentat dont les mobiles n'ont toujours pas été élu-

cidés. Deux bommes à moto l'avaient grièvement blessé alors qu'il ravaient grievement biesse alors qu'il se rendait en voiture à son bureau; ce qui l'obligeait à une longue convalescence et lui valait de perdre son poste de vice-président à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Var, où il siègeait depuis 1984. Le président légitimait cette éviction en s'appuyant sur un article du règle-ment imposant la présence effective des membres de la CCI au sein de l'assemblée consulaire.

Le 15 mars 1991, à l'issue d'une garde à vue de trente-six heures, M. Frank était inculpé d'a abus de blens sociaux et de faux en écritures privées». Cette affaire est toujours en cours d'instruction.

JOSÉ LENZINI

Après la découverte d'espions œuvrant en France au profit de Moscou

Paris demande le «rappel en urgence» de quatre officiers de renseignement russes

Le gouvernement français a demandé le «rappel en urgence, dans leur pays, de quatre officiers de renseignement russes», ont iodiqué, vendredi 23 octobre, le ministère de l'intérieur et le Quai d'Orsay. Cette décision intervient après que plusieurs enquêtes de la D&T (direction de la surveillance du territoire) ont démontré l'actioo d'agents des services russes dans des filières d'espionnage touchant aux domaines aussi bien militaire que commercial et technologique.

Les révélations de transfuges russes se trouvent souvent à l'origine de telles affaires. Celles de M. Vladimir Konoplev, ex-premier secrétaire à l'ambassade de Russie à Bruxelles, passé à l'Ouest en 1991, avaient ainsi permis à la DST d'interpeller cinq personnes de nationalité beige ou française accusées d'avoir livré des secrets eommerciaux ao SVR, l'Agence russe de renseignement extérieure qui a remplacé le tentaculaire

KGB (le Monde du 24 avril). Plus récemment, les confidences de Victor Ochtchenko, qui a quitté en juillet contrienko, qui a quitte en juillet son poste de conseiller à l'ambassade de Russie à Paris pour se réfugier à Londres et approfondir une coopération déjà ancienne evec les services anglais et américains, ont mis le contre-espionnage français sur la piste de nouvelles filières opérant en France pour le compte de Moscou.

Uo ingéoieur eo physique nucléaire travaillant au Commussariat à l'énergie atomique (CEA) est ainsi accusé d'avoir livré aux Russes de nombreux documents, y compris des informations confidentielles sur des essais ancléaires réalisés en 1989 et 1990 sur l'atoll de Mururoa. Ce scientifique de haut vol, âgé de trente-cinq ans et de nationalité française, a été inculpé de atrahison pour livraisoo de renseignements à des agents d'une puissance étrangère, et écroué, le 15 septembre par M. Roger Le Loire, juge d'instruction

ministère de l'intérieur, l'homme e « reconnu avoir fourni des informa-tions et des documents à un agent

A la direction générale de l'arme-ment (DGA), un ingénieur civil est soupçonné d'avoir livré des docu-ments non classifiés à des agents du SVR. Employé à l'établissement technique central de l'armement à Arcueil (Val-de-Marne), ce docteur en physique âgé de trente-neuf ans a été ioeulpé, le 1 octobre, d'aintelligence avec des agents d'une puissance étrangère», et laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Enfin, un technicien de l'usine de Thomson-TCMS de Saint-Egrève (Isère) est sous le coup du même chef d'inculpation pour avoir vand à des pation poor evoir venda à des Russes des informations ennfiden-tielles sur cette société traitant des contrats avec le secteur de l'arme

ENVIRONNEMENT

Pour la protection des cétacés

M^{me} Royal propose la création d'un sanctuaire marin entre la France et l'Italie

M- Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a annoncé à Antibes, lors d'un colloque organisé les 22 et 23 octobre par l'Association pour la création d'una réserva internationale marine en Méditerranée occidentale (RIMMO), la prochaine mise en plece d'un « sanctuaire » pour les petits cétacés entre la France et l'Italie dans le triangle Hyères-cep Corse-

de notre correspondant régional

La RIMMO e été créée co juillet à l'initiative du directeur du Marioe-land d'Antibes, M. Mike Riddel, en réaction contre l'utilisation, en Méditerranée, par des bateaux sud-co-réens, de filets dérivants de grande dimension provoquant one hécatombe parmi les dauphins (le Monde daté 19-20 juillet). La RIMMO a repris a son compte une idée lancée en octobre 1991 an Caire par la Conférence du programme des Nations unics pour l'environnement. La protection des cétacés evait été définie comme une des priorités du

plan d'action méditerranéen (PAM). Plus précisément, un appel à la Com-mission internationale de la pêche à la baleice (IWC) avait été lancé en vue de la création d'une réserve des mammifères marins « qui couvrirait l'aire de la Méditerranée».

La RIMMO a projeté de jeter les bases juridiques et techniques de cette réserve à l'occasion d'un col-loque international réunissant les experts des sept pays riverains concernés (1). Perallèlement, elle evait repris et amplifié une campagne de pétitions demandant l'interdiction des filets dérivants. Ces initiatives ont rencontre un succès incspéré. Le golloque, a été mis sur pied en trois mois et cent vingt mille signatures ont été recueillies.

Le ministre de l'environnement M= Royal, e mis e profit cette occasion pour lancer un projet de «sanc-tuaire» mario où l'utilisation des filets dérivants sera totalement interdite. La procédure de création de ce «sanctuaire» sera arrêtée, le 31 octobre à Aoste, lors d'une rencontre avec son homologue italien, M. Ripa
Di Meana. « Un groupe d'experts
scientifiques qui nous fera, d'îci le
dèbut de l'an prochain, des propositions, sur la superficie, la localisation
et la réglementation de la zone. Ce
sera une grande première mondiale

et, par conséquent, nous espérons qui cette décision sera suivie non seulement par les autres pays riverains, mais, également, par tous les pays extérieurs à la Méditerranée», a déclaré M= Royal.

Afin de concrétiser rapidement le projet, la RIMMO, qui « n'en atten-dait pas tant», e suggéré au ministre de l'environnement la création d'une pirant des principes prévus par les dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 relatives aux zones économi-ques exclusives (ZEE), « Cette zone, estime t-elle, ne constituerait pas un obstacle à l'exercice de la liberté de la pêche et de navigation pour autant que cet exercice demeure compatible avec les objectifs assignés à la ZEP.» L'intérêt de cette ZEP, de conception L'intere de care zer, de conceptoni inédite, est qu'elle pournait s'étendre, comme les ZEE, jusqu'à 200 milles des côtes et que son objet spécifique permettrait de faire l'impasse sur les délicats problèmes politiques et écocomiques inhérents eux ressources du sous-sol (minerais et hydrocra-

(1) Algérie, Tunisie, Maroc, Espagne, France, Italie et Monaco.

REPÈRES

ESPACE Mission scientifique pour la navette Columbia

Columbia, la doyenne des navettea spatiales américaines, a été lancée, jeudi 22 octobre à 18 h 10 (heurs de Paris), du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride), pour une mission scienti-fique de dix jours. Retardé de près de deux heures en raison de vents latéraux à la piste dépassant les limites permises (27 km/h), le décollage e finalement eu lieu en dérogation des règles de sécurité

L'équipage de six astronautes, dont un Canadien, e déployé en orbite, vendredi 23 octobre, le satellite leeer géodynamique (LAGEOS II). Cette ephère de 60 centimètres de diamètre, de fabrication Italienne, servira de cible pour des tirs de laser depuis la sol, qui permettront de calculer trèa préciaément les moindres mouvements de le croûte terrestre. Les astronautes mettront aussi biologiques ou technologiques, dont le four français Mechisto, mis au point le CEA et le CNES, pour l'étude de la fabrication d'alliages

VILLES Davantage d'appelés volontaires pour les quartiers difficiles

Le service national dans les banlieues semble commencer à susci-ter un réel intérêt chez les jeunes appelés. Les chiffree publiés en août demier par le ministère de la défense traduisalent un démarrage quelque peu laborieux de l'opération. Es laissaient cependant préseger une augmentetion en octobre (le Monde du 21 octobre). C'est ce que confirme le secrétariat d'Etat à la ville, qui estime que le nombre de 2000 volontaires eppelés du contingent affectés dens des quar tiers difficiles ou dans des établissements scolaires dont le personnel doit être renforcé devrait être etteint. . c dès. la fin. de l'année 1992 », soit sept mois avant l'expiration de la première ennée du nouveau protocole.

En effet, si eu 1º eoût 460 jeunes seulement evaient signé un acte de volontariat depuis la signature du premier protocole, c'est-à-dire depuis près d'un en, 1 305 votontaires nouveeux 'étaient déclarés eu 1º octobre, deux mols plus tard. Sur ces 1 305, le quart - 322 exactement - étaient désignés prioritaires pour servir dans l'armée et effectueront un service national « actif ». Il en restera done 983 qui, début novembre, seront mis à la disposition des préfets.

scheques pour a maree noire

□ L'un des «Irlandais de Vincennes» interpellé en Bretagne. -Stephen King, l'un des trois Irlandais victimes du «montage» orgadais victimes du «montage» orgaoisé en soût 1982 par des gendarmes pour les incriminer dans
l'affaire dite des «Irlandais de Vinecones», a été interpellé, jeudi
matin 22 octobre, dans le Morbiban, par des policiers agissant sur
commission rogatoire de M= Laurence Le Vert, joge d'instructioo
parisieo chargé de dossiers sur le
terrorisme basque. Stephen King,
dont la garde à vue a été prolongée, réside eo Bretagne où il est
employé comme technicien en électronique. Sa compagne, de nationatronique. Sa compagne, de nationa-lité française, interpellée dans leur maison de campagne, a été remise en liberté, après plus d'une journée passée dans les locaux de la police indiciaire à Lorient. Leur arrestation faisait suite à la découverte de documents mentionnant les coor-données du couple et que détenait un des Basques interpellés lors de la vague d'arrestations opérée au mois de mai parmi des sympathi-sants basques résidant en Bretagne.

Ouverture d'une enquête préliminaire concernant M. Jean Poperen.

Le parquet de Lyon a ouvert nne enquête préliminaire visant l'an-cien ministre socialiste chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, à la suite de l'instruction sur les financements occultes du PS conouite par le magistrat rennais Renaud Van Ruymbeke. C'est en tant que maire de Meyzieux (Rhôue) que M. Poperen fait l'objet de cette enquête, qui porte sur des faits n'ayant pas un caractère d'enrichis-sement personnel, est-il précisé de source judiciaire.

Les sociétés Williams et Ressult sommées par na tribuaul de pro-duire leur convention de parraisage.

Après avoir ordonné le 3 juillet à

TF I d'éviter la diffusion d'images de marques de cigarettes lors du Graod Prix de formule 1 de Magny-Cours (le Monde du 6 juillet), le tribunal de grande instance de Quimper, qui était à oouveau saisi par le Comité national contre le tabagisme (CNCT), a rendu, jeudi 22 octobre, une ordonnance de référé qui fait injonction à la société Williams Grand Prix Engineering Limited de produire, avant le 25 octobre, sous astreiute de 1 million de francs par jour, la convention de parrainage la liant à la marque de cigarettes Camel, et aux sociétés Renault SA et Renault Sport de produire leur convention evec Williams. Le CNCT espère leur interdire de faire courir leurs véhicules « recouverts ou porteurs de logos, marques et emblemes Camel » lors du Grand Prix de formule 1 d'Australie, le 8 novembre.

☐ Accident d'avion mortel dans le Var. - Un Fouga-Magister de l'aé-ronavale s'est écrasé, jeudi 22 octo-bre, pour une raison encore inconnue, près du Castellet (Var), pendant un vol d'entraînement à basse altitude. Le pilote, le second-mnître Cyrille Loiseau, vingt deux ans, a été tué dans cet accident.

 Séismes au Maroc, en Egypte et en Géorgie. - Quatre personnes ont été tuées et une cinquantaine biessées en Egypte par une nouvelle secousse tellurique qui s'est produite, jeudi 22 octobre, dans la région du Caire. La secousse - 4,2 sur l'échelle de Richter - a provo que l'effondrement de sept immeu-bles dans la capitule égyptienne. Au Maroc, un séisme d'une magni-tude de 5,2 n secoué la région du l'afilalet, provoquant la mort d'une ferame et de sa fillette. Enfin. la terre n tremblé dans la nuit du 23 au 24 octobre à Tbilissi, capitale de la Géorgie ex-soviétique, mais

on ignorait samedi s'il y avait des victimes. - (AFP.)

.c. Un nouveau président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. - Le sénateur centriste de la Somme, M. Jacques Mossion, e été nommé jeudi 22 octobre, à la présidence de l'Office parlementaire d'évaluation des chorx scientifiques et technolo-giques qui s'est récemment fait. remarquer par des rapports incisifs sur le nucléaire et la biologie. Il. remplace à ce poste le député socialiste de Meurthe-et-Moselle, M. Jean-Yves Le Déaut, qui garde les fonctions de vice-président, tandis que M. Raymond Forni, député socialiste du Territoire de Belfort, et M. Pierre Laffitte, sénatenr UDF des Alpes-Maritimes, sont respectivement accrétaires pour l'Assemblée nationale et pour le Sénat, Créé en 1983, l'Office, qui comprend un bureau de bnit dépu-tés et de buit sénateurs, e pour mission d'éclairer le Parlement sur les conséquences des choix faits en matière de politique scientifique et technologique.

c: M. Javier Perez de Cuellar crée une fondation pour les haudicapés. — L'ancien secrétaire général de l'Or-ganisation des Nations unics, M. Juvier Perez de Cuellar, a annonce, mardi 20 octobre, la creation d'une fondation internationale pour les personnes handicapées, bap-nisée IDF (« international Disability Foundation»), basée à Genève. Son action s'articulera autour de deux objectifs: l'installation d'un centre destiné aux organisations internatio-nales représentant les handicapés et la collecte de fonds en leur nom. M. Perez de Cuellar, qui préside la nouvelle fondation, estime que 500 millions de personnes vivent aujourd'hui nvec un handicap, soit environ un dixième de la popula mondiale. - (AFP.)

L'Etat reversera le produit de la TVA sur le riz pour la Somalie. – La TVA perçue par l'Etat sur les ventes de riz effectuées en fayeur de la Somalie sera ennsacrée l'aide humanitaire pour ce pays, a décidé M. Martin Malvy, ministre do budget. Environ 6 000 tonnes de riz ont été recueillies cette semnine dans les établissements scolaires français et le produit de la TVA ainsi collectée devrait approcher 3 millions de francs.

o Une majorité de Français seraient favorables à la création d'un corps d'armée franco-allemand.

Selon le sondage réalisé chaque année par la SOFRES pour le serannee par la SUPRES pour le service de communication des numées (SIRPA), les Français témoignent d'un intérêt croissant pour l'alliance de défense européenne. Cette enquête, rendue publique jeudi 15 octobre et réalisée en mai demiée auprès d'un échantilles de dernier auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, révèle que 39 % d'entre elles comptent « sur l'alliance militaire entre les pays de l'Europe de l'Ouest et les Etots-Unis » (contre 45 % en 1991), tan-dis que 31 % privilégient désor-meis l'eppartenaoce à « une alliance militaire entre les pays d'Europe mais indépendante des Etats-Unis» (27 % en 1991). 57 % des personnes interrogées se décla-rent favorables à la création d'un corps d'armée franco-allemand, et 69 % souhaitent le voir étendu aux partenaires de la Communauté.

> Le Monde L'ÉCONOMIE

HEURES LOCALES

Toulon, la cigale

Près de la rade, les chantiers se multiplient. La municipalité investit pour réveiller sa ville. Mais les communes voisines ne semblent pas prêtes à s'engager à ses côtés

TOULON

de notre envoyée spéciale

OULON a longtemps vécu au rythme des cigales qui égaient les pinèdes environnantes, tandis que ses voisines s'enrichissaient. Telles les fourmis industrieuses, ces demières lui opposent eujourd'hui une fin de non-recevoir. Les communes de l'est du département refusent de s'associer avec la préfecture du Var. A l'heure où celle ci tente une nécessaire a revitalisation ».

Pourtant, l'agglomération tonionnaise, la neuvième de France evec 440 000 babitants de Hyères à la Seyne-sur-Mer, aurait bien besoin d'un élan collectif. Elle qui s'est toujours sentie prise en étao entre Nice et Marseille, tente de rattraper soo retard. Dans le désordre et non sans handicaps. Plus connues pour leurs faits divers et leurs scandales politico-immobiliers que pour leurs entreprises de pointe, manquant d'infrastructures touristiques performantes malgré leurs sites exceptionnels, Toulon et ses riveraines vont devoir redresser leur image.

ARTE

工作

A. M. 图 ...

Dai 11 Hull

22 7 7 7

A SHE SHEET

19 m og 18

Un territoire sequiché »

La cité méditerranéence e longtemps entretenn son folidore de port de guerre. A l'ouest de la rade, ses rues chaudes, baptisées «Chicago» avec un brin de vantardise, accueillaient les marins en escale. Mais, qualification professionnelle oblige, les matelots ont changé. Et puis les Toulonnais ont progressivement déserté ce centre-ville, au charme populaire, mais très dégradé. Attrait do bord de mer ou des logements neufs offerts par les communes environnantes, la préfecture maritime a perdu 14 000 habitants entre les deux derniers recensements (elle en compte 167 000 aojourd'hui). Les

commerces ont commencé à fermer. Aussi le maire, M. François Trucy (UDF-PR), a beau promettre qu'il ne veut pas voir disparaître les bars à matelots, seul le traditionnel masché provençal do cours Lafayette pourrait dans l'avenir garder la note pittoresque. Car le port civil, le cœur inême de la ville, est eppelé à se transformer. Il va être restauré par îlots. L'investissement est évalué à 40 millions de francs par an, sans compter le recours aux investisseurs privés. Déjà, dans le quartier Mayol, un palais des congrès, inauguré l'an dernier, et un bâtiment commercial

abritant plusieurs grandes surfaces vienoent de sortir de terre. Les grands travaux ont commencé.

M. Trucy souhaite voir sa ville changer d'ère et il s'y emploie depuis son arrivée à l'hôtel de ville en 1985, d'autant que sa marge de manœuvre est aussi étriquée que le territoire communal. Tooloo est en effet «esquiché», comme on dit ici, entre la Méditerranée et le mont Faron, la colline qui surplombe la rade. La marine nationale, soo arsenal et ses bassins d'essais, occupent un dirième du terrain, la moitié do littoral. La créatioo d'une communaoté de villes, envisagée un temps par M. Trucy, semblait logique, ao moins en théorie.

A l'ouest, l'équipe municipale est en bons termes avec celle de la Seyne-sur-Mer, dont le premier étu, M. Charles Scaglia (UDF-PR), fut secrétaire géoéral de la mairie de Toulon. Uo partenaire fragile, le port de La Seyne est actuellement sinistré par la fermeture des chantiers navals.

Avec les deux cités limitrophes à Pest, la situation se gâte, Hostiles au rappochement avec la ville-centre, La Valette-du-Var et La Garde se sont associées dans un district sur mesure, à la veille du 8 août, date imposée par la loi pour la définition de sbémas départementaux de coopération intercommunale. La première est dirigée par M. Jacques Roux (RPR) depuis vingt aus, la seconde par M. Maurice Delplace (PC) depuis plus longtemps. Cette divergence politique ne les empêche pas de partager le même seus de leurs intérêts. De taille comparable (20 000 habi-tants), elles se sout toutes deux développées grâce à l'installation de zones commerciales, et o'entendent pas partager les préoccupations de leur voisine, à l'heure où celle-ci investit. M. Trucy travaille désormais à la création d'une communauté avec des communes de moindre importance :

Saiot-Mandriar, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, La Seyne-sur-Mer, bien-sûr, et peut-être Six-Fours et Sanary, plus éloignées.

« Certes, nous n'avons pas intérêt à ce que Toulon périclite, edmet M™ Christiane Humel, edjointe an maire de La Valette, mais notre principe reste, aide-toi, le ciel t'aidera. » Plus nuancé, M. Marcel Viguet, un autre adjoiot, décrit les efforts consentis pour enmmencer à diversifier les activités économiques de la cité. Seloo lui, il est temps pour La Valette d'en cueillir les fruits, tandis que Touion o'ên est qu'à la phase des semis.

L'arsenal premier employeur

Paradoxalement, les municipalités rétives à l'iotercommunalité oot trouvé un allié en la personne de M. Maurice Arreckx (UDF-PR). Le président du conseil général plaida pour un réseao de « mini-bassins de vie et d'emploi», plutôt que pour une egglomératioo solideire. Or, M. Arreckx fut maire de Touloo de 1959 à 1985. « Un homme tranquille », dit de lui M. Viguet, un homme surtout qui o'a pas voulu, en

son temps, bousculer ses administrés.

Comme la plupart des endroits où l'armée s'est installée, ici depuis le règne de Louis XIV, Toulon s'est longtemps contentée du confort relatif et précaire de la mono-industrie. La "municipalité est le deuxième employeur local, l'arsenal le premier. Le «M'anfator» (approximativement «on m'a fait du tort») fait partie des figures locales, mais ce personnage emblématique, retraité de l'arsenal, ressassant ses aocées actives sur les banes de la place d'Armes, manque quelque peu de dynamisme.

Par chance, le désengagement militaire o'est pas, ici, à l'ordre du jour. Au cootraire, cinq oooveaux bâtiments devraient être basés dans le port l'an prochain. M. Trucy compte d'ailleurs sur l'arrivée de 1 500 familles de «gradés» pour contribuer au repeuplement du centre-ville. Certains espèrent même, à terme, la création d'un véritable pôle européen de défense en Méditerranée. Autant faire avec la marine, puisqu'il est difficile d'agir sans elle. La rade abrite des sous-marins nucléaires d'attaque. Toulon pourrait s'appuyer sur l'évolution technique des activités militaires pour devenir pôle scientifique, à enodition de créer des liens avec la recherche civile. Et en sachant que, faute d'espace, si des entreprise s'implantaient, ce serait probablement sur le terri-

Traversée souterraine

toire des communes alentour.

Alors la municipalité investit pour tenir son rang de ville-centre. Elle achète les rares mètres carrés que la marine nationale vend an prix fort et poursuit une politique d'équipements culturels. Elle viect de s'équiper d'une salle Oméga, un Zénith amélioré, et s'enorgueillit de son Opéra. L'enseignement supérieur emstitue le deuxième axe de développement retenu. Après leur restauration, une partie des logements proches du port pourraient ainsi être proposés eux étudiants. Comme d'autres villes, la préfecture du Var œuvre pour le retour en soo centre de secteurs de l'université, actuellement basée à La

Uoe fois la cité «revitalisée», il reste à pouvoir y circuler. Or oon sculement elle est limitée par sa structure géographique, mais elle se situe, en outre, sur la passage d'une autoroute. Très spectaculaire est le projet de traversée d'est en ouest par un souterrain d'environ 3 kilomètres. Cet ouvrage, évalué à 1,8 milliard de francs, devrait être financé par le département, la région, l'Etat, la ville apportant près d'un quart du montant des travaux. Tout cela enûte cher. Malgré l'augmentation des impôts locaux et la concession de revoir à le baisse ses ambitions et différer la construction d'une médiathèque et d'un hôtel de ville.

Les edministres suivront-ils leur maire dans sa politique de relance? Démarrée au milieu des années 80 alors qu'une certaine reprise économique se faisait sentir, elle se révèle difficile à soutenir dans le enotexte actuel. M. Bernard Perrin, responsable de la fédération socialiste, compare les projets municipaux à un «cautère sur une jambe de bois», tout en regrettant l'impasse dans laquelle la cité s'est enfoncée ces dernières décennies. Les babitants semblent sceptiques. Près du port, 10 000 mètres carrés de logements anciens seraient déià retenus par des propriétaires, prêts à les restaurer pour les louer, en contrepartie de dispositioos fiscales iotéressaotes. « Mais j'attends encore le premier investisseur toulonnais», glisse M. Trucy, mi-ironique, mi-amer.

MARTINE VALO

Culture urbaine

ARCHITECTURE est à l'honneur. Plus de deux eents manifastations dene toute la France et un salon international à Paris permettent au publie de porter ses regards sur des réalisations ou des projets. Un moment fort offrant eussi l'occasion de a intéresser à une profession qui vit une période diffielle (le Monde du 22 octobre).

Ils sont 26 500 dens l'Haxagone à proposer leurs services aux particuliera à le recherche d'un logement original, eux industriela qui ont ancore les moyens d'investir et surtout aux élue municipaux, maîtres de l'urbanisation de leur eité. De ces rencontres sont néee de belles histoires, mais aussi de piètres réalisations.

Dee citée se sont offert des quartiera modernes; des villes nouvellee sont nées. Des architectes ont pu créer, les habitants ont pu edmirar l'elliance de matériaux onginaux ou l'élégenee des formes. La fin du siècle e imprimé sa marque un peu pertout en France,

Mais, pour découvrir ces cœurs de villes, souvent différents, perfoia egréables à l'œll, il feut franchir des zones où le goût a peu de chances de naître. Autrefola on les baptisait des « faubourgs », ils evaient leurs raisons sociales, à défaut de posséder une unité. Aujourd'hui, on les eppelle « zones d'eménegement concerté » ou plus simplement « entrées de ville », lieux où se regroupent des hangars eux couleurs crierdee devenus lee magasins de consommateurs

De Brest à Montpellier, en passant par Limoges, ils forment le même cohorte de bătimenta tristes vouéa au commerce des aliments, des chauesures ou dee tapis. Leurs noms sont semblables, leurs formes aussi. Cea caisses peintes et leurs petits parkings sont sans douta utiles eux promeneurs eutomobilee du week-end ainel qu'eux finances des communes qui les eccueillent, mais elles offrent une image négative de le ville proche.

Les entrées de ville sont, aujourd'hui encore, trop souvent réalisées dans une cacophonie effroyeble », assure M. Rémi Lopez, président de l'ordre des architectes. Si les hommee de l'ert sont conscients de cette souillura, ils perviendront peut-être à en convelnere les élue. Le eemeine de l'architecture est aussi l'occasion de dénoncer la laideur de structures pous-eéee trop vite at à peu de frèis. L'éducetion des citoyens au goût ne se divise pas en tranches.

S. B.

Des chèques pour effacer la marée noire

L'assemblée du syndicat des collectivités bretonnes victimes du naufrage de l'« Amoco-Cadiz » s'est achevée par des chansons et... de beaux cadeaux financiers

BREST

de notre correspondant

OMME toutes les meilleures histoires, celle du pétrolier Amoco-Cadiz s'est termioée par des chansons. Dans la salle omnisports de Ploudalmézeau (Finistère), où se trouvaient réunis, samedi 17 octobre, près de 600 convives, les élus de la marée ooire se sont succédé au micro. Le sénateur Alphonse Arzel (Union centriste), président du syndicat mixte, o'a pas laissé passer son tour. Pas plus qoe M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, vice-président de l'Association des enmmunes sioistrées, qui e interprêté le Temps des cerlses, evec une voix de crooner.

Et pois, entre le filet de sole sauce crevette et le pintadeau aux raisins, toute l'assemblée s'est levée pour entonner Bro Coz va Zadou, l'hymne breton, auquel les avocats américains ont essayé de mèler leurs voix. Avant que les bruits de fourchettes ne se remettent à constituer le fond sonore, une salve de « Vive la Bretagne! » e résonné.

Solidarité financière

Epilogue heureux d'une bistoire qui a commencé le 16 mars 1978 dans la désolation. Le syndicat mixte savoure sa victoire. Le pollueur a été condarnné, et il e fini par payer. Quatorze années auront été nécessaires. Certes, ce conglomérat composé de quatre-vingt-dix communes, de deux départements, de marins pècheors, d'ostréiculteurs, d'associations de protection de le nature, est bien loin, sur le plan financier, d'empocher ce qu'il demandait (630 millions de francs).

Mais l'argent o'en est pas moins là. La réévaluation des taox d'iotérêt (de 7,22 % à 11,9 %), obtenue en appel le 24 janvier, a permis de mettre en compte, en mai, une fois les dernières fac-

tores réglées, 212 millions de francs. L'Etat ayant perçu, pour sa part, 1,050 milliard de francs, une somme à partir de laquelle il a versé, vendredi 16 octobre, au titre du «juste retour», 100 millions de francs eux Bretons, après avoir effacé une avance de 35 millions, ce qui, ennfondu, représente les frais du procès du syndicat.

Les enmunes vont maiotenant toucher ce qui leur revient. Le syndicat mixte a repris les dommages avancés en première instance, le 11 janvier 1988, par le juge américain. Les dossiers d'iodemnisation ont été multipliés par un coefficient de 3,27 sans que le méthode ait donné lieu à contestation. Il faut y ajouter les remboursements des frais du procès pour les quatrevingts collectivités qui ont prêlevé un impôt par habitant.

Cette solidarité financière e per-

mis de tenir quatorze ans. A cet égard, la participation de Brest, où la pollutioo o'a pas en d'effets directs, a été précieuse. La ville a contribué pour près de 26 millions de franca, Saint-Brieuc a apporté 8,3 millions. Mais de petites communes comme Saint-Martio-des-Champs, près de Morlaix, située en retrait du littoral, ont fait jouer l'esprit collectif, alors que d'eutres, bien que touchées par le pétrole, o'ont pas versé un centime. « Quatre cent mille personnes ont participé pour une population de 100 000 sur le littoral pollué», estime M. Bernard Cabon, le maire de Guimaëc dans le Trégor.

Ces avances seront payées immédiatement sur les 100 millions doonés par l'Etat. Les communes et les autres plaignants pourront ensuite, à partir du le novembre, retirer le montant de leurs dornmages ou le laisser en compte.

GABRIEL SIMON



CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier finance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intéressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crédit Foncier aura de grands projets pour vous.

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

«QUAND on parle de corruption. on apporte des preuves. » Le maire socialiste de Charleville-Mézières, M. Roger Mas, député (PS) des Ardennes, s'est heurté, lors d'un récent conseil municipal. à le fronde d'une partie des élus de son groupe, qui contestent les condions dans lesquelles est géré le dossier de construction d'un parking en centre-ville. Depuis plusieurs semaines, la crise couvait au seio de la majorité municipale, dans un climat fait de rumeurs et d'eccusa-

«Patron» fabiusien de la fédératioo socialiste des Ardennes et edjoint au maire, M. Lucien Bau-chart avait pris la tête de la rébellion en critiquant ce dossier, confié à la société Spie Park Service, pour son e manque de transparence » et soo caractère « exagérément onéreux a. Rival de M. Mas depuis plusieurs années, M. Bauchart se défend de toute errière-pensée politique, comme de vouloir mettre en cause la probité du maire. Il réclame seulement, affirme-t-il, une oouvelle étude, dans l'intérêt des finances communales. Lors de la séance du conseil municipal consa-crée à ce projet, M. André Huet (majorité présidentielle) adjoint aux affaires économiques, a soutenu qu'il deviendra illégal une fois la loi anticorruption en application. « Retirons le projet et attendons la loi », a-t-il plaidé. Au moment du vote, douze élus du groupe socialiste, dont tous les fabiusiens, lui oot donné raison en votant contre le projet. Onze autres socialistes ont voté pour et un s'est abstenu. Cootesté par une partie de ses pro-pres troupes, M. Mas n'a pu faire adopter le projet qu'avec l'appui des douze éins communistes, l'opposition choisissant de s'abstenir.

SLE-DE-FRANCE Les bus parisiens

se mettent au carburant vert

A l'exemple des bus grenoblois de M. Alaio Carignon, 120 véhicules diesel de la Ville de Paris (sur les I 100 que compte son parc) roulent depuis peu avec un mélange de gazole et de diester, carburant tiré du coiza. L'expérience durera un an (evant d'être étendue à l'ensemble de la flotte diesell et contera 240 000 francs au budget municipal, car le carburant vert est plus cher que le pétrole. Une goutte d'eau dans l'océan des dépenses annuelles de la ville qui dépassent 19 milliards de francs.

M. Jacques Chirae n'oublie jamais qu'il fut ministre de l'agriculture, qu'il reste député de la Corrèze et qu'il a besoin de l'électorat rural pour soutenir ses ambitions nationales. Aussi ne cache-t-il pas que l'opération diester est un signe envoyé au monde paysan. Brûler du jus de colza dans les rues de la capitale, c'est permettre la mise en culture de quelques centaines d'hec-tares de plus à la campagne. Le maire de Paris veut ainsi encourager la conversion de l'agriculture française en difficulté vers la production industrielle de carburant

HAUTE-NORMANDIE

Un parking privé sous le collège?

Un parking automobile sous la cour d'un collège. A Rouen, cette idée soulève l'hostilité des enseignants, des élèves et des parents d'élèves du collège Barbey d'Aurevilly, implanté au centre de la ville dans les locaux de l'ancien lycée de jeunes filles « Jeanne d'Arc ». L'idée revient à l'adjoint charge de l'urba-nisme, M. Michel Guez, qui l'a proposée eu maire, M. Jean Lecanuet (UDF), pour offrir des places de stationnement privé aux usagers de la gare SNCF, toute proche.

La enmunauté éducative s'étonne d'un projet proposé au terme de deux ans de travaux de réhabilitation et d'aggrandisse de l'établissement dant tout le mande se félicite. En plus des a répercussions négatives pour la inévitables provoquées par la construction », enseignants et parents d'élèves s'inquiétent de voir disparaître, pendant dix-huit mois, la cour de récréation et son vénérable marronnier déjà sauvé lors des précédents travaux. Par prudence, le maire de Rouen, qui est également président du conseil général de Seine-Maritime, et doit garantir, h ce titre, la qualité de l'environne-ment des collèges, a préféré différer sa décision.

Ville dilatée, ville éclatée

Lors d'une réunion à Brest, les agences d'urbanisme se sont interroaées sur les processus de spécialisation de l'espace urbain depuis l'après-guerre

BREST

de notre envoyée spéciale

ES débordements chaotiques des villes sur les espaces qui les entourent, grignotés peu à peu par les rocades, la progression des zones d'activités, sont légion dens l'Hexagone. Le décalage croissant entre les quartiers «à problèmes» et les quartiers embourgeoisés n'est pas davantage un mystère. Il est si alarmant que l'objectif de mixité urbeine est désormais inscrit dans la loi. Pour autant, oul o'a pris la mesure exacte de ces phénomèoes marquants des décenoies passées. Nul n'a décortiqué ces processus de « déformation » et de « valorisationdévalorisation » des espaces urbains à le façon des sociologues améri-

La Fédération oationale des de s'atteler à cette tâche ambitieuse, demandant aux trente-cinq équipes qu'elle regroupe de mener un double travail de chiffrage et de cartograpbie. Cette opération vérité, qui intéresse aussi l'INSEE, la Délégation interministérielle à la ville (DIV) et nombre de ebercheurs, permettra de confronter les décideurs nationaux et locaux à leurs responsabilités. Elle a le mérite de revenir aux soodements de toute décision d'urbanisme : créer de la valeur, produire de l'image sociale.

Les premiers résultats ont été présentés lors des reocontres de Brest, intitulées « Cité puzzle, la spécialisation de l'espace eo ques-tion», qui ont en lieu du mercredi 14 au veodredi 16 octobre. Une vingtaine d'agences ont traité l'évolution de la «tache» urbaice en s'appuyant sur les données de l'IN- SEE et des photographies aériennes. Conclusion? Entre 1954 et 1990, alors que la population de ces villes augmeotait, la surface occupée par du bâti contiou doublait dans la plupart des cas, les progressions allant même jusqu'à 400 %.

Rapportée au combre d'habi-Rapportee an oblinite dinable tants, la consummetion d'espace dans ces agglomérations s'échelonnait de 110 m² à 168 m² en 1954, contre 166 m² à 522 m² en 1990. e La ville prend ses aises », selon la formule de le FNAU. M. Pierre-Henri Emangard, cherebeur et responsable des transports au Ceotre oational de la fonction publique territoriale (CNFPT), en a tiré quelques conclusions prudentes.

> Croissance spatiale

Globalement, cette croissance spatiale a deux causes : le desserre-meot péripbérique des ectivités (à production constante, elle coosomme plus d'espace) et le dédensification de l'espace, même s'il est plus collectif aujourd'hui

Autre constante, le phénomène de « digitalisation » des espaces bâtis, qui s'étire le long des voies d'accès formant des sortes de doigts de gant sur les routes. Mais les disparités soot graodes. Les villes de l'Est apparaissent moins gourmandes d'espaces oouveaux que celles do Sud-Ouest ou de la vallée

La spécialisation sociale des quartiers, autre thème abordé, a mobilisé les ageoces, mais aussi l'INSEE et la délégation à la ville. Avec des objectifs différents : cette dernière entend valider a posterior le choix des 550 quartiers faisant l'objet d'un traitement spécifique,

alors que les premières cherchent à identifier les déterminismes à l'œu-

Les agences rappellent ainsi l'importaoce des causes premières de localisation : le voisinage des industries traditionnelles pour l'habitat ouvrier, les critères d'exposition (relief, climat) et de vue (sur la mer ou la montagne) pour l'habitant des classes supérieures. Or les décideurs ont souvent perpétué ces divisions.

Les contrastes s'accentuent entre quartiers à dominante HLM et quartiers résidentiels, constatent les agences. Tautefois, entre ces deux extremes, la tendance est piutôt à la « moyennisation » dn parc. La mobilité s'exprime notamment par la construction ocuve, mais réagit aussi largement à l'âge du parc; les logements d'avant guerre tendant à concentrer les cadres, alors que les constructions de 1949-1975 ont du mal à les garder. Bref, la ville a'a pas que deux vitesses. Et la situa-tion des ZUP et de leurs populations captives correspondrait phitôt ao point mort, comme le montre l'exemple de Reims

Ces constats oe suffisent pas i expliquer les trajectoires indivi-duelles, les images différenciées des quartiers, les monvements aux marges suuvent les plus réactives. Pour cels, un obstacle deontologi-que doit être levé, la Commission oationale de l'informatique et des libertés (CNIL) interdit la publication de données relatives à des ensembles de moins de 5 000 habitants. C'est l'une des priorités de la jeuce « mission ville » de l'INSEE. La boîte de Pandore entrouverte par la FNAU est loin d'avoir livré

HÉLENE GIRAUD

e de croissance à Polémique sur le nom d'un lycée à Sète

La référence à Mario Roustan est jugée indésirable par les élus du conseil régional de Languedoc-Roussillon

MONTPELLIER

de notre correspondant

VOQUER Mario Roustan à Sète e'est parler d'un enfant ne ao pays en 1870, qui inspire la fierté. Ancien clève du collège de la ville il fut luimême professeur avant de devenir ministre des ports et de la marine marchande, de l'oygiène, puis de l'instruction et des beaux-arts sous la troisième République. Qui o'a pas entendu parier de la loi Roustao encore en vigueur sur le rapproche ment des conjoints fonctionnaires?

La rue centrale de la ville de Sète porte son nom ainsi que plusieurs écoles du département de l'Hérault, à Mauguio, Lunel ou Castelnau-le-Lez. Aussi, lors du conseil municipal du 12 décembre 1991, aucun élu de Sète n'avait émis la moindre réserve lorsque le maire proposa de baptiser le troisième lycée de la commune «lycée Mario-Roustan».

Dix mois plus tard, la commission permanente du conseil régional de Languedoc-Roussillon vient pourtant de rejeter cette proposition. Paisant suite à l'inquiétude manifes-tée par deux associations d'anciens combattants, élus communistes et socialistes, avec l'appoint des voix do Front national et l'abstention des écologistes, se sont retrouvés pour s'opposer au choix d'un homme qui avait commis la faute de voter les plems pouvoirs au maréchai Pétain en juillet 1940.

Par 18 voix cootre 17, Mario Roustan a donc été jugé indésirable. Certains, lors de la réunion, se sont même interrogés sur le rôle qu'au-

rait joué Mario Roustao dans la politique antisémite mise en place par le régime de Vichy.

Cette polémique a provoqué le courroux du maire de Sète, M. Yves Marchand (CDS), qui voit là nac falsification de l'histoire. Que Mario Roustan n'ait pas été suffisamment visionnaire en cédant aux velléités de pouvoir du maréchal Pétain, certes. Mais outre sa brillante carrière, a ses vertus républicaines et démocratiques n'ont jamois été prises en défaut », précise-t-il. Il en veut pour preuve un livre écrit en 1935 et iotitulé Hitler éducateur. Racisme ou démocratie, qui met déjà en garde contre les dangers du nazisme. Et de rappeler que des élus communistes avaient avant lui accepté de fleurir la tombe de Mario Roustan, et qu'il existe de com-breuses rues René-Coty ou Robert-Schuman, faisant partie eux eussi des 569 députés qui votèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Mais derrière le débat historique s'en cache un autre beauconp plus actuel. Le tycée de Sète semble bel et bien avoir été la victime d'une coalition de circonstance destinée à montrer à M. Jacques Blanc (UDF) président do conseil régional, qu'il ne dispose pas d'une majorité claire. Un avertissement en quelque sorte avant le vote du budget 1993. Le maire de Sète le regrette avec amer-tume, mais il a pris acte d'une décision qui fait force de loi. Il propose désormais pour l'établissement sco-laire de sa ville un nom qui oe devrait souffrir d'aucune contesta-tion au conseil régional. Celui de «tycée Charles-de-Gaulle».

JACQUES MONIN

The state of the s

DÉBAT

Automobile et transports en commun

par Christian Gérondeau

INSI que l'a confirmé une récente enquête, près de 80 % des Français ntilisent leur auto-mobile pour se rendre à leur travail et 16 %. les transports eo commuo (1). Même en régioo ile-de-France, l'automobile emporte la faveur d'uoe majorité d'entre eux. La situation est encore plus favorable à l'automobile pour les autres types de dépla-cements : visites pour affaires, achats, loisirs, de telle sorte que cette dernière constitue aujourd'hui la base de notre dispositif national de transport, en milieu urbain comme en campagne.

La même enquête a révélé que ceux des Français qui avaient recours à l'eutomobile pour rejoindre leur lieu de travail mettaient en moyenne 18 minutes de porte à porte, une moitié d'entre eux affichant même une durée de trajet égale ou inférieure à 10 minntes. En région lle-de-France elle-même, la durée movenne des déplacements entre le domicile et le lieu de travail n'excède pas une vingtaine de minutes pour ceux qui utili-sent l'automobile, ceci s'expliquant par le fait qu'il s'agit, dans neuf cas sur dix, de trajets de banlieue à banlieue.

La raison pour laquelle, dans leur très grande majorité, nos compatriotes ont anjourd'hui recours à l'anio-mobile pour satisfaire leurs besoins de transports est donc claire : grâce à sa faculté d'effectuer des déplacements de porte à porte, celle-ci est un extraordinaire outil de gain de temps.

Celui-ci a pu être chiffré. Boo nombre de ceux qui utilisent quotidienoement l'automobile pour rejoindre leur lieu de travail ont fait un jour ou l'antre l'essai de prendre les transports en commun. La même enquête a montré qu'ils avaient alors mis en moyenne 53 minutes, soit 35 de plus qu'avec leur automobile. Il n'y a là rien d'étonnant, car il n'y a guère de chances pour que domicile et lieu de travail soient situés à proximité d'une même ligne de transports en commun.

> Indispensable aux banlieusards

Les Français qui ont quotidiennement recours à l'automobile pour rejoindre leur emploi épargnent ainsi, grâce à elle, au moins une demi-heure par trajet, soit au grâce à elle, au moins une demi-heure par trajet, soit au total une benre de vie par jour, qu'ils peuvent consacrer à d'autres activités. Et ce qui est vrai pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail l'est, de la même manière, pour les autres déplacements, qu'ils soient quotidiens ou exceptionnels. Oo comprend ainsi pourquoi nos compatitotes ne sont oullement prêts à renoncer à recourir à leur automobile, et pourquoi le volume de la circulation est si peu sensible à toute variation du prix des carburants. C'est que les avantages qui découlent de son usage sur le plan de la qualité de vie sont beaucoup plus importants que son coût monétaire.

L'on comprend aussi pourquoi il serait faux de consi-dérer aujourd'bui que les transports en common revêtent uo caractère plus démocratique — ou plus social — que l'automobile. Cela était vrai il y a quelques décennies, quand la possession d'une voiture était l'apanaga des classes aisées. Il n'en est plus rien aujour-d'hui. Il arrive même que le phénomène soit inversé : en région lle-de-France, les catégories sociales qui ont les revenus les plus faibles et qui habitent en grande banlieue possèdent on plus grand nombre d'automobiles que les elasses sociales les plus favorisées qui habitent à Paris!

Cela ne signifie pas que les transports eo commun gn'aient pas leur rôle à jouer. Eo région lle-de-France,

l'existence d'un exceptionnel réseau de voies ferrées (SNCF banlieue; RER, métro urbain) est indispensable à la vie même de la partie centrale d'une agglomération qui compte aujourd'hui une dizaine de millions d'habitants. Oo frémit à la pensée de ce qui se passerait si les usagers de ces réseaux devaient avoir reconts à l'auto-mobile. Il est done parfaitement justifié de tout faire pour que ces derniers soient aussi attractifs que possible en améliorant le confort offert à ceux qui les utili-

Mais Paris n'est pas la France. Sur quatre-vingts millions de déplacements quotidiens effectués en automobile dans notre pays, un seul million se situe dans Paris iotra-muros et soixante-dix-neuf millions ailleurs. A Paris, comme ailleurs en France, il est également tout à fait justiffé de rechercher un meilleur usage de la voirie, reposant ootsamment sur sa hiérarchisation, afio que piétons, cyclistes et véhicules de transports en commun disposent d'espaces accrus dans le cadre de politiques de modération de la circulation, qui ont fait lears preuves sur le plan de la sécurité en même temps que sur celui de l'amélioration du cadre de vie.

Mais quels que soient les efforts ainsi déplayés à juste titre, ceux-ci ne remettront pas fondamental en cause l'équilibre entre modes de transport. L'expérience a montré, de manière constante, qu'il était illu-soire d'espérer réduire les volumes de circulation en investissant massivement dans les transports en commun. Les forces qui ont conduit à donner dans le passé à l'automobile la place qui est aujourd'hui la sienne continueront d'exister, au premier rang desquelles figure la poursuite de la déconcentration des logements et des activités vers les banlieues.

Tont l'accroissement de la demande de transport va dorénavant se porter, non pas sur les déplacements dans les centres-villes, ou population et emploi sont stabilisés, mais sur les liaisons de banlieue à banlieue. Or, sur ce type de liaisons, l'automobile est sans rivale.

Il o'y a évidenment pas à regretter ce constat, mais à se réjouir de ce que la très grande majorité de oos compatriotes, la quasi-totalité en dehors de la région lle-de-France, puisse contiouer à bénéficier des avantages d'un mode de transport qui leur épargue chaque jour un temps perdu considérable et constitue ainsi un élément central de leur qualité de vie.

Tron souvent les réflexions menées oublient de prendre en compte la figalité même des transports, qui est avant tout de réduire les durées de trajet des usagers: On oe voit guère on serait le progrès qui consisterait à contraindre ceux qui mettent une vingtaine de minutes pour rejoindre leur lieu de travail à y consacrer près d'une heure.

Au moment ou se préparent des décisions d'investis-sement importantes, il est souhaitable que celles-ci s'appuient sur une analyse objective des besoins futurs, et non sur des idées reçues, qui ont pu être vraies, mais ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui. Dans les ennées à venir, ce sont l'automobile et la route qui assureront la quasi-totalité de l'accroissement des besoins de transports de nos compatriotes, comme elles l'ont fait dans le passé.

(1) Sondage SOFRES/URF de juillet 1992, Union routière de France, 24, rae du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris. Christian Gérondeau, ancien délégué ministé-

riel à la sécurité routière, est présidant de l'Union routière de France.

BLOC-NOTES

AGENDA

Assises des territoires. L'équilibre entre les régions passa par un développement économique local. C'est une évidenca, mais il raste fort à faire. Les participants aux Assises des territoires, qui se tiendront à la Cité des sciences de La Villette, à Paris, devraient réfléchir aux problèmes d'accès à l'emploi, d'insertion professionnelle, de formation, de soutien des très petites entreprises. Ces assises auront lieu luncii 26 et mardi 27 octobre, en présence d'acteurs de terrain : des comités da bassins d'emplois, des réseeux de régies de quartiers, d'associations d'aide aux chômeurs, des foyers ruraux, etc, ainsi que des membres du Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP).

► Renseignen 42-46-34-64.

O Urbanisme et environnement. Les conséquences de l'urbanisme s'opposent da plus en plus souvent à la présentation de l'environnement. C'est ca qui expliqua les contestations vivea qui naissent face à la plupart des projets d'urbanisation. Les premiers entretiens « Urbanisme et environnement», organisés par la société EcoSite avec la soutien de la municipalité de Saint-Germain-en-Laye, tenteront de présenter les solutions pour éviter la momée des oppositions dès la présentation d'un nouvel équipament. la auront lieu les mercredi 4 et jeudi 5 novembre à Saint-Germain-en-Laye (Yvalines).

■ Montagne et modernité. L'Association nationale des élus de la montagne (ANEM), que préside M. Jean Feure (CDS), maire d'Autrarie (Isère), tiendra son prochain congrès à Folx (Ariège), les 13 et 14 novembre, sur le thème «Identité montagnarda et modernité ». A cette occasion, l'ANEM présentera les résultats d'un sondega sur les Français et la montagne. ► Renseignements au (16-1) 45-22-15-13.

□ Environnement. → L'Entente nationals des étus de rationale des etts de l'environnement (ENEE), que préside M. Robert Fidenti, adjoint au maire (PS) d'Avignon, réunit un colloque sur le thème de « l'organisation des services de l'environnement dans les collectivités locales ». Cette manifestation aura lieu à Angers (Maine-et-Loire), jeudi 12 et vendredi 13 novembre. ► Renseignements su [16-1) 48-05-20-21.

EXTES

Aménagement du territoire. Le Cercle pour l'aménagement du territoire, présidé par Mr Hélène Roger-Vasselin (qui fut pendant longtemps l'un des chargés de mission les plus actifs de la délégation à l'aménagement du territoirel, et qui regroupe qualqua cent vingt membres ayant tous exercé des responsabilités dans ce domaina, estime que « le récent remaniement ministériel a fait éclater les responsabilités dans ce domaine ». Au plus haut niveau da l'Etst, on constate « une dérive contraire au concept même d'aménagement », précise la Cercle dens un récent communiqué. Pour preuve, le rattachement du secrétaire d'Etat (M. André Laignel) au ministère de l'industrie, l'extension des attributions du nouveau ministre de l'agriculture (M. Jean-Pierre Soisson) au développement rural, le maintien d'un secrétaire d'Etat autonome à la villa (M. François Loncie) et la prise en charge des opérations de décentralisation administrative per le ministre da la fonction publiqua (M. Michel Delebarre). Les membres du Cercle rappellent qua la politique d'aménagement est « par nature globale at interministérielle », qu'elle est « par essence at doit rester transversale » et qu'ella « perd une grande partie de sa réalité et sa justification en étent dispersée per

EXPOSITION

secteurs d'activité ».

L'immigration juive et son intégration. – Sous l'égide de la Mairie de Paris, l'association Mémoire juive présente, à nouveau, l'exposition de photographies sur « l'immigration juive et son intégration dans la nation de 1880 à 1948 ». nation de 1880 à 1948 ». Des dizzines de penneaux retracent la vie au quotidien de gens qui, fuyant l'antisémitisme at l'humifiation, « ont chois la France pour venir s'y implanter ».

Mairie du didême arrondissement, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin. Du 23 nctobre au 8 novembre, tous les jours de 10 heures à 18 h 30.

tification en étant dispersée par

□ Précision. - A la suite de la publication de l'article « La nouvelle génération des cités-jardins » (le Monde daté 4-5 octobre), on nous prie de préciser que les architectes, auteurs du projet de Plessis-Robinson, sont au nombre de six : MM. et M- Philippe Alluin, Jean-Paul Mauduit, Bernard Althabegoity, Annick Bayle, Christian Labbe et Béatrice Dolle.

HEURES LOCALES

ENCATE Mario Streets Come to the parter of the comment of the parter of the par de militar de la rolle di fue la proposition de decerno de decerno de la marine de de la marine de decerno de la rolle de la r

r non nome armir some plusseur: American Communication of the Communication of the

made the bank in cryaters on the matter the created when the course the created the create production of the control of the con post of a state of the series and the same of th PORT PROGRAMME WATER BELLE

fue it voir commen it. Marni minute along the past contracted the series of section of the section of sections THE PERSON WE SE YOU YE ALL

BLOC-NO

Essera e

Paris .

ALLAN.

ESC.

6-12

 $\sigma \circ \neg \circ \sigma \circ \circ \circ$

1.00

State of the

0.00

. .

· 5-1. 1

31

250

1000

11-2

Desi

L. /

27.

A . 25 C

Morate Co.

TO THE WORLD WITH

100

~

repaint house put against begann the the distribution and MOUNTAIN. L'ASSE material. Proof Eventon Fort a family or Dear Printer is a large see they de des mosses de la Villera, à terri, ilderlangen többe ver geitt erstellerkeit i gerebe til gregolen erstellerkeit i gereben som belan, de gregolene die besteller som trad-terring betregolene Coh mentant mane in magnitum. Can make mane have been 24 of majors The section of the section of the section of to Service des consequents de passers de service de passers des consequents de région de passers de service de la consequent de service de la consequent de la ne or the to provide the party

illande all application project mallipolisticati de 190 e majorication ple galati ar major à la professio, pecano de AND . C 400 CO 182 en die scommunication words named Spar & la propert store of Parameters, London of the Community o Magnetic de la contraction del

THE A STATE OF THE STATE OF TA COMPANIES OF LANGE (7 a starter).

THE STATE OF THE PARTY OF T Managem of sendersing his in a sendersing of the sendersing to the sendersing of the sendersing sen

or company of feet with the company of the company m me 216-11

A L Evitorie The second second

100

Crise de croissance à Saint-Quentin-en-Yvelines

Les dernières opérations d'urbanisme de la ville nouvelle

se heurtent aux associations écologistes et aux craintes des communes voisines

AINT-Quentin-en-Yvelines s'est offert, co vingt-ci-un ans, une place de choix entre la royale cité de Versailles et le parc naturel de la haute vallée de Chevreuse. La cité compte 135 000 habitants, répartis sur les sept communes qui forment la ville nouvelle, près de 4 700 établisse-ments industriale et comments. ments industriels et commerciaux... L'équilibre entre l'habitat et l'emploi sera réalisé avec l'achèvement des nouveaux quartiers de la Clé-de Saint-Pierre à l'ouest et de Villaroy

L'objectif affiché est une ville de 150 000 habitants avant l'an 2000, mais les associations écologistes et les communes du parc naturel limitropbe crient au «tentacularisme» et à l'urbanisation clandestine et réclament « une stricte délimitation du périmètre » de Saint-Quentin. A Elancourt, le programme de la Clé-de-Saint-Pierre, présenté jeudi 22 octobre, n'est pas contestée. La zone d'activités, où travnillent aujourd'hui 1 700 personnes, pour-rait décères à terme plus de rait géoérer à terme plus de 6 000 emplois. La polémique concerne surtout le plateau de Villaroy, sur la commune de Guyan-court, où 2 000 logements sont destinés à accueillir entre 6 000 et 10 000 personnes. Un parc technologique doit être créé par l'entreprise Renault sur des terres jusqu'alors vouces à l'agriculture. Yvelines-En-vironnement, l'association qui

fédère, sur le pian départemental, les groupements de défense de l'environnement, a mis en cause à plusieurs reprises, par des recours devant le tribunal administratif, la devant le tribunal administratif, la validité de ces opérations d'urba-nisme. M™ Marie-Françoise Chois-nard, juriste de l'association, estime que la phase de concertation, obliga-toire dans la procédure de zones d'aménagement concerté (ZAC) uti-lisée pour l'urbanisation de Villaroy, a été escamotée. Elle regrette que Guyancourt ne se soit pas dotée d'un plan d'occupation des sols (POS), document soumis à l'appro-bation des communes limitrophes.

Effets de seull

«Oser dire qu'on urbanise clandes-tinement alors que les ZAC compor-tent une enquête publique n'est pas sérieux», rétorque M. Roland Nadaus, président du syndicat d'ag-glomération nouvelle (SAN) et maire de Guyancourt, e Les plons d'occupation des sols associent les a occupation des sois associent les villes riveraines oux projets d'urba-nisme, mais, à l'inverse, les maires de Buc ou de Toussus-le-Noble n'ont jomais associé les élus de la ville nouvelle à leurs projets. Le seul maire riverain coopératif est cetui de Châteaufort».

M. Nadaus est formel : pour atteindre son équilibre, Saint-Quen-tin doit encore franchir un seuil de croissance, économique comme

démographique. « Depuis que je suis président du SAN, en 1989, j'ai tou-jours recherché à la jois un équilibre global et l'équilibre interne de chaque commune ». Equilibre qui repose sur la présence d'entreprises, pourvoyeuses d'emplois et de ressources parendes et de ressources et en une condition

voyeuses d'empions et un insurancières, et sur une population suffisante pour supporter les lourdes charges financières générées par les équipements collectifs en cours de réalisation.

Le taux de natalité à Saint-Quen-Le taux de natalité à Saint-Quen-tin est beaucoup plus élevé que la moyenne française. « A Guyancourt, sur 21 000 habitants, j'ai 6 000 gosses. Je crèe chaque amée plus de crèches que Versailles qui dépasse les 90 000 hobitants. », affirme M. Nadaus. La croissance de la population, en dehors de toute créa-tion de quartiers nouveaux, oscille entre 1 500 et 3 000 habitants par an. Beaucoup de familles attendent un logement, notamment des jeunes un logement, notamment des jeunes couples qui essaient de fonder une famille. « Voilà pourquoi le quartier de Villaroy est essenuel à Guyan-court et à l'ensemble de la ville nouvelle », conclut M. Nadaus.

Au total, 40 000 emplois ont été créés à Saint-Quentin et sept actifs sur dix travaillent dans les environs immédiats de leur lieu de résidence. Le SAN veut encore améliorer ces mique formé par les petites entre-prises, qui fournissent la majorité des emplois créés ces dernières

années. Le technoceatre Renault est consideré comme un des équipe-ments qui permettra d'asseoir le développement économique.

Mais la « crise de croissance » est aussi culturelle puisque Saint-Quen-tin doit accueillir des étudiants de l'université tripolaire qu'elle com-mence à former avec Versailles et Vélizy. Une école d'ingénieurs agro-nomes, l'arrivée de Normale sup, l'ouverture prochaine d'une médiathèque et du plus grand théâtre actuellement en chantier en France parachèveront l'ensemble et feront de Saint-Quentin « une vraie ville ».

Pas de nouveaux quartiers

M. Nadaus se défend de vouloir déborder du périmetre d'urbanisation qui lui est imparti. Carte à l'ap-pui, il souligne la «ceinture verte» qui enserre la ville nouvelle et assure la transition avec les paysages naturels des sources de la Bievre et de la vallée de Chevreuse.

« Au contraire, les objectifs ini-tiaux de l'Etat oet été révisés à la baisse, De 500 000 habitants, la population définitive évokuera entre 150 000 et 200 000 habitants. Sur le seul quartier de Villaroy, 10 000 logements étoient programmés au lieu des 2 000 qui seront achevés en 1994. Nous aurons alors atteint cette « ceinture verte » que nous nous étions fixée comme timite géographi-que, » Après Villaroy et la Clé-de-

Saint-Pierre, aucun nouveau quartier n'est programmé. La seule opé-ration urbaine envisagée est l'aménagement d'un centre pour Magny-les-Hameaux, commune formée de plusieurs groupes d'habitations disséminés. Saint-Quentin vivra alors la vie de n'importe quelle agglomération en expansion : rébabilitation (déjà amorcée à Trappes et à La Verrière) des quartiers anciens, densification interne par le jeu des démolitions, des partages de terrains et des reconstructions. « J'ai proposé aux sept maires de la velle nouvelle d'éloborer un schèmo directeur local oyant une valeur juridique, au même titre que ce qui se fait déjà dans le canton de Rambouillet ou dans celui de Montfort-L'Amaury. A la structure assez directive du SAN pourrait oinsi se substituer une intercommunakté plu: partenariale », plaide M. Nadaus, persuadé que cette formule concilie-

Un schéma local qui permettrait à Saint-Quentin de dialoguer avec ses voisines sur des réalisations concrètes. D'en finir avec cette caricature de pieuvre de béton insaisissable qui anéantit l'image de « Saint-Quentin, la ville verte et bleue », à la base de la politique de communication de la ville nouvelle.

rait la liberté accrue de chaque com-

mune avec la préservation de

l'intérêt général.

PASCALE SAUVAGE

Naissance d'une agglomération basco-européenne

Entre Bayonne et San-Sebastian, les liens économiques bousculent les conservatismes

BAYONNE

de notre correspondant

E district de Bayonne-Anglet-Biarritz (Pyrénées-Allantiques) et la diputacion

— l'équivalent d'un conseil général en France - de la provioco basque de Guipuzcoa, en Espagne, ont décidé de s'unir officiellement. La construction d'une agglomération transfrontalière cotre Bayonne et San-Sebastian s'appuie sur une évi-dence physique, l'urbanisation entre les rivières Adour et Urrumes – qui traversent Bayonne et San-Sebastian – est quasiment ininterrompue. Aujourd'bui, quelque 600 000 personnes vivent dans une vingtaine de communes de part et d'autre de la

frontière franco-espagnole. Paradoxe des comportements humains, il aura fallu attendre la veille du grand marché européen pour que cet espoir, au tissage cultu-rel relativement unitaire, franchisse le pas vers une véritable collabora-

Les heurts de l'histoire espagnole des relations basco-madrilènes, l'incompréhension quelquefois dédaigneuse des autorités françaises, le conservatisme du Pays basque francais et de nombre de ses responsa-bles político-économiques ont très longtemps alimenté les attitudes

figées et ignorantes. A l'heure où toute la façade atlantique franco-espagnole tente de se

Des chèques pour

effacer la marée noire

mobiliser pour réagir à la puissance de l'axe européen Rhin-Rhône-Catalogne, la future agglomération basco-enropéenne doit s'articuler autour de la réalité économique qu'est la province de Guipuzcoa. Cette agglomération pourrait servir de pièce maîtresse à une future «eurorégion» charpentée autour d'un triangle constitué par Bordeaux, Pampelune et Bilbao.

transfrontalier

Les acteurs économiques sont désormais convaincus de l'enjeu stratégique que représente cet espace. Lors d'une première rencontre, au mois de janvier à Bayonne, responsables des entités administratives concernées avaient averti : « Nous ne ferons pas de déclarations, sinon après avoir travaillé concrètement. » Depuis neuf mois, diverses commissions techniques ont effectivement travaillé de manière à lancer des programmes d'action dans le domaine des transports, des ports ou des infrastructures.

Avant le mois de décembre, l'ensemble Bayonne-San-Sebastian doit présenter un dossier transfrontalier à la Commission européenne de Bruxelles, afin d'obtenir des financements spécifiques.

PATRICK BUSQUET

« made in Taiwan • C'est ainsi qu'est né vnici deux ans le Groupe monde rural. Sa création fut décidée à Bruxelles, à création fut décidée à Bruxelles, à l'occasinn des Assises européennes de la ruralité, les 6 et 7 novembre 1990. Depuis, il n fédéré, autour de la FNSEA et du CNJA, divers acteurs de cette société inquiète. Le président co est M. Etienne Lapeze, secrétaire général de la FNSEA, qui est aussi à la tête de la Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier (SAFER). S'y retrouvent les unions d'artisans ruraux, des associations de maires et d'élus et plusieurs associations familiales rurales. Ce groupe, qui avait appelé et plusieurs associations lamiliales rurales. Ce groupe, qui avait appelé tous ceux qui vivent à la campagne à participer au rassemblement des Terres de France (plus de deux cent mille manifestants le 29 septembre 1991 à Paris), devint alors l'instance de réflexion préparatoire aux Assissa du monde rural programa. Assises du monde rural programmées par le gouvernement pour le 26 juin dernier. Il élabora alors une charte, cosignée par les treize orga-nisations membres, qui devait ser-

Une charte dont M. Etienne Lapeze résume ainsi le contenu : «Le monde:rural n'est pas un milieu à l'agonie mais un milieu d'initiatives et de modernité. » Or. ajoute-t-il, « les pouvoirs publics ne savent penser les problèmes de la ruralité qu'en termes d'assistance sociale, jamais en termes de développement

Les assises nationales de juin colère paysanne et routière. Depuis,

Malaise rural

Alors que les agriculteurs s'interrogent sur leur avenir dans la société une réflexion collective s'esquisse sur l'aménagement des campagnes

d'auditeurs pour sa charte. Pis, il

soupçonne un «läche soulagement

sous ce report sine die et accuse

aujourd'hui les pouvoirs publics de vouloir le disloquer en invitant ses

diverses composantes à des conver-

C'est pour opposer à ces soup-

cons sa cobésion intacte qu'il a tenu

un colloque au mois de septembre à

Laguiole (Aveyron) sur le thème :

«L'Espace rural, nouvelle terre

d'accueil et de développement». Le

choix de Laguiole fut significatif.

Sur le haul platean de l'Aubrac, ce bourg (1 250 babitants) semblait

condamné à la mort lente. Mis à

part un artisan âgé, son célèbre cou-

teau était désormais fabriqué à

Thiers, voire à Taïwan ou dans l'île

Maurice. La production de son fro-

mage (l'un des trente-deux en France à bénéficier d'une appella-

tina d'origine contrôlée) à pâte crue

pressée était passée de 700 tonnes

dans les années 20 à 29 tonnes en

Or une volonté locale unanime a fait basculer la tendance. Avec l'ap-pui d'un Comité de défense et de

promotion, fortement soutenu par

les collectivités territoriales, un

salarié de la chambre des métiers

de l'Aveyron, M. Gerard Boissins,

est devenu le PDG de la jeune Cou-

tellerie de Laguiole, usine avant-

gardiste dessinée par le designeur

Pbilippe Starck, qui a aussi donné

sa griffe à une nouvelle ligne de

conteaux. En dix ans, le Laguinle du pays a créé cent emplois et

reconquis 25 % en valeur de ce

Même inversion pour le fromage

avec la création de la coopérative Jeune Montagne, « Si on nvoit ottendu les études de faisabilité de la DAT: AR ou de Bruxelles, dit son

président, M. André Valladier. il y

o longtemps qu'on n'existeroit plus. » La production est remontée

à 600 tonnes et la coopérative four-nit aussi en tome fraiche surgelée,

pour la fabrication de la frugale

spécialité d'Anbrac qu'est l'aligot,

les restaurants parisiens et les cen-

trales d'achat. Et même Eurn Dis-

ney, précise M. Valladier, « ce qui

prouve que lo culture américaine a

encore à apprendre de lo France

< Zones

de modernité »

Troisième artisan de cette renais-

sance aubracoise, le restaurateur

Michel Bras, devenu, avec la cueil-

lette des berbes des estives et la cui-

sine aux baies sauvages, une coque-

luche de la critique gastronomique.

Il a édifié un hôtel restaurant futu-

riste qui marie les rappels de l'ar-

chitecture aveyronnaise tradition-

nelle à l'austérité d'un monastère

zen. Avec l'appui actif et la garantie

1952.

sations séparées.

LAGUIOLE

de notre envoyé spécial

A «ruralité» est une idée neuve en Europe. Les exigences actuelles de la politique agricole commune
(extension, mairrise de la production et des colts, gestion de l'environnement...) prouvent aussi que
e'est une idée d'avenir. Mais qui a
encore besoin d'être affinée et mise en forme. D'où la multiplication actuelle des débats et coil**oc**ue

nationaux et régiooaux sur ce thème. « Ce n'est pas un débat agricole mais un débat de société », affirme M. Luc Guyan, le président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) qui proconce volontiers à ce sujet une autocritique collective. « Nous, les paysans, ovors été trop long-temps convaincus que le monde rural e'étoit nous et seulement nous. » Or aujourd'bui les agricul-teurs sont minoritaires à la campagne même, «Lo population rurale, souligne M. Jacques Kayser, chercheur en démographie, compte en France quelque 15 millions d'in-dividus, mais les agriculteurs n'en représentent plus qu'un cinquième. » D'où la nécessité d'une réflexion

Des couteaux

vir de base aux travaux de ces

economique ».

furent annulées pour cause de

il n'en est plus question, et le du conseil général d'Aveyron et Groupe monde rural ne trouve plus trente créations d'emplois. trente créations d'emplois.

> De tels exemples ne sont pas si rares dans la France rurale et le colloque de Laguiole en a tiré une conclusion unanime : « Nous ne voulons plus voir périodiquement débarquer des technocrotes qui considerent nos activités comme un residu d'art et de tradition populoires, et nous expliquent qui nous sommes et ce que nous devons faire. avenir que dans la dépendance de la solidarité nationale. Nous sommes des producteurs de richesses et nous représentons des zones de modernité. Nous ne demandons pas qu'on nous assiste mois qu'on nous écoute. » Conclusion de M. Raymond Lacombe, l'ancien président de la FNSEA, qui fut le premier à intégrer le concept de ruralité dans la réflexion du syndicalisme agricole, et qui fait désormais figure de vieux sage tutélaire : « Ce que nous voulons c'est une volonté politique

GEORGES CHATAIN

REPÈRES

PICARDIE

Une nouvelle restauration municipale à Amiens

LA Générale de restauration et sa filiale Hexagone viennent d'inaugu-rer à Amiens leur cinquamième cuisine centrale. Le conseil municipal présidé par M. Gilles de Robien (UDF-RP), rénnve l'ensemble des services de restauration communale et a souhaité confier à une entre-prise spécialisée la confection des 11 200 repas quotidiens (leur nom bre pourra atteindre 17 000).

Ceux-ci sont livres refrigeres et non congelés dans les différents établissements scolaires et communaux et au domicile de personnes seules. Cette vaste cuisine (1 620 m²)

située à Vallce-Saint-Ladre est dotée d'équipements modernes et fonctionne en liaison froide. Les plats sont préparés en cuisson sous vide et, pour ne pas rompre la chaine du froid jusqu'à la consommation, le transport est assuré par des camions isothermiques vers chaque établissement. La liaison froide permet une conservation des plats pendant six jours. Des fours spéciaux permettent de porter les mets à la température de consomavant le service.

Regard icheque sur le district de Saint-Quentin

CRÉE en 1960 et composé de la plus grande ville de l'Aisne, Saint-Quentin 162 000 habitants), ainsi que de treize communes périphériques (15 000 habitants), le district a choisi « l'œil » d'un photographe tehèque, Jindrich Streit, pour s'exposer. Résultat : 14 000 déclies réalisés dans les rues, les usines, mais surtout les cuisines, les solors, les chambres à coucher des habitants chambres à coucher des babitants de cette communauté. Autant de portraits qui restituent, sans fard, la vie ordinaire des «gens d'ici».

Les quatorze communes ont accueilli en juin l'exposition des quatre cent cinquante meilleurs cli-chés. Les entreprises, mécènes culturels de cette opération, ont réalisé quant à elles une exposition des agrandissements samedi 17 octobre. Le district, qui a financé près de la moitié du projet (sur un total de 1,2 million de francs), espère ainsi valoriser l'image de la communauté ct celle de la région par un prolonrelations avec la Tchécoslovagnie. Le district gère les complexes sportifs, la zone Industrielle, les sapeurs-pompiers, l'eau et l'assainissement des quatorze communes le composam, pour un budget lotal de 160 millions de francs.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Marc Ambroise-Rendu, Alain Fourment. Rafaële Rivais et de nos correspondants : Etienne Banzet (Rnnen), Jean Drnart (Charleville-Méziéres) et Michel Orio (Laon).



Le Monde

Avec le corcours de REGION ALSACE DEPARTEMENT OU BAS-RHIN

VILLE DE STRASBOURG Université R. Schuman

Et avec le soutien de

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

CAISSE DES DÉPOTS

AIR INTER

Reuseignements inscriptions avant le 6 novembre 1992

INSTITUT DE LA DÉCENTRALINATION 2, rue des Longe-Prés 92100 Boulogne-Bâtencou Tét. : 111 47-61-92-48 Télécopie : (1) 47-61-92-47

Colloque international $\mathbf{L}\mathbf{A}$ DECENTRALISATION FRANÇAISE ET L'EUROPE 17 ET 18 NOVEMBRE 1992 PALAIS DES CONGRES DE STRASBOURG La Décentralisation en France et dans la Communauté Premier bilan de l'intégration des collectivités territoriales dans l'espace européen Les effets prévisibles de l'Acte unique et de Maastricht sur les

institutions locales Vers une Europe décentralisée à

Suite de la page 11

Par un étrange revirement de situation, le syndicat mixte est devenu en effet « banquier», d'autant qu'il a pris la maîtrise de son capital en évinçant la Caisse de règlement des avocats, par laquelle il ne s'est pas senti obligé de faire transiter les fonds.

Les 212 millions, mis en compte avant l'été, ont été placés en titres de créances négociables avec un résultat financier à ce jour de 10 millions de francs. Une somme qui permet à l'Association des communes sinistrées de faire jouer la solidarité envers les « oubliés » de la justice américaine, comme les marins pêcheurs et certains ostréi-

· Les sous de l'Amoco -

« A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle », souligne M. Jean-François Naël, trésorierpayeur général du Finistère, qui a sollicité une autorisation du ministère du budget pour permettre au syndicat mixte de faire des placements financiers, alors que la régle-

mentation sur les collectivités

locales s'oppose à ce type de prati-que. Le syndicat ayant maintenant soldé toutes ses affaires, à l'exception d'un litige sur les honoraires de ses avocats français (le Monde du 20 octobre), les communes, à partir du le novembre, bénéficieront indi-viduellement du fruit de leurs pla-

Les collectivités vont recevoir des sommes importantes: 10 millions de francs pour Ploudalmezeau, dont le maire est M. Alphonse Arzel, 14 millions pour Perros-Quiree, 9,3 millions pour Trebeurden, autant pour Saint-Pol-de-Léon. Les conseils municipaux n'ont pas vrai-ment statué sur l'utilisation de cet argent dans l'attente du budget 1993, mais certains élus estiment qu'il peut servir au désendettement. Ainsi Pioudalmezeau n'empruntera pas pendant trois ans pour réaliser ses travaux. Et à Plouarzel, près de Brest, où sort de terre une mairie neuve, «les sous de l'Amoco» sont les bienvenus.

Mais la fête n'est pas complètement terminée. Le syndicat mixte présentera, en juin 1993, un grand spectacle en plein air à Portsall. Un lieu devenu aujourd'hui mythique.

GABRIEL SIMON

THÉATRE

AKTÉDN-THÉATRE (43-38-74-62). Une ruit de rêve : 19 h. 1 pour le route ; Sobnes d'amour : 20 h 30, L'amour est aveugle : 22 h.

AMANDIERS DE PARIS | 143-66-42-17). Voix lointaines : 20 h 30, dim. 15 h 30. ANTOINE : SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30. ARTISTIC : ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Boge de la folie : 16 h et 21 h.

et 21 h. ATALANTE (46-06-11-90). Moulin ATALANTE (46-06-11-90). Moulin rouge et noir 17 h et 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24(. L'Antichembra: 21 h, dim. 15 h 30. ATHÉNEE LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet Au coeur des ténèbres: 19 h, dim. 16 h, Le Marin perdu en mer: 21 h.

AUDITORIUM DE LA GALERIE COL-8ERT (42-09-32-42). Due pour vols

obstinées: 21 h.
BASTILLE (43-57-42-14). Les Aventures de Peco Goliard: 19 h 30, dim. 15 h 30, Weimarland: 21 h, dim. 17 h.
6ATEAU-THEATRE OURAGAN (40-51-84-53), Le Misenthrope et l'Au-vergnat : 20 h 30, dim. 17 h.

vergrat ; 20 h 30, Gm. 17 h.

BEAUNORD CENTRE WALLONIEBRUXELLES (42-71-26-16). La Jour de
la lune de midi : 20 h 30.

6 ERRY-ZÉBRE (43-57-51-55). Eh
Joel : 19 h, Marcel et Roger : 22 h Dim.
Les Champètres de joie : 20h30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
Le lune de la 18 h 30. La Jalousie : 16 h et 21 h, dim, 15 h 30. 6 OUFFONS-THEATRE DU XIX (42-38-35-53), Les Mots en balade : 19 h. Radio Brune : 19 h. La Veuve espagnole : 21 h. CAFE DE LA GARE (42-78-52-51). La Graphique de Boscop : 20 h. Qui vous

Savez : 22 h. CARTOUCHERIE-THEATRE DE L'AOUARIUM (43-74-98-61), La Nuh, la télévision et la guerre du Golfe : 20 h 30, dim. 18 h.

CARTOUCHERIE-THEATRE DU SOLEIL (43-74-24-08), Agamemnon : 18 h 30.0im, Les Choéphores : 13h, Les Euménides : 13h. CARTQUCHERIE-THEATRE DE LA CARTQUCHERIE-THEATHE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle I. Grand-peur et misère du life Reich : 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. Les Petits Maraeux : 21 h. dim. 18 h 30. CASINO DE PARIS (49-95-98-98). Lecoq pume les stars : 21 h. dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-79-44-45). Estats travez Es tes

SCHUR. : 21 h. dim. 16 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU 142-74-42-19(. La Tempête : 20 h 30,

dim. 16 h. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Je. 'embrasse pour la vie : 20 h 30, dim. 17 h 30. COLLÈGE NÉERLANDAIS (47-97-77-82). Lectura de Rol moi ; 18 h 30. Mademoiselle Julie : 20 h 30.,

dim.15 h. •COMÉDIE CAUMARTIN 47-42-43-41). Mourtres au mus COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)

L'Epouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-61-00-11). Voltaire-Rousseau : 18 h et 21 h 30, dim. 15 h. COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15).

Antigone : 20 h 30.Dim. Bal masqué : 14h. La Comtesse d'Escarbagnas George Dandin : 20h30, DAUNOU (42-61-69-14), Le Canard à l'orange : 21 h, dkm. 16 h 30. DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Direction Critorium : 21 h 3D, dlm. 17 h 30. DEUX ANES (46-06-10-26). Le Traité de me triche : 21 h, dim. 15 h 30. DUNOIS (45-64-72-00(.0im. Moi homme : 15h. ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur

Amédée: 16 h et 21 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Yvonne, princesse de Bourgogne 20 h 30, dim. 18 h. ESPACE JEMMAPPES (46-34-01. 58).Dim. Itinéraire poétique : 17h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55(. La

Mariage de Figaro : 18 h, dim. 16 h. Feu la mère de madame : 20 h, dim. 18 h. La Mouette : 21 h. Danse avec les fous 23 h, dim. 19 h. ESPACE PROCRÉART (42-87-47-51).

Mémoire de la terre : 20 h, dim. 15 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Le ESSAUN DE PARIS (42-78-40-42). LE Naufrege de l'amirel Buquin : 15 h. Sale II. La Macabère : 20 h 30, dim. 16 h. FONDATION DEUTSCH-DE LA-MEURTHE (47-00-67-37). Piment cannibale II : 20 h 30, dim. 17 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45. GAITE - MONTPARNABSE

(43-22-16-18). Confidences pour clari-nette: 20 h 45, dtm. 15 h. GALERIE CHRISTIAN SIRST (42-51-46-04), Un amour ; 17 h 30. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Liberté, égalité, terminé : 18 h et 20 h 15. Une fille entre nous : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), Rendez-vous rue Watt : 19 h. Le Pointeur : 20 h 30. La comé-

GYMNABE MARIE BELL 42-46-79-79), Solo: 17 h et 20 h 30. HEBERTOT (43-87-23-23), L'Scole des

HUCHETTE (43-28-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. Le Leçon : 20 h 30. Lautrec sur la Butte : 21 h 30. LA BRUYERE (48-74-78-99). Brillez

20 h 45. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-

20 h 30. LE TRIANON (42-09-93-44). Auguste Chambre à sir eu pays des piranhes 14 h 30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théatre noir. Le Patit Prince: 18 h 45. L'Ecole des dictateurs: 20 h, Douce: 21 h 30. Théatre rouge. Il y a des metins difficiles: 16 h 16. Le Rire de Tchékhov: 20 h, Les Soirs d'été: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Long Voyage vers la nuit : 16 h et 20 h 30, dim. 15 h. MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Le Plarra fatiguée : 20 h 30, dim. 18 h. MARAIS (42-76-03-63). L'Ecole des fernmes : 21 h. MARIE STUART (46-06-17-80). mARIE 5 I VAR I (45-05-17-80).
Savaga Love (anglele-français).
21 h 15.Dim. Requiem for a Heavy-weight (en engleis): 17h, 20h30.
MARIGNY (42-56-04-41; Suite royale: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.
MATHURINS (42-85-90-00). Les Palmes de M. Schutz: 20 h 30, dim. 15 h.

MATHURINS (PETTIS) (42-65-90-00). Noctume à Nobent : 16 h 30, MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70). Marchand de réves : 21 h, dan. 16 h. MICHEL (42-66-35-02). Les Aviateurs :

21 h.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), La Puca à l'oreille : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.
MOGADOR (48-76-04-04), Las Basfonds : 16 h et 20 h 30,
MONTPARNASSE (43-22-77-74).
Marcel et la Belle Excentrique : 16 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). La Traversée : 21 h, dim. 15 h 30. MUSÉE DES ARTS ET MÉTIERS (40-27-22-20). Les Arts et Métiers en

speciacle : 20 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD NOUVEAU THEATRE MUUTPETARIU (43-31-11-89). Les Enfants du silence ; 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), Les Jumeaux : 18 h et 21 h, dim. 15 h. CEUVRE (48-74-42-52). Les Dimenches

de M. Riley : 20 h 45, dim. 15 h. OLYMPIA (47-42-25-49). Guy Bedos et OLYMPIA (47-42-25-49). Guy Bedos et Muriel Robin: 20 h 30, PALAIS DES CONGRÉS (40-68-07-55), Y en aura pas pour tout le monde: 20 h 30, dim, 16 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17), C'est vous qui voyazi: 20 h 30. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans grancura: 21 h. dim, 15 h.

rancune : 21 h, dm. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), Vive la mariée : 16 h 30. Grande salle. Le Déstitusion : 21 h 16. Petite salle. Les Lettres portugeises : 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97), Satia I, Les Emigrés ; 21 h, dim. 15 h, Satia II, La Peau trop fina : 21 h, dim. 15 h, PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock: 17 h et 20 h 45, dm. 15 h.

OTINIÈRE (42-61-44-16). Minis 17 h et 21 h, dim. 16 h 30. RANELAGH (42-68-64-44). Jeux de masques : 16 h 30, dim. 14 h 30. Trek-king : 20 h 30, dim. 17 h, Hospitacle : 22 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20).

Comédiens du roy : 16 h 30. L'Illusion comique : 21 h, dim. 16 h 30.0im. Les Amours de Jecques le fatelliste : 18130. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une espirine pour deux: 17 h 30 et 20 h 45, din. 15 h.
SALLE BRAS(LIA (48-07-20-17). Dem

Juan : 20 h 30, dim. 17 h. SENTIER DES HALLES (42-38-37-27). Series Been: 20 h 30. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Cherité bien ordonnée: 20 h 30. Elie et Oleudonné: 22 h. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-20-08-24). L'Une st l'Autre : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17), imitator, le pire contre-attaque : 20 h 30. Partick Bosso : 22 h. THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02). O'Alba est stone... Mais ils vécurent heureux : 20 h 15. Brigitte Lahale : 22 h. THEATRE OF L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Sganarelle ou le Cocur imaginaire, le Mariage forcé : 20 h 30,

magnare, le Manage force : 20 fl 30, dim, 15 h. THEATRE GREVIN (42-48-84-47). Chantal Ledesou : 20 h 30. THEATRE JACQUES COURIVAUO (45-41-10-08). L'Alchimista : 20 h 15, dim, 17 h. THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE MAI (48-05-67-89). Arène, Journal d'une femme insommisque : 20 h, dim. 17 h. Une histoire de l'œil : 22 h. Belle

17 h. THEATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Ame Musume ou La femme qui ettire la plute : 22 h, dim.

THÉATRE MAUSEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). La Peur des cou-ples : 20 h 30. Tropique du Cancer : 22 h. dim. 17 h. THEATRE MONTORGUEIL (42-36-38-56), Beirut: 20 h 30. THEATRE NATIONAL DE LA COL-

LINE (43-66-43-60). Macbett: 15 h 30 et 20 h 30. Oh, les beaux jours!: 16 h al 21 h. THEATRE NATIONAL DE L'ODEON (PETITE SALLE) (43-25-70-32), L'Enfant bitard : 18 h 30. THÉATRE OF NESLE (48-34-61-04). Dérives : 18 h. Ehl Y a rien à faira :

22 h. THEATRE DE PARIS (48-74-25-37). Chez moi, chez Clauds : 18 h 30 et THEATRE SILVIA MONFORT 20 h 30, dim, 17 h.

THEATRE OU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34), Dracula Show : 20 h 30. THEATRE DU TEMPS (43-55-10-88). Les Oiseaux : 20 h 30, THÉATRE TREVISE (42-73-10-68). Salopanes de merde : 20 h 30. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). TOUBTOUR (48-87-82-48). Hier à verir? : 20 h 30. TREMPLIN-THEATRE DES TROIS-FRERES (42-54-91-DD(. L'Embercadère : 20 h 30, dim. 17 h. TRISTAN-6ERNARD (45-22-08-40). Setaillas : 18 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). The a la

menths ou t'es citron : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMED

Histoire permenente du cinéma ; le Hari-cot (1962), d'Edmond Séchan, Lea borgnes sont rois (1874), d'Edmond Séchan, Demières Pançailles (1673), de Jean-Pierra Lefèvre, 15 h 30 ; le Trian-gia de feu (1832), d'Edmond T. Gréville et Or. Johannès Guter, 16 h 30 ; le Tré-sor de Cantanac (1945), de Sacha Gui-try, 20 h 30.

DIMANCHE

Histoire comanente du cinéma : Programme Mélès, 15 h 30 ; The Cure in Orange (v.o.), de Tim Pope, 18 h. PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Rétrospective Satyajit Ray ; le Roysume des diamants (1980, v.o. a.t. anglais - traduction simultanée), de Satyajit Ray, 18 h 30 ; le Héros (1966, v.o. s.t.f.), de Satyajit Ray, 16 h 30 ; l'Adversaire (1670, v.o. s.t. englels - traduction

18 h 30 ; Saile 100 : la Mode dans la nue : Paris en pamaion (1868) de Jacques Brissot, la Beathilk et la Minet (1966) de R. Leenhardt, la Mode cet été (1874) d'Anne-Marie Uliman, 14 h ; la Mode mise en soène : On a'est tous défliés (1886) de Jean-Luc Godard, Régine Chopinot (1987) de S. Dubor, le Déflié (195) de D. Ranz, 18 h ; Portaits de couturiers : Entreunuel Ungaro (1891) de Deminique Leeb, Chentai Thomass (1891) de Marie-Pierre Ralmbeult, 18 h ; Nuit les Grands Couturiers et le 7- Az : Pierre Cardin : SOS Cardin (1970) de Claude Grimberg, le Baie des anges (1963) de Jecques Demy, 21 h ; Cooc Chanal : Eclair journal, le Règie du jeu (1939) de Jean Renoir, 22 h 45 ; Yves Seint Laurent : Spot YSL Rive geuche (1663), Belle de jour (1966) de Luis Bunuel, D h 45 ; Pierre Belmain et Jecques Heim : Actualités Gaumont, Adorables Créstures (1952) de Christian-Jeque, 2 h 45 ; Christian Dior : Spot Eu sauvage de Christian Dior (1984), le Valse de Paris (1849) de M. Actuarid, 6 h ; Carven : Actualités Gaumont, Edouard et Ceroline (1660) de Jacques 6ecker, 21 h ; Paul Poiret : la Mode (1988) d'Henri de Turenne, l'inhumaine (1824) de Marcel L'Herbier, 22 h 45. (1988) d'Henri de Turenne, l'inhumei (1924) de Marcel L'Herbier, 22 h 45.

DIMANCHE Paris, capitale de la mode : Salle 300 ; la Créateur : Actualités Germont, le

LES FILMS NOUVEAUX

LA 6ELLE ET LA BETE, Film américain de Gary Trousdaie et Kirk Wise, v.o.: Forum Horizon, 1* (45-08-57-57 38-65-70-83); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30 36-65-70-72); UGC Normandie, 6* (45-63-16-16 36-66-70-82); Geumont Grand Egran Grenelle (ax Kinopenorama), 15* (43-08-60-50); v.f.: Forum Horizon, 1* (45-08-67-57 36-56-70-83); Rex (le Grand Rax), 2* (42-36-83-83-38-85-70-23); UGC Odéon, 8* (42-25-10-30 38-65-70-72); UGC Normandie, 8* (45-63-16-18 38-65-70-82); Las Nation, 12* (43-43-04-67 38-85-Ga, 8 (45-63-16-18-36-65-70-82); Les Nation, 12* (43-43-04-67-36-85-71-33); UGC Lyon Baselle, 12* (43-43-01-59-36-65-70-84); UGC Gobe-lins, 13* (45-61-94-85-38-85-70-45(; Miremer, 14* (36-85-70-39); Misrul, 14* (36-65-70-81); 70-39; Matra, 14 (30-65-70-41); Gaumont Grand Ecran Grenelle (ax Kinopanorame), 15- (43-06-50-60); UGC Convention, 15- (45-74-93-40 36-65-70-47); UGC Meillot, 17- (40-88-00-18 36-65-70-81); Pathé Ca-chy, 18- (45-22-47-94); Le Gam-herta, 20- (46-36-10-98, 36-65-

71-441. ET LA VIE CONTINUE. Film iranier d'Abbas Karostarti, v.o. ; Usopis, 5-(43-26-84-65) ; Les Trois Balzac, 6-(45-61-10-50) ; 14 Jullet Bastille, 11- (43-57-90-81):

IN THE SOUP. Film américain d'Alexandre Rockwell, v.o.: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35); Lea Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77 38-65-70-43); Elysées Lincoln, 6-(43-59-36-14); Sept Parnassians, 14- (43-20-32-20).

JEUX DE GUERRE. Film américain JEUX DE GUERRE, Film américain de Phillip Noyce, v.o.: Forum Horizon, 1* (45-08-57-67 38-65-70-83); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30 36-65-70-72); Le Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Marignen-Concorde, 8* (43-58-92-82); UGC Normandie, 8* (45-63-18-16-36-85-

simultanse), de Satyejit Ray, 21 h ; Saile Jean Grémillon : De jour comme de nuit (1991), de Renaud Victor, 18 h ; Ca gamin-lè (1875), de Renaud Victor, 16 h ; Fernand Deligny, à propos d'un film à faire (1987-1988), de Renaud Vic-tor, 20 h.

DIMANCHE

Rétrospective Satyejn Ray: l'intermé-diaire (1875, v.o. s.t. angleis : treduction simultamée), de Satyejn Ray, 18 h 30; Tonnerras lointains (1973, v.o. s.t.f.), de ronnerres lointains (1973, v.o. s.t.f.), de Satyajit Ray, 16 h 30; is Pierre philoso-phale (1858, v.o. s.t. angleis - traduction aimultamate), de Satyajit Ray, 21 h; Salle Jean Grémillon: Hé, tu m'entends? (1878-1979), de Ranaud Victor, 18 h; ia Mellieur de la vie (1984), de Ranaud Victor, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Le Cinéma polonais : Confits (1960, v.o. s.t.f.), de Daniel Sezzechura, Jeux olympiques 1940 (1980, v.o. s.t. englais - traduction simultanée), d'Andres Kotkowski, 14 h 30 ; Gucia (1885, v.o. s.t.f.), de Dorota Kedzierzawska, les Jours de Methieu (1968, v.a. s.l.l.), de Witold Leszczynski, 17 h 30 ; le Petit Hamlet (1960, v.o. s.l.f.), de Jerzy Stok moveski, Haut les meins (1967-1981, v.o. s.t.f.), de Jerzy Skolimov 20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma polonais ; Au-delli du vertige (1988, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Zarussi, 14 h 30 ; Jowns (1967, v.o. s.t.f.), de Janusz Morgenstern, 17 h 30 ; Marionettas (1971, v.o. s.t.f.), de Piotr Andrejew, 1901 - Enfants an grave (1881, v.o. s.t.f.), de Fisp Bajon, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galarie, porte Saint-Eustuche. Forum des Halles (40-76-62-00)

SAMEDI Paris, capitale de la mode : Salla 300 : ia Mode come de fées : Spot Eram (1888), le Soulier magique, v.f.i. de Tom Clegg. 14 h 30 ; ia Mode en musique : Universal Newsreel (1930-1932), Drôle de frimousse (1958, v.o.) de Stanley Donen, 18 h 30 ; Robes du soir : Grand Soir (1990) de Pierre Philippe, les Aments de minuix (1952) de R. Richebé,

70-821 : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79); v.f.; Rex, 2: [42-36-83-93-36-65-70-23]; UGC Montparnasse, 6- [46-74-94-94-36-86-70-14) ; Peramount Opére, 9- (47-42-56-31 38-65-70-18(; UGC Lyon 42-56-3 (36-55-70-18]; D.C. Lyon Basaille, 12- (43-43-01-58 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95 38-65-70-45); Mistral, 14-(38-65-70-41); Montparmasse, 14-(43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40 38-66-70-47); Pathé Wepler II, 19- (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-96-36-65-71-441.

MACAO, MÉPRIS ET PASSION. Film portugais de Luis Rispe Roche, v.o. : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Ely-sées Lincoin, 8 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). LE MIRAGE. Film français de Jean-LE BRITAGE, FRIT ITERÇES DE JEST-Claude Guiguet: Europa Panthéon (ex.Refiel Penthéon), 5- (43-54-15-04; Les Trois Bazze, 8-(45-61-10-50); Lz Bestille, 21- (43-07-48-80); Sept Parmasiers, 14- (43-20-32-20).

LES NUITS FAUVES. (7) Film français de Cyril Collerd : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); 14 Juliet Odeon, 8- (43-25-59-83); Geumont Haussfeuille, 9- (48-33-79-38); Geu-mont Chemps-Elysées, 8- (43-59-04-67); 14 Juillet Bestille, 11- (43-57-60-81); Geumont Gobelins (ex 57-60-51); Germont Godenis (ax Feuvette), 13- (47-07-55-88); Gau-mont Pamasse, 14- (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); 14 Juliet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Geumont Convention, 15-

(45-22-47-94). TONG TANA, Film danois de Jan Road et Frederik von Krusenstjerns.
Commentaire dit per Bernard Giraudeau, v.o.: Le Seint-Germain-desPrés, Salle G. de Beauregard, 8- (42-

(48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18

Paradis perdu (1939) d'Abel Gance, Paradis perdu (1939) d'Abel Gance.
14 h 30 : Couturiers mythiques Chenel
15 saint Laurant : Dosslers souvenirs :
Coco Chenel (1975) de Claude-Jean Philippe, Interview de Mademoiselle Chenel
(1968) de Guy Job, Yves Saint Laurent
répond à Chanel (1968) de Rémy Grumbech, 18 h 30 : Is Mode des années
60 : De la mini à la micro (1967) d'Igor
Caurine. Out streamers Polity Mango.? Gourine, Cui êtes-vous Polly Magoo? (1986) de William Klein, 16 h 3D; les (1966) de William Klein, 16 h 3D; les Américeins et le mode (1862) de Peul Sében, le File à la cesquette (1963, v.o.) de Mehville Shaveison, 20 h 30; Salle 100; les Magasines de la mode: Cardin Courrèges (1869) de Nicolas Ribowski, Elle (1988) de Mathe-Christine Marek, 14 h; Portreits de contruriere: Paris, France (1985) de Sylvain Roumette, Carnet de notes sur vêtements et villes (1989) de Wim Wenders, 18 h; Puris royaume de la mode: Ja vous salue Paris (1987) de François Reichenbech, Sois bette et achète (1981) de Pierre Demont et Pierre-Pascal Rossi, 18 h; le Mode hier et aujourd'hul : les Costumes (1989) de Pierre de Lagarde, Mode en Franco (1985) de William Klein, 20 h.

LES EXCLUSIVITÉS AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47); Lucernaire, 6 (45-44-57-34), AUEN 3 (7 (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46 35-65-70-74), L'AMANT (Fr. Brit., v.o.): Sept Pariessiens, 14 (43-20-32-20); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85), LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr. (: Cmé Resthoure, 3 (42-71-57-35))

Ciné Besubourg, 3* (42-71-52-35); Denfert, 14* (43-21-41-01). ANTIGONE (Fr.-ALL): Epés de Bois, 5* ANTIGONE (Fr. All.): Epée de Bois, 5(43-37-57-47).
L'ARCHITECTURE DU CHAOS (SU., v.o.): Refer Logos I, 5- (43-54-42-34).
L'ARME FATALE 3 (A., v.o.): Geumont Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82):
George V, 8- (45-82-41-48-38-65-70-74); v.f.: UGC Montparmasse, 6- (45-74-84-94-36-85-70-14); Peremount Opéra, 9- (47-42-68-31-38-65-70-18); UGC Gebellms, 13(45-81-94-95-38-65-70-46); Geumont Alésia, 14- (38-65-76-14); Pethé Cichy, 18- (45-22-47-84).
LES AVENTURES D'UN HDMME INVISIBLE (A., v.f.): Cinoches, 8(46-33-10-82).

(46-33-10-82).
BALLROOM OANCING (A., v.o.) Lucemeire, 6- (45-44-57-34); George V, 8- (45-62-41-46-38-65-70-74); BASIC INSTINCT (*) (A., v.o.); Forum Orient Express, 1*- (42-33-42-25

36-65-70-67); UGC Triomphe, 8-(45-74-93-50 36-65-70-76); Grand Pavole, 15- (45-64-46-85(; v.f.; UGC Montpernesse, 8- (45-74-94-94) 36-85-70-14); UGC Opéra, 9-(45-74-95-40 36-85-70-44). BATMAN, LE DÉFI (A., v.o.(; Denfart, 14- (43-21-41-01(; v.f.; Saint-Lambert) 15- (45-72-91-87) 14 (43-21-41-01(; v.f.; Saint-Lambert, 15- | 45-32-91-68). BEETHOVEN (A., v.f.(; UGC Triomphe, 9- (45-74-93-50 36-65-70-76); Pethé Français, 9- (47-70-33-88); Gaumont Gobelina (ex Fauvetta), 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Les Montparnos, 14- (36-65-70-42); Grand Pavola, 15- (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

(45-32-91-68). BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26, 36-85-70-67(; UGC

(42-33-42-26 36-85-70-67(; UGC)
Odéon, 6: (42-25-10-30 38-65-70-72);
UGC Rotonde, 5: (45-74-94-94)
36-85-70-73(; UGC 6larritz, 6:
(45-62-20-40 36-65-70-61); UGC
Opéra, 9: (45-74-95-40 36-85-70-44),
BOB ROGERTS (A., v.o.); Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Lucamaire, 6:
(45-44-57-34(; Bienven0e Montpernasse, 15: (38-86-70-38))
BOOMERANG (A., v.o.); Images d'alleurs, 5: (45-87-18-09(; George V, 8:
(45-62-41-48 36-65-70-74); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93 38-65-70-23).

(45-62-41-45 36-65-70-73); V.1. Pex., 2- (42-36-83-83 38-65-70-23). LE CHÊNE (Rou., v.o.): 14 Juillet Parnassa, 9- (43-26-58-00); 14 Juillet Odéon, 9- (43-25-59-83). CHÊRE EMMA (hongrois, v.o.): Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77 ac. 65-74-73).

36-85-70-43)

36-65-70-43).
LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o. (: Gaumont Les Hales, 1- [40-28-12-12] : 14 Juillet Odéon, 5- [43-25-59-83] : Gaumont Merignan-Concorde, 6- [43-58-92-62] ; George V, 645-62-41-46-38-65-70-74] : Sept Parnassiens, 14- [43-20-32-20] : 14- Juillet Besugreneile, 16- [45-75-79-79] ; UGC Walliot 17- [40-86-00-16 'Valifot, 17' (40-86-00-16 38-86-70-81(; v.f. : Rex, 2' (42-36-83-93 38-85-70-23); Saint-La-(42-36-83-93 36-65-70-23); Saint-Lazara-Pasquier, -6- (43-67-35-43 36-65-71-88); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31 36-65-70-18); UGC Lyon 8astille, 12- (43-43-01-59 36-65-70-84); Gaumont Gobelins bis (ex Fauvette bis), 13- (47-07-55-88); Miramer, 14- (36-66-70-39); Mistral, 14- (36-65-70-41); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Cicty, 18- (45-22-47-94); La Gambetta, 20- (48-38-10-96-36-65-71-44).

CONTES (Can.): 14 Juliet Pr (43-26-58-00).
DELICATESSEN (Fr.(: Studio Gelande, 5- (43-54-72-71) : Cinochee, 9- (46-33-10-62) : Saint-Lembert, 15-LE DERNIER DES MOHICANS (A., v.o.); Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26 36-66-70-67); George V.

8- (45-62-41-45 36-65-70-74) ; v.f. Rex. 2- (42-36-83-93 38-55-70-23) Les Montpernos, 14 (36-65-70-42). DES SOURIS ET DES HOMMES (A. DES SOUR(S ET DES HOMMES (A., v.b.): Forum Horizon; 1+ (45-08-67-67-67-66-70-63); UGC Odéon, 6-(42-26-10-30-38-85-70-72); UGC Rotonde, 8-(45-74-94-94-36-85-70-73); UGC Biarritz, 6-(45-62-20-40-38-85-70-81); Escural, 13-(47-07-28-04); v.f.: UGC Montpernasse, 6-(45-74-94-84-36-85-70-14); UGC Opéra, 6-(46-74-96-4D-36-86-70-44); UGC Convention, 15-(45-74-93-40-36-85-70-47); Pathé Circhy, 18-(45-24-47-94).

chy, 19- (45-22-47-94). OIEN BIEN PHU (Fr.(: Grand Pavols, 15- (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88). LA DOUBLE VIE DE VERONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47): Reflet Médicis Logos salie Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34). LES ENFANTS VOLES (L., v.o.) : Gau-LES ENFANTS VOLÉS (h., v.o.): Gaumont Les Halles, 1º (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2· (47-42-80-33); Gaumont Hausfruille, 5· (46-33-79-38); La Pagode, 7· (47-05-12-16); Gaumont Ambeaseda, 6· (43-56-19-06-36-85-75-08); La Bastille, 11· (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecrantalia, 13· (45-80-77-00); Bismyenüe Montpamasse, 15· (36-65-70-36); v.f.: Pathé Wepler B, 18· (45-22-47-94); Le Gambetta, 20· (48-38-10-98-36-65-71-44).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr. Chin., v.o.): Images d'allieurs, 5: (45-67-18-D9); Lucernaire 6: (45-44-57-34); Club Gaumont Publicis Matignont, 9: (42-56-52-78); Salm-Lambert, 15: (45-32-91-68); L'ESPRIT OE CAIN (*) (A. v.o.); L'ESPRIT DE CAIN (*) (A. v.o.):
Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26
36-85-70-67); Gaumont Ambassade,
8º (43-59-16-08 36-65-75-08(; v.f.:
Paramount Opéra, 9º (47-42-58-31
36-65-70-18); Gaumont Gobelins (ex Fauvetts), 13º (47-07-55-88); Montper-rasse, 14º (43-20-12-06).
FAIS COMME CHEZ TOII (A. v.o.):
FORUM CHEST EXPRESS 1º (42-23-42-28-

Farum Orient Express, 1- [42-33-42-26 38-65-70-67]; UGC Triomphe, 8-(45-74-93-50 38-65-70-76); FIEVEL AU FAR WEST (A., v.f.); Cinoches, 6: (48-33-10-82); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-88), LES GORILLES DE MONTAGNE (A.): Les Géode, 19: (40-05-80-00). HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 8: (46-33-10-82) : Grand Pavois, 15: (45-54-48-85) : Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68). HORIZONS LOINTAINS (A., v.o.) :

HORIZONS LOINTAINS (A., v.o.):
Gaumont Marignen-Concorde, 6:
43-58-92-82]; Gaorga V, 8:
45-62-41-46 36-65-70-74(; v.f.:
Paramount Opera, 9: (47-42-58-31
36-65-70-42); Les Montparnos, 14:
(38-65-70-42); Les Montparnos, 14:
(43-65-70-42); Les Montparnos, 14:
(43-35-30-40); MDOCHINE (Fr.(: Cosmos, 6:
(45-44-28-80);

F PARTAGERAIT APPARTEMENT 7 | A., v.o.(: Gentroot Les Halles, 1" (40-28-12-12(: Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6-(43-59-18-08-38-85-75-08) ; George 5- (43-59-19-06 36-65-76-08); George V, 8- (45-62-41-46 36-65-70-74); George Mont Parnasas, 14- (43-35-30-40); 38-85-75-08); UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40 38-65-70-81); Parsuguettel, 13- (43-43-01-58 36-65-70-14); Geumont Opéra, 8- (43-68-31 36-65-70-14); Geumont Opéra, 8- (43-68-70-81); Parsuguettel, 13- (47-42-68-31 36-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58 36-85-70-84).

Alésia, 14- (36-65-75-14); Montpar-nesse, 14- (43-20-12-06). KAFKA (A., v.o.): Lucemaire, 6-

KAFKA (A., v.o.): Lucemsire, 6(45-44-57-34).
L B27 (Fr.): Forum Orient Express, 1(42-33-42-26 36-55-70-67): Bretagne,
6- (36-65-70-37): Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80); UGC ChampsElyaéee, 8- (45-62-20-4D)
36-65-70-88): UGC Dpéra, 9(45-74-65-40 35-88-70-44); Les
Nation, 12- (43-43-04-67
36-65-71-33); UGC Gobelins, 13(45-61-94-95 36-65-70-45); Gaumont
Alésia, 14- (36-65-75-14); 14- Juillet
Beaugranete, 15- (45-75-79-79); Pathé
Cicty, 19- (45-22-47-94).
LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp.,
v.o.(-: Ciné Beaubourg, 3(42-71-52-36); Saudio des Ursulines, 5-

v.o.(:: Ciné Beautourg, 3° (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09). LEOLO (***) (Can.) : Utopia, 5° (43-26-24-85) (43-26-84-85). LOIN DU BRÉSIL (Fr.) : Les Trois Luxembours, 6. (46-33-87-77 36-65-70-43(; L'Entrepôt, 14-

36-65-70-43(; L'Entrepôt, 14-45-43-41-83).
LES LUMIÈRES DE LA VIE { : La Géode, 19- (40-05-80-00).
LUNA PARK (russe, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Biarritz, 3- (45-62-20-40 36-65-70-81).
LUNES DE FIEL (") (Fr., v.o.) : Forum Hor(zon, 1-- (45-06-57-57 38-65-70-83); Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); UGC Danton, 6- (42-25-10-30 38-65-70-83); Gaumont Ambasade, 6- (43-56-19-06 36-66-75-08); UGC Normandie, 8- (45-63-18-18 38-65-70-82); 14 Juillet Bestille, 11- (43-67-80-81); Gaumont

(45-63-18-18 38-65-70-82); 14 Juliet Bustille, 11 (43-67-90-81); Gaument Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); v.f.; Pathé Français, 8 (47-70-33-88); Gaumont Alésia, 14 (36-65-75-14); Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Conveotion, 15 (45-74-93-40 36-65-70-47); Pathé Clichy, 18-445-22-47-94)

(45-22-47-94). LA MAIN SUR LE BERCEAU (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1v (42-33-42-26-36-65-70-67) : UGC Nor-mandia, 6 (45-63-18-16-36-65-70-82) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31-36-65-70-18) ; UGC Gobeline, 13 (46-81-94-95 38-65-70-45); Les Montpernos, 14-

(36-85-70-42). MAX & JEREMIE (Fr.) : Gaumont Las Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Rex, 2-(42-36-83-93-36-66-70-23); Gaumont (42-38-83-83 38-66-70-23); Lagumont Haumfeteille, 8: (46-33-79-38); UGC Danton, 8: (42-25-10-30 36-85-70-68); Gaumont Marignen-Concorde, 9: (43-69-82-82); Saint-Le-zare-Pasquier, 8: (43-67-35-43 38-65-71-88); UGC 6larritz, 9: (45-62-20-40 38-65-70-61); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-87 36-85-71-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-56 36-85-70-84); Germont Gobelins (ex Fervette), 13 (47-07-55-88); Garmont Paynasa, 14 (43-35-30-40); Mistrel, 14 (38-65-70-41); Midnipernesse, 14-(43-20-12-08) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) : UGC Maillot, 17-(40-68-00-16 36-65-70-61) : Pathé Wapter, 18- (45-22-47-94). MEMOIRE BATTANTE (Can.) : Images

MENUME BATTANTE (Csn.): Images d'alleurs, 5º (45-87-18-09).
1492. CHRISTOPHE COLOMS (A., v.o.) 14 Julliet Odéon, 6º (43-25-59-83); Geurnont Heutrépoille, 6º (46-33-79-38); Publicis Champe-Bysées, 8º (47-20-76-23); Max Linder. Panorama, 9º (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); v.f.: Forum Horizon. Bastile, 11: (43-57-90-81); y.f.: Forum Horizoo, 1: (46-06-67-57 38-85-70-83); Gaumont Opéra, 2: (47-42-80-33); Rex, 2: (42-38-83-93 36-85-70-23); Gretegne, 8: (36-85-70-37); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08 36-85-75-08); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08 mont Ambassade, 8* (43-59-19-06) 36-65-75-08); Pathé Françale, 9* (47-70-33-88); Lea Nation, 12* (43-43-04-67-36-65-71-33); UGC Lyon 6 stille, 12* (43-43-01-68-36-65-70-84); Gaumont Grand Ecran Halfa, 13* (45-80-77-00); Gaumont Gobelins bis (ex Fauverte bis), 13* (47-07-56-68); Gaumont Alésia, 14* (36-65-75-14); Montparnassa, 14 (43-20-12-06); mortipartiess, 1-43-20-12-06); Geurmont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Meillot, 17- (40-68-00-18-38-85-70-51; Path-Wepler, 18- (45-22-47-84); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96-36-66-71-44). MORTELLE JEUNESSE (Fr.): MIGHT ON EARTH (A., v.o.): Ciné Beathourg, 3: (42-71-52-36); Images d'alleurs, 5: (45-67-18-08). OBSESSION FATALE (*) (A., v.o.): OSSESSION FATALE (7 (A., v.o.) George V; 6 (45-62-41-48 36-65-70-74); v.f. UGC Montparnass; 6 (45-74-94-94 38-65-70-14). OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.) (Cind Besubourg, 3 (42-71-52-36); Reflet Médicia Logos salle Lous-Jouvet, 8 (42-84-42-34). 5- (43-54-42-34). PAR L'EPEE (A., v.o.) : Sept Pamasalons, 14 (43-20-32-20). LA PESTE (Fr.-Brit. Arg., v.o.(: Cinoches, 8 (46-33-10-82(. LA PLAGE DES ENFANTS PERDUB

. . .

(Mer., v.o.) : Imagea d'eilleurs, 5° (45-87-18-09) ; L'Entrapôt, 14° (45-43-41-63). PORTES OUVERTES (t., v.o.) : Especi Seint-Michel, 5- (44-07-20-49). PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., y.o.) ; Ciné Beachourg, 3' (42-71-52-38) ; Denfert, 14-(42-71-52-38; Dentert, 14-43-21-41-01; RESERVOIR DOGS [**] (A., v.o.): Ciné Beeubourg, 3- (42-71-52-38; UGC Rotonde, 8- (45-74-94-84 36-65-70-74); George V, 8- (45-62-41-48 36-65-70-74).

(45-62-41-48 36-65-70-74).
RETOUR A HOWARDS END (8tit., v.o.): Epée de Bois, 5: (43-37-57-47).
SALOR ET LULA (*) (8tit., v.o.): Ché Beaubourg, 3: (42-71-52-35); Studio Gelende, 5: (43-64-72-71).
SEXES FAIBLES (Fr. 1: Rex, 2: (42-36-83-93: 36-65-70-23); Ciné Beeubourg, 3: (42-71-52-36); UGC Danton, 8: (42-25-10-30: 36-65-70-68); UGC Montpartisse, 6: (45-74-94-94: 36-85-70-14); Gaumont Ambessade, 8: (43-88-18-08: 38-85-75-08); UGC Blarritz, 8: (45-62-20-40: 38-65-70-81); Paramount Opérs, 9: (47-42-68-31)



The state of the s

A DESCRIPTION OF THE A

with the special or .

THE PERSON

the second of the second

THE PARTY OF THE PERSON.

The second secon

All them the same of the same

The state of the s

MARIE TO SEE . MES. POP

Bearing the matter and the second

The state of the s

The Marine Carry ster ve

The second of th

The State of the service of the

Control of the series of the s

Burger Catholic Williams Company Communication

AND A STATE OF THE ST

The state of the s

The state of the s

The same of the sa

the section residential at a

die inole water . / wi

A CONTROL OF THE STATE OF THE S

The second second

WE TO SERVE THE SERVE THE

建筑地域的

Andrewson Control of the Control of

A STATE OF THE STA

week design a see

2 1-14 Mary 10

海上水 第二十八十二

TOTAL CONTRACT :

Marie Carterina

Marie Annie of the con-

The second

والمراجع كالموارك والمراجع

Trumphan Crician

with the same of

Application of the street of

MARGON THEORY

The state of the s

2000年代の経済とは、100mmのカードのできます。 2000年代の経済の「アンス・ストール はないないない。これはカルス・ストール はないないない。

The second secon

the second of the second second

THE CASE MERCHANISM IN

The first of the second second

to see the first of the see of th

441 m

The man charles

The state of the s

Larmes d'or

Les créateurs du prêt-à-porter ont fait défiler leurs collections. Marasme, désarroi, panache

Le monde de la mode vogue sur des mers iocertaines. Les années 80 avaient maintenu artifi-ciellement une euphorie encouragée par la flambée du luxe, et le règne d'une Amérique assoiffée de nouveautés. La décennie précénouveautés. La décennie précédente avait écumé toute les nostalgies, jusqu'à la saisoo dernière, où, de talons compensés, en tailleurs trotte-menu, on avait vu réapparaitre les inquiétantes années 40. Cette fois, l'obscurité gonfle sa vague énorme. Affaiblie, doutant de sa propre influence, la mode se contente de parodier une rue qui n'a plus de renères, et à laquelle n'a plus de repères, et à laquelle elle vole ses recettes sauvages, sans hélas avoir eu le temps de les digé-

Voici les createurs de mode acculés au présent immédiot : Roméo Gigli renonce à la débauche décorative façon Dolce Byzance, pour une simplicité dans laquelle il se sent aussi visible-ment à l'étroit que les maonequins dans ses costumes. Les jeux de transparences, les trés beaux camaïeux couleur d'épices, d'ocre et de verts ne suffisent pas à mas-quer l'essentiel ; l'absence de ligne, de structure.

Sauver sa griffe

« Je suis bien satigué, je voudrais bien me reposer...», pleure-t-on genez Christophe Lebourg, qui a présenté, sans bijoux, et sans ris-que, une collection de tailleurs pour dames. Tout est net, propre : le problème, e'est qu'il manque un projet, une intention, un peu de cette générosité qui distingue le beau, le moderne, du baoal, Le marasme économique, la chute de la consommation ne font qu'accentuer le mal-être d'une profession soi-disant frivole, en proie à uoe grave crise morale, el assez atteinte pour n'avoir plus la force de dissimuler ce qui n'est plus, ce qui s'en va, ce qui se tait. L'état d'urgence est déclaré, et pour les uns comme pour les autres, la solution passe par le système. D : sauver sa peau, sauver sa griffe.

La course à la survie commerciale, justifie toutes les Impostures : comment accorder une crédibilité à l'exposition « Scène de mode » actuellement à l'Arche de

on co revient au réel, l'argeot et l'emploi. Toute critique oc semble vouée qu'à accompagner servile-ment ces efforts. Etre le témoin d'opérations promotionnelles, ou tirer sur ooe fausse avant-garde qui taillade, rafistole, recycle les oripeaux de la bonoe cooscience misérabiliste, voilà à quoi se limite aujourd'bui son champ d'action. Les purs ont déserté la scène, comme Sybilla, qui travaille désormais de manière plus iotimiste, pour ne pas se perdre. Si les représentations se glacent, le

des banebes d'anorexiques (Mar- se le permettre. L'entêtement est tine Sitbon). Karl Lagerfeld, qui occupe le terrain, en signant la même saison quatre collections – Fendi, Lagerfeld, Chanel, Chloé, – a, pour cette dernière, cédé d'une manière érudite à la tentation hip-

Heureusement, il y a ceux qui transforment, qui jouent de mooière plus spontanée. Les Anglais mènent le bal. Pillée, pla-giée, Vivieooe Westwood, la reine Victoria de la mode punk, cherche ailleurs, et adapte son excentrieité,



L'été 93, selon Issey Miyaké

cadre, devient de plus en plus prestigieux ; c'est en octobre 1993 que sera inauguré le Carrousel du Louvre, un ensemble de quatre salles modulables, rélié directe-ment à soixante boutiques de luxe.

La nouveauté, aujourd'hui, ne se justifie que par l'amnésie qui la rend possible. La tendance de l'été procbain pourrait bien ressembler à ces grandes offiches placardées sur les boutiques : « Pendant la durée des travaux, opération déstockage, a Cabans rapeux, sacs en laioe crocheté, veste patchwork trouvées au Kensington Market de Londres, le public des défilés s'est déjà mis à la page. Le mot d'ordre est lancé : « Faites-le Pousêmes. » Co qui donne des jupes la Défense, où les snnonceurs se mettent directement en vitrine? Après la sacralisation du eréateur, Après la sacralisation du eréateur,

à une superbe parodie de la haute couture. Brillant exercice de style hauf en couleur.

Hommage à Issey Miyaké

Le défilé de John Galliago fut comme une bouffée de faotaisie, dans le genre merveilleuses de trottoir, évaporées du bel air, pétroleuses de boudoir déguisées en Sergeant Pepper, ou l'inverse, portant d'admirables desssous de mousseline sous des habits dixhuitième siècle légèrement déchi-

Les vrais grands sont peut-être, ceux qui ne cessent de supprimer, arrivent à faire des vêtements sans se prendre les pieds dans leur message. Mais il faut aujourd'bui, une Lire anssi nos informations sur tour d'ivoire assez solide, des la réforme des statuts de la haute moyens assez considérables, pour conture, page 20,

peut être le dernier luxe. Certains l'ont prouve de manière magistrale cette saison, comme Yohii Yama-moto et ses beautes sombres aux larmes d'or, ou Rei Kawakubo (Comme des garçons), construisant uo défile très « après la mousson, après la mode », dans une émouvaote procession d'heroïnes, por-tant le hlane, comme d'autres le ooir, longs tailleurs de damassé aux couleurs de sieste, vestes

d'homme aux poches déformées

de souvenirs, et robes d'un bal, où

elle reneootrèrent l'inconsolable

Il convient de reodre hommage à Issey Miyaké, qui présentait à Paris sa première collection, il y a vingt ans. Il a cette extraordinaire manière de montrer des vêtements dont la plus grande force est de se faire oublier, de donner au corps, l'impression qu'il en est degage grâce à une recherehe de matières que les français oégligent. Les danseurs du Ballet de Francfort, mettaient en mouvement cette possibilité là. Informelles, les formes deviennent les supports de tous ees tissus inedits, plisses, aux effets d'accordéons, mobiles, eotoos comme soufflés, taebes vives, oranges acides, bleus électriques, jaune fluo, en suspension dans l'air.

Yves Saiot Laurent travaille la couleur comme uoe matiére. Les formes soot eo place, construites à partir de ces épaules qui donnent le tracé de ces silhouettes où rien ne dénasse : une veste de cuir chinoise, un pantalon de flanelle, une blouse de voile marioe. Mais soudaio, le dessin se remplit, se déplace dans ses pantalons de soie, robes klmonos aux couleurs de laque, les contours resteut co place, mais tout brûle à l'intérieur, les oranges et les roses, les violets et les rouges, éclateot. Les boléros turquoise, fucbsia, se portent sur des paréos d'or. Une robe de Diane, en mousseline mauve et verte effleure le corps. Alors, il se fait entre la salle et les couleurs une alliance intime, la sensation que la beauté peut améliorer le

LAURENCE BENAIM

MUSIQUES

Interpréter Messiaen

Radio-France a donné le nom du compositeur disparu à son plus grand studio lors d'une soirée d'hommage

Après Grenoble, dans ce Dauphiné qu'il aimait tant et où il se retirait pour composer, et le Conservatoire national supérieur de musique de Paris, où il a enseigné à partir de 1942, la Maison de Radio-France vient de donner le nom d'Olivier. Messiaco à l'un de ses studios, ainsi que Jean Maheu l'a annoncé entre les deux coocens que la chaîne consacrait, le jeudi 22 octobre, au compositeur mort le 28 avril demier (le Monde du 29 avril 1992). Le studio 104 n'en est devenu ni beau ni propret pour autant! Trente ans après son ioauguration, la plus grande salle de concerts de la maisoo ronde aurait besoin d'un sacré rafraichissement, ses murs d'être repeints, ses fresques murales énergi-quement dépoussiérées.

Le premier concert était consacré aux Chants de terre et de ciel, cycle de six mélodies composées en 1936 par Olivier Messiaen sur ses propres poèmes, au *Premier Livre des Etudes* pour piano de Claude Debussy et à trois des Visions de l'Amen crées par Messiaen, retour de captivité en Allemagne, et Yvonne Loriod. Beau programme sur le papier, qui ne tieot pas à l'écoute : le dernier Debussy (joué avec un aplomb technique et une franchise expressive renversants par Roger Murarn) a conservé tout son impact. Il écrase de toute sa hauteur les mélodies et, surtout, les Visions de l'Amen, dont le lyrisme saint-sulpicien, les longueurs ne peu-vent «passer» que s'ils sont défendus par des interprétes évoluaot en dehors de la tradition d'interprétation léguée par Messiaen et Yvonne

Messiaen acceptait très volontiers que sa musique lui «échappat», même s'il n'a jamais refusé de recevoir un ioterprête en quête de conseils. En témoigne, la splendide lettre de félicitations adressée à Alexandre Rabinovitch et à Martha Argerich pour leur interprétation décapante (1) de cette œuvre.

Or aussi bien Yvonne Loriod et Maria Oran dans les mélodles que Nicolas Angelich et Roger Muraro (tous deux élèves de Loriod) dans les Vistons représentent une orthodoxie nee de la rencontre entre le composi-teur et Yvonne Loriod. Cette dernière est une pianiste aux facultés intellectuelles certes impressionnantes, à l'esprit aventureux et au courage indéniable, mais son toucher impitoyable de sécheresse, sa technique aussi peu subtile que les sonori-tés qu'elle tire de son piano ont

imposé une image univoque de la impose une image univoque de la musique de son mari, aussi considérable au regard de l'histoire que les efforts de Marguerite Long pour diffuser la musique de Fauré, Ravel et Debussy, mais qui ne doit pas figar les interprêtes qui voudraient la jouer aujourd'hui. Ses interprétations, comme toute interprétation, ne doivent la tre considérées que comme vent être considérées que comme références sur la façon dont une musique peut être comprise à une époque donnée.

L'interprétation du Concerto en sol majeur KV 453 de Mozart - doigts hasardeux, phrasés lapidaires, nuanees réduites à une opposition entre piano et forte, – qui ouvrait le second concert diffusé en direct sur second concert dituse en direct sur France-Musique montrait également cruellement les limites de la pianiste et le peu d'affinité de Kent Nagano avec Mozart. L'œuvre qui suivait, Jubilatiun, pour piano, orchestre et groupes mixtes d'enfants, a été écrite en 1985 par un compositeur de vingt-cinq ans, George Benjamin, devenu élève de Messiaen des 1974. Son orchestration chatoyante, formidablement mise en espace, le caractère attrayant des sonorités utilisées (une armée de flûtes à bec, des tam-bours jamaïquains, un chœur d'enfants, un synthétiseur en plus de l'orcbestre) retiennent d'autant l'attention que la partition est d'une concision remarquable.

Dernière pièce au programme de cet hommage donné en présence des compositeurs Henri Dutilleux, André Boucourechliev, Pierre Boulez, Francois-Bernard Mâche, de la pianiste Geneviéve Joy-Dutilleux, le Réveil des oiseaux était joué par Yvonoe Loriod, l'Orchestre national et Kent Nagano. Cette sorte de concerto pour piano en trois «mouvements» enchaînés est l'un des chefs-d'œuvre de Messiaen : ni harmonies douceâtres ni inspiration théologique, mais une accumulation de chants d'oiseaux, de trilles, de cadences pianistiques éclatantes, de superpositions rythmiques d'une complexité affolante, de détails quasi impossibles à saisir au vol (1), de «mélodies» à la beauté fulgurante : on ne comprend pas pourquoi cette partition ne s'est pas davantage imposée dans les salles de concert et les studios d'enregistrements. Imaginons ce qu'en feraient des chefs comme Maazel, ou Ozawa, des pianistes comme Freire, Argerich, Pollini ou Kocsis, et un orchestre à la justesse impeccable.

Une FIAC en demi-teinte

Encore ne s'en plaindrait-on pas s'ils avaient profité de l'occasion pour révéler des pièces majeures. Mais non. Triomphent les œuvres de petite taille, qui passent évidem-ment pour plus faciles à vendre, les installations à accrocher au mur sans probléme, Kounellis ni trop lourd ni trop sévère et Zorio rudi-Les transavantgardisles, ce qu'il

en reste du moins, subisseot un traitement identique. Les Paladioo de la galerie Sperone se recomman-dent essentiellement par leur format modeste et l'habileté méthodique de l'exécution. Nicola de Maria, dont firent la gloire, n'a plus dans la Foire que des aquarelles format cahier d'écolier. Cucehi, Clemente et Chia n'y ont à peu près rien – absence à tout le moins étrange. Mais il n'y manque à l'inverse ni Carlo Carra, oi Giacomo Balla. futuristes de la première génération. Sans doute l'exposition Baila chez Sprovieri a-t-elle du chie en raison de l'ancienneté de plusieurs dessins et aquarelles, mais elle conviendrait mieux à une bieooale des antiquaires qu'à une exposition qui se veut contemporaice.

Ces attitudes - peur du risque, préférence accordée aux œuvres de taille réduite et aux signatures enre-gistrées dans les dictionnaires et les musées, – à peu près systématiques dans la section italienne, ne le sont pas moins dans l'ensemble de la Foire, galeries françaises et étrangères coofondues. Marchands alle-mands, espagnols, britanoiques et américains, tous semblent s'être donné le mot : pas de scandale, surtout pas de scandale. A de très rares exceptions près, que l'on garde pour la fin, l'éclectisme et le banalité liennent lieu de norme. Autrement dit, sans pénriphrase : on trouve à la FIAC tout et son contraire, un peu n'importe quoi el trop de mediocrités.

Il semble que la plupart des marchands aient raisonné ainsi : puisles amaleurs chipotent et que les prix dégringolent dans les salles des ventes, suivons la pente. Offrons des œuvrettes de grands noms; divisons les cotes par deux; parions sur les réputations établies; n'effrayons personne; et espérons l'em-bellie. Un calcul inverse aurait été : pour rendre sux collectionneurs l'eovie d'acheter, effarons-les; attiroos-les par des piéces de grande qualité, craignons de les lasser plutôt que de les inquiéter. La première logique l'ayant emporte sur la

seconde, on s'eonuie un peu au Grand Palais. Faut-il un exemple? Il est obligeamment fourni, quoiqu'à son insu, par Daniel Templon. Le mar-ehand de l'avenue Marceau a composé uo dépôt-vente parfait de conformisme: un Chia - détestable de fatuité du reste, un grand Warhol de série, des Le Gac fati-gués, quelques Rouan égarés là, des Rebeyrolle pour flatter les nostalgies et, en prime, un pâle Matisse des anotes 20. Cela s'appelle ratisser large, très large. Il a des rivaux dans cet exercice, ces innombrables marchands qui accolent au hasard uo Fautrier plâtreux, un croquis de Dubuffet, uo autre de Chillida, des collages post-surréalistes ou néo-dadaīstes, un Twombly de troisième ordre et un tableautin Cobra - rico de très exaltant en somme.

Picasso et Riopelle

Rien d'excitant non plus dans les rétrospectives el résurrections, fort à la mode. Elles preonent pour objet des peintres et des sculpteurs des années 50 et 60. On se serait veloutiers passé de revoir Constant chez Daniel Gervis, des Appel à la grosse chez Ariel, Wilfrid Moser chez Jeanne Bueher, Erro chez Montenay, Estève chez Louis Carré et C., Marino di Teana chez Carlbian ou, plus pénible encore, Jean Dewasne dans l'espace blane Ripolin de la Gallery 44. A ce concours, le premier prix devrait cepeodant revenir en loute justice à la Dong que le marché s'effondre, puisque Soong Gallery de Séoul, qui a jugé

mettent à l'épreuve les nerfs les plus solides.

Autre concours, celui de la vulgarité commerciale. La galerie Nahon en mérite la palme, qui expose des Lénioe de bronze et des tableaux du meilleur réalisme socialiste stalinien. C'est faire rire à trop bon compte, mépriser les artistes quand ils ont eu le tort de ce pas naître à Soho et tomber dans la pire facilité: mitrailler un corbillard ne fait pas partie des beaux-arts.

Ce ne sont que pauvres manœu-vres qui ne geneot que parce qu'elles s'exbibent ou voisinage de aleries et d'artistes de qualité, Qui? Au premier rang un mort et un vivant, l'un très prévisible, l'au-tre très inartendu. Le grand homme disparu? Pieasso, évidemment. Chez Barbara Matbes, chez Waddington et surtout chex Jan Krugier, qui expose la collection de Marina Picasso, dessios et tableaux de toutes les périodes, y compris de la très précieuse époque cézannienne de 1908. Il faut s'y rendre en pèlerinage, pour le pur plaisir de contem-pler. Le vivaot incongru a nom Riopelle, l'un des derniers béros de l'expressioonisme abstrait. La gale rie Marwan Hoss présente un très bet accrochage de toiles anciennes el récentes, parmi lesquelles deux grands tableaux abstraits en noir el blane dignes d'un musée et des œnvres dites figuratives passablement déroutantes et acidulées.

Oui encore? Peu de maîtres d'autrefois, si ce n'est quelques expres-sionnistes allemands chez Thomas, puissante maison munichoise riche en Klee, Jawlenaky, Feininger et autres Schmidt-Rottluff, et. cbcz Gmurzynska, des esquisses et des études de Malevitch et de ses cootemporains suprématistes - un peu décevants et monotones cepen-daot. On peut leur préférer Julius Bissier et Pierre Soulages, dont la galeric Alice Pauli, clabite à Lausanne, présente un accrochage à la fois élégant et ingénieux, tissé de rapprochements et d'assonances imprévues. El Joan Mitchell, Sam Francis, Viallal et Pierre Buraglio chez Jean Fourniet, marchand fidèle à lui-même, à ses préférences

utile de faire venir de si loin les bronzes de Choi Ri-won. Ses épines dorées de plusieurs mêtres de long l'intérêt et la dignité de la Foire.

(1) Un disque compact EMI-VSM,

Restent les jeunes, jeunes marchands et jeunes artistes, de moins en moins nombreux, premiéres victimes d'une crise dont ils n'ont pas eu le loisir de profiter. Perdus dans le flot des marchandises de second ordre, ils s'entêtent à défendre les œuvres qu'ils aiment et estiment. Philippe Casini montre avec opiniâtretê Jean Zuber, Horsi Münch et Helmut Dorner. Xavier Hufkens, galeriste bruxellois, fait de même en faveur de Jurgen Meyer, Thierry de Cordier et Jan Vercruysse. La galerie Lucien Durand se bat pour Tarragon et Kacem Noua. La galerie Air de Paris, venue de Nicc, a consacré son espace à une sélection néo-concentuelle et nco-dada, fort réjouissante. Lyonnaise, la galerie Nelson fait preuve d'autant d'audace et de sérieux. Dans leurs stands, qui sont pour la plupart cantonnés au balcoo rêver d'une autre FIAC, inventive, déconcertante, indifférente aux cotes et aux coteries. Un rêve, vrai-

PHILIPPE DAGEN

► Grend-Paleis, avenue Winston-Churchill, 75008 Paris. Jusqu'au 1" novembre, toue les jours de 12 heures è 19 h 30, nemedi et dimenche de 10 heures à 19 h 30, noctume le 29 octobre jusqu'à 23 heures.

Découverte de six dessins inédits de Van Gogb. - Un promoteur immobilier italicn affirme avoir trouvé, grâce à un videur de grenier du sud de la France, six dessins de Van Gogh qu'il aurait achetés pour la somme de 400 francs. Ces œuvres, qu'il affirme avoir fait examiner par des experts du CNRS et du laboratoire de la nolice scientifique, seront exposées à l'Espace Cardin de Paris en mars 1993. Selon le musée d'Orsay, qui démeot avoir proposé l'acquisition de ces dessins, seul le Musée Van Gogh d'Amsterdam est compétent pour authentifier de telles œuvres.

Fidélités

« Qu'elles sont blanches les femmes de Calcutta...», la voix de Jeanne Moreau sur les mots da Duras caresse les filles de soie qui glissent sur le podlum. Printemps/Été 92, l'une des plus belles collections de Claude Montana. Les femmes sont de longues lianes nacrées. Les pommettee, làvres, aourcils, at jusqu'aux cheveux se dessinent d'un trait net. Elles avancent plus hautaines que jamais, dévoilant une jambe, car les jupes sont longues, étroites, fandues. L'ampleur est réservée aux basques des vestes serrées à la taille par une ceinture ou carrément trapèze, aux manches des corsages blancs. Elles sont si fines, ces fernmes, si claires. Elles laissent le souvenir d'un camaïeu, traversé par le bleu intense Montane, et du noir sur la peau dévollée par des décolletés algus que retiennent des berrettes d'or. L'été ne les déshabille pas. Elles se coulent dans des tissus féeriques. Du cuir souple comme du velours, sur lequal joue la lumière. Prêt-à-porter? On aimerait. C'est seulement la splendeur

Tout à l'opposé de Jean-Paul Gaultier, qui persiste à jouer le look sex-shop. Le spectacle obéit à une « progression dramatique ». On voit d'ebord des salopettes bien vastee, arrêtées au-dessus de la politine, fermées à l'encolure per de fines ceintures et des petites bretallee de cuir : première étape d'un hamachemant SF plutôt soft. Progressivement on monte vers le hard et l'extravagance, à coup d'accessoires : chaussures paintes en vernis rouge ou vert, perchées sur da hauts crampons comme des griffes d'ours. Fils de nylon qui servent à fabriquer les perruques bon marché, composent des manteaux à traîne posés sur des corps nus, des tuniques, das robes à franges 1920. Un finol drôle, juste un peu long. Mais on a pu rêver sur les costumes pentalona, les alliances de couleurs vert et marron, sur les fins fourreaux de maille qui redessinent la silhouette...

Quant à Yohji Yamamoto, malgré quelques drapéa rouga flamme, et du blane, il demeure le maître du noir, dea enroulements amples qui accompagnent et etténuent les mouvements. leur donnent une grâce aquatique. Il demeure maître du trompe-l'œil, avec des robes qui d'un coup et d'un côté se prolongent en queue de pie, matre des asymétries atupéfiantes, at de toutes les superpositions.

Christian Lacroix ast lui aussi resté fidèle à son image enso-leillés, bariolée, eu jaune mordant, au rose, aux juxtaposit d'orange et de vert, de pois et de rayures, aux caracos moulant le buste sur des jupes tourbillonnantea. Des jupes de lemules multicolores ébouissantes. Mais voilà que, traversant la Méditerranée, il porte son regard sur les teintes du eable usées par le soleil, où se posent des tachen d'ombre aux formes incertaines, et des dessins d'Afrique. Manteaux, tuniques, diellabas sur des jupea larges... Retour sur nos continents : fourreaux du maille fluide, doux comme le tiédeur du crépuscule.

Les roses, les bleus, les verts de Christian Lacroix, on len retrouve sur les pages de Pêlemêle (éd. Thames et Hudson), livre consecré, avec la collaboration da Patrick Maurias, à ses souvenirs. It s'y raconte, disert et secret, comme quelqu'un qui se masque de lumièra. Du livre se dégage de la mélancolie, quelqua chose à voir avec le regret de ne pas pouvoir retenir l'éphémère, et qui donne à l'insolance joyeuse de ses vêtements le charme de la fragilité. « On e trop dit, écrit-il, que nous vendions du rêve... Mon but n'est pas de travestir le réalité, mais d'en sublimer les moments heureux. »

COLETTE GODARD

Film aspagnol de Padro Almo dover (1984) (v.o.).

Magazine : Macadam. Mister Swing, de Philippe Ros.

ARTE

20.40 Documentaire:

Rendez-vous à Tirana. De Lite Begeja. 22.15 Cinéma d'animetion : Le Mot d'ordre

ou Parulla. De Gêzim Cendro.

22.25 Cinéma d'animation : Le Rêve invulnérable. De Robert Cafzezi.

23.45 Série: Monty Python's

A toi de jouer, petit. De Franck C. Schroeder,

FRANCE-CULTURE

0.15 Musique ; Flashback.

musée de Nantes.

20,45 Dramatique... Le Fiencé, de Murion Bierry. 22,35 Musique : Opus.

0.05 Rencontre au clair de la

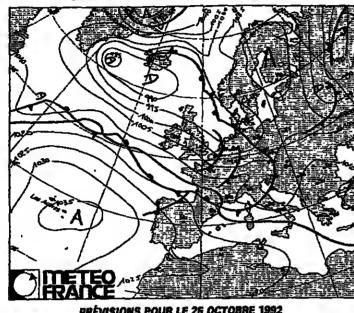
muit. Louis Magnard, éditeur.

FRANCE-MUSIQUE

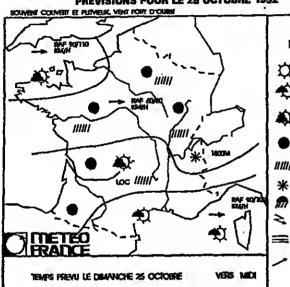
Flying Circus. M 6

22.30 Téléfilm :

SITUATION LE 24 OCTOBRE A 6 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 OCTOBRE 1992



Dimanche : des nueges, de la pluie et un fort vent d'ouest. — Du nord des Alpes au Nord-Est et aux

Sur Bretagne, Normandie, Pays de le Loire, Ile-de-France, la matinée sera très nuequued, avoc des bruines, Dans l'après-midi, le temps deviendre insta-ble et variable, alternant entre les nuages, les averses et quelques éclair-

En Aquitaine, Charentes, Midi-Pyré-nées, Umousin, Auvergne et Rhône-Alpes, pas beaucoup d'évolution en cours de journée : beaucoup de nuages at des bruines ou des petites pluies.

Seules les régions Languedoc-Rous-silon, Provence-Côte d'Azur et Corse seront épargnées par le mauvais temps et conserveront un temps peu nuageux

toute la journée, avec de belles écleir cles.

LECENDE

DESCRIPTION OF

台灣羅

MEAGELX COMRES EDANICES

TREE NUMBER

IIIII OU BRINE

CRACES

BOOK F

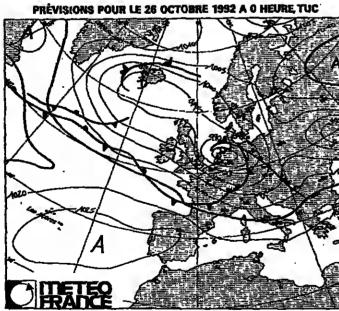
* NEGE

M

Le vent d'auest sera fort. Sur les côtes de la Manche, il souffiera avec des rafeles attelgnant 110 km/h. Sur une molté nord du pays, il atteindre periois 80 km/h, et, entre le fittoral et la Corse, le vent souffiera jusqu'à 100 km/h.

Les températures manimales avoisine-ront 10 degrés le long des côtes atlan-tiques, 8 degrés sur una grande parae du pays, localement 6 degrés dans le Nord-Est.

Les températures maximales seront comprises entre 11 et 13 degrés au Nord, 14 à 16 degrés au Sud, 16 à 18 degrés sur le pourtour méditerra-néen, voire localement 20 degrés.



TEMPÉRATURES : Valours extrê le 23-10-1992 à 18 houres TU	maxima - minin mes relevões entre C et le 24-10-1992 à 6 he	ures Ti	t tem le	ps obs 24-10-	92
ILLE 12 4 9 ILMOGES 9 5 0 ILMOGES 9 5 0 ILMOGES 9 7 0 MARKETILE 23 3 0 NAMEY 9 5 6 NAMES 14 0 0 PARIS MORTS 12 14 0 0 PARIS MORTS 14 10 0 PERPERSAM 19 12 11 REPRESAM 19 12 11 REPRESAM 10 5 0 5 REPRESAM 10 5	AMESTERDAM 11 ATHERES 28 BANGKOE 22 BARCEJONE 18 BELERADE 15 BERLIN 7 BERLIN 7 BERLIN 7 BERLIN 29 BERLIN 20 BERLIN 2	NO DEBCHNORDO DOND	MAGRID MAGRAKI MEXICO MILAN MEXICO MILAN HONTRÍA HONTRÍA HONTRÍA ROSEO NAUGORI NAU	268 29 17 14 10 10 16 16 17 18 18 18 18 19 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11	13 D D 22 C D D 20 C D D D D D D D D D D D D D D D D D D
A B C chel church		2	P	T tempére	# neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météoroi

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signaté dans « le Monde radio-télévision » : O Film à éviter ; « On peut voir ; « Ne pas manquer ; » e « Chef-d'ouvre ou classique.

Samedi 24 octobre

22,35

Sameur 2
TF 1
20.45 Série : Colombo. 22.25 Magazine : Ushuala. Au Kazekhsten (2* pertie) ; Mission Antarès ; Les acrobates du pays dogon ; L'homme des profondeurs ; Skysurf.
 23.30 Magazine : Formule foot. Présentation de la 12 journée du Chempionnet de France. 0.10 F1 Magazine. Grand Prix de formule 1 du Japon.
formule 1 du Japon.

20.50 Magazine:
La Nuit des héros.
Présenté per Michel Creton.
22.35 Visages d'Europe.
22.40 Magazine: Double jeu.
Présenté per Thiery Ardisse.
Spécial paranomal. 23.55 Journal et Météo 0.10 Magazina : La 25 Heurs. Présenté par Jacques Parrin.

F 3 20.45 Série : V comme vengeances. Suite en noir, de Jeen-Pierr Marchend. 22.15 Soir 3 et Météo. 22.15 Soir 3 et Meteo.
22.40 Magazine ; Vis-à-vis.
Eyal et Jawad ; Israèl-Palestine, l'heure du dialogue, de
Patrica Barrat et Kim Spencer.
Rencontre entre Eyal, un encien
soldet israélien, et Jawad, un
combettent de l'imitade étalé à
Paris.

23.35 Magazine ; Salut Manu, Présenté par Manu Dibengo. 0.20 Continentales club.

CANAL PLUS

21,55 Flash d'Informations. 22.05 Documentaire: Zèbres. 23.00 Magazine: Jour de foot.
Buts et extrats des matches
de la 12 journée de Championnet de France de D1.

23,30 Cinéme : Souhaitez
ne jamais être invité.
Film caradien de Jack Les
Thompson (1981).

1.15 Cinéme : Qu'est-ce que j'al fait pour mériter ça ! m

TF 1

20,40 Cinéma :

19.30 Sdiráe lyrique. Opéra (donné le 19 octobre 1991 au Théâtre national de Munich): Lucia di Larunermoor, de Donizetti, per le Chour et l'Orchestre de la Radio baveroise, dir. Michel Plasson; sol.: Edita Gruberova, sopramo, Francisco Araiza, Class H. Ahnajo, Ferdinand Seiler, tánors, Paolo Gavenelli, barytor, Hans Franzen, basse, Helena Jungwirth, mezzo-soprano. 23.35 Ciné-radio Days. Per Fran-cois Janny.

0.30 Sortilèges du Flamenco. Par Robert J. Videl. 1.02 Meestro. Par Hillene Pierra-kos. Josef Krips.

Dimanche 25 octobre

	L'Epreuve de force, a Film américain de Cant Eas- twood (1977).
O' 15	Magazine : Ciné dimenche.
22.45	Cinéma : Funny Boy, a Film français de Christian Le Hemonet (1987).
	F 2
20.50	Cinéma: Diabolo menthe. II Film français de Diana Kurys (1977).
22.30	Visages d'Europe.
	Magazine : Bouilion de culture. Des formes et des couleurs.
•	F3 .
20.45	Magazine: La Chesse et les chesseurs. Débet avec Ségoibne Royal, ministre de l'environnement et Plerre Dellant, président de l'Union des chesseurs.
22.05	Magazine : La Divan. Invité : Terence Young.
22_30	Soir 3 et Métio.
22.55	Dessins animés. Bad Luck Blackie (1949) et Slap Happy Lion (1947) (v.o.).

23.10 Cinéma : La Tour des ambitieux. == Film américain de Robert Wise (1954) (v.o.). 0.50 Musique : Portée de nuit. **CANAL PLUS**

20.35 Cinéma : L'Autre. U Film franco-italien de Bernsı Graudesu (1990). 22.05 Flash d'informations.

22.10 Magazine : L'Equipe du dirnanche. Présenté par Pierre Sied. Football ; cyclisme. ARTE 20.30 Documentaire:

Révolution de palais. De William Karel. 20.40 Documentaire: Une semaine en cuisine. De Jean-Louis Comoli. 21.40 Entretien: Le Plaisir. De William Karel. Avec Jean Claude Carrière, écrivein. 21.55 Entretien : Le Corps de l'eutre. De Philippe Grandrieux. Avec Juan David Nasio, psychana22.10 Documentaire: Le Cochon. De Jeen Eus-tache et Jeen-Michel Berjol. 23.05 Entretien : Histoire (s). De Philippe Grandriaux. Avec Jacque Le Goff, historien.

23.10 Court métrage : Un dimanche chez le pâtissier. 23.15 Entretien:
La Cuisine des dieux.
De Philippe Grandfeux. Avec
Jean-Pierre Vernant, professeur au Collège de France.

23.40 Court métrage : La Ricotta. De Pier Paolo Pasolini.

M 6 20.35 Magazine: Sport 6. 20.45 Magazine: E = M 6. Sommes-nous seuls dens l'uni-vers?

22.25 Magazine : Culture pub.
D'Anna Magrien et Christien
Slachas. Spéciel Etets-Unie. La
saga des élections américames : La guerre du téléphone ; Planète bus. 22.55 Cinéma : Samanka, l'île des passions, o Fin français de Jack Regis (1982).

0.25 Magazine : Métal soprass. FRANCE-CULTURE

20,30 Atelier de création radio-phonique. Un métire de

guerre.

22.35 Musique : Le Concert (donné le 13 octobre à Redio-France). Transcontinentales : sons traditionnels et improvisations jezz. Avec Pablo Cueco, zarb, percussions : Didier Petit, violoncelle : Denis Colin, clarinette besse. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (donné le 4 juin à Radio-france): Musique tradi-donnelle d'iran, per Hossein Ali Zadeh, tar et setor. 22.33 Auto-portrait. Par Cécile Gilly Georges Benjamin.

Georges Benjamin.

23.35 L'Oisseur rare. Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano. Thème varié op. 16, Manuet pour piano en sol méjeur op. 16, immodución et Toccata pur piano, de Paderawski il San-YAlessio, extraits, de Landi Custuor à cordes ar 1 en rémineur, de Ariaga; Variations sur un trème de Carmen, de Horowitz; Oix sketches pour orchestre de Skakottes.

1.00 Les Festivaleires du varan. 1.00 Les Pantaisles du voya-geur. Per François Picard, Iran. Cheram Nezen, chent.

CARNET DU Monde

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire à

Anthony Paul WHITNEY

pour ses dix-buit ans, le 26 octobre 1992.

« Chaque age a ses plaisirs, son esprit et sex meurs.» Art poétique.

Mariages - M. et M. Albert BRIQUET, M. PY-MOREL, Le docteur et M- Jean-Jacques FOURNEL, nat la joie de faire part du mariage de

Anne et Frédéric.

Décès

Caen, le 24 octobre 1992.

- M= Comille Bensoussan

M. et M. Jean-Claude Be Nelly Bensoussan. 20,35 Magazine : Fun glisse. 20,45 Téléfilm : Vivre sans elle. De Waris Husseln.

M= Geneviève Be Michèle Ridoret, t leurs enfants, Sa familie. Ses amis, out la douleur de faire part du décès tie

M. Serge BENSOUSSAN.

20.30 Photo-portrait, Henri-Claude survenu le 22 octobre | 992, A l'âge de

L'inhumation aura lieu le 26 octobre, 10 h 45, an cimetière du Muntpar-

64, rue Fondary. 75015 Paris. - On nous prie d'anunneer le décès

Pierre DELBES.

docteur de l'Institut entional des langues et civilisations orientale

De la part de

M= Pierre Delbès, Annie et Pascal Meriel, Mathieu, Thomas, Benoît et Pierre,

4, pare de la Bérusatre. 92210 Saint Cloud.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

- Me Rachel Garber. née Rachel Gordon, son épouse,

monde Garber.

son frère, Les familles Charmatz et Pupier, icurs enfants et petit-fils, Tous leurs nombreux parents et ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Mathies GARBER, ingénieur chimiste, retraité du CEA de Marc

sarvenu le 19 octobre 1992 à Avigne L'inhumation aura lieu à Halfa, en Israel le lundi 26 octobre.

84000 Avignon. 18 A. Sinal Avenue, Halfa (Israel).

- Eric, Sylvie, Alain Gibert, onl le très grand regret d'anno mort subite de feur père

Poland CIBERT. chevalier de la Légion d'ho

12 1000 1 -1 1

g -21 =70

mg 1 51 2

act Fig.

gray service

P 94

. y-.as

19 de 17

F . 74 %

7 . 7

42 2 4

. .

7

36 2

4.3

* 1 80

1 pm.

33 takes 2

7 1 1 -

* on all par

1.14

2000

1000

2 20

 $t \neq t_{\mathsf{App}}$

er are, gra

. *** 4

نت ن_ي

2

71 kg

13: 1

, . T

survenue le 19 octobre 1992 à Mont-

L'inhumation aura llen dans l'inti mité familiale le 27 octobre.

Le présent avis tient lieu de faire

Anniversaires Il y a nn an, le 25 octobre 1991,

Jeanne GONFREVILLE

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants se souviennent d'elle avec affection, Pensons à clie...

38, rue des Cévennes, 75015 Paris.

 Dans le génocide des juifs d'Usion soviétique qui a sulvi l'occu-pation d'Odessa, le 25 octobre 1941, par les forces allemandes et roumaines, ont été assassinées

Zhiz LANDESMAN, nce Robinstein.

ct sa fille

Rebecca ZILBERBERG

Leurs familles, en France et en Russie, n'oublient pas.

Nos abomés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5896 HORIZONTALEMENT

I. Dame de piques. Ne mettait quand même pas le quantier en émoi. II. Dame de cœur. - III. S'étale souvent de tout son long sur un parquet ciré, Préfixe. Dame de trèfie. - IV. C'est, à la fois, doux et coton. Joue mai du tambour. Pur, sur 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 V. Sigle. Plus d'un en est revenu avec une II les hauts sommets, moitié en moins. court. Nous errête IV quend il n'est pas. V quend II n est pas V
courent. Moins vi
conrus quand ils sont
c dits > - VII. Retient
ce qu'on veut thi faire VIII
c lächer > Préposition. Sept grosses x
têtes récures par un
groe brae. Pertie du XI m o n d e. - XIII
VIII. Conjonction. XIII
Article étrenger. XIII
Orientstion. Flottant XIV
ou pas, il est inférieur XV
au niveau des côtes.

au niveau des côtes. - IX. Déployer. Commode, pour Merc Aurèle, - X. Sensuelle. Se montrer rebelle à toute obélesance. - XI. Extraction. Façon de pleuvoir. - XII. Ne se conserve pes avec le All, Nes Collisive pas avec to froid a. Imponderables. –
 XIII. Obliger a repartir de zéro. Tête de bétail. – XIV. Jambonneau. Sans affectation. – XV. Pronom. Pauvent faire voir en noir ce qu'on voyait en rose auparavant.

VERTICALEMENT

1. Revient à tout bout de chant. 1. Revient à tout bout de chant. En France. – 2. Forme d'avoir hypo-thétique. Voltige se vie durant. – 3. Est généralement plus heureuse au jeu qu'en affaires. Ob l'on risque de couler pour avoir trop « nagé ». — 4. Moins grea quand its sont petits. Peut être sérieux tout en filr-tent avec la licence. – 5. Elément tant avec la licence. — 5. Elément de certains mouvements de « grève ». On peut en prendre de la branche. Tirée de l'obscurité. — 6. Coordonne. Le bol, quend le mesure eet pleine. Diplomete. — 7. Calculs posant des problèmes. Au Cameroun. Coule à l'árranger. — 8. Mit Badinguet dans de beaux draps. A l'origine d'une saille. L'un grignote, l'autre capitalise. — 9. Préposition. Comprend de nombreuses

lies. Participe. - 10. Animal. Dans une pièce d'eau, ltinéraire abrégé de la course du soleil. Se rase de plusieurs façons. — 11. Le bon est le plus mauvais de tous. Symbole. Terme musical. — 12. Regagner un bien précieux après e'être montré patient. Se montrer ettachent. — 13. Tels des points de rotetion. Opére une hebile soustraction. Quartier de Liverpool. - 14. Ne veut pes porter le chepeau. Est l'objet d'horreur ou de piné. - 15. Passage d'un élément à un sutre. D'une dipiomatie tortueus

Solution du problème nº 5895

Horizontalement 1. Poivrotes. - II. implicite. -III. Toee. Etrs. - IV. Onglée. -V. Nos. II. If. - VI. Ci. Orenne. -VII. Est. Oside. - VIII. Eu. Ers. -IX. Subulé. - X. As. Neuf. - XI. Ce.

Verticalement

1. Pitenes. Ssc. - 2. Omo. Ciseuse. - 3. Ipsos. Tub. - 4. Vian. Uns. - 5. Ri. Girofiée. - 6. Ocelles. Eut. - 7. Tite. Nilé. Fa. - 8. Etreindre. - 9. Sée. Fées. Dé.

GUY BROUTY

* ***** *

BILLET

Le risque financier en hausse

Une banque sur deux ou presque affichant des pertes semestrielles, de jeunes compagnies d'assurances en difficulté, un marché boursier en baissa et peu actif : le système financier français traverse une période difficile. Un accident aurait des conséquences catastrophiques sur l'ensemble de l'économie, transformant le stagnation économique en déflation. Les autorités disposent-elles des moyens de l'éviter?

Comme le souligne le rapport que le groupe de travail du Plan animé par M. Christian de Boissieu, professeur à l'université Paris-I - vient de rendre public (1), les réformes financières manées en France au cours des années 80 ont certes contribué à améliorer l'efficacité des circuits de l'argent. Mais la déréglementation, les innovations technologiques et la concurrence internationale ont aussi conduit à une fragilisation du système, Les années 90 seront marquées, d'après les experts du Plan, par «une

aggravation des accidents potentiels». Aujourd'hui, avec la crise de l'immobilier, la baisse de la Bourse et les difficultés croissantes que connaissent les PME, les intermédiaires financiers (banques et assurances) s'avancent sur une voje dangereuse, Or, dans ce secteur, le moindre accident pourrait, par un « effet domino » classique, provoquer des réactions en chaîne. Le dépôt de bilan d'un grand promoteur immobilier amènerait la faillite d'une banque moyenne et des difficultés pour ses clients. Dans le commerce de l'argent, le sécurité et le confience sont des éléments essentiels. Les gouvernements sont, de ce fait, fonctionnement des systèmes financiers. L'efficacité des mécanismes de contrôle et de surveillance des institutions financières préoccupe. Après le scandale de la BCCI (le Monde du 24 octobre), le Banque d'Angleterre vient de se faire taper sur les doigts à ce sujet. Aux Etats-Unis, au Japon et en Suède, le gouvernement et la

bancaire. Affirmant que l'on ne devrait pas connaître, en France, de e faillites bancaires ouvertes ». les experts du Plan se montrent confiants à l'égard des autorités Il y a, selon eux, « une meilleure conscience et donc une montée des préoccupations liées aux risques ». Certains professionnels sont moins optimistes et appellent à une . mobilisation pour éviter, notamment, que la crise de l'immobilier parisien ne plonge l'ensemble du système financier. puis l'économie française, dans la déflation tant redoutée.

banque centrale n'hésitent pas

à intervenir pour éviter une crise

(1) Prospective fluancière: banques, assurance, marchés. Groupe Prospective financière et bancaire, septembre 1992, La Documentation française, 199 pages,

ERIK IZRAELEWICZ

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

e Ventes de détail : + 0.2 % en septe Les ventes de détail ont augmenté de 0,2 % en septembre par rapport à août, ce qui porte à 1,5 % la hausse annuella. Ce résultat en données provisoires corrigées annoncé mercredi 21 octobre per l'Office central de statistiques (CSO), dépasse las prévisions des experts. Les analystes prévoyalent en effet un recul de 0,2 % pour la mois nt une haussa annuella de 0,7 % seule-

25 au 29 octobre au Parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denia). Cette manifestation, réservée aux professionnels et qui se tient tous les deux ans, permet au détour des quatre mille exposants venus de soixante-douze pays d'entrevoir les grandes évolutions de la consommation alimentaire, Sur fond de crise, l'houre est au ralentissement de l'innovation sous la pression de consommateurs perdus devant la multiplicité de l'offre, qui souvent ne correspond plus à leurs

attentes, et soucieux de dépenser moins ou mieux. Les deux derniers salons avaient consacré les produits allégés et multiplié les innovations de conditionnement. Le paraître dans tous ses états était roi, aussi bien dans l'illusion d'une ligne retrouvée grâce à une nourriture moins riche que dans la création d'emballages pour séduire l'acheteur potentiel Tout était bon pour la forme. Mais sur le fond, le leurre nurs duré jusqu'à la guerre du Golfe en jan-vier 1991,

Le choc fut brutal et aussi excessif, avec la constitution momenta-née de stocks, mais ses effets perdurent, tant sur le plan du comportement que dans les menta-lités. Le conflit a stoppé la gabegie d'achats, accèlère la prise de dis-tance avec l'alimentation gadget, avec la publicité et augmente la définnce face aux produits « allé-gés », dévoyés à farce d'être décli-nés.

Le 15- Salon international de

l'alimentation (SIAL) a lieu du

De plus, la situation en Europe de l'Est, le drame yougoslave, sans parler de la famine en Somalie, ont instillé des germes de mauvaise conscience. Plus question d'acheter a importe quoi. Pas question non plus de sombrer dans le misérabi-lisme et de renoncer à la conviva-lité des renon. Le-consommateur lité des repas. Le-consommateur oscille donc entre la recherche dn plaisir, la découverte de nouvelles saveurs en évitant les écueils du soperficiel ou du superflu. La tâche est d'autant plus délicate qu'il navigue à vue entre les gondnles des épiceries ou les paquebots des grandes surfaces, comme le révèle le «PAF» (Paysage alimentaire français) que vient de publier la

Depuis une quinzaine d'années, cette société étudie l'évolution des mœurs alimentaires françaises en suivant à la trace deux mille cinq cents personnes dont elle photogra-phie la consommation. Le consom-

les plans. Il ne sait plus à qui se fier pour manger équilibre nyant entendu des discours nutritionnels ouvent contradictoires un fil des souvent contradictoires nn fil des ans. Il ne sait plus que choisir en faisant ses courses, submergé par l'abondance de produits, dérouté par les gammes de déclinaison d'un même aliment quand ce n'est pas par son coût. « Imaginez : le marketing alimentaire est ue qu'actuellement on ne dénombre pas moins de cent cinquante mille produit différents, s'indigne M. Jean-Pierre Fourcat, directeur de Cofremen-

Ouverture du 15^e Salon international à Villepinte

Les industriels de l'alimentation

Fourcat, directeur de Cofremea-France. Trois vies seraient à peine suffisantes pour qui voudrait goûter chaque jour l'un d'entre eux.» Effet pervers de cette segmentation excessive, le consommateur a

tion excessive, le consommateur a parfois l'impressinn d'avoir été grugé. Le produit anquel il était habitué ac devait pas être si bon, puisqu'il lui est présenté sous d'autres formes, soit amoindri (moins de sucre, de matière grasse), soit enrichi (plus de vitamines, de libres). Dans le doute, il préfère alors l'abandonner et revenir vers alors l'abandonner et reveuir vers les aliments de base qu'il connaît et – pourquoi pas? – vers des pro-duits présentés comme naturels. Cette désaffection est d'autant plus forte dans une ambiance de morosité économique où le chômage augmente et où le pouvoir d'achat des ménages – sans pour l'instant régresser – a enregistré une cassure nette dans sa progression. D'où la préoecupatinn d'acheter mnius

Recentrage vers les valeurs stires

Les distributeurs, conscients des limites de leurs étalages et sans doute du revirement de leurs clients, ont quant à eux «incité les industriels à la modération en matière d'innovation», révèle un document présentant les grandes tendances du SIAL. De leur côté, les fabricants se sont concentrés dans leurs programmes de recherches sur des valeurs sûres plutôt que a de multiplier les pistes de recherche de nouveautés « tous azimuts » comme cela avait été le cas dans la période 89/90 », indique le même document.

Ce recentrage ne remet pas en cause les grandes tendances relevees depuis queign comme la déstructuration des repas ou le développement du mignotage. « Aujourd'hui, 29 % de la populae Aujourd'hui, 29 % de la popula-tion française mange plus de trois fois par jour, ce qui est un chiffre encore faible par rapport à d'autres pays développés », observait récem-ment M. Georges Lecailler, vice-président de BSN, pour expliquer l'augmentatinn des ventes de barres chocolatées ou méréalibres barres chocolatées ou céréalières

face à des consommateurs déboussolés véritables éléments de repas ». De la même façon, les snacks salés « ne sont plus seulement des biscuits

apéritifs mais de véritables coupe-faim », ajoutait-il. faim », ajoutait-il.

«Etre silv, être vite, être bien. Ce slogan qui vantait les mérites de la DS Citroën pourrait être aujour-d'hui celul de l'alimentation moderne», affirme M. Roland Violot. Pour le président du SIAL, ce tryptique englobe la qualité, la sécurité des mets proposés, leur rapidité de préparation ou de cuisson, la recherche d'un équilibre nutritionnel. Sans oublier le plaisir de la dégustation seul mais surtout de la dégustation seul mais surtout à plusieurs.

Les caddies de la sagesse

Ce souci de convivialité, qui de Ce souci de convivialité, qui de tous temps a existé, reprend de l'importance actuellement quel que soit le type de repas. Il se traduit notamment par l'achat de temps à autre de produits haut de gamme (pain, boisson, fromage, ou plau mitonné par un grand chef). Voyageant moins à l'étranger, les Français pratiquent l'exotisme culinaire non seulement en s'intéressant aux crisines étrangères mais aussi, fuit cuisines étrangères mais aussi, fait nouveau, aux spécialités régionales. Signe sans doute qu'un maillon de la chaîne s'est brisé dans la transmission familiale des recettes culinaires. Conscients de cette

faille et craignant qu'elle ne s'am-plifie an fil des ans, les fabricants de sucre mènent depuis trois ans, en association avec le ministère de l'éducation nationale, une cam-pagne pour faire découvrir le goût aux élèves et... rappeler au passage que le sucre est un produit naturel et festif. Deux notions très prisées en ces temps de crise et qui permettent de contrer l'image de plai-sir ganrmand qu'a attribué la publicité aux édulcorants de syn-thèse. Mais, comme pour les allé-gés, le débat se limitant su domaine du subjectif, il ne contri-bue qu'à brouiller un peu plus l'opinion de l'acheteur. « Aujourd'hui, un caddie n'est

plus rempli comme dans les amées 80 par impulsion ou gaspillage », raconte M. Rubert Rochefort, directeur du CREDOC, Centre de recherche et de documentation sur la consommation. «Le consomma-teur sage des années 90 y met tout d'abord des produits de base parfois sans marque pour ne pas dépenser trop. Il en ajoute d'autres à valeurs fortes (faisant référence à l'écologie ou à la santé) et non promus par des campagnes publicitaires superfi-cielles. Enfin, quand il en a les moyens, il aisse un peu de place aux mets de plaisir. » aux mets de plaisir.»
DOMINIQUE GALLOIS

rio Fiorini, administrateur délégué de Sasca Holding, une société financière de Genève, n été inculpé de fraude et

scroué le 22 octobre. La justice gene-

Afin de faire face à la concurrence internationale

La Commission de Bruxelles veut pouvoir négocier elle-même les droits de trafic aérien

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Alors que le marché unique des Alors que le marche unique des ransports aériens sera réalisé pour l'essentiel au 1º janvier 1993, il devient aberrant, selon la Commission européenne, que les administrations de l'aviation civile de chacun des Douze continuent à négocier de façon bilatérale les droits de trafic avec les pays tiers. M. Karel Van Miert, le commis-saire chargé de la politique des

ransports, constate, par exemple, que les compagnies uméricaines bénéficient de droits de trafic sur le marché des Douze plus uvantageux que ceux reconnus aux com-pagnies européennes par les Ents-Unis. Les américaines npèrent sur 139 routes contre 97 pour les euro-péennes. Ce qui tendrait à prouver, selon M. Van Miert, que le sys-tème bilatéral n'est pas efficace. ll n'est pas question pour la

Il n'est pas question pour la Commission de reprendre en main les quelque 600 accords qui existent entre les États membres et les pays tiers. Elle pose donc le principe que les États membres continueront à négocier des accords bilatéraux, mais en respectant des procédures communautaires et en l'informant ainsi que les pays partenaires. tenaires.

C'est au cas par cas - et par exemple, face aux Etats-Unis ou au Japon - qu'il serait décidé de l'op-

portunité de laisser à la Commissinu le rôle de porte-parole des Douze. Dans cette hypothèse, elle négocierait avec un mundat approuvé par les États-membres et stée d'un «comité de l'aviation civile» où siégeraient des représen-tants des Donze, comme cela se passe dans les négociations com-merciales internationales, pur exemple nu GATT.

Comment expliquer les réti-cences des Etnts membres, et notamment celles de la France? Certains doutent que la Commissinn ait les compétences requises. M. Bernard Attali, président d'Air France, considère, à l'évidence, que les intérêts de son entreprise seront mieux défendus par l'administra-tion française de l'aviation civile. On soupconne aussi la Commission d'être favorable à une approche trop libérale des relations nvec les

Certains États s'interrogent sur la manière dont la Commission répartirait les droits de trafic obtenus par la négociation. Les Francais craignent qu'il n'y ait deux poids deux mesures et que la présence de Sir Leon Brittan, le viceprésident britannique de la Commission chargé de la concurrence, ne se traduise par une préférence accordée aux compagnies privées et anglo-saxnanes. La méfiance

PHILIPPE LEMAITRE

La crise du transport aérien

British Airways va racheter la compagnie aérienne Dan-Air

British Airways va racheter la compagnie sérienne britannique en difficulté Dan-Air. Le géant britannique a annoncé, vendredi 23 octo-bre, qu'il allait reprendre l'ensem-ble des actifs de Davies and Newmann, la maison mère de Dan-Air, en échange du passif de Dan-Air estimé à 26 millions de livres (216 millions de francs). A la mi-octobre, les négociations entre Dan-Air et M. Riebard Branson, propriétaire de Virgin Atlantic Airways, sur un plan de sauvetage de

Dan-Air, spécialisée dans les vols court et moyen-courriers européens et les charters, devra supprimer tnus ses vals charters et réduira à 12 (contre 28 actuellement) le nombre de ses fiaisons régulières. Davies and Newmann va aussi vendre 26 des 38 avions utilisés par Dan-Air.

Le rachat de Dan-Air va provo-

graphique américain Metro Goldwyn Mayer (MGM). Sasca, qui s'était désolidarisé de M. Giancarlo Parretti

an profit du Crédit lynnnais peu après l'acquisition de MGM, semble

avoir été progressivement lâchée par

le banque que dirige M. Jean-Yves

Haberer. Les engagements du Crédit lyonnais sur Sasea - jamais confir-

més - étaient supposés dépasser

2 milliards de francs en 1991. On

ignore à combien ils se montent depuis les multiples cessions d'actifs

Sasea avait annoncé fin 1991 un

plan d'assainissement grace à un dépôt non rémunéré de 700 millions

de francs suisses consenti par le

groupe luxembourgeois Transmarine Holding SA, contrôle par M. Fiorini

oni ont eu lieu depuis.

quer d'importantes suppressions d'emplnis parmi son personnel, British Airways s'étant engagée à conserver seulement de 400 à 600 salariés sur les 2 000 employés de Dan-Air, basée sur l'aéroport londonien de Gatwick. L'opération, n'a pas été approuvée par les autres compagnies britanniques. Le président de British Midland, Sir Michael Bishnp, a critique la concentration opérée par British Airways, qui avait déjà racheté Bri-

l'Europe, Virgin European Airways. Dan-Air a enregistré ses premières pertes financières en 1989 et a été durement affectée par la récessinn et par la baisse de fréquentation des avinns an manacat de la guerre du Golfe. - (AFP.)

Virgin Atlantic a annonce son

intention de lancer une compagnie concurrente de British Airways sur

EN BREF

□ La SNCF commande pour 12 mil-liards de francs de matériel à GEC-Alsthom. - Le conseil d'administration de la SNCF a approuvé, jeudi 22 octobre, une commande à GEC-Alsthom de 135 rames automoteurs, d'une valeur de 5.4 milliards de francs. Ces rames de deux étages sont destinées à remplacer le matériel ancien en lle-de-France. Elles scront livrées à partir de 1994 à raison de deux unités par mois. Une antre commande porte sur 103 rames d'un montant de 6,6 milliards de francs. Ces rames différentes des premières mais, elles aussi, à deux niveaux sont destinées à la future ligne Eole de la SNCF ainsi qu'aux RER A et B que la SNCF exploite en commun avec la RATP. Cette deuxième opération est liée à une commande concomitante de la RATP portant sur 40 rames dont 17 fermes, qui n'a pas encore été approuvée par le conseil d'administration de la Régie.

 M. Ballador précouise de ramener à 50 % le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu. - L'ancien ministre de l'économie et des finances Edouard Balladur estime souhaitable que le taux marginal - le plus élevé - de l'impôt sur le revenn soit à terme ramené de 56,8 % à 50 % et que le nombre des tranches du barême soit réduit de treize à quatre ou cinq. Dans un entretien public samedi 24 octobre dans le Figaro Magazine, M. Balladur ajoute cependant qu'eil est inutile de promettre de le faire rapidement», car a la promesse ne serait pas tenue». Concernant certaines privatisations prévues par le gouvernement italien, M. Balladur a d'autre part déclaré à l'hebdomadaire italien Milano Finanza que sa politique de a noyaux durs » en France — lancée en 1986 — pourrait servir de modèle à la Péninsule. «Le problème des noyaux stables se pose chaque fois qu'il faut organiser le retour au secteur privé», a-t-il précisé.

L'OCDE approuve les mesures de redressement du gouvernement italien

Appelant à une nouvelle réduction du déficit public

par le gouvernement italien pour assainir la situation économique et financière du pays n déclaré en subs-tance à Paris, jeudi 22 octobre, M. Philippe Huet, président du Comité d'examen de l'OCDE, nu moment même où, à Rome, le Sénat approuvait de nouvelles dispositions du budget de rigueur italien. Il y n urgence et le pays n'a pas d'autre solution, n ajouté M. Huet.

Le rapport de l'OCDE concernant l'Italie ne sera pas rendu public avant le début de décembre, mais le gou-vernement italien n souhaité que ses principales conclusions soient rendues publiques le plus vite possible dues publiques le plus vite possible pour montrer à l'opinion que la poli-tique gouvernementale était sur la bonne voie. « Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'enjeu pour l'Italie n'a jamais eu une telle

Il faut appuyer les initiatives prises dimension», a ajouté M. Huet. La croissance économique ne devrait pas dépasser 1 % en Italie l'année prochaine et la hausse des prix devrait se stabiliser aux alentours de 5,5 %, encore que les tendances récentes laissent espérer un taux un peu

> quatre ans, un ajustement de cette taille (...) représenterait une réalisa-tion majeure, à peu près sans pareille dans les pays de l'OCDE». Ce qui sacrifices qui attendent l'Italia.

voise reproche au financier italien de n'avoir pas donné à l'office des pour-suites de Genève, organisme chargé des procédures de faillite, un inven-Reste le déficit budgétaire très keste le dericit oudgetaire tres important, à propos duquel l'OCDE estime que, pour atteindre les objectifs écigés par le traité de Maastricht (3 % du PNB au maximum), il faudrait eréduire le déficit public d'environ 2 % du PNB par an à partir de 1993. Maintenu sur une période de taire complet de ses biens en Suisse et à l'étranger comme cela hii nvait M. Florio Fiorini aurait dissimulé des participations et des revenus en provenance de différentes sociétés du groupe Sasea. Cette dissimulation

porterait sur plusieurs millions de francs suisses. Sasea, qui se trouve depuis le mois d'août sous administration judiciaire, avait demandé en juin un sursis concordataire, en COMMUNICATION

L'Italie abaisse son taux d'escompte de 15 % à 14 %

La Banque d'Italie n annnncé, vendredi 23 octubre, soit quelques beures après l'approba-tion du plan d'austérité par le Par-lement, in baisse du taux d'es-compte de 15 % à 14 %. Cette mesure prendra effet handi 26 octobre. « C'est un autre pas vers le redressement, a déclaré le ministre du budget, M. Franco Reviglio, La baisse du coût de l'argent va permettre la reprise, »

Le taux d'escompte avait été porté au cours de l'été de 12 % à 15 % en trois étapes : la première hausse début juillet (de 12 % à 13 %); l'arrivée de M. Giuliano

sulvie d'une nutre bausse, le 16 jnillet, à 13,75 %, puis d'une

troisième le 4 septembre (15 %). Cette dernière baisse était intervenue afin de soulager la pression que subissait la lire dans le système monétaire européen (SME) dont elle a fini par sortir.

> Le Monde L'ÉCONOMIE

raison d'un endettement excessif dû

Après un accord amiable

Les suites de l'affaire Metro Goldwyn Mayer

M. Fiorini, administrateur délégué

de Sasea Holding, a été écroué à Genève

L'homme d'affaires italien M. Flo- à l'acquisition du groupe cinémato-

Les producteurs abandonnent leurs actions contre France 3 et Arte

Les actions en justice lancées par l'USPA (Union syndicale de la production audiovisuelle) à l'encontre de France 3 et la SEPT (la société française fournisseuse de pro-grammes d'ARTE) nut été abandnnuées à la suite d'engagements des deux sociétés. France 3 faisait l'objet d'une assignation en référé pour non respect de ses quotas de production audiovisuelle en 1990 et 1991. Par ailleurs, l'USPA avait déposé un recours en dommages et intérêts devant le Conseil d'Etat

après la décision du gouvernement de préempter le 5º réseau en faveur d'ARTE. La chaîne franco-allemande, contrairement aux chaînes françaises, n'a pas d'obligation de production de programmes audiovisuels. L'accord prévoit que la chaîne du service publie reprend trois séries de l'ex-Cinq qui seront comptabilisées en plus de ses obli-

gations. De son côté, la SEPT a accepté de consacrer chaque année 15 % de son chiffre d'affaires à la production d'œuvres françaises.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 19 AU 23 OCTOBRE 1992

PARIS

Satisfaction minée

« Certes actobre INDICE CAC 40 est un mois particullèrement dange-reux pour spéculer en Bourse, Mais il en est d'autres : tembre. evril. na vembre, mei. mars, juin, décembre, soût et

févriers. Catte réflexion prêtée à l'écrivain américain Mark Twain e fait florès tout au long des séances marquant le cinquième anniversaire du krach. Mais enntrairement à 1987, eucun vent de panique n'e souffié kindi 19 octobre ni les jours suivants sur les pleces mondiales, Au contraire, le marché e été porté par un vent d'Est annonçant une détente des taux d'intérêt ellemands. L'espoir soulevé a été tel qu'il a entraîné une hausse moyenne de 6,14 % en cinq séances, du jamais vu depuis plus de quatre ans. La première semaine de février 1988, qui mettait un terme à près de quatre mois de crise, s'était traduite par une envolée de 10 %. Ce redressement permet d'atténuer les pertes enregistrées tout eu long du terme boursier qui e'est achevé vendredi sur un score négatif (-3,42 %). Il permet aussi à l'indice CAC 40 de revenir enfin à ses niveaux du

Dès lundi, des rumeurs évoquant une détente de la politique monétaire ellemande couraient sur le marché obligataire et gagnalt rapi-dement celul des actions. Cette perspective assembelle pour relan-

péenne provoqueit une heusse pru-dente des valeurs (+0,89 %). À la modération succéda le lendemain la fébrilité quand, outre-Rhin, la banque centrale, aprèe avoir indiqué qu'elle revenait à des procédures d'adjudications à taux variables, convoquat les dirigeants des banques abernandes pour leur indiquer qu'elle souhaiteit voir baleser les taux à court terme. A Paris, dès l'nuverture, l'indice CAC 40 e ap-précisit de 1,57 % et repasseit au-dessus du sauil des 1 700 points. L'élan était tel qu'il permit de finir le journée sur un gain de 3,11 %.

L'allure avait-elle été trop soute nue? Peut-être, et les deux séances suivantes furent empreintes d'un certain scepticisme (-0,52 % mercredi, +0,49 % jeudi). En ravanche vendredi, le marché repertait de l'avant (+2,06 %), encouragé per la fermeté du MATIF qui e attaint ses plus hauts niveaux depuis août

Un marché à deux vitesses

Ce regain d'activité, abservé principalement mardi et vandradi, n'e cependant touché que les plus grosses valeurs de la cote, et principalement celles qui composent l'indice CAC 40, «Nous sommes maintenent dans un marché à deux agent de change. «C'est très préoccupant de voir que l'essentiel des transactions concernent à peine quarante valeurs sur les huit cent trente enregistrées à la cote officielle et sur le second marché».

Electricité et électronique

23-10-92

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

363 120

29 002 798

R. et obl.

Premier ...

Demier

Distribution

114,50

Offf.

+ 180 + 21,20 + 23,90 - 12 + 56 + 33 - 112 + 65 lack. - 40

on cap. |F

A ce monif d'inquétude s'en aloutant deux autres ; l'absence de nouvelles entrées sur le merché et surtout la suppression continue de nombreuses valeurs qui cont absorbées par d'autres ou retirée. de la cote par leurs actionnaires. La semaine a été perticulièrement

riche en ce domaine. L'opération la ofus spectaculaire fut sans contests l'annonce des perités retenues pour le fusion du groupe Lagardère : 11 actions Hechette vaudront 5 actions Matra. Jeudi, fors de la reprise des cotations de ces deux valeura, Matre s'apprécia de 11,2 % et Hachette chuts de 18,9 %. Le marché s'est einsi sjusté sur les pentés retenues. De nombreux boursiers ent été surpris par la décote infligée au groupe de communication, une dépréciation due avant tout aux provisions constituées pour La Cinq en attendant le jugement du tribunei de commerce de Paris.

Sur fond de crise, Suez e pré-senté des résultats semestriels améliorés en exploitation, mais obérés par des provisions dans l'immobilier. Les cotations de sa filiale CFI (Compagnia foncière inter-nationale) ont été suspendues dans l'attente d'une OPA (offre publique d'achat). En cas de succès, cette société sera retirée de le cote pour être absorbée par la Banque la Hánin. Quant au holding Sogérap, qui va être rapris par son action-naire majoritaire Elf Aquitaine, il s'est apprécié de 24 % mercredi, jour de la reprise de ses cotations. Il s'ajustait ainsi avec les parités

Immobilier et foncier

Investissement

23-10-92

73,80 +

73,00 + 689 + 1064 + 1067 + 264,90 - 788 + 106,20 + 135 + 334,50 + 307 - 225,50 + 231,70 -

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

2 534 331

98,7 84,1

110,92

111,28

et portefeuille

at E

Carlorge Cop. .. Carino Gaich . Ch. Dior Onl. .

ELF Sencé Um. Ac. Faris ...

16-10-92 19-10-92 20-10-92 21-10-92 22-10-92

20 357 925 30 186 724 42 688 542 149 854 1 071 248 178 762

31 106 751 22 114 093 34 250 685 45 401 635 43 425 752

98,8 84,5

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

18.5

Diff.

2,65 59 22

3,50 22 6,20 5 24,50 10,10

Balss

23,2

143

40 842 840

111,10

111,22

proposées pour l'échange de titres. Dans le cadre de la simplification de ses structures, le groupe Worms a annoncé une double OPE foffre publique d'échange) sur deux

de ses filiales, la banque Demachy Warms et la Financière Truffaut holding détenant les participations du groupe dens le luxe. Parmi les reculs les plus sensi-

bles en fin de semaine figuraient le certificat Crédit Iyonnais (-8,8 % vendredi) en raison de plusieurs mauvaises nouvelles : le dossier Saséa, les prévisions de résultats défavorables chez Usinor-Sacilor les difficultés du Groupe Pierre 1 et le coût du rachet éventuel de la BfG. De son côté, le constructeur de voitures ministures Majorette a anregistré un nouveau plongeor (-25 % jeudi et incotable à la baisse vendredi) après la publication de ses comptes semestriels au BALO (Bulletin des ennances légales). Avec le terme d'octobre sparaissent de la cote officielle les Mines de Salsigne, dont les cours - en raison des déboires de l'entreprise - ont chuté de 99,3 % en onze mois terminant à 1,10 francs. Dès lundi, la seule mine d'or française ne brillera plus de ses feux sur le marché à règlement mensuel. Y errivere le groupe de travaux public, Fougerolle, transféré du comptent. Mais cette radiation de Salsigne est à elle seule tout un symbole pour la Bourse. Celui d'un filon de valeurs qui s'épuise sans nouveaux gisements à exploiter. DOMINIQUE GALLOIS

Métallurgie, mécanique

	23-10-92	DIT.
manudifetalbur.	172	- 6
Appendit Apleting.	345	+ 10
De Dientek	1489	+ 35
	242	~ 24
	274	~ 21
agris letjustrie	160	77.5
STREET, SAME	67	+ 0,50
echiney Ci	230	- 12
echiney lot	191,70	+ 21,70
	. 925	+ 37
trafor Fecom	508	- 61
elec	140	+ 15,
diones:	111	- 34

	23-10-92	Diff.
Anglo-American	101	+11
Do Sacra	25,10 80,60	+ 1,20
Driefortein	40,00	+ 1,80
Seator	11,55	+ 0.50
Randonnia	14,60	+ 1,80
Spiete-Holmes	19,60	+ 0.90
Pétrole		

23-10-92 DITT. 85,30 343,70 241,60 740 885 240,20 + 60,20 + 2,40 + 1,50 + 26 inch. + 18,80 TH core Sicomi ou ex-sicomi

	23-10-92	Diff.
all impetie	810	- 26
	240	+ 18
combat STP	310	+ 5
	373	- 2
Ospiecry	460	- 1
Locisius	145	+ 6 .
Selectibecque	120	+ 1,20
Jahol	870,111	+ 6,10

	23-10-92	DHE.
Accor BS Count Plan Cay Gundar CEP Correctable CEP Correctable COS Information Despite Ota Econ Glanfeste des Esta Hachette Hachette Lyumaine-Durses OGF Pub. Fipacobi Publicia STIA Sigos Sedanin TFI	234 180,10 1007 278 285 367 170 313 1969 107,80 415 467,10 500 547 2008 296,50 949	+ 43 - 8,50 + 12 - 12 - 12 - 21,10 - 17 - 11 + 109 - 142,70 - 15,50 - 42 - 7,50 - 28 - 20 - 31 - 31

Valeurs à revenu fixe

	23-10-92	Diff.
10 % 1978		inch. + 0,45 - 0,40 + 64 + 0,80

NEW-YORK

Tiraillée

NOCE DOW JONES Tiraillée entre des statistiques économiques meilleures que prévu et des résultats de sociétés décevants, la Bourse de New-York a dû

compter avec un net relèvement des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones est cependant parvenn à finir la semaine sur un gain d'une trentaine de paints (+1,04 %). Une certaine réserve a été observée lundi, anniversaire du «lundi noir» da 19 octobre 1987, où le principal indicateur de Wall Street uvait. cédé 508 points (22,6 %). Les taux d'intérêt à long terme ont commencé à grimper le même jour, les investisseurs craignant qu'une administration democrate ne savorise une relance de l'inflation en eugmentant les dépenses publiques. Une inflation plus forte diminuerait alors la rentabilité des investissements à ren-

dement fixe. Le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence sur le marché obligataire, est passé mardi au-dessus du senil de 7,60 % pour la première fais depuis juillet, terminant vendredi à 7,64 % contre 7,52 % la semaine dernière. La progression des taux à long terme a aussi été encouragée par les inquiétudes sur le prochain

mestriel du gouvernement américain, prévu pour le muis de herente.

Wall Street u bien réagi à l'annonce d'une baisse inattendue des demandes d'allocations chômage début octobre et de la meilleure performance depuis six mais des mises en chantier de logements en septembre. Mais ces statistiques ant été éclipsées par les mauvais résultats trimestriels de plusieurs entreprises américaines, dont Salomon, Monsanto, Dow Chemical et

Indice Dow Junes du 23 octobre

3°207,64 (c. 3 17	4,41).	
	Cours 16 oct.	Cours 23 oct
Alcaa AT	64 3/8 42 1/4 37 1/2 47 7/8 43 7/4 43 7/4 43 7/8 43 7/8 44 7/8 62 3/4 62 3/4 116 3/4 116 3/8 11 3/4 76 3/8	68 1/2 43 5/8 23 1/4 47 42 42 1/4 39 7/8 33 1/2 67 5/8 69 63 3/8 120 3/8 12 5/8 12 5/8 17 1/4

TOKYO

Baisse sur fond de scandale

La Bourse de Tokyo nière séance de la s a terminé la sursuit de 0,61 %. semaine en baisse 145 de étroit, marqué par le scandale qui a étroit, marqué par

touché l'éminence grise du Parti libé-(PLD) au promoir D'un vendredi à l'autre, l'indice Mikkei a reculé de 252,16 points, soit 1,45%. Le volume moyen échange quotidieninement s'est légèrement contracté, passant de 206,9 millions de titres

à 195,8 millions de titres. Dès hundi, le signal était donné. Le Nikkei, uvec un vif recul de 2,68 %, tumbait même sous la barre des 17 000 points pour la première fois depuis le 26 soût. A cette baisse succèda une très légère reprise mardi (0,5 %) et mercredi (0,9 %), les investisseurs spéculant sur un nouvel abaissement des taux après la contraction inattendue de la masse monétaire pour le mais de septembre. Le lendemain, faute de nouvelles encourageantes, le principal indicateur nippon aban-donnait 0,7 %. Toutefois, le Nikkei idevait rebondir un cours de la der-

Le fait notable de la semaine

雅科

if cultre more

The state of the s

merqué des investisseurs pour la cote. Outre le fait que cette période corresponde au début de la publication des résultats des entreprises. les opérateurs out été également préoccuppés par la corruption dans les milieux politiques japonais : le groupe le plus importante da PLD étant en proie à une lutte sans merci pour le pouvair depuis la démissinn de son chef, M. Shin Kanemaru, impliqué dans le scan-

dale Sagawa Kyubin. Indices du 23 octobre : Nikkei, 17 t17,65 (e.17 369,81); Tapix,

1 290,09 (1 313,2	.7).	
	Cours 16 oct.	Cours 23 oc
Alai Bridgestone	1 300 1 110 1 260 1 790 1 300 1 130 563 4 060 1 420	1 270 1 110 1 270 1 800 1 320 1 150 548 4 080 1 370

LONDRES Coup de chapeau + 4,1 %

La Bourse de Londres a salué l'ini-tiative du gouvernement de M. John Major, qui a place mardi la crois-sance et l'emploi au premier rang de ses priorités et a mis une sourdine à sa volonté de vaincre l'inflation à tout prix. Conséquence directe de la marche arrière du gouvernement sur les fermetures de puits de charbon et de l'aggravation continue de la récession, ce revirement a déclenché des espoirs d'une baisse des toux d'intérêt. Le marché s'est d'abord enthousiasmé, mais il u ensuite estimé que cet assouplissement ne se produira pas avant le «discours d'autornne » du chanceller de l'Echiquier. Le 12 navembre, M. Norman Lamont doit présenter les prévisions de dépenses publiques pour l'exercice 1993-1994. Comme des coupes importantes seront nécessaires pour contrôler le déficit, un abaissement des taux permettrait de compenser le

choc, selon les professionnels.
Indices du 23 octobre : 100 valeurs
2 669,7 (c.2 563,9); 30 valeurs
1 981,7 (c.1 872,3); Fonds d'Etat
93,41 (c.92,03) et mines d'or 76,3

Cours 16 oct	Cours 23 oct.
6.11 2,22 4,78 4,39 6,37 7,86 19,38 10,27 12,34 5,32 10,53	6.32 2.31 5.01 4.51 7.80 19.75 10.50 12.21 6.33 5.27 10.82

FRANCFORT Regain

+ 4,4 % La Bourse de Francfort a repris espoir, appréciant à sa juste valeur la tendance persistante à la baisse des taux de la Bundesbank, qui pourrait relancer l'activité économique. L'indice DAX a progressé de 4,4 %, dans un merché nu le valume des transactions e atteint 29,805 milliards de deutschemarks contre 19,44 milliards la semaine précédente. Selnn le Dresduer Bank, le marché des actions allemand continue d'être troublé par les effets antagonistes du marasme éconamique et des incitutions manétaires. Le passé a montré qu'une relance soutenne sur le marché des actions après une recession suivait la reprise du marché obligataire dans un détai de trois à six mois. Aussi une amélioration des principaux indicateurs éconamiques est-elle nécessaire. Dans l'immédiat, ces conditions ne sont pas encore réunies. Le marché devrait continuer à évoluer dans nne fourchette située entre 1 420 et

I 540 points. Indice du 23 octobre : DAX I 526,82 (c.t 461,61) .

	Cours 16 oct.	Cours 23 oct.
AEG BASF BASF Commerchank Deutschebank Hoechst Karstadt Manneaman Siemens	153,110 207,40 246,90 241,70 653 221 507 214 548,50	159.70 215,70 263 252,30 673,70 241 525 211 561,30

Agroalimentaire

3046 976 627 3180 3796 403 . 159,10 1000 Assurances

23-10-92 Diff. 414 822 290 850 301 422 + 24 + 112 inch. - 50 Bâtiment et matériaux

23-10-92 Diff.

Bouygues	475	- 34,1
Ciments français	301	+ 1
Coles	870	lach.
Eurotunnal	30.15	- 0.85
Found to	800	o 5
GIM Entrepose	279	- 0.90
Igenob, Phink	96,80	~ 9.70
Jeen Leighten	670	- 26
Laterge-Coppie	304	→ 37
Polist	186	+ 6
Saint-Gobeln	483	+ 13
5GE	140	- 7
Spie-Butigoolie	220	- 14

Chimie

	23-10-92	Deff.
r Liquide	747	+ 28 + 93
F Sanoti	1 103	↑ 3 3
eitet Mirianz	419 7 390	- 270
Challe	188.70	+ 15,30
etis Omnium	748	+106
ône-Poul Cl	626	Inch.
weeyl-Uclef	402	+ 1
mthekabo	1 111	+ 57

	23-10-92	. Diff.
SIC Christian Dior Christian Dior Christian Dior Christian Diarc Safe Christian Christ	963 229 458,90 277 341,29 990 904 1305 1000 546 1220	incis. + 14 • 18,90 • 15 + 17 - 5,50 - 6 • 80 - 0,60 inch. - 0,10 - 12 - 93 • 38

Crédit et banques

	23-10-92	DHT.		
Corno, Bancalre	372	+	15,30	
BILD CI	367	+	5,10	
Cottless	343	+	36	
Comprt. entr	197,50	-	0,50	
CCF	200,20		9,60	
CFF	\$55 ···	+	£3	
CLF	393,90	+	6,60	
Crédit (yor. Ci	394	-	84	
Crédit National	1020	4	28	
Société Générale	562	+	28	
SCYAC	630	+	55	
UFB Locaball	181	+	2	
UC	450	-	28	

93 38		INC	HCES CAC (da	lundi au vend	redij	
36		19-10-92	20-10-92	21-10-92	22-10-92	23-10-92
	Indice gén	446,2	453,0	481,6	454,9	460,8
DHFF. 15,30	Indice CAC 48 .	1 679,06	bese 100, 31 d 1 731,26	décembre 198 1 722,24	7) 1 1 730,74	1 766,41
5,10 36 0,50 9,60	Notions	el 10 % (Nomb	Cotation nn p	TIF courcentage : 142 485 e	du 23 octobr	rs 1992

-

ÉCHÉANCES COURS **JUIN 93 DEC 92** MARS 93

110,44

110,74

Détente monétaire

L'abaissement du aivean de l'intérêt qui caractérise le mnis d'octobre sur le marché européea des espitaux est d'autant plus sensible que les échéances des nonveaux emprunts sont rapprochées. Cette évolution favorise les opérations de courte ou moyenne durée et le compartiment de l'eurofranc français en voit sa physionnmie trausfirmée. Il n'est plus en mesure, comme il l'avait fait au début de l'année, de s'imposer sur le plan international comme une des rares sources de financement à vraiment long terme, vingt ou trente ans, de nombreuses émissions ayant été lancées darant la semnine qui vient de a'écouler. mais pour des durées qui ne vont pas au-delà de dix ans.

Tiraillée

M 450 200 1.0 20

Edward ...

A - 12 712

1000

FRANCFOR

er. I

- 49

7 - 1 THE

1225

يترثيكا ننا

A. 27 (201)

18 m

No. Ser.

a front a light.

1. 7. 7. 3. E. 1. 2. E.

the Prove Line

Les souscripteurs ne sont plus les mêmes. Il y a quelques mois l'euro-franc pouvait compter sur l'appétit des grands gestionnaires de fonds britanniques qui, traditionnellement, se montrent plus friends que d'autres d'obligatinus de longue durée. A présent, les titres en francs retiennent dsvantage l'atten-tinn des investisseurs d'Allemagne et des pays voisins, dont la monnaie est très étroitement liée nu deutschemark. Cela peut paraître paradoxal alors que l'attention de tous les spécialistes est précisément retenue par le développement estraordinaire du marché des titres internationaux en marks qui commence à bénéficier des mesures de libéralisation prises cet été par la banque centrale de Francfort (le Monde daté 5-6 juillet).

Deux éléments principaux expliquent la faveur dont jouissent, nutre-Rhin, les euro-obligations libellées en francs. Le premier est lié au regain de confiance dans la

monnaie française qui justifie l'espoir d'un rapprochement des ren-dements que procurent les titres en francs et ceux en marks. Déjà le différentiel entre les fonds d'Etat des deux pays s'est réduit et nombreux sont cenx qui s'attendent que le monvement se propage aux euro-obligations, estimant qu'il y a une sorte de retard à combler et que donc, ces penchaines semaines les cours des titres internationaux en francs pourraient davantage monter que coux en marka. La deuxième raison tient à la façon dont le marché des euro-obliga-tions en marks est de train de s'in-

Gigantesque opération britannique

Maintenant qu'il est possible d'y lancer de gigantesques transactions, les grands gestionnaires de fonds et les investisseurs institutionnels internationaux s'y intéressent tout particulièrement lorsque deux conditions sunt réunies. Il faut d'une part que le crédit soit d'ex-cellente qualité et que d'autre part le rendement soit supérieur à celui des boas on obligations du Trésor allemand qui, jusqu'à une période très récente, étaient les seus titres en marks suffernment liquides en marks suffisamment liquides qu'ils songenient à acquérir. Mais cela ne suffit pas toujnurs nux granda bailleurs de funds professionnels d'outre-Rhin qui, sur leur propre marché national, ont, en dehors des emprunts de leur gou-vernement, des possibilités de pla-cement très étendnes et nettement

C'est ainsi que les institutions allemandes n'ont que peu contri-bué au succès de la grande affaire de la semaine, un emprunt de

5,5 milliards de DM (soit plus de 18.4 milliards de francs) émis par le Trésor britannique ponr une durée de cinq ans. Les conditions de cette transaction ont été arrêtées mardi de facon à assurer les souscripteurs initianx d'un rendement d'au moins dix points de base de plus que les bons du Trésor de

Il nurait falln hien davantage pour allécher vraiment les gros investisseurs allemands qui, s'ils cherchent à diversifier la composition de leur portefeuille, préférent souvent acquerir des enro-obligations en francs français. Placé sous la direction de la Dentsche Bank, l'emprunt britannique a été émis dans le bat de rembourser les dettes contractées auprès des banques centrales qui étaient venues au secours de la livre durant la récente crise du marché des changes.

Plusieurs autres pays se proposent de suivre l'exemple de la Grande-Bretagns et de lever prochainement des fonds en marks en très grande quantité. Certains envisagent de s'adresser également au marché de l'eurofranc dont l'accès, pour l'instant, paraît réservé à des débiteurs français de premier plan qui ont à conclure leur programme de financement pour cette année. Nombre d'entre enx ont pris du retard du fait des încertitudes liées à la construction européenne et à la ratification du traité de Maastricht qui, cet été et jusqu'au début du mnis de septembre, n'ont pas permis le lancement de grands emorunts en francs.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre morose

1992 semblait s'annoncer comme un bon millésime dans le cuivre, Las! L'optimisme n'est plus de mise, les cours du métal rouge sont descendus à 2 280 dollars la tonne, voire, en milieu de semaine, à

Cette chute prononcée en dépit des apparences a sa propre cohé-rence : les conditions de produc-tinn se sont améliorées, la dée, et le cuivre n'échappe pas à la morosité ambiante dont pâtit l'en-semble des métaux. En outre, «le tnurbillon monétaire européen inquiète les opérateurs », constate M. Jean-Pierre Toffier, président de Francomet, une société de négoce des métaux non ferreux.

La production mondiale de cuivre nvait connu quelques hoquets à l'origine de l'embellie des cours du début de l'année. Actuellement elle se porte comme un charme, au grand dam des opérateurs : en Pologne, les mouvements de grève qui nvaient violemment secone le qui n'aicat violemment secoule le complexe cuprifère KHCM se sont arrêtés au bout de cinq semaines. Les mineurs ont fini par a'entendre sur un accord salarial. La Pologne, principal producteur de euivre européen (250 000 tonnes), représente peu sur ce marché, mais, en raison de sa proximité, ce pays a sur les cours un impact non négli. sur les cours un impact non négli-

Plus logiquement influent, le Chili: premier producteur mnu-dial, il assure 17 % de l'offié. Les mineurs, qui eraignaient les consé-quences de la privatisation de leur secteur – nationalisé sous Salvador Allende en 1972 -, se sont apaisés. L'extraction a'est remise en route. La production chilienne a bondi de

PRODUCTS .	COURS DU 23-11
Cultre h. y. (Loubes) Trois mois	1 409 (+ 30) Livres/tonac
Alternation (Lordes) Trois mois	1 185 (- · 2) Livres/tonse
Nickel (London) Trois mois	6 200 (- 51) Dollars/tonne
Secre (Paris) Décembre	260,50 (inch.) Dollars/tonse
Café (Lankes) Novembre	885 (+ 37) Doğumların
Cacso (New-York) Decembre	964 (+ 19) Dollars/tonac
Bié (Chicago) Décembre	345 (- 8) Cents/botsscou
Mais (Chago) Decembre	206 (- I) Conts/boissens
Seja (Chicago) Décombre	183,6 (+ 2,30) Dollarsit, courte
Petrolo (tante) Brent Decembre	28,15 (- 8,65) Dollars/baril

Le chiffre catre parenthèses indique la

beaux jours devant elle.

Seul point noir dans ce paysage trop rose: l'Afrique. Mais la réaction de marché à l'égard de ce continent est inquiétante: depuis l'année dernière, les cours n'anticipent plus les ruptures de charges observées fréquemment au Zaire et en Zambie... Comme si l'Afrique s'était englourie dans les subles s'était engloutie dans les sables mouvants de la mémoire, définitivement chassée de l'échiquier économique.

Sur une production mondiale de 9,2 millions de tonnes, la fameuse «ceinture de cuivre» formée par la Zambie et le Zaïre perd de son précienz métal. Elle ne fournit plus que II % du tonnage global - une production annuelle de 240 000 tonnes pour la Zambie et de 200 000 tonnes pour le Zalre pen-dant l'année 1991.

- . Un mayire qui sombre

C'est peu nn regard des tonnages de 1981, per exemple : ils s'établis-saient respectivement à cette épo-que à 571 000 tonnes et 468 000 tonnes. Dans son rapport Cyclope (Editions Economica), Philippe Chalmin note que la Gécamines, laprincipale entreprise du Zaïre, « ressemble de plus en plus à un navire qui sombre».

L'irrégularité des tivraisons serait duc à la langueur de la chaîne d'approvisionnement et aux conséquences des mouvements sociaux qu'a connus ce pays l'année der-nière. Mais surtout, les capacités africaines, an Zalra comme en Zambie, sont sérieusement hypothéquées par la sous-investisse-

a Personne ne veut plus investir en Afrique à cause du sida, des troubles politiques et des difficultés de la vie quotidienne», dit criment un opérateur de Transamines, une firme française de négoce des métaux. « L'absence mtale de confort est devenue insupportable», selon un autre opérateur. En outre, «ce n'est un secret pour personne, un approvisionnement venu d'Afrique se situe en dessous du tonnage promis et arrive en retard ».

Pnurtant, les analystes nat estimé que, si la Gécamiaes déce-nait les financements nécessaires de ses bailleurs de finnds belges, elle pontrait eacore produire 450 000 tonnes de euvre par an environ. Actuellement, elle fonctionne à 25 % de ses capacités.

Plus heureuse que son voisin, la Zambie est réputée pour son curvre de bonne qualité. Mais les mêmes problèmes d'extraction – elle va en diminuant –, de main-d'œuvre et de sous-investissement se posent. Les dirigeants zambiens ont mani-

13 % l'nd passé; elle n encore de festé le désir de privatiser leur éconamie. Les mines de cuivre sont les premières concernées. Le groupe sud-africain Angio-American, qui détient actuellement 27 % de la principale mine de cuivre de Zambie, tarde à grossir ses parts. Les investisseurs se fout rares. Les négociations s'enlisent

> La mise entre parenthèses d'une Afrique sinistrée ne doit pas occulfre : nutre le Chili, les producteurs américains (Asarco en particulier), après une période difficile, sont entrés dans une phase positive de renégociation des salaires.

> Quant à l'ancienne URSS, à court de devises, elle continne à inonder le marché de cuivre de qualité médiocre. . .

Une offre plethorique, sans sur-prise, une demande faible, telle est la situation peu eaviable du cuivre. Les achats chinois — ils avaient atteint depuis le début de l'année 260 000 tonnes de cuivre raffiné -se sont arrêtés, faute d'argent, sem-

Par ailleurs, les achats spéculatifs des fonds de retraite américains. qui avaient quelque peu soulenu les cours, se soat également stup-pés. Enfin, le Sud-Est asiatique, un moment présent, a'est retiré du marché. A cela a'ajnate une absence désespérante de perspec-tives : l'industrie mécanique se fait da plus en plus marose en

Vitalité de l'offre, amnindrissement de la demande, stocks du LME (London Metal Exchange) relativement pesants - de l'nrdre de 260 000 tonnes -, tnus les ingrédients sont réunis pour une souveile léthargie des cours.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBI	ELEL	UK
	Coers 18-10-92	23-10-90
Or Sin Jido en hemaj	54 800	-
- \$60 at layer		56 000
Price Suspine (2) t.)	. 315	321
o Place traceane (10 fc)		445
Frice mine (20 ft.)	315	320 230
Pièce indre (20 k.)	3(1	323
o Pièce teclologre (20 fc) . Schoolik	415	424
e Souvenie Stenbeit I	427	438
a Dani-sectoria	316	330
Piles de 20 deles	1 990	1 560
10 doffes	1 120	1 060
a - Stelles	590	575
- 50 pers	2 035	2 130
e - 20 ====	376	
- 10 Nortes	325	331
e - Sroties	235	230

. O Can piècon d'or ne pont conies qu'à la péance

DEVISES ET OR

Le dollar sous pression

Une forte activité n régné sur les marchés des changes, où le dollar n effectué une montée remarquée, passant, en buit jours, de 1,4730 à 1,53 deutschemark et même devantage, et de 5 francs à 5,20 francs, soit une hausse de 4 %. Maintenant, tout le mondé joue une réduction de l'écart de taux entre New-York et Francfort. L'acrement inférieur à Francfort, légèrement inférieur à 6 points. Cette réduction s'effectuepomis. Cette intention des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne (voir la rubrique Marché monétaire et obligataire). En conséquence, les opérateurs commencent à se mettre «longs» sur le dollar, c'est-à-dire à prendre position à la hansse, pour toute une série de raisons (le Monde du 22 octobre 1992).

Outre la réduction d'écart de taux précédemment évoquée, ils citent la lente reprise de l'économie aux États-Unis face à une Europe qui risque de s'enfoncer dans la stagna-tion co la récession et la levée des incertitudes au lendemain de l'élection présidentielle américaine, et, bien entenda, la sous-évaluation chronique du «billet vert», au moins 25 % en pouvoir d'achat.

De plus, les spécialistes en graphiques (Charists) font remarquer que, depuis son plus bas cours his-torique, 1,3895 deutschemerk, tou-ché le 1= septembre dernier, le doilar n pousse trois pointes successives, retombant chaque fois un pen mnius bas. Le cours de 1,52 deutschemark constituait un plafond lors des deux premières pointes, plafond qui vient d'être crevé avec, pour objectif, selon certains opérateurs sagaces, 1,57 ou

1,58 deutschemark. Pour l'an pro-chain, ils envisagent 1,80 deutsche-mark (+ 25 %) dans tous les cas de mark (+ 2) %) dans tous les cas de figures, y compris celui d'une hausse des taux nuéricains à long terme provoquée par des craintes nu sujet du déficit budgétaire des États-Unis.

Cette remontée du dullar est accueillin avec ravissement par les Européens, dans la mesure où elle s'effectue aux dépens du mark et s'effectue aux depens du mark et permet aux autres devises de se maintenir sans trop de difficultés. Le franc français fait très bonne contenance vis-à-vis de la devise allemande, qui cote légèrement au-dessis de 3,39 francs, à égale distance entre son cours plafinnd de 2,4305 francs et son cours piarind de 2,4305 francs et son cours piarind de 3,4305 francs et son cours pivot de 3,3538 francs.

Créer un choc en favear de la reprise

Notre monnaie continue à béné-Notre monnaie continue à béné-ficier des rapatriements de devises vendues par la Banque de France avant et après le référeadum du 20 septembre sur le traité de Mazs-tricht. A la veille du week-end, ces rapatriements, qui se sont accélérés, atteignaient les trois quarts des sor-ties (l'équivalent de 160 milliards de francs), ce qui a permis à l'institut francs), ce qui a permis à l'institut d'émission de rembourser à la Banque fédérale d'Allemagne une très grande part des prêts en marks (swaps) qu'elle avait consentis pendant l'attaque.

La livre sterling a plutôt bien résisté an grand virage du premier ministre britannique John Major, qui donne désormais la priorité à la croissance, à l'emploi et à la baisse des taux, de préférence à la lutte contre l'inflation. Pour le Financial

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 OCTOBRE AU 23 OCTOBRE 1992 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lives	\$EU.	Frant français	Press	D.merk	Franc bulge	Florin	Liro itationno
andre		1,6(10	1,3756	2,2006	2,4697	50,8271	2,7790	2161,90
	-	1.6600	8,3617	2,1821	2,4160	50,3976	2,7548	2146,3
Hem-York	1,6119		19,2345	73,2864	65,2316	3,1696	57,9710	0,0074
- I GLA	1,6600	-	19,7768	76,8746	67,8656	3,2938	60,2591	0,0077.
- di	8,3756	5.1990	-	380,6003	339,1389	16,4786	301.3913	3,274
	1,1017	5,0010	-	189 1188	.139_3960	16,472)	301,3558	3,867
beich	2,2006	1,3560	24,2743	-	89,1063	4,3296	79,1884	1,017
-	2,1821	IJ18	26,2847		E9,2094	L)297	79,2106	1,016
Francis t	. 2.4697	1,5330	29,8541	1177722		4,8596	88.8694	1,142
,,	7,1860	1,4735	29,46-11	112,0959		4,8534	88,7948	1,139
	SE #271	31.56	6,0685	23,0966	20,5806		18,2899	2.3516
	50,3976	30.36	6,0708	23,0962	20,6040		18,2947	23-181
and makes	2,7790	1,7250	331,79458	1,26281	112,52446	5.46751	-	1,285,39-19
Vernerinan)	2.7541	1,4,585	JUL BUGS	1,262-8572	112,62301	· 5,46607	-	5.2834493
	2161,96	13Q	254,1266	982,4305	875,4077	£7.53566	777,9710	-
	2146,34	-1213,80	258,5483	983,6440	877,5025	42,58393	779,1503	
·	196,78	122,10	23,000	#9_3E507	79,64775	J.87005	70,78261	6.09098
	199.03	119,90	23,97520	91,21339	B1_37089	1,94928	72,25068	8,891738

A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi 23 octobre, 4,2579 F contre 4,17097 F le vendredi 16 octobre 1992.

complétement son retard de compé-titivité, devrait se situer entre 7,93 francs et 7,77 francs, coutre 8,37 francs à l'heure actuelle. Le retard n'est dane pas entièrement rattrapé et il reste à la devise britannique encore une marge de dérive. La lire italienne est demeurée inchangée à 875-880 lires pour un mark, malgré la baisse du taux d'escompte. Quant à la peseta, le ministre des finances espagnol, M. Carlos Solchaga, s'est dit pret à une nou-velle dévaluation à condition qu'une réforma du système monétaire euro-péen jatervienne. Dans l'immédiat, cette devise, encore largement sur-évalnée, a dû être soutenue par la Banque centrale.

Times, les taux d'intérêt à court terme, déjà ramenés de 10 % à 8 % depuis la sortie de la livre du sys-

tème monétaire européen, devraient ne pas dépasser 6 % afin de créer un

choc et déclencher la reprise. L'exemple américain, néanmoins,

démontre que le recui des taux n'est

pas suffisant pour faire redemarrer

une économie lourdement grevée

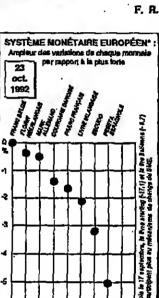
En ce qui concerne les cours actuels de la livre, depuis le réali-

gnement général de janvier 1987, la Grande-Bretagne a accumulé un retard de compétitivité sur la France

de 16.8 % en différence d'inflation

cumulée et de 19 % à 20 % en coûts

salariaux unitaires. Par rapport à son conrs de février 1987 – 9,26 francs – la livre, pour rattraper



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Baisse générale des taux

Une véritable euphorie a régné eette semaine sur les marchés linanciers européens, où la Banque fédérale d'Allemagne a railumé tous les espoirs de détente générale des trait d'intégate d'automét. des taux d'intérêt, en revenant, pour ses pensinns à très court terme, à la procédure d'adjudica-tion à taux variable et non plus fixe, et en profitant pour ramener de 8,90 % 4 8,75 % le niveau des

pensions en question. Immédiatement, les Banques centrales de la zone mark, celle de Belgique, des Pnys-Bas et d'Au-triche ont dimiaué d'un quart de point leur taux d'escompte, pourcentage porté à un point complet pour l'Italie (de 15 % à 14 %), niveau intolérable, il est vrai, pour une économie déjà en quasi-stagna-

A Paris, si la Banque de France a maintenn à 9,60 % son taux d'adjudication pour ses appels d'offres, et à 13 % pour ses pensions à cinq-dix jours, ce qui n déçu beancoup d'opérateurs, la loyer de l'argent au jour le jour a fini par revenir à son point de décart d'avant nir à son point da départ d'avant la crise des changes, soit un peu plus de 10 % (10 1/8 %) à la veille du weck-end. Cantre 11 1/8 %-11 1/4 %, buit jours auparavant.

Comme on pouvait l'escompter, les «tombées» d'emprunts de francs à un mois, contractés avant et après le référendum du 20 septembre par des non-résidents pour tembre par des non-residents pour spéculer contre notre minnaie se sont multipliées, restitaant des liquidités à la place, au point que la Banque de France a pu se permettre de repreadre de l'argent, après en avoir libéralement distribué, il est vrai. M. Michel Sapin, ministre des finances, a salué ce retour au point de départ, mais il convient toutefois de souligner. convient, tnutefais, de souligner qu'entre-temps la Banque fédérale d'Allemagne a abaissé de ,10 point son taux d'adjudication,

à 8.75 % Pour rétablir complètement les

choses en l'état, il faudrait done que le inyer de l'argeat à enurt terme revienne à 9 %/9,25 %, gar-dant l'écart initial avec celui pratiqué à Francfort. Ce retour consti-tuera le véritable juge de paix sur la santé du franc.

Espoir danc d'une détente des taux progressive en Europe, qu'en-tretient la Bandesbank en faisant connaître discrètement aux banques allemandes qu'elle ne verrait pas d'obstacle à voir ses pensions s'établir à 8,25 % nux environs de Noël, soit un demi-point de moins. Elle a confirmé, comme on s'y attendait, qu'à l'avenir l'évalution de la masse monétaire de M3 ne jouerait plus le même rôle.

Cette masse progresse très rapidement aetuellement – 9,1 % en septembre après 8,8 % en soût, au lieu des 3,5 %-5,5 % assignés ea début d'année – mnis elle a été gonflèe, le mois dernier, par les 40 milliards de marks créés par la Bundesbank pour soutenir la lire, la livre et la franc. La croissance magne, jugée trop rapida par la Banque, a été ramenée à 9,5 % contre 10,9 %, le tout sur six mois.

L'euphorie est de mise

A Paris, le MATIF a caregistré A rans, te MATIT à caregiste le signal cinq sur cinq, le cours de l'échéance décembre bondissant de 109,45 à 110,80, au plus baut depuis août 1989, ce qui confère à POAT dix ans un rendement qui se rapproche de 8,20 %, au plus bas depuis netnbre 1986, date à laquelle la grande décrue, anuoncée au début de 1982 à 16,75 %, a pris fin. Les étrangers se sont portés fin. Les étrangers se sont portés achetaurs avec viguenr, ce qui a réduit à 0,8 point environ l'écart de rendement de l'OAT avec le BUND allemend à dix ans (7,40 %). Si tout va bien, on pour-rait enregistrer encore un demipoint de réduction de l'écart, esti-.

ment les opérateurs. Sur in marché obligataire, l'euphorie est également de misc. Les étrangers sont là, en force, et se sont même inté-ressés à Floral, le faux nez du Crédit local de France, qui a levé avec ane grande facilité 1,5 milliard de francs à 8,50 % naminal sur sept ans sous l'égide du Crédit commercial de France.

Les étrangers ont également souscrit à la Caisse centrale de coopération écommique (CCCE), qui demandait 1,3 milliard de francs à 8,60 % et douze ans, avec la garantie inconditionnelle de

Pour la semaina prochaine et la anivante, on attend l'Aérospatiale, le CEPME, le GOSTP et, naturellement, la Caisse autonome de refi-nancement (CAR) qui titrise indirectement des prêts aux HLM consentis par nae Caisse des dépôts en mai de ressources pour financer le logement social, la snurce constituée par l'excédent des dépôts sur les retraites dans les caisses d'épargne étant tarie.

FRANÇOIS RENARD

 La COB transmet à la justice son rapport sur Métrologie international.
 La Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé, à l'issue de son enquête sur le marché des titres Métrologie international, de transmettre le dossier au tribunal de grande instance de Paris et d'ouvrir une procédure de sanction administrative. L'enquête, ouverta début janvier, fait ressortir que «l'information diffusée par la société sur sa situation financière et ses pers-pectives de résultats » est « susceptible d'encouris des critiques au regard de l'article visant la diffusion d'informations fausses ou trompeuses », selon un communiqué de la COB du vendredi 23 octobre.

Ayant obtenu satisfaction

Les militaires togolais ont libéré leurs otages

L'ancien président Rakhmon Nabiev reprendrait le pouvoir au Tadjikistan

· L'ancien président Rakhmon Nabiev pourrait reprendre le pouvnir au Tadjikistan, a rapporté, samedi à Moscou, l'agence Interfax. Le Parlement et le palais présidentiel, dans la capitale, Douchanbé, nnt été repris par ses partisans. M. Safnrali Kendjalev, ex-président de l'Assemblée, et proche de M. Nabiev, a déclaré à l'agence que le présidium du Parlement ullait être de nouveau réuni

p Réunion d'urgence de Conseil de sécurité russe à Moscou. - Le pré-tident Boris Eltsine a convoqué d'urgence, samedi 24 octobre, le Conscil de sécurité de la Fédération de Rus-sie, l'instance suprême chargée des questions de sécurité intérieure, a annoncé Radin Russie. La réunion doit être notamment consacrée à l'avenir du gouvernement de M. Egor Gaïdar. Le Conseil de sécurité devrait se prononcer pour ou contre la formation d'un souvernement de coalition. Le bloc centriste (Union civile d'Arkadi Volsky) soutenn par le vice-président russe Alexandre Routskoi, a réclamé à plusieurs reprise la création d'un gouvernement de coalition chargé de corriger le cours des le général Pavel Gratchev a lancé, vendredi, un avertissement à peine voilé à «certains parlementaires». * L'armée se tient au côté du prési tient, a-t-il déclaré, au cas ou quelqu'un tenterait de porter atteinte à son pouvoirs. — (AFP.)

sous le contrôle des eutorités légales. A Moscou, le ministre russe de le défense, le général Pavel Gratchev, a ordonné samedi Tadjikistan de rester neutre dans le coup d'Etat en cours à Douchanbé, la capitale de cet Etat d'Asie cen-trale, a indiqué le centre de presse

Ancien chef du Parti communiste local, M. Nabiev avait démissinné, le mnis deraler, sous la pression de ses adversaires «islamonationalistes». Il avait par la suite affirmé qu'il avait été contraint à cette démission. Les évangements s'étaient précipitée événements s'étaient précipités dans la nuit de vendredi à samedi. Vendredi, l'état d'urgence et le couvre-feu avaient d'abord été décrétés dans la capitale par décisinn du président par intérim, M. Iskandarov, pour éviter l'extension des combats à Donchabé. Dans la matinée du 24 octobre, l'agence Itar-l'ass annonçait que les troupes russes avnient pris le contrôle de l'aéroport et de la télévision centrale de Douchanbé.

Le général Gratchev a ordonné à la 201 division d'infanterie moto-risée de ne pas s'immiscer dans les combats qui se déroulent actuellement dans le centre de Douchanbé entre forces gouvernementales et forces loyales à l'ancien président communiste Rakhmon Nabiev.

La radio-télévision avait été utilisée en septembre par M. Safarali Kendjarev pour dénoncer le «coup d'Etat fondamentaliste» qui a ren-

Le projet d'un nouvel aéroport dans la colonie britannique

La polémique rebondit entre Pékin

affaires de Hnngknog, M. Lu Ping, a lancé, vendredi 23 octobre, nne très violente attaque contre les projets de réfirme du gouverneur de la colnnie britanhique, au lendemain même de la visite de M. Chris Patten à Pékin (le Monde du 24 octobre).

M. Ln a déunacé la « dipluma-

tie du microphone » de M. Patton, qui ne peut que e susciter le

désordre » à Hongkong.

Pour sa part, à son retonr à Hongkong, M. Patten a déclaré: « Je ne menace personne. Ce n'est pas menacer la stabilité de Hongkong que de faire des propositions qui nnt le snutien de la grande mujurité de l'upinion de Hungkong. (...) Ce serait plus facile de discuter si, au lieu de ne recevoir que des critiques [sous-entendu, de Pékin], nous entendions des propositions alternatives. »

e L'aéroport sern construit. a-t-il affirmé, non pas parce qu'il sert les intérêts britanniques. mnis parce que Hangkong en o besnin, et Hungkong l'uura ». -(UPI. Reuter.)

mentalistes islamiques ont fait un coup d'Etat militaire pour prendre

Les combats, qui nnt fait rage dans le sud du Tadjikistan pendant plusieurs mois entre partisans et adversaires du président Nabiev, ont fait plus de mille morts. Les dirigeants tadjikes s'étaient rendus jeudi à Moscou pour demander au président Boris Eltsine l'interven-

versé le président Nubiev. « Nous ne permettrons pas que le fandamentalisme détruise ce que nous avons réalisé durant de nombreuses années », evait-il dit ; e les fonda-

tion des troupes russes ponr le maintien de la paix dans le Tadji-kistan. – (AFP, Reuter.)

La centaine de militaires qui

avaient pris en otages trente-neuf membres de l'Assemblée législative

de transition à Lomé (le Monde du

24 octobre) ont vu leurs revendica-

tions satisfaites, vendredi 23 octobre,

et ont donc libéré, après vingt-cinq

heures de crise, leurs otages, qui oot tous affirmé avoir subi des violences

physiques. En riposte, l'opposition au chef de l'Etat, le général Gnassingbé

Eyadéma, a annoncé pour lundi une

grève générale de trois jours. Cette

prise d'otages a permis à l'armée d'obtenir le déblocage des fonds de

DALLEMAGNE: nouvelles bausses d'impôts en prévision. - Le

gouvernement allemand envisage de

nouvelles hausses d'impôts à partir

de 1995, a annonce, vendredi

vernement, M. Dieter Vogel. II a

assuré qu'il n'y aurait pas d'augmen-

tation de la pression fiscale en 1993

et 1994 (Jes prochaines élections

générales auront lieu fin 1994). Il a

ral devra supporter les échéances de

l'ex-RDA, notamment les dettes des

entreprises publiques est-allemandes,

d'un montant au moins égal à 400

nilliards de marks. - (AFP, Reuter.)

ci Attentat au camp de concentra-

tion de Ravensbrück. - Plusicurs' sources, dont la chaîne de télévi-

sinn ARD, nnt révélé, vendredi

23 octobre, que des inconnus ont

jeté, dans le courant de la semaine,

des engins incendiaires sur un

monument érigé à la mémoire des

victimes juives dn camp de concentration de Ravensbrück. Il y

e quelques semaines, nn monu-

ment à la mémoire des victimes dn camp de Sachsenhausen avait éga-lement été la cible d'un attentat. — (AFP, AP, Reuter.)

CAMBODGE: M. Roland Dumas à Phuom-Penb les 7 et 8 novembre. – Le ministre français

des affaires étrangères se rendra eu Cambodge, les 7 et 8 novembre

prochain, un an après la signature des accords de paix de Paris. M. Roland Dumas sera accompa-

gné par son homologue indonésien, et coprésident avec lui de la confé-rence de paix M. Ali Alatas. Selon

le porte-parole du Quai d'Orsay,

les deux ministres e engageront dans la première quinzaine

de novembre une initiative pour relancer le plan de paix», mis à mal par l'obstruction khmère

rouge. Ensuite, le Conseil de sécu-rité des Nations unies « prendra les décisions appropriées en fonction de cette initiative ».

DANEMARK: Popposition propose un « compromis historique » sur Maastricht. — Trois partis d'op-

position qui détiennent la majorité nu Folketing (les sociaux-démo-

crates, les socialistes populaires et les radicaux) nnt adopté, jeudi 22 octobre, un *e compromis histori*-

ques demandant au gouvernement de négocier un arrangement spécial « parmanent «t juridiquement

contraignant » dispensant le Dane-mark des dispositions majeures du traité de Maastricht. Ces forma-tions souhaitent que le Danemark bénéficie de plusieurs clauses de

sauvegarde sur la monnaie, la

défense, la politique commune en matière de droit d'asile et de police

a ITALIE : démission du maire de

Gênes à la suite d'irrégularités

et sur la citoyenneté europ

couligné qu'en 1995 le budget fédé-

EN BREF

Pratiquant 1'« entrisme »

Une organisation d'extrême droite a tenté de s'infiltrer chez les jeunes Verts

D'ordinaire, les groupuscules ne font pas une publicité tapageuse autour de leurs opérations d'infiltration - d' «entrisme» - dans d'autres formations politiques. C'est pourtant ce que fait une petite nrganisation d'extrême droite, Nouvelle Résistance, dirigée, de Nantes, par M. Christian Bouchet, en se vantant d'avoir réa-liser «une OPA sur Ecolo-J», la branche jeune des Verts, qu'i tien-dra son assemblée générale à la fin du mois d'octobre.

Ancien secrétaire général du groupe Troisième Voie de M. Jean-Gilles Malliarakis, dont il s'est séparé à l'été 1991 parce qu'il lui

l'ex-parti unique, le Rassemblement du peuple togolais (RPT, qui soutient le général Eyadéma). Sous la menace des armes, le président de l'Assem-

blée de transition, Mgr Philippe

Kpodzro, a signé un texte deman-

dant aux banques de débloquer ces fonds, évalués à 130 millions de

francs. Le RPT, l'armée et le général

Eyadéma avaient à maintes reprises

réclamé la redistribution de cet

argent. Comme souvent depuis le début de la période de transition,

leurs exigences ont été satisfaites par un coup de force. — (AFP.)

le Front national, M. Bouchet indique, dans un communique, que e le id octobre, la coordination nationale d'Ecolo-J (...) a exclu de ses rangs dix-sept adhérents accusés d'être des membres du mouvement Nuvrelle Résistance, infiltrés dans la mouvance écologiste».

Une centaine de militants

Joignant une copie de la lettre d'exclusion de ces inflitrés et des extraits de la propagande interne de son groupe, invitant à l'infiltra-tion et à des etentatives de récupération d'actions écolos», M. Bou-chet détaille l'opératinn, en prétendant qu'a une centaine» de membres de son mouvement e ont pris le contrôle de douze groupes départementaux ».

A Ecolo-I, on confirme qu'une vingtaine de militants d'extrême

die, à Nantes, à Angers et à Greno-ble. En revanche, M. Yann Wehrling, secrétaire national d'Ecolo-J, qui n'a e jamais eu ce genre de qui n'a e jamais eu ce genre de problème auparavant, assure que, s'il reste encore quelques infiltrés, ils sont « peut-être encore une dizaine, mais qu'ils ne contrôlent « aucun groupe départemental». De fait, la centaine de militants dont parle M. Bouchet dépasse certainement les effectifs de Nouvelle Résistance. En fondant son groupe dissident, n'avait-il pas précisé, luimême, que la presse de M. Malliarakis n'nvait jamais compté plus de 252 abonnés (1)?

(1) Dans les Droites nationales et radi-cales en France, de Jean-Yves Camus et René Moneat : éd. Presses universitaires

La réforme de la réglementation de 1945

Faciliter l'accès de la haute couture aux jeunes créateurs

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, a annoncé, mardi. 21 octobre, une réforme des statuts de la haute couture. Le but est de faciliter l'accès de jeunes créateurs à ce label dont la réglementation datait de 1945 et dont seules vingt maisons pouvaient se prévaloir jus-qu'ici. Destinée à aider l'industrie française de la mode et du parfum dont on estime qu'elle est « tirée » par la haute courure, cette réforme était préparée depuis pius d'un an par un groupe de reflexion consti-tué de professionnels.

Ces mesures représentent essentiellement un allègement des contraintes imposées pour obtenir ce titre. Désormais, les jeunes maisons de haute conture pourront employer dix ouvrières au lieu de vingt et présenter vingt-cinq modèles par collection an lieu de cinquante. Les maisons de mode qui veulent devenir maisons de beute couture devront employer quinze ouvrières et présenter trente-cinq passages à chaque collection. D'autre part, la réforme prévoit que la « commissinn de classement» qui décernait aupara-vant le titre de haut couturier est dessaisie de ce ponvoir au profit du ministre de l'industrie. Enfin, un statut de «couturier» est créé,

sans obligation statutaire. Cette réforme devra faire l'objet soit d'un décret, soit d'une loi, a indiqué le ministre, précisant que, dans ce dernier cas, elle pourrait être écaminée au cours de l'actuelle session parlementaire.

Après la publication d'un rapport de sa présidente

Le conseil d'administration d'Espace 3 désavoue M= Doré

Les administrateurs de France 3 au conseil d'administration de la régie publicitaire Espace 3 se sont désolidarisés jendi 22 octobre dn récent erapport d'activité» du PDG de la régie, Me Christiane Doré: Ce rapport, qui avait été présenté le septembre à la commission d'enquête parlementaire sur les médias, critiquait certaines « habitudes dommageables » dans « les relations» des régies avec « les autorités de tutelle et les chaîness.

Jeudi, les représentants de France 3 out exprime leur a complet désaccord avec la méthode de diffision employée pour dividguer ces informations » et « leurs plus expresses réserves sur le contenu» d'un rapport qui n'aurait e jamais ete soumis au conseil d'administration» avant sa diffusion. Selon certains observateurs, les relations entre lains observateurs, les relations cutre le PDG de France Télévision, M. Hervé Bourges, et M= Doré sont notoirement mauvaises, et un départ de celle-ci n'est pas à exclure.

et le gouverneur de Hongkong

Le responsable chinois des

« Les Chinois espèrent qu'il n'y aura pos de confrontation, car ce n'est pas dans l'intérêt de Hongkong, mais si, de l'autre côté na persiste à la vaulair, alors naus n'aurans pas le chaix», a-t-il décleré menacant de ne nius soutenir le projet de nnuvei aéropart et d'abalir les réfarmes démocratiques prupusées par M. Patten dès le retour de Hnngkong à la Chine, en 1997.

SOMMAIRE

Il v a trente ans : la crise des mis-

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslevie . 3 La visite en Chine de l'empereur du Etats-Unis : le regain de popularité de M. Ross Perot Inquiète les états-majors républicain et démo-Cameroun : la Cour suprême annonce la réélection du président

POLITIQUE

Après négociation avec les coms, le gouvernement obtient un vote favorable sur la première Livres politiques, par André Lau-Les rocardiens eponrtent leur M. Chirac tient à l'organisation de

e primaires » dans l'opposition.... 7

Le jugement dans l'affaire du sanç Paris demenda le « rappel en Environnement : M- Ségolèns Royal proprise la création d'un ire marin entre le France e La Conseil d'Etat conclut à la légalité du permis à points.

HEURES LOCALES

pour effacer la marée noire e Polémique sur le nom d'un lycée à Sète Ville diletée, ville éclatée
 Débat : « Automobile et trans-... 11 à 13

Mnde : marasme, désarroi et panache du prêt-à-porter 15

Ouverture du 15- Salon internetio-nal de l'ailmentation : les indus-triels face à des consommateurs British Airways ve recheter la com-

Abonne Carnet... Mots crois La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM Ce numéro comporte un cahier e Radio-télévision »

ports en commun», per Christian

ÉCONOMIE

pagnie aérienne Dan-Air...... 17 Revue des valeurs 18

Services

16

Le numéro du « Monde » daté 24 octobre 1992

M. Romano Merlo, membre du Parti social-démocrate (PSDI), a démissionné de ses fonctions en raison d'irrégularités constatées dans la gestion de l'exposition crée à Christophe Colomb, a annucé la presse, vendredi 23 octobre. Les chiffres afficiels faisant état de 1.7 million de visiteurs en trois mois auraient été. selon la presse locale, largement gonflés. - (AFP.)

D JAPON : nouveau chef pour le class de M. Takeshita. - Un proche de l'ancien premier ministre Takeshita e été choisi, jeudi 22 octobre, pour prendre la tête de la plus importante faction du parti libéral-démocrate an pouvoir. M. Keizo Obuchi, ancien secrétaire général et porte-parole dn gonvernement, remplace M. Shin Kanemaru, contraint de démissinnner après evoir été impliqué dans le scandale politico-financier Sagawa Kyubin. Sa nomination est toutefois contestée au sein de son propre clan.

UN NOUVEL OUVRAGE DE RÉFÉRENCE Laronsse histone de des seiences occultes COMPLET, COMPACT! Larousse Cet nuvrage, enrichi d'un glossaire et d'une présente un vaste panorama de la pensée ésotérique, de l'Antiquité à nos jours, dans ses rapports avec la spiritualité, l'Église et les GERGRAPHIE États. Hermétisme, alchimie, kabbale, philosophie de la nature... Tous les concepts ésotériques sont traités avec clarté. 348 pages, 75 F. ARTS ET LITTERATURE COLLECTION" RÉFÉRENCES" LAROUSSE, UNE SÉRIEUSE RÉFÉRENCE.